

441015A

Les certitudes balayées et le désarroi intellectuel laissent place, peu à peu, à de nouveaux projets d'action pour transformer la société

DEPUIS plus de dix ans, le capitalisme mondial s'enfonçait dans une crise durable dont les issues sont incertaines : une « crise » du capitalisme n'implique pas nécessairement un effondrement proche et inéluctable. C'est aussi pour lui l'occasion de renouveler ses formes d'exploitation et de domination, dont la crise marque précisément l'obsolescence. La reconstruction du capitalisme à l'échelle mondiale implique la tentative de mettre en place dans les formations occidentales un nouveau dispositif étatique : d'une part, les Etats occidentaux s'intègrent en des « systèmes d'Etat » qui tentent de maîtriser le développement mondial en exigeant de chacun qu'il se désengage de ses priorités nationales ; ils doivent, d'autre part, se décharger de certaines de leurs anciennes tâches de gestion de la vie économique et sociale sur leurs propres périphéries (les pouvoirs régionaux et locaux), voire confier ces tâches à des comités de citoyens, des associations, des mouvements sociaux. Ceux-ci sont nés des excès et des défauts de la logique du « tout-à-l'Etat », qui a prévalu pendant la phase d'expansion de 1945 à 1970.

Un pareil dispositif présente l'avantage certain, pour la classe dominante, de faire passer dans son camp les nouvelles couches de la petite-bourgeoisie intellectuelle, très actives dans les « nouveaux mouvements sociaux » et les « expériences alternatives », et qui conquièrent ainsi la parcelle de pouvoir politique à

laquelle elles estiment avoir droit et pour laquelle elles s'étaient lancées dans la contestation à la fin des années 60 (1).

En France, c'est la « gauche autogestionnaire » (P.S., P.S.U., C.F.D.T., « nouveaux mouvements sociaux ») qui s'est faite le défenseur de ce projet néo-social-démocrate, face, d'une part, à une droite qui se contente d'en reprendre immédiatement quelques bribes, et, d'autre part, à un parti communiste qui a préféré le repli au risque de se marginaliser par rapport à ce nouveau dispositif étatique, pour

Les pays les plus industrialisés et les plus démocratiques ne perdent nullement leur conscience nationale, mais celle-ci est de moins en moins étatique et de plus en plus sociale. Elle s'appuie sur la conscience de participer à une collectivité où le plus grand nombre est associé au plus de décisions possibles, où les conflits sont débattus, où les réformes s'introduisent, où les innovations sont acceptées » (page 105).

Bref, alors que la nouvelle droite se propose de répondre à la crise de l'Etat en le renforçant de façon

les fissures de l'édifice capitaliste), c'est pour l'enfermer dans un nouvel univers idéologique qui, malgré son opposition apparente au précédent, n'en poursuit pas moins mutatis mutandis le même but : sauver l'Etat et, avec lui, le capitalisme en crise.

Le livre d'André Gorz, paru un peu plus tôt, présenté comme un nouvel acte de lucidité et de courage théorique en ces temps troubles, représente en fait un alignement sur les principaux thèmes de l'idéologie française la plus récente.

s'agit de convaincre en priorité des vertus de la « société dualiste », et de persuader qu'il ne serait pas raisonnable de s'attaquer aux grandes entreprises, aux appareils d'Etat et à l'Etat lui-même ; c'est elle, aussi, qui sera destinée à servir de relais au pouvoir, afin d'aménager les fameuses « niches » (p. 112) dans lesquelles s'ébênera le néoproletariat.

La description raisonnée de cette « société dualiste » constitue le deuxième grand thème du livre. Il s'agit principalement d'un « modèle de société » qui doit permettre un épanouissement des individus, adéquat aux revendications et attitudes du néoproletariat, dans la mesure où l'aliénation sociale et technique « inhérente » y est soigneusement bornée, limitée... par l'Etat (p. 164-165). L'aliénation est réduite dans le temps (on y travaille « socialement » le moins possible) et dans l'espace social (la sphère de l'économie, c'est-à-dire ce qui relève de la logique du capital et de l'Etat — les grandes entreprises, les institutions et appareils étatiques, la planification — n'aura plus droit qu'à une place limitée et sera, bien sûr, subordonnée à la sphère de l'autonomie, constituée par les activités sans but économique des individus et des micro-communautés) (p. 119). Il s'agit là d'une utopie abstraite que l'on peut qualifier, par analogie avec les idéologies évoquées dans le *Manifeste communiste*, de communisme petit-bourgeois.

En effet, reprenant une thèse apparemment des plus récentes et qui exige cependant quelques précautions d'emploi, à savoir que le capitalisme a réalisé sur un mode aliéné nombre de tâches que Marx attribuait au socialisme comme période de transition (la croissance des forces productives, la socialisation de la société, la planification de l'économie), et donc que l'analyse révolutionnaire est la réalisation immédiate du communisme dans les pays les plus développés, André Gorz identifie son « socialisme post-industriel » au communisme de Marx tout en prêchant pour la maîtrise de l'Etat, de l'argent (et donc de la marchandise), du commandement dans les grandes entreprises et d'une planification étatique centrale (l'« technocratie » donc, c'est-à-dire de la petite-bourgeoisie intellectuelle comme classe dominante (p. 168 et sq.) et, last but not least, de la « société politique », les partis et groupements militants (p. 177 et sq.), autre expression de cette même classe. L'auteur oublie seulement que, pour réaliser le communisme, une révolution sociale, un processus révolutionnaire abolissant le salariat et l'Etat, sont des médiations nécessairement nécessaires. Aussi, ce qui fait de sa construction, de son propre point de vue, une utopie abstraite, c'est qu'il ne passe à même de préciser les conditions et le processus qui devraient mener à sa réalisation, sauf à recourir, par-ci, par-là, aux deux mamelles de l'utopisme : l'exemple et l'Etat.

« Oubli » de la révolution mondiale

BIEN sûr, dans ce cas aussi, la signification des élaborations est ailleurs : il est aisé de reconnaître dans la « société dualiste » une version de gauche supplémentaire du projet néo-social-démocrate, et l'on comprend alors que la simple voie électorale est bien suffisante pour réaliser une telle « utopie » (cf. annexes V). Et nous retrouvons là sa parenté profonde avec les productions d'Alain Touraine (ainsi d'ailleurs qu'avec celles de Jacques Attali, Pierre Rosanvallon, Jacques Julliard...). Toute version de « gauche » de ce projet se caractérise par trois points communs à ces deux ouvrages :

— Elle est « socialiste » : si, dans certaines formations sociales, ce modèle peut se mettre en place sous couvert de néolibéralisme, il implique cependant, dans les formations capitalistes les plus faibles, face à la concurrence mondiale, de maintenir — autant que faire se peut dans un pareil dispositif — un certain protectionnisme national (fléchir, pour l'essentiel) et des formes étatiques du capital : cela apparaît dans ces ouvrages à travers l'occupation du monde (les modèles politiques proposés semblent destinés à l'Haxagone) et font l'impassable sur leur insertion dans l'évolution mondiale et l'importance accordée au thème de la planification.

— Elle est « basiste » : centrée sur le microsocial, elle s'adresse prioritairement aux acteurs des luttes pour la démocratie locale ou l'autonomie individuelle. Il s'agit de leur faire prendre d'avance pour des acquis révolutionnaires les mutations liées à la mise en place du modèle néo-social-démocrate, qu'elles soient effectivement obtenues par des luttes ou simplement octroyées par le pouvoir. Et nous avons déjà noté que « l'ambition de ce courant... [est]... de trouver une partie au moins des forces révolutionnaires afin de les faire parti-

ciper, dans la mystification la plus complète, à l'élaboration du projet néo-social-démocrate » (5).

— Elle est « antimarxiste » : la promotion politique et idéologique d'un tel projet, en particulier auprès des classes et couches dominées, passe nécessairement par la dépréciation de la pensée révolutionnaire : or celle-ci, qui implique à la fois la reprise critique de Marx et le rejet radical du marxisme politique, est de toutes les illusions exotiques qui y sont liées, elle seule à même d'analyser la tentative de reconstruction capitaliste au niveau mondial et, simultanément, les possibilités révolutionnaires qui sont liées aux ébranlements actuels.

L'« oubli » de la situation mondiale, qui va de pair avec le rejet des concepts et du corps théorique capables d'en rendre compte, est à lui seul le symptôme du caractère idéologique particulier de ces ouvrages, en même temps qu'il les appauvrit sur le plan théorique. Etrange attitude, en effet, qui vaut à la vision politique de s'émousser et de se réduire au fur et à mesure que les enjeux politiques, eux, s'élargissent et se mondialisent à l'occasion de la crise du capitalisme.

(1) Cf., à ce propos, A. Bihl et J.-C. Buhrer, *Le Néoproletariat*, le Bémocore, Paris, 1980.

(2) Cf. A. Bihl, *l'Inconceivable Compromis*, « Le Monde diplomatique », janvier 1980.

(3) Cf. André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Gallimard, Paris, 1980, et Alain Touraine, *l'Après-socialisme*, Grasset, Paris, 1980.

(4) Cf. notamment les articles de Jacques Julliard dans le *Nouvel Observateur* du 18 mars 1980, et de R. Mazzoni dans *Libération* du 28 avril 1980 sur l'ouvrage d'André Gorz ; voir aussi le débat ouvert à propos du livre d'Alain Touraine dans le *Matin* de Paris, à la fin de juin 1980.

(5) Cf. *Le Néoproletariat*, op. cit. p. 193.

Sans prolétariat ni socialisme

Par ALAIN BIHR
et JEAN-MARIE HEINRICH

lequel il est mal armé. Mais la situation de cette « gauche autogestionnaire » reste délicate : si elle a su élaborer ce projet et mobiliser autour de lui une bonne partie du potentiel militant de la gauche, le pouvoir lui fait encore défaut pour le réaliser (2). Elle a ainsi tendance à compenser et à exorciser par une offensive idéologique tous ses maux par sa propre impuissance politique. C'est précisément à ce courant que se rattachent les ouvrages d'André Gorz (*Adieux au prolétariat*) et d'Alain Touraine (*l'Après-socialisme*) (3), dont les conclusions convergentes ont eu les faveurs d'une opinion publique de gauche en quête de nouvelles certitudes politiques (4).

autoritaire et étatique, la nouvelle gauche (qui a su trouver dans la nouvelle droite à la fois un interlocuteur et un faux-ami) se propose quant à elle « de renforcer l'Etat en démocratisant le pouvoir politique ». Dans les deux cas, il s'agit de défendre et de préserver l'Etat : la nouvelle gauche n'est pas moins étatiste que l'ancienne, elle s'efforce simplement... Et l'abandon du modèle « socialiste » que lui recommande Alain Touraine signifie alors, simplement, qu'elle doit se tourner vers un nouveau monde étatique plus approprié aux conditions actuelles de développement du capitalisme occidental.

Ce développement se caractérise, d'une part, par le passage à la « société programmée », dans laquelle la classe dominante (à savoir la « technocratie », à savoir les méthodes et procédures nées de l'informatique et de l'analyse systémique, possède une telle capacité d'intervention, dans tous les domaines de la vie sociale, qu'elle peut y prédéterminer les besoins sociaux auxquels elle entend répondre, « programmer » ainsi la demande sociale qu'elle peut satisfaire. D'autre part, et contre cet aspect, Alain Touraine constate avec intérêt l'émergence de nouveaux mouvements sociaux (le mouvement des femmes, les mouvements régionalistes et nationalistes, le mouvement écologique et antinucléaire) et, à travers eux, la lente formation d'un nouveau mouvement démocratique porteur d'un « conflit central » dans la « société programmée », de « l'attaque contre le pouvoir technocratique des grands appareils de gestion qui imposent à l'ensemble de la société un mode de vie et de changement social » (p. 141). Cette exigence démocratique ne saurait cependant se concrétiser sans l'intervention des « agents de transmission politiques, agents à la fois de revendications et de gestion, animateurs de la démocratie locale » (p. 200). Et il appartient aux partis de gauche, qui auront su se détourner du modèle « socialiste », d'être ces agents intermédiaires entre les mouvements sociaux et l'Etat.

Ainsi pourra se pratiquer une intéressante division du travail politique : « La rôle de l'Etat dans la situation présente est de manœuvrer dans un environnement international dangereux ; celui des partis politiques d'élaborer la démocratie ; celui des mouvements sociaux de lutter contre la technocratie » (p. 201). On retrouve ici le triple Cœur d'organisation du dispositif étatique néo-social-démocrate : le pouvoir central, aux mains de la « technocratie », opère au niveau mondial et reste, par conséquent, maître de toutes les décisions stratégiques concernant la formation nationale ; les partis, médiation politique, assurent pour fonction de réformer démocratiquement la vie sociale au niveau national (ce qui passe, pour Alain Touraine, par une série de mesures, de la démocratisation de l'entreprise jusqu'à la création de radios libres en passant par la reconstruction des collectivités locales) ; enfin, au niveau local, les mouvements sociaux pourront servir de contrepoids au pouvoir de la technocratie, qu'il ne s'agit pas de supprimer, mais de limiter — en lui rendant du même coup service puisqu'elle se trouve déchargée de toutes les tâches annexes de gestion de la vie locale que sous-traiteront ces mêmes mouvements sociaux.

Ainsi s'installeront ces « institutions douces » que l'auteur appelle de ses vœux (p. 214), pratiquant « une démocratie à la base » (p. 215), faisant appel à l'« initiative » et à la « participation » des citoyens (p. 216), ménageant des « espaces de liberté », « espaces sans normes, marginaux, faiblement définis » (p. 217) — le tout sans que ni le contrôle étatique sur la praxis sociale ni les rapports de production capitalistes soient le moins du monde remis en cause.

Ainsi, si Alain Touraine entend par son ouvrage « libérer la gauche des idéologies mortes » (celles inspirées de ce « socialisme » qui depuis un siècle n'a servi en fait qu'à replacer

mode de la permanence des rapports de production capitalistes et maintient la classe ouvrière dans le salariat, procédé au mieux à un réaménagement du capitalisme par voie d'étatisation, soit totale (comme c'est le cas dans les Etats se disant socialistes), soit partielle (comme en Occident), ce que Touraine formule ainsi : « A l'intérieur des pays capitalistes, le socialisme désigne une action politique destinée à accroître l'intervention de l'Etat dans l'économie et à limiter ou supprimer le rôle des entrepreneurs privés » (p. 36). Alain entendrait-on la confusion entre le socialisme et le réaménagement des rapports d'exploitation et de domination capitalistes par voie de centralisation étatique du capital.

Dans ces conditions, que signifie la recommandation pressante faite à la gauche française d'abandonner le « socialisme » ? Les arguments qui l'accompagnent sont faibles : parler du « recul de la société industrielle » et du déclin de la classe ouvrière en Occident, des « tragiques conséquences » de l'interventionnisme étatique, enfin de la crise de l'idée de progrès — les trois éléments constitutifs du modèle socialiste se trouvant ainsi ébranlés —, c'est reprendre les poncifs véhiculés par les grands moyens de communication de masse plutôt qu'amorcer une réflexion sociologique sérieuse. Les véritables raisons de cette recommandation se trouvent ailleurs, et ne sont évoquées que par la bande : « Même si on la décrit comme économique, elle [la crise actuelle] est essentiellement une crise de l'Etat » (p. 28). Et la gauche se doit, selon l'auteur, que cette crise de puissance, mais aussi de légitimité des Etats occidentaux, inquiète beaucoup de proposer une solution autre que celle qu'élabore déjà la nouvelle droite : « La question posée par la droite nationaliste ne peut être écartée. Comment sauvegarder notre existence nationale ? (...) A la question posée, il faut pourtant apporter une réponse opposée à celle de la nouvelle droite.

Rester étatiste, mais différemment

Le propos d'Alain Touraine peut se résumer en quelques mots : à la faveur de la crise actuelle, nous entrerions dans une société nouvelle, la « société programmée ». Il conviendrait, d'une part, d'abandonner le modèle politique, désormais dépassé, qui a été le socialisme, centré sur l'action de la classe ouvrière et l'intervention de l'Etat, pour, d'autre part, développer un nouveau modèle définissant l'action des « nouveaux mouvements sociaux » et s'orientant vers une renaissance de la démocratie politique et sociale en limitant le domaine de compétence de l'Etat.

Alain Touraine part d'une critique du modèle politique socialiste qu'il définit en ces termes : « Le socialisme est donc l'association de trois éléments fondamentaux : l'action ouvrière, le renversement par l'Etat des obstacles au développement économique, la croyance au progrès naturel des forces de production (...) Associations les plus étroitement l'un à l'autre : le socialisme est l'action de transformation de la lutte de classe ouvrière en action politique au service du progrès matériel et social » (p. 41). On ne saurait mieux définir le modèle politique né avec la gauche européenne il y a un siècle, et qui est mondialisé depuis, sinon que ce modèle n'a de socialiste que le nom : nulle part la réalisation d'un pareil modèle n'a, en effet, produit le socialisme, c'est-à-dire le renversement révolutionnaire des rapports capitalistes de production par l'appropriation à la gestion collective par les travailleurs des conditions matérielles de la vie sociale. Touraine l'indique au passage en écrivain : « Le socialisme n'intervient pas dans les relations de travail, mais dans la propriété des entreprises : il n'attaque pas les rapports de production mais la direction capitaliste de l'entreprise » (pp. 36-37) ; ou encore : « On peut instaurer le socialisme sans changer les rapports de classe dans l'industrie » (p. 34).

Ce « socialisme » — là, qui s'accorde

PAYS & POPULATIONS

...car il est aussi important de comprendre la vie politique et sociale du pays

LES ETATS UNIS
J.-C. Buhrer & C. Levenson

LE GUATEMALA
L. Armand, D. Martin, M. & M.-F. Jolivet

EDITIONS COMPLEXE
DIFFUSION P.U.F.

UNE VOIE

[illegible]

« Tout semble manifeste que l'attitude du régime, et celle de son premier ministre avant d'être dictée par des considérations tactiques à un moment où l'ennemi de retour en Iran de fraîche date, se trouve en position de faiblesse, est en fait dictée par la situation. L'armée impériale était alors apparemment intacte (elle ne devait s'effondrer que le 12 février, une fois que les forces soviétiques eurent vainement provisoires), tout autant que la police, la gendarmerie, l'administration de l'Etat. Les partis marxistes en particulier les forces armées étaient ceux qui menaçaient de prendre les armes jusqu'aux dents et cherchaient à débordier le mouvement révolutionnaire, le mouvement du peuple. Mais manquant de moyens (les comités et les milices islamiques devaient être institutionnalisés ultérieurement), les classes moyennes et les forces armées de l'Etat, les révolutionnaires de l'Etat, risquaient de sombrer dans une dangereuse passivité ou de basculer dans le camp des partis

Seni M. Mehdi Bazargan paraissait capable de juguler tous ces périls. Le Bazargan, musulman et relativement conservateur, lui était dévoué. Les « modérés » du régime, surtout les « Mondahidin » croyaient qu'il leur offrirait une libéralisation pour obtenir droit de cité dans la jeune République. Nombre d'officiers supérieurs, dont certains avaient secrètement négocié avec les Russes, étaient prêts à lui offrir leur confiance pour assurer à l'armée une harmonieuse transition de l'empire à la république. En le désignant comme premier ministre, l'imam Khomeiny avait voulu le gagner de sa main. Au temps qu'il fallait, pour ainsi dire, un « véritable gouvernement révolutionnaire ». Mais il ne lui avait pas pour autant confié la réalité du pouvoir : M. Bazargan multipliait les déclarations de son dévouement à la révolution, à la télévision, mais c'était au nom de la révolution, composé en majorité de religieux, qui prenait les décisions essentielles. C'est M. Bazargan lui-même qui, dans l'entrevue accordée à Oriana Fallaci, a dit : « La situation par une image saisissante : *c'est il m'ont remis le manche d'un couteau, tandis que d'autres tiennent la lame* » (*The knife was a knife in my hand, but the blade was in the hands of others; they are holding the blade.*)

Deux « péchés capitaux » entraîneront sa chute : il s'oppose à la Constitution islamique qu'élaboré une « assemblée d'experts », composée dans sa majorité de religieux, et s'efforce de normaliser les rapports entre l'Iran et les Etats-Unis, le « grand Satan » pour l'imam Khomeiny. C'est sur l'ordre de ce dernier qu'il se résigne à accepter des négociations diplomatiques avec l'Egypte après la signature du traité de paix entre Le Caire et Jérusalem. Il proteste à peine contre l'admission du chah dans un hôpital new-yorkais et juge pas utile de demander publiquement l'extradition de l'ancien monarque. Une semaine plus tard, il engage à Alger des conversations cordiales avec M. Zbigniew Brzezinski l'un d'entre eux, entre autres, la poursuite de la coopération économique et des échanges pour l'armée iranienne. Ce fut le prétexte qui poussa, quatre jours plus tard, quelque quatre cents « étudiants islamiques soutenant la révolution » à occuper l'ambassade américaine et à prendre en otage ses diplomates.

[illegible]

Le gouvernement de M. Carter, de l'avis de certains observateurs, a commis, avant comme après le drame des otages, la même erreur : il a cru pouvoir effacer le contentieux irano-américain en traitant avec les dirigeants « modérés » à Téhéran, alors

dit-on avec M. Sazargan et ses ministres amis, le président Ben Sadr et M. Ghotbzadeh à Washington croyait avoir ainsi choisi la voie la plus accessible. Celle-ci était en réalité bouchée. Certes, tant le nouveau chef de l'Irak que son ministre des affaires étrangères désapprouvaient l'initiative du gradat iranien, qui avait occupé l'ambassade américaine et souhaitaient favoriser une normalisation avec les Etats-Unis. Mais ce sont précisément ces bonnes dispositions qui extorquèrent leur crédit auprès de l'immus Khomeini, qui les affabliant face à leurs adversaires, notamment au sein du clergé.

Le gouvernement américain aurait pu, à la rigueur, jouer avec moctes la carte des « modernes » s'il avait été disposé à leur consentir des concessions suffisantes. Mais les conditions d'indignes surpès de l'opinion iranienne. Le président Bani Sadr avait refusé de céder à l'extradition du chah, en échange de quoi il demandait aux Etats-Unis d'arrêter leurs espions infiltrés dans les crimes communs par lui et de s'engager à ne plus s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Iran. L'offre, qui ne différait pas beaucoup de celle qui fut formulée en septembre l'année Khoményi lui-même, aurait pu constituer, si elle avait été acceptée, sinon une base de négociation, du moins l'amorce d'un dialogue. Le président Carter n'a même pas voulu se décoller de son siège d'Etat, fomenté par la C.I.A. au début pour rétablir Mohamed Reza Chah sur le trône. S'il est vrai qu'une grande puissance ne peut pas se permettre de s'immiscer, on peut se demander pourquoi les Etats-Unis se croient en droit de négocier un compromis qui ne conviendrait logiquement ni à l'un ni à l'autre des deux camps. Satisfaites les revendications minimales de la partie adverse. Espérons-le.

(1) *The New International Division of Labor Technology and Underdevelopment*, publié en anglais, sous la direction de Dieter Ernst, Campus Verlag, Frankfurt-New-York, 644 pages.

(2) L'ouvrage se termine par des propositions thématiques de recherche et de priorités pour des travaux futurs dans ce domaine.

Pour expliquer l'échec, on a souvent fait valoir que la multiplicité des centres du pouvoir à Téhéran rendait impossible un dialogue sérieux. Mais, si tel est le cas, pourquoi a-t-on engagé des tractations avec l'un des camps en présence sans attendre que les luttes intestines se soient assouplies ?

مكتبة ابن الجوزي

L'Affaire

The first of these is the fact that the Government has been unable to secure the necessary funds to carry out its policy. This is due to the fact that the Government has been unable to secure the necessary funds to carry out its policy.

ministère
militaire égyptienne

GRANDEUR ET DÉCADENCE D'UN MYTHE

L'Armée rouge, outil de la révolution ou de l'Etat ?

Par LILLY MARCOU

FORTE de ses victoires sur le nazisme, l'Armée rouge avançait en 1944 vers le centre de l'Europe. Pour ceux qui ont souffert des horreurs du fascisme, elle incarnait la justice sociale, la justice de la justice sociale. Elle semblait s'incarner dans le sens de la révolution, dans son bon sens, qui devrait aboutir, à plus ou moins long terme, au socialisme. Résistants à jamais inscrites dans la mémoire collective la bataille de Moscou (automne 1941), et surtout la bataille de Stalingrad (hiver 1942-1943), qui changèrent d'une façon fondamentale le cours de la seconde guerre mondiale. La dette de l'humanité à l'égard de cette armée est réelle.

Notre histoire passa aussi par là, rappelle Louis Althusser au chapitre 10 de ses *Réponses à John Lewis*, lorsqu'il évoque « les chars de Stalingrad qui ont servi l'héroïsme du peuple soviétique dans une lutte à mort pour libérer le monde du nazisme » (1).

Malgré les vicissitudes de la « guerre froide » qui aboutirent à la création des deux camps (le « camp démocratique » et le « camp impérialiste »), la glorieuse soviétique (les démocrates populaires), des pactes (pacte atlantique et pacte de Varsovie), des doctrines (doctrine Truman et rapport d'Anoukov) devaient finalement transformer un fait historique en une mythologie.

Exacerbé par le conflit avec Tito, le monde communiste évolue pendant la « guerre froide » sous l'influence d'un triple mythe : le mythe de l'U.R.S.S., cité idéale ; le mythe de l'Armée rouge sans laquelle aucune révolution n'est possible ; le mythe du chef charismatique, Staline. Dans la mesure où Tito prétendait avoir mené seul la bataille contre les Allemands, libérant son pays par la lutte de partisans pour instaurer un régime

communiste en Yougoslavie, dans la mesure où il revendiquait, au nom de ses victoires, une indépendance totale à l'égard du « grand frère », une précision idéologique et politique s'imposait pour sauvegarder le leadership soviétique dans le mouvement communiste et dans le tout jeune camp socialiste. Ainsi en arrivait-on à énoncer les thèses kominformiennes sur « la portée révolutionnaire de toute intervention de l'Armée rouge », thèses qui finirent par aboutir à sa mythification.

Lorsque Tito proclama avoir libéré par ses propres forces les peuples de Yougoslavie et avoir effectué la révolution chez lui, le Kominform répondit qu'aucun de ses succès armés et acquis révolutionnaires n'aurait pu être accompli sans l'Armée rouge : « C'est seulement sous les coups directs de l'Armée rouge que les envahisseurs fascistes ont abandonné la Yougoslavie, laquelle a été ensuite occupée par les troupes des partisans yougoslaves ». Donc, selon les thèses du Kominform, « l'Armée yougoslave n'a fait que participer » à la libération du pays, et lui apporter « une grande contribution ». Malgré la lutte héroïque du peuple yougoslave durant quatre ans, « il n'aurait jamais pu se libérer lui-même et il ne s'est effectivement pas libéré lui-même. Seule l'aide décisive de l'Armée soviétique permit la libération de la Yougoslavie ». Quant à la révolution qui aurait accompagné cette libération, tout en reconnaissant qu'en Yougoslavie la classe ouvrière et la paysannerie pauvre ont mené, parallèlement à la lutte pour la libération nationale, une lutte révolutionnaire de nature socialiste ; tout en reconnaissant que, dans ce combat, elles ont réalisé une série de conquêtes révolutionnaires, le Kominform ne veut voir dans tout cela que la création des conditions d'une prise du pouvoir qui, selon lui, ne se serait jamais effectuée sans l'Armée rouge.

L'épreuve du temps

POUR renforcer davantage ces thèses, le Kominform cite le cas de la France et de l'Italie. Du fait de la présence des troupes anglo-américaines dans ces pays, comme en Grèce — malgré la guerre civile — le passage du pouvoir d'une classe à une autre « a été d'un développement révolutionnaire » s'est révélé impossible. « En Italie, en France et dans les autres pays occidentaux, ainsi qu'en Grèce, il a manqué l'une des conditions les plus décisives qui ont favorisé la création et le développement des démocraties populaires. Dans ces pays, sont entrées les armées des impérialistes qui ont foulé aux pieds tous les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays libérés. Par contre, la présence de l'Armée rouge dans l'Europe a été garante du libre développement des forces démocratiques dans les pays libérés » (2). Mais les thèses du Kominform vont encore plus loin. L'Armée rouge ne représente pas seulement la force nécessaire à la réussite d'une révolution, elle est aussi garante de son développement pacifique, c'est-à-dire qu'elle élimine tout danger de contre-révolution, de guerre civile et d'intervention étrangère.

Cette argumentation constitue, au-delà de l'affaire yougoslave, l'essence même de la « théorisation » des régimes de démocratie populaire. Comme l'hérésie yougoslave « entraîna un développement dans le glacié, il fallait redéfinir ce glacié, et donc fixer le rôle de l'Armée rouge dans l'instauration des nouveaux régimes dans les pays de l'Est. « La démocratie populaire n'est pas le résultat d'un soulèvement armé qui se propose de prendre le pouvoir par la violence, elle n'est pas le résultat d'un soulèvement armé qui se propose de prendre le pouvoir par la violence, mais elle est le fruit de la victoire de l'Union soviétique sur les forces armées du fascisme allemand » (3). Ainsi l'Armée rouge est-elle présentée comme le pilier central de toutes les

transformations révolutionnaires survenues après la guerre dans l'Est européen. En d'autres termes, il s'agissait d'une révolution par en haut, véhiculée par l'Armée rouge.

Corollaire de ces thèses, à la même époque, les leaders communistes occidentaux évoquent une éventuelle arrivée de l'Armée rouge sur leurs rivages. « Si [...] notre peuple était entré en contact avec la volonté dans une guerre contre l'Union soviétique, et si, dans ces conditions, l'Armée soviétique, défendant la cause des peuples, la cause du socialisme, devait poursuivre les agresseurs jusqu'à notre sol, pourquoi l'attitude des travailleurs, du peuple de France, serait-elle différente, à l'égard de l'Armée soviétique, de celle des travailleurs et peuples de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie, etc ? » (4). L'interrogatif, en 1948, Maurice Thorez. Ce thème constituera un des axes de la propagande organisée par le Kominform et le Mouvement de la paix durant la « guerre froide ».

A partir de ce postulat, l'expression même « Armée rouge » est chargée d'un sens idéologique dont les répercussions politiques continuent à se faire sentir. La présence de l'Armée rouge dans un pays donné, son intervention ici et là au nom de la défense des acquis d'une révolution, ont pu valider, dans le mouvement communiste, de nombreuses imitations. Ce besoin de contrôler, voire de diriger, tout processus révolutionnaire dans le monde est, en fait, un des héritages de l'internationalisme communiste, confondu, depuis 1927-1928, avec le P.C. soviétique. D'un des différents que les dirigeants soviétiques ont toujours eus à comprendre, à l'égard de la révolution, dans sa spontanéité, dans son imprévisibilité. D'où cet axiome sur le rôle et la portée révolutionnaire de toute intervention de l'Armée rouge, qui devait rester « loi générale » pour de nombreux partis.

Cet axiome fit ses preuves lors de la première intervention armée de l'U.R.S.S. dans un autre pays socialiste. C'est en Hongrie, en 1956, que l'Armée rouge inaugura ses interventions au nom de la sauvegarde du socialisme. Bien que les P.C. dans leur ensemble, ne partageant pas les mêmes analyses de l'Octobre hongrois, bien que pour certains — comme les P.C. italien, yougoslave, belge, américain, polonais, — il ne se soit pas agi d'embellir d'une contre-révolution mais, au contraire, d'une tentative de libération et de déstabilisation, lorsque Khrouchchev informa les principaux dirigeants communistes, Tito compris, de sa décision d'intervenir, tous les P.C. l'approuvèrent. Même le P.C.I. parla d'une « double-roue nécessaire ». Le mythe de l'Armée rouge est encore à son zénith.

Il faut attendre l'intervention de Prague, le 21 août 1968, pour assister à son déclin, au moins en partie. Certes, cette fois-ci, l'invasion militaire se fait sous la houlette du pacte de Varsovie, mais le mythe de l'intervention au nom de la sauvegarde des conquêtes révolutionnaires ne fonctionne plus de façon uniforme dans le mouvement communiste. Au contraire, le jour même, les P.C. qui désapprouvent l'intervention armée réunissent leur bureau politique et déclarent officiellement leur désaccord.

Se sont exprimés contre l'intervention la quasi-totalité des P.C. de l'Europe occidentale : Italie, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Autriche, Suisse, Belgique, Espagne, Norvège, Suède, Finlande, Danemark, ainsi que trois partis au pouvoir : Yougoslavie, Roumanie, Albanie. Hors d'Europe : la Chine, l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, Saint-Dominique, le Mexique et la Tanzanie. Le seul parti qui soit revenu sur sa condamnation de l'intervention est le P.C. autrichien. Bien qu'il ait été parmi les premiers à l'avoir condamnée, une résolution du comité central en mars 1971 annule la condamnation de l'intervention en Tchécoslovaquie, considérée comme une « nécessité amère ». Même les partis qui se rangèrent dans le camp des « pour » connurent, tel le P.C. canadien, d'après l'usage interne. Ainsi, le 23 août, le bureau politique du P.C. canadien est divisé : 8 voix pour l'intervention et 6 contre ; le 14 octobre, le comité central se prononce, par 18 voix, pour l'intervention et 14 contre, tandis que, en avril 1969, le congrès du parti se prononce par 107 voix pour et 6 contre l'intervention.

C'est déjà la décadence du mythe de l'Armée rouge et une première atteinte à la solidarité des P.C. avec la diplomatie soviétique. Mais l'intervention en Afghanistan révèle encore davantage l'érosion des mythes et des rites légués par l'internationalisme et le Kominform. Cette fois-ci, le morcellement est plus accentué, les désaccords plus diversifiés ; il s'établissent une ligne de démarcation qui traverse les partis communistes, la communauté des pays socialistes et les non-alignés.

La carte des partisans et adversaires de l'intervention en Afghanistan est difficile à tracer (5). Ce sont les partis ou communistes qui expriment les premiers et sans ambiguïté leur désaccord : les Italiens et les Espagnols d'abord et surtout, mais aussi les Britanniques, les Belges, les Suisses, les Suédois, les Japonais et les Mexicains. Ce furent ensuite les partis yougoslaves et roumain qui, avec des différences et des nuances, s'opposèrent à ce qui touchait à leur crainte majeure : l'immixtion dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Ce furent également, les Chinois et les Albanais, les alliés d'hier et les ennemis

d'aujourd'hui, mais refusant tous les deux l'intervention, et pour les mêmes raisons. Mais il y eut aussi les approbations officielles, ponctuées par des silences révélateurs : les Cubains d'abord, mais aussi les Polonais, les Hongrois, les Finlandais. D'autres silences mériteraient d'être analysés dans leur contexte spécifique : celui des Brésiliens (en pleine crise interne), mais aussi des Coréens du Nord, dont les zigzags politiques sont loin de la solidarité inconditionnelle d'autan.

Même parmi les partis qui défendent l'intervention à Kaboul, rares sont ceux qui l'approuvent au nom de la révolution. Ce sont plutôt les intérêts étatiques de l'U.R.S.S. en Afghanistan, ou dans la région, qui semblent avoir mobilisé les partisans de l'intervention, plutôt que la cause d'une révolution en danger.

« Vous vous êtes imaginés que l'Armée rouge était une armée idéale. Mais elle n'est pas et ne peut pas l'être, disait Staline à Djilas, lorsque celui-ci s'était plaint des violences commises par les soldats soviétiques en Yougoslavie. L'Armée rouge n'est pas une armée idéale. L'important est qu'elle se bat contre les Allemands, et elle se bat bien. Qu'importe le reste » (6).

Staline, avec son esprit réaliste, cynique et pragmatique, son raison. L'Armée rouge était, et elle le prouve encore devant

lage par la suite, une armée comme les autres. C'est peut-être pour lui enlever cette aura légendaire que Staline lui-même, lors du dernier congrès du P.C. soviétique qui se soit tenu sous son règne, en octobre 1952, remplaça « rouge » par « soviétique ».

L'heure du grand désenchantement ne faisait que commencer. Si l'Armée rouge fut le fruit d'une grande révolution, si elle gagna la guerre civile et la seconde guerre mondiale, elle est depuis, et de plus en plus, une grande armée qui sert les intérêts d'un Etat puissant. Le communisme mondial ne peut plus faire siennes toutes ses conquêtes, toutes ses interventions, pas même toutes ses victoires.

- (1) Louis Althusser, *Réponses à John Lewis*, Paris, François Maspero, 1973, p. 85.
- (2) Pour une paix durable, pour une démocratie populaire, 15 décembre 1948.
- (3) Berrut (B.), « Les bases idéologiques du pouvoir ouvrier », *Le Monde*, 10 janvier 1949.
- (4) Pour une paix durable, pour une démocratie populaire, 1^{er} mars 1949.
- (5) Cf. à ce sujet le livre d'Alexandre Ador, *Le P.C. canadien*, Paris, Le Livre de Poche, 1980 (à paraître).
- (6) Djilas (Milovan), *Conversations avec Staline*, Paris, Gallimard, 1962, p. 149.

Les difficultés de la démoisation

(Suite de la première page.)

Dans le même temps, le nouveau président tenait à la continuité symbolique avec son prédécesseur, qui, selon une semi-légende officielle, l'aurait désigné, de son vivant, comme successeur (1). En accentuant peut-être un peu cette orientation, M. Hua Guofeng a réussi à ménager une transition où l'image de Mao était préservée, alors que la politique du parti devenait de moins en moins celle de la révolution. Ce n'est pas « douce » était de permettre un certain consensus populaire dont le régime avait bien besoin et un renouveau partiel de la confiance et de la morale collective sérieusement ébranlés par les crises incessantes et les règlements de compte des années précédentes. Aux yeux de M. Deng Xiaoping et de ses amis, l'insuccès de cette méthode thode était sa lenteur. En outre, elle laissait subsister des pans entiers de la doctrine maoïste et autorisait le maintien au pouvoir d'hommes plus ou moins compromis avec la politique antérieure, tel M. Wang Dongxing, un des responsables de l'épuration du parti pendant la révolution culturelle.

Le retour de M. Deng Xiaoping aux affaires, en juillet 1977, a accéléré la remise en question de l'action du président Mao. En quelques étapes marquées par deux réunions du comité central et trois sessions de l'Assemblée, il a peu à peu établi son pouvoir, tenu en échec les courants offensifs de M. Hua Guofeng et fait avancer la démoisation à grands pas.

Son mot d'ordre : « La pratique est le seul critère de la vérité » résume bien l'ensemble de sa stratégie : toute politique, toute théorie doivent être réexaminées et critiquées, les maoïstes compris, dès lors que leur mise en œuvre concrète les révèle erronées ; donc, pas de dogmes ! Cette tendance à aujourd'hui le vent en poupe.

Désaccréditer Mao est sans doute indispensable à la politique dont le président Mao. En quelques étapes, il est cependant facile de voir qu'en un premier temps au moins elle va aggraver la crise morale qui a perturbé la vie nationale. Si rien n'est fait, la démoisation, l'effondrement des valeurs, la désaffection des jeunes à l'égard du régime, le doute de plus en plus répandu sur la « supériorité du socialisme », vont atteindre

de nouveaux sommets. Les conséquences risquent d'être graves, y compris sur le plan économique, car on ne peut demander aux travailleurs chinois d'œuvrer avec enthousiasme pour le socialisme dans le même temps où on s'aperçoit les fondements de leur idéologie et leur foi dans le parti et la révolution. Cet inconvénient serait évidemment atténué si la démoisation restait circonscrite, et davantage encore si une nouvelle morale, de nouvelles valeurs venaient se substituer aux anciennes. Mais lesquelles ? Le mythe de la « démocratie » n'est plus offert aux Chinois et le seul. Les nouveaux maîtres de la République populaire semblent fascinés par l'univers d'art des sociétés occidentales et japonaises, avec leur cortège de télévisions, de caméras, de gadgets en tout genre et d'automobiles. La presse chinoise regorge d'articles où transparaît cette admiration.

On sait, par expérience, que les pays qui s'engagent dans cette voie connaissent une érosion morale accélérée, tandis que leur tissu social subit de profondes atteintes. En Chine, l'introduction de ce mode de vie et de cette philosophie a-t-elle entraîné un conflit tant avec des pratiques millénaires qu'avec la tradition révolutionnaire ? Tout commande à M. Deng Xiaoping d'avancer prudemment, car sa marge de manœuvre demeure étroite. Mais la politique du juste milieu n'a jamais été le fort des dirigeants chinois.

JEAN DAUBIER.

- (1) Semi-légende car, selon des informations de plus en plus répandues en Chine, la fameuse phrase de Mao à son successeur : « Je ne suis qu'un ver de terre » était tronquée. Le président aurait dit, en réalité : « Avec moi, le P.C. chinois sera toujours fidèle à la chose de la « bande des quatre » si je fais, je suis tranquille. » Si la présidence était confiée, loin de confier un mandat révolutionnaire au nouveau président, cette phrase rassurait le communiste avec les gauchistes. Diverses allusions obliques de la presse officielle semblent aller dans le même sens.

Dans les revues...

A quelques semaines des élections législatives en République fédérale allemande, DOUGLASS, REVUE DES QUESTIONS ALLEMANDES, dresse un bilan de la législature qui s'achève et s'interroge sur l'avenir. Quelques titres : travail et fonctionnement du Parlement (Winfried Stierl), diplomatie (Alfred Frisch), les forces politiques en présence et leur programme (Helmut Meunier), sécurité et liberté (Henri Mendel). (Trimestriel, 28 F. - 50, rue de Laborde, 75008 Paris.)

LI AUTOGESTIONS consacre son dernier numéro à l'Allemagne fédérale : « Mouvements alternatifs et coopération ». Entre autres, une expérience originale : les collectivités autogérées de jeunes chômeurs. (2^e trimestre, trimestriel, numéro double 30 F. - Edit. Fata, 14, rue des Arts, Toulouse.)

LI TRIPTYQUE des Etats-Unis à la veille des élections présidentielles : une PROJET : campagne de séduction sur une « opinion-prince » charismatique. (Marie-France Tournier) dans un pays subissant les contradictions nationales plus qu'il ne les contrôle (Pierre Hasner) et dont l'économie souffre d'industrialisation et de déindustrialisation (Anton Brander). (N° 148, septembre-octobre, mensuel, 25 F. - CRESA, 15, rue M.-Marchand, 92119 Vanves.)

LI « Comment la crise polonaise peut-elle s'achever à ce point la synthèse des crises de l'Est et de l'Ouest ? », se demande la revue PARTIS PRIS. François Gossy explique pourquoi on peut considérer aujourd'hui la Pologne comme une « colonie soviétique-occidentale ». (N° 22, septembre, mensuel, 9 F. - 1, rue Keller, 75011 Paris.)

LI LA dette polonaise fait l'objet d'un article de J. K. dans le bulletin de la COOPERATION DES PAYS DE L'EST. A signaler aussi une étude sur le développement économique de l'Ombudsman (avec une carte des ressources minières). N° 213, septembre, mensuel, 24,50 F. - La Documentation française, 124, rue Saint-Barthémy, 93306 Aubervilliers, Cedex.)

LI Le dernier cahier publié par la Fondation pour les études de défense nationale sous le titre GUERRES ET CIVILISATIONS étudie la fonction des conflits dans les sociétés, de la préhistoire à nos jours. Gestion, Société, René Carrière et Jean-Louis Annaquin, s'interrogent finalement sur les « crises d'essouffement » de la période 1950-2000. (Cahier n° 14, 4^e trimestre 1979, 40 F. - Hôtel national des Invalides, 75001 Paris.)

LI Dans MERIP REPORTS, Michael Klare et Joe Stork reviennent, l'un et l'autre, sur un sujet des plus actuels : la « doctrine Carter » et les préparatifs militaires des Etats-Unis, en vue d'une éventuelle intervention au Moyen-Orient. Avec des précisions qu'apporte lui-même le secrétaire américain à la défense dans un discours qu'il prononcera devant le Sénat. (Abraham, dans une interview, du rôle dévolu au Pakistan dans la stratégie américaine. (N° 90, septembre, mensuel, 2 dollars. - P.O. Box 512, Washington, D.C. 20013.)

LI En rappelant, surtout, les vicissitudes du dernier congrès du Parti à Damas, où les éléments les plus radicaux tentèrent de faire voter un texte qui aurait marqué un pas en arrière dans la stratégie de l'O.L.P. à l'égard d'Israël, ISRAEL ET PALESTINE met en lumière une nette tendance au ralliement depuis quelques mois à l'intérieur du Parti, devant l'abandon à l'intérieur du Parti, devant l'abandon

serce de solution au problème palestinien. (N° 81, septembre, mensuel, abonnement annuel : 100 francs - R.P. 130-10, 75163 Paris - Cedex 10.)

LI Un bilan de l'action de M. McNamara à la présidence de la Banque mondiale dans l'AFRIQUE ENDEVELOPPÉE. L'AFRIQUE ENDEVELOPPÉE, revue de l'Institut africain de l'Université de Californie, a été fondée en 1960. Elle est dirigée par M. McNamara et a pour objectif la recherche de nouvelles solutions économiques et financières tenant compte des besoins des pays sous-développés. (Année 1980, n° 2, semestriel, par abonnement. - The Dag Hammarskjöld Center, 6700 Siltwater, 2, S-751 00 Uppsala, Suède.)

LI « La braderie continue », constate Toulou Vasconcelos dans l'AFRIQUE ASIE, à propos de la désastreuse gestion économique au Zaïre. L'accumulation des difficultés de développement des besoins des pays sous-développés. (Année 1980, n° 2, semestriel, par abonnement. - The Dag Hammarskjöld Center, 6700 Siltwater, 2, S-751 00 Uppsala, Suède.)

LI « Le développement continu », constate Toulou Vasconcelos dans l'AFRIQUE ASIE, à propos de la désastreuse gestion économique au Zaïre. L'accumulation des difficultés de développement des besoins des pays sous-développés. (Année 1980, n° 2, semestriel, par abonnement. - The Dag Hammarskjöld Center, 6700 Siltwater, 2, S-751 00 Uppsala, Suède.)

LI Sergio Caidi met en évidence, dans l'AFRIQUE ENDEVELOPPÉE, les grandes caractéristiques de l'évolution de l'agriculture chilienne depuis 1964 : action en deux secteurs distincts, la paysannerie étant vouée à une misère croissante et l'agro-industrie prospérant. A noter aussi une étude de R. de Chapouy et M. Guerra sur l'émigration. (N° 80, août-septembre, mensuel, 7 F. - 4, rue Jean-Louis, 75001 Paris.)

LI Selon S.K.R. Asante, dans l'AFRIQUE ENDEVELOPPÉE, l'intégration des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) est menacée, d'une part, par les anciennes puissances coloniales, d'autre part, par les sociétés multinationales qui peuvent profiter d'un marché à leur mesure pour en contrôler les productions. A noter aussi l'article de Kankunda M'Baye sur le sous-développement agricole au Zaïre. (Vol. V, n° 2, avril-juin, trimestriel, abonnement : 50 F. - COOPERIA, R.P. 3304, Dakar.)

LI Sur le thème général « Part unique et multipartisme », LE MOIS EN AFRIQUE propose diverses approches des pratiques constitutionnelles dans ce continent : par exemple au Nigeria, où Fay Nicolas observe la recherche d'un équilibre entre centralisme et fédéralisme ; au Burundi (Gabriel Le Jeune) approuve la nouvelle organisation politique par rapport aux classes ethniques ; et en Egypte (Pierre Mirel) étudie le passage « du parti unique au parti dominant ». (N° 174-175, juin-juillet, 10 numéros par an, 34 F. - 32, rue de Richelieu, 75002 Paris.)

LI N.R.S., NOUVELLE REVUE SOCIALE consacre sa dernière livraison au thème « L'Etat et le socialisme » organisé par l'Institut socialiste d'études et de

recherches : entre autres communications, celles de Maxime Rodinson et de Paul Viala. (N° 49, juillet-août, bimestriel, 15 F. - 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07.)

LI La revue canadienne ANTHROPOLOGIE ET SOCIÉTÉ consacre aux problèmes urbains un numéro qui s'inscrit dans la perspective des recherches des préoccupations les plus actuelles, liées au spectaculaire développement des villes. Des études sur « les comités de citoyens », l'expansion de ville capitaliste contre la campagne », et, notamment, une interprétation de la politique de colonisation et d'urbanisation en Israël depuis le début de l'implantation sioniste. Intéressante bibliographie en annexe de l'ensemble. (Vol. 4, n° 1, 1980, trois numéros par an, 5 dollars canadiens. - Département d'anthropologie, Université Laval, Québec G1K 7P4.)

LI Selon LA RECHERCHE, dans un dossier court par François Bissac, la technologie française souffrirait d'une certaine « longueur d'invention », face, notamment, à l'activité créative et expansive de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon. (Septembre, mensuel, 18 F. - 27, rue de Solferino, 75006 Paris.)

LI A l'occasion du dixième anniversaire du programme sur l'homme et la biosphère coordonné par l'UNESCO, l'INSTITUT DES SCIENCES ET SOCIÉTÉS consacre deux livraisons aux réalisations entreprises en ce domaine durant cette période : dans la première, déjà parue, forte et potentiel énergétique naturel retiennent une attention particulière. (Vol. 30, n° 2, 4^e trimestre, 12 F. - Librairie de l'UNESCO, 7, place de Fontenay, 75006 Paris.)

Je suis... 100...

La POLOGNE sur la corde raide

UNE QUÊTE D'AUTHENTICITÉ ET D'HONNÊTÉTÉ

AU-DELA des causes économiques et sociales, l'« été polonais » aura été une crise politique d'importance majeure. Un leader solidement installé, apparemment — M. Edward Giersek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais (POUP), — a été mis à l'écart en une nuit, après dix ans de pouvoir. Les rouages d'un parti, à l'appareil puissant, se sont « grippés » soudainement et un système socio-politique censé représenter la classe ouvrière a été remis en question par les ouvriers eux-mêmes.

Une nouvelle fois, une démocratie « populaire » aura prouvé qu'il lui faut décidément revoir le sens — à la fois « signification » et « direction » — de l'adjectif qui la qualifie. Le drame est que cela ne soit pas possible, ou du moins pas totalement.

Pourtant, depuis plusieurs années — depuis 1975 — des voix s'élevaient en Pologne contre la politique menée par M. Giersek, essentiellement à l'extérieur du parti : tels ces mouvements, appelés abusivement « dissidents », — par rapport à quel ? — comme le K.S.S.-KOR (Comité d'autodéfense sociale) ; tels ces militants chrétiens soutenus par l'Eglise et regroupés, par exemple, dans les Clubs des intellectuels catholiques (KIK) ; tel, encore, ce groupe de recherches Expérience et Avenir, mêlant membres du parti et sans-parti et dont deux remarquables rapports, l'un en 1979 sur *L'état de la République et les moyens de son amendement* et l'autre en 1980, *Comment en sortir ?*, ont fourni des bases solides à l'élaboration d'un « vingt et une propositions » des grévistes de Gdansk — désormais aussi célèbres que celles, jadis, de Silesie, — le chiffre choisis n'est pas un hasard.

Ces voix n'ayant pas été entendues, ce fut la crise soudaine et brutale, pourtant latente depuis de longs mois. C'est toujours un sujet de méditation que le déclenchement des crises, tant est grand, souvent, le décalage entre l'évidence que les élites et l'ampleur qu'elles prennent. Ainsi en fut-il pour la Pologne. Vint d'abord, le 1^{er} juillet, l'annonce que désormais 22 % de la viande seraient vendus dans des magasins dits « commanditaires », à tarif plus élevé qu'ailleurs, au lieu de 14 % ; petite cause, au regard de tant d'autres, au même moment, dans le pays.

Ce fut ensuite, le 14 août à Gdansk, la nouvelle, apprise par les ouvriers des chantiers Lénine, que l'une de leurs camarades de travail, Anna Walentynowicz, avait été, sept jours auparavant, injustement licenciée ; ils demandèrent, les bras croisés, sa réintégration immédiate. Que faut-il penser d'un pouvoir qui prend des mesures aussi impopulaires... tout en annonçant par le canal de sa propagande que « tout va pour le mieux, malgré des difficultés passagères certes, mais qu'enfin on résoudra » ?

On peut imaginer le drame personnel vécu par M. Edward Giersek, homme d'Etat hautement apprécié de MM. Giscard d'Estaing et Schmidt. Lui qui fut un jeune mineur, militant syndicaliste en France, en 1934, et qui paya le prix de cet engagement : l'expulsion. Lui qui fut le « patron » de la Silesie, et en fit une province en pointe, « son Katanga », disait-on alors. Lui qui fut, en 1970, réélu, réélu, réélu, le nom de Dubcek, et qui arriva au pouvoir à la suite des sanglantes manifestations de

décembre de la Baltique à Gdansk et Szczecin. M. Edward Giersek aura cédé sous la pression de ces mêmes travailleurs de la Baltique. C'est un système politique vraiment — démocratique dans les termes — qui ne peut envisager de mode d'avancement et de limogeage que par la terreur. En tous les cas, M. Edward Giersek aura été fidèle — et en cela il mérite le respect de tous — à sa parole : « Jamais de ma vie je ne ferai tirer sur un ouvrier ». Celle-ci n'est jamais devenue la maxime du parti tout entier.

On peut en effet révéler qu'une consultation par radio, menée par le premier secrétaire du parti auprès des premiers secrétaires régionaux, dans la première semaine de la grève de Gdansk, a montré que la majorité de ces responsables sur

comme en danger), d'intervenir beaucoup plus directement. De toute manière, les Polonais auront toujours besoin de Moscou pour les « aider », économiquement par exemple. Si cette aide n'est pas désintéressée, elle existe cependant. Et qui donne de l'argent s'assume un contrôle. La Pologne ouvrière-elle alors encore plus grand son deuxième front financier à l'Occident ? Mais Moscou l'accuserait plus aisément de céder aux sirènes capitalistes.

La Pologne vit actuellement sur la corde raide. Avec une équipe dirigeante renouvelée, mais contrainte à composer avec la base du parti, avec des apparitions plus sensibles à la préservation d'intérêts acquis qu'à l'épanouissement du syndicalisme indépendant et autogère. Une

Par JEAN OFFREDO

le terrain étaient partisans d'une attitude dure dans la région de la Baltique. A tel point que M. Giersek, premier secrétaire de Gdansk, tint à dire que, si la force publique intervenait, lui-même franchirait les grilles du chantier Lénine pour être avec les ouvriers. L'histoire rendra un jour justice à M. Giersek d'avoir, au mois d'août, évité une épreuve sanglante en Pologne.

Apparemment, personne ne s'attendait à l'affirmation aussi déterminée d'un mouvement ouvrier en Pologne. Quel qu'il arrive, ce qui a été créé comme dynamique restera longtemps gravé dans la conscience ouvrière du pays et même dans la conscience nationale.

Si 1956, avec le « printemps en octobre », avait été une révolte contre le stalinisme ; si 1970 avait été une protestation sous forme d'explosion désordonnée, 1980 aura été un profond mouvement de réflexion et d'action pour instaurer une nouvelle organisation possible des rapports peuple-pouvoir à l'Est. C'est bien pourquoi l'inquiétude est si grande à Moscou. Comment, en effet, concevoir qu'il puisse exister une classe ouvrière libre, soit des dignes représentants de la classe dirigeant et un syndicat contrôlé, contrôlé de transmission ? Pour avoir défendu les mêmes idées que les ouvriers de la Baltique, de nombreux militaires soviétiques ont connu et connaissent l'exil ou la prison. Ce que savent bien les Polonais.

Cette solide maturité des ouvriers polonais, leur rudesse apprivoisée de la démocratie syndicale, surtout face aux transgressions des autorités, le sérieux des analyses qu'ils avancent, soutenus en cela par des « experts » (1) qui les aident à dépasser les propositions par trop démagogiques, sont des signes importants de la naissance d'une véritable classe ouvrière, dont on voit mal comment un pouvoir qui se veut son expression n'abandonnerait pas dans son sens. Mais le mouvement polonais est, il est vrai, nécessairement teinté aux couleurs de la géopolitique.

D'une certaine manière, Moscou n'est pas nécessairement mécontent de ce qui arrive en Pologne. Que les « enfants terribles » du bloc régent donc entre eux leurs problèmes. D'autant qu'il est toujours une fois, nécessairement, le tolérable athlète (au-delà de laquelle l'internationalisme prolétarien est considéré

équipe qui cherche encore son homogénéité. Le bureau politique du POUP rassemble, en effet, d'anciens membres responsables de la politique de M. Giersek, comme MM. Jablonski et Jaruzelski par exemple, comme aussi M. Stanislaw Kania, le nouveau premier secrétaire, et M. Mieczyslaw Jagielski, négociateur de Gdansk qui ont pourtant un air de démarquer de cette politique au point d'apparaître comme les hommes du renouveau. On dit même, à Varsovie, que M. Kania doit à son habileté de n'avoir pas quitté son poste en février dernier, lors du 3^e congrès du POUP, alors que, depuis de longs mois, il était en désaccord avec M. Giersek. Homme de la police, de l'armée, de la santé... et de l'Eglise, il avait les moyens d'être bien renseigné sur l'état d'esprit de la population. Mais, à ce moment-là, il n'appartenait pas au même courant qui aboutit à évincer du comité central nombre d'opposants — sinon libéraux ou moins « pragmatiques » — à M. Giersek, tel M. Stefan Olszowski, qui abandonnait ses fonctions au bureau politique et au secrétariat du parti pour une ambassade à Berlin-Est. Situation indigne, certes, d'un homme considéré, voire, comme le véritable numéro deux — avec droit de succession — de la Pologne. M. Olszowski a retrouvé sa place au sein du bureau politique, tout comme M. Barcikowski, spécialiste de l'agriculture et négociateur à Moscou. Ils forment avec M. Jozef Pionkowski, maintenant premier ministre, avec M. Andrzej Zabinski, un jeune de quarante-deux ans qui vient de prendre en main la Silesie, le groupe des « nouveaux ». Un groupe étroit, surtout au sein du secrétariat du parti, avec MM. Kucrowski et Tadeusz Grabski. Ce dernier mérite une mention particulière. En effet, au dernier, lors d'un plénum du comité central il avait proposé d'élire à la présidence de M. Giersek. Premier secrétaire de la région (voïvodie) de Konin, à l'est de Varsovie, il avait prononcé un discours — applaudi — où, pour la première fois, un responsable de haut niveau s'élevait contre les scandales du marché noir, de la corruption, du trafic d'influences qui sévissaient en Pologne. A tel point que son intervention, censurée par la presse officielle, fut connue grâce au bulletin des « dissidents » du K.S.S.-KOR.

Par IGNACIO RAMONET

La renaissance de la société civile en Pologne s'est effectuée dans des conditions difficiles ; les maids étaient achetés contre les élites, il ne restait dans ce pays, en 1945, que soixante mille personnes ayant reçu une éducation supérieure. La période stalinienne (1949-1956) n'a évidemment pas favorisé la liaison entre les nouvelles générations universitaires et la tradition intellectuelle « bourgeoise » d'avant-guerre. Aussi faut-il attendre 1956 et la chute de l'éphémère Edward Ochab après les révoltes ouvrières de juin à Pologne, pour que Gomulka, en réduisant les pouvoirs de la police et de la censure, favorise la possibilité d'une vie intellectuelle et culturelle non alignée systématiquement sur la propagande du régime. Des communistes libéraux, bien sûr, qualités de « révisionnistes », et certains essayistes catholiques, assésés autour de quelques revues et clubs de pensée, constituent alors une sorte d'opposition intellectuelle tolérée. Ces deux courants sont à l'origine, directement, du mouvement actuel.

Les « révisionnistes » souhaitent l'effacement de l'intérieur le parti vers la démocratisation et l'humanisation ; leurs travaux, en particulier les essais de Wladislaw Bienkowski, de Leszek Kolakowski, d'Edward Lipinski, de Krzysztof Pomian, ainsi que l'œuvre poétique de Wyktor Woronczak et d'Adam Waszyk, défendent l'idée d'une participation critique à la vie publique. Antisoviétiques mais cependant marxistes, ils proposent un modèle de comportement opposé à celui qui favorisait de la sorte le renouveau d'une véritable vie intellectuelle. Le

courant catholique se rassemble, de son côté, autour de Stanislaw Stomma, dirigeant du groupe Znak, anti-marxiste mais paradoxalement favorable à l'alliance avec l'U.R.S.S., en échange de l'appui politique, restant modéré, qu'il accorde à Gomulka, celui-ci autorise ce groupe à créer le mensuel Znak et la maison d'édition du même nom ; il permet également la relance de l'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny* et la mise sur pied de clubs d'intellectuels catholiques. L'opinion publique découvre alors un style de pensée différent de la propagande officielle. Trois membres du Znak, Stefan Kisielewski, Jerry Zawilewski et Stanislaw Stomma entrent même à la Diète et, grâce à leurs interventions critiques, les Polonais goûtent, pour un temps, à une sorte d'insolite pluralisme politique. A la gauche du Znak, la revue catholique *Wies* exerce également une importante influence, parmi l'intelligentsia et rapproche, sur ses propres positions, les intellectuels « révisionnistes » et ceux du Znak.

Révisionnistes et catholiques coïncident, à cette époque, sur un point : ils désirent voir s'effacer le parti grâce à la montée de dirigeants « intelligents et réalistes ». Ils ne prennent aucune initiative pour mettre sur pied des organismes qui pourraient, le cas échéant, aspirer à exercer le pouvoir. Tous cherchent à éviter le conflit avec le parti et refusent de se considérer comme une op-

position : c'est la doctrine du « compromis positif ».

L'esprit proprement politique des révisionnistes disparaît dès le début des années 60, lorsque Gomulka revient à des pratiques autoritaires et abandonne tout souci de libéralisation ; mais, comme stimulant intellectuel, le révisionnisme dure jusqu'à mars 1968, époque de révoltes universitaires lorsque les étudiants et les professeurs réclament des droits fondamentaux. Le régime, afin de faire passer le pouvoir à une élite véritablement intellectuelle, réprime les couches sociales qui constituent déjà un véritable pouvoir intellectuel, réprime les étudiants et les professeurs des autres universités et réclament des droits fondamentaux. Le régime, afin de faire passer le pouvoir à une élite véritablement intellectuelle, réprime les couches sociales qui constituent déjà un véritable pouvoir intellectuel, réprime les étudiants et les professeurs des autres universités et réclament des droits fondamentaux.

La traversée du désert dure quatre ans et, à partir de 1972, les intellectuels d'opposition se restructurent sur des bases plus larges ; la solidarité apparaît dès cet époque comme une qualité fondamentale qui favorise le rapprochement des trois principales familles de pensée opposées aux méthodes du régime, dans le but d'élaborer une plate-forme commune d'opposition. On retrouve, en premier lieu, les marxistes ; héritiers du cou-

Entre ces « anciens » et ces « nouveaux » du bureau politique se trouvent les réscapés du congrès de février 1980 (un congrès qui avait précédé à quelques remaniements finalement sans grande portée), tels MM. Karkozka, le « patron » du parti à Varsovie, et Andrzej Warlicki, l'idéologue qui revint après un long purgatoire et dont on a pourtant du mal à oublier les paroles qu'il prononça et les textes qu'il écrivit, en 1968, sur la question juive.

C'est donc cette équipe, encore sans grande unité politique, et dans laquelle l'importante nouveauté reste cette entrée d'une nouvelle génération de responsables, qui doit remettre la Pologne sur les rails de la relance et de la « crédibilité », ainsi que l'a souligné M. Mieczyslaw Rakowski, l'influent directeur de l'hebdomadaire *Polityka*. Avec comme chef un homme mieux préparé à surveiller le pouvoir qu'à l'exercer, et que sa carrière ne prédispose pas, bien évidemment, à comprendre cette lame de fond venue de la Baltique et qui secoue toute la Pologne. Mais qui ferait mieux ? Souvenons-nous que, en 1971, on faisait grand cas des « pragmatistes », des « novateurs », de ceux qui avaient réussi à, des « dissidents », en un mot, que M. Giersek faisait monter avec lui à Varsovie. Et dix ans plus tard... Tous, certes, ne finissent pas comme M. Mieczyslaw Rakowski, alors jeune rédacteur en chef du quotidien du parti à Katowice, qui devint le puissant président du comité central pour la presse et la télévision, et qui va terminer sa carrière sur les bancs du tribunal sous l'accusation d'enrichissement injustifié et de prévarication.

Pourtant, cet « été polonais » peut représenter une grande chance pour la Pologne, comme toute crise pour tout corps biologique ou social. A condition que les bons remèdes soient appliqués.

Les deux qualités que les Polonais attendent aujourd'hui de leurs dirigeants sont assurément l'authenticité et l'honnêteté. Deux traits que les travailleurs de la Baltique ont trouvés en Lech Walesa, cet homme formé dans la lutte ouvrière dans la foi chrétienne. Ce qu'ils attendent aussi du pouvoir, c'est qu'il respecte ses engagements, les accords signés à Gdansk le 31 août, et leurs conséquences. Car signer est une chose, appliquer en est une autre.

Une véritable course contre la montre est engagée à Varsovie entre les deux Pologne de cet été : celle des syndicats et des travailleurs, qui vont aller aussi loin que possible dans la réaffirmation d'un nouveau type de relations avec le parti dirigeant et l'Etat à qui se veut à la fois ouvrier et patron ; celle de l'autorité politique, bousculée dans ses certitudes et figée dans ses comportements, qui « accepte et signe », mais qui, en même temps, est obligée de se demander comment accompagner, sinon récupérer, le mouvement. Ces deux Pologne doivent se rencontrer, travailler ensemble. Sans dramatiser la situation, tout est encore possible venant du Kremlin.

(1) Où l'on trouve — et ce n'est pas un hasard — des hommes appartenant aux mouvements d'opinion démocratique cités plus haut.

La stratégie des intellectuels : vers la solidarité

Le succès politique des grévistes de la Baltique, imposant au pouvoir les accords de Gdansk, est une victoire pour l'ensemble des forces d'opposition polonaises (classe ouvrière, Eglise catholique et intellectuels notamment) qui, depuis 1976, sont parvenues à faire cause commune dans le but, précisément, d'imposer des réformes démocratiques. C'est cette alliance qui confère à la crise actuelle sa profonde singularité et la distingue ostensiblement des sursauts sectoriels de 1956, 1968, 1970 et 1976.

Cette fois, c'est le régime qui se trouve isolé (la paysannerie ne s'est pas exprimée cet été, mais, de toute évidence, elle sympathise avec les mécontents) ; il se voit confronté à un mouvement de désobéissance civile bien organisé et généralisé qui est, d'ores et déjà, en mesure — initial-ce n'est pas une intention militaire soviétique — de le renverser.

Cette stratégie de résistance civile a été conçue, après mûre analyse des échecs précédents, par les intellectuels d'opposition : ce sont eux, indiscutablement, qui ont défini la ligne générale de la résistance, qui l'ont diffusée dans les profondeurs du pays et qui ont su gagner à cette stratégie — ce n'est pas leur moindre succès — l'ensemble de la classe ouvrière.

Comment, malgré la censure et la surveillance policière, les intellectuels sont-ils parvenus à populariser leurs critiques du régime et leurs idées de désobéissance ?

Le mouvement d'opposition polonaise est d'un eurocommunisme à la polonaise ; les deux chefs de la révolte de 1968 figurent parmi eux : Adam Michnik et Jacek Kuron. Il y a également des catholiques, défenseurs des droits de l'homme et favorables à un socialisme d'inspiration chrétienne. Et, enfin, une constellation d'intellectuels anti-communistes, jusqu'alors en situation d'« émigration intérieure », parmi lesquels le plus grand nombre se réclament du socialisme démocratique et du nationalisme. Malgré les méfiances réciproques des marxistes ont des réticences à s'unir à l'Eglise catholique, les catholiques soupçonnent les anciens stalinistes, et les socialistes et nationalistes se défient de tous les autres), un accord de principe s'établit sur un point principal : le désir de tous de travailler à la création d'une Pologne démocratique et libre.

La première manifestation publique de cette opposition politique clandestine a lieu en 1975 à l'occasion du projet gouvernemental de modifier la Constitution polonaise de 1952. Les intellectuels rendent publique la « lettre des 59 », qui recueille plus de quarante mille signatures, dans laquelle ils s'opposent à l'introduction dans la Constitution d'un article reconnaissant formellement l'allégeance de la Pologne à l'U.R.S.S. Ils réclament, d'autre part, la liberté de conscience et de pratique religieuse, la liberté du travail, la liberté de parole et d'information, la liberté de recherche universitaire.

On perçoit déjà, dans cette première intervention, quelle va être désormais la tactique des opposants : ne pas cri-

GDANSK sierpień '80

Nous savons à présent parler avec des silences
 Dans nos lèvres naît ainsi, d'une façon nouvelle,
 Une autre langue polonaise
 Où chaque mot, avant de devenir sonore,
 S'étonne d'abord longuement de lui-même
 Puis retourne soudain à la non-naissance,
 Comme un battement d'ailes silencieux
 Ou une aphonie de poissons.
 Et chacun, avec sa gueule muette, sourille, s'agit
 Dans toutes les directions, et saigne,
 La bouche déchirée par les fines mailles de

ERNEST BRYLL.
(Kultur, Varsovie, 7 septembre 1980.)

Ciroulant, également, éditées le plus souvent par l'Institut Littéraire Kultur, de Paris, et les éditions Aneks, de Londres, et introduites clandestinement en Pologne, les œuvres de ces auteurs ont eu de grands succès (8) : en premier lieu, les romans (*Cosmos*, *Ferdynand*, la *Porno-graphie*), de Witold Gombrowicz, qui furent traduits en français par la collection de Czesław Miłosz, considérée comme l'un des plus grands poètes contemporains (il réside aux États-Unis).

Hormis la littérature, le cinéma polonais est aussi très riche. On nous est venu à aborder ainsi les problèmes quotidiens de la société polonaise, et cela malgré la censure et la répression, qui ont contraint certains réalisateurs à s'exiler (Polanski, Polakowski, Lenica, Borowczyk). La nouvelle génération de réalisateurs dénonce, dans ses films, les structures d'autorité du régime, les privilèges des dirigeants, les abus, les illégalités, l'arrogance des autorités, les injustices, etc.

Le premier film de cette nouvelle génération fut intitulé *Ty i ja* (« Toi et moi ») de Krzysztof Kleskowski, produit pour la télévision et demeure interdit pendant cinq ans (10) ; il met en scène un ex-fonctionnaire du régime qui se livre à une enquête sur sa vie d'historien (d'où le titre), mais qui va être mêlé aux combats de son contremaître, lequel s'enrichit, avec la complicité des autorités, grâce à la vente de faux livres. Ensuite, Krzysztof Kleskowski a écrit et réalisé deux autres films (déjà) à ce sujet : *Grę w zło* (« Jeu au mal ») où les héros croient être l'association du contremaître. Dès 1976, à mi-parcours, d'une œuvre de Krzysztof Kleskowski, l'incurie et des responsables, ainsi que la censure de la culture ouvrière.

D'autres causes de leur condamnation critique demeurent interdits : en particulier : *Haut les mains*, de Skolimowski, pour son contenu antistatarien ; *Le Diable*, de Ziulawski, pour avoir provoqué, dans l'église, une émeute ; *Le Livre scolaire* de J. Kijowski, pour avoir rappelé les graves étudiants de 1968 ; *Le Fil*

formation que Wałdo a dénoncé dans *Sana anestezja* (en s'inspirant de l'expérience personnelle du plus éminent journaliste polonais, Ryszard Kapusinski) ; la corruption polonaise est bien connue, mais pas aussi, comme le montre *Haut Vol*, de R. Pilipski, et surtout *Amaror*, de R. Kleskowski, qui relate, servilement, l'histoire, on apprend ainsi qu'on peut payer (de préférence en devises) pour occuper une chambre d'hôpital, ou payer encore pour être soigné ou opéré, chez les hauts fonctionnaires de l'État, violent et contestataire, qui, avec la complicité de la section locale du parti et des syndicats officiels, nous apprend-on dans la *Constante*, de Zdzisław Janiszewski, comment d'un corrosif pamphlet contre la nouvelle bourgeoisie glorieuse intitulée *Contrat* (1980). A l'occasion du voyage du pape en 1979, les catholiques ont été victimes d'un commentaire de long métrage sur cet événement, réalisé par Andrzej Trzask, et fort habilement intitulé *le Pélerin*, qui présente une référence à la grande photo nationale d'Adam Mickiewicz, *Le Livre des pélerins polonais* (1832), véritable programme de régénération intérieure et d'action sociale contre le communisme. Projeté dans toutes les églises du pays, ce film exaltait à son insu, évidemment, une profonde influence sur les masses catholiques polonaises.

D'autres films, comme *Acteurs provinciaux*, d'A. Holland, *Le Menace* de bal et Chance, de Felix Falk, *Kung Fu* de J. Kijowski, *Sans amour*, de Stanislas Repaszka, *La Vieillesse*, d'Ido, décrivent une société rongée par l'individualisme, la méfiance, le carriérisme ; un monde d'aristocrates combinés à des aristocrates, dont l'existence exercée déterminant la qualité des rapports humains, où les trafics d'influence sont banals, et où la réussite, comme ailleurs, s'exhibe sous forme d'ostentation.

Il y a donc un monde, drappé de nausée, tenté par le suicide, dans lequel ce qui fait le plus défaut, c'est, précisément, la solidarité.

Les rédacteurs

de Gdansk, de Piotrowski, parce qu'ils ont organisé le partage de la Pologne entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique en 1939 et ont montré d'énormes groupes nazis et soviétiques défilant ensemble à Brest-Litovsk le 28 septembre 1939; le *Déménagement*, de M. Losinski, qui illustre les combats indépendants des soldats polonais pendant la Seconde Guerre mondiale; le livre *Crustacien* qui nous présente un vivant corréctement en Pologne; la *Plaque*, d'Antony Krause, sur le monde des marginaux de Varsovie; *Adoption pour dix perles*, de J. K. Krasinski, qui nous fait découvrir les insolites privilèges des cadres supérieurs, etc.

Mais beaucoup de films non interdits révèlent aussi le puissant malaise de la société polonaise et interrogent sur son avenir. C'est le thème des films les plus gênants : les silences sur l'histoire polonaise contemporaine, par exemple que Wajda a formalisé tristement dans *L'Homme de fer* (1976), ou ceux qui nous font découvrir le monde actuel, qui se terminent devant les chantiers Lénine de Gdansk et s'interrogent sur l'attitude à venir des milieux des hommes de marine et des ouvriers de la sous-traitance des hommes du pouvoir. Les micros constituaient la garantie de l'innocent et de la détermination. Ils répétaient la spirale de la méfiance et étaient possible enfin la solidarité.

IGNACIO RAMONET.

IGNACIO RAMONET

- (1) Leszek Kołakowski, « Thèses sur l'existence et le désespoir en Pologne, une dissidence (préface d'Alexandre Szwarc), François Maspéro, coll. « Cahiers libres », n° 332, Paris, 1978, page 77. On trouve également une anthologie pour l'opposition polonaise, en Pologne, une société en dissidence, page 95.
- (2) Cf. Gustave Ghezel et Adam Kozłowski, « Deux voix sur l'européanisme », in *Cahiers de l'Est*, n° 11, quatrième trimestre 1977, page 13.
- (3) Cf. Jacques Kozłowski, « Pour une plateforme unique de l'opposition », in *Pologne, une société en dissidence*, page 113.
- (4) Cf. *Życie*, revue de culture politique, qui édite la revue clandestine *Strajnik*, a adopté le nom de Jeanne Polakowska.
- (5) Les membres du groupe littéraire du même nom (1959-1910).
- (6) Cité dans « Les écrivains polonais en exil », par le Centre collectif pour les *Cahiers de l'Est*, n° 11, page 53.
- (7) Un chapitre de *Muszę* a été publié dans les *Cahiers de l'Est*, n° 11, pages 55 à 65.
- (8) Sur la littérature polonaise en exil, voir également le numéro spécial des *Cahiers de l'Est*, n° 12-13, quatrième trimestre 1979.
- (9) Cf. *Le Monde diplomatique*, juillet 1980.
- (10) Il a été diffusé par la première revue polonaise le 18 septembre 1980.

Boîte 5 : 38.950 F*
Automatique : 40.950 F*
16 litre. Traction avant.

* Prix clés en mains au 1-7-80

HONDA
ACCORD
JAPAUTO

Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. : 500.14.51
Service spécial TTX - CD - K - VIP. prépare TOTAL



En 1976, des grèves éclatent à Radom et à Ursus, les ouvriers incendient les sièges du parti ; le gouvernement Glebiński réprime vingt-quatre heures, une revendication démodée, mais, une fois la reprise du travail effectuée, s'en prend avec féroce aux meneurs ; des centaines d'ouvriers sont licenciés, des centaines sont emprisonnés, torturés. Cette fois, les ouvriers résistent promptement et vont, enfin, jusqu'à la jonction éperdue avec la classe ouvrière. Ils créent en septembre 1976 le « Comité de défense des ouvriers (KOR) » qui rassemble des étudiants, des travailleurs, des assistants médicaux, vétérinaires, une assistance juridique, médicale et financière. C'est la première fois qu'une organisation indépendante se constitue en Pologne sans

second au p^{er} plan.
grévistes s'amusent, le KOK étant
vite populaire, obtient l'arrêt des per-
sécution judiciaire, la relaxe des
p^{re}mières, la cessation des tortures
des autres, la libération des prison-
niers. Dès le début, le KOK agit au
grand jour et informe en permanence
l'opinion publique de ses actions.
Le KOK agit en se basant sur l'ar-
ticle 71 de la Constitution, qui gar-
rantit les libertés fondamentales
classiques (« expression de
l'opinion », etc.). Le KOK n'inter-
prend de publier plusieurs notes,
éditées et diffusées, certes, clandestine-
ment, mais dont les articles sont
trouvés et les auteurs sont inter-
rogés, ce qui brève aussi l'autorité
du pouvoir.

Malgré les sautes et les persécution,
le KOK a produit beaucoup.
Bulletin d'informations, expression du
groupe de Kurun et Michnik, qui tire
à 6 000 exemplaires; *Glas* (Voix)

Une théorie de la résistance et de la fronde

K OLAKOWSKI est le plus consciencieux philosophe polonais contemporain; ancien théoricien « révisionniste », exclu du parti en 1968 à cause de ses critiques contre le régime communiste, il a été réintégré au parti en 1968 et contraint d'émigrer. Il enseigne actuellement à Oxford; il est l'auteur des *Principaux Courants du marxisme*.

La « crise » et la forme actuelle du socialisme (en Pologne) est absolument ossifiée et a perdu son « fondement idéologique », par conséquent, elle est devenue un « système » comme « un organisme entièrement dépourvu de plasticité et de dispositifs d'autorégulation, et seules des catastrophes brutales et périodiques peuvent provoquer des « mutations » ». Kolakowski estime que l'heure de la résistance est arrivée car « un mouvement de résistance est plus facile à déclencher dans un régime d'oppression et de terreur est élevé, mais au contraire, aux époques de relâchement relatif entraîné par la désorganisation de l'appareil de répression ». Il ajoute : « C'est à présent que nous devons cette remarque ». Or, selon lui, depuis la fin du stalinisme, le système est en crise. Le système est en crise, car les « intérêts de la maladie chronique que sont les conflits internes entre groupes rivaux », ainsi il ne lui semble pas absurde de concevoir « une résistance à l'oppression exercée par les traditions naturelles du système »; Il considère notamment que la libre circulation de l'information détruirait le système. Il propose de déjouer les entraves de la censure en multipliant les infractions, « le meilleur moyen de réagir contre les pourpours pour ce genre de « délits » ». Il conclut : « Commettre en très grand nombre » (1).

Cette attitude offensive est également celle d'Adam Michnik : « La seule route, dit-il, à prendre pour les dissidents des pays de l'Est est celle d'une lutte incessante pour le rétablissement de la liberté de production, pour la défense des libertés civiques et garantissant le respect des droits de l'homme. » Il pense qu'il ne faut guère relâcher la pression sur la bureaucratie dirigeante : « Quand les dirigeants de l'Est ont accepté de nous aider à organiser une dépression sanglante, l'opposition démocratique ne doit considérer ce fait ni comme une concession suffisante (« du moins ils se disent de ça »), ni comme un acte de reconnaissance. Son devoir est de participer continuellement et systématiquement à la vie publique sous forme des faits politiques et proposer une alternative. » Cette stratégie ne peut prendre corps que si elle s'articule à des institutions ou associations ouvrières indépendantes du pouvoir : ces institutions, il s'agit de les créer, le modèle espagnol des commissions ouvrières, l'expérience espagnole, dans son ensemble, lui paraît pleine d'intérêt : « C'est un excellent exemple de lutte que nous devons étudier de très près. Il s'agit d'une étude détaillée en tant que modèle d'un passage progressif d'une dictature vers des formes démocratiques. Le mouvement eurocommuniste espagnol est une véritable merveille. »

3 000 exemplaires; et le plus important, *Robotnik* (l'Ouvrier) destiné aux travailleurs, tiré à 20 000 exemplaires.

Encouragés par cette initiative autrichienne du KOR, les publications clandestines littéraires à partir de 1978 ont été publiées sous le pseudonyme de *Żagry*, revue littéraire et politique (2 000 exemplaires) et d'expressions les meilleurs écrivains polonais (Tadeusz Dołęcki et Paweł Kusiński). Trois ans de mission d'entraide (l'histoire des créateurs polonais les plus connus à l'étranger, Tadeusz Kantor et Jerzy Grotowski) dramaturges, poètes, peintres, musiciens, romanciers, historiens, maintiennent cependant au milieu de cette ferveur politique générale, une attitude de prudente réserve. Les auteurs de ces revues sont des partisans du régime). Il y a également *Krytyka*, trimestriel politique; *Opius*, organe du Mouvement de la jeunesse; *Prace*, revue pour les jeunes citoyens; *Strasnik* (2 000 exemplaires); trimestriel politique édité à Gdansk et lire au groupe Jeune Pologne; *Apostrof*, revue de la jeunesse, mouvement des démocrates libres; *Plus*, etc.

Toutes ces publications, malgré leurs tirages réduits, circulent largement et le nombre de leurs lecteurs est fort important, en particulier dans les milieux intellectuels. Elles brisent le monopole du pouvoir dans le domaine de l'information et de l'expression des idées et des opinions, elles font passer la pensée à l'intérieur desquelles s'expriment enfin des citoyens jusqu'alors réduits au silence.

avec ceux dont la pensée est différente de la vôtre mais avec qui vous construisez un front commun, leçon de franchise et de loyauté dans la coopération avec l'Eglise catholique, leçon — enfin — qui montre comment l'on organise un mouvement ouvrier indépendant dans des conditions oppressantes d'un régime totalitaire. Je pense, bien entendu, aux célèbres « commissions ouvrières », cet instrument incomparable de lutte pour les droits et les intérêts des ouvriers. » (3).

[illegible]

Des romans corrosifs

Apocalypse (1980). Le premier tresse la vie et les souvenirs des gens qui font la queue devant une bijouterie ; viennent à la mémoire des images de la guerre de résistance conduite par l'Armée intérieure (A.K. non communiste, qui organisa l'insurrection de Varsovie et dans laquelle combattit Konwicki) mêlées à l'évocation plus ancienne de l'insurrection patriotique de 1863 contre l'occupant russe, minimisée dans les manuels officiels d'histoire.

Un livre — L'Apocalypse représente le plus important succès de la littérature polonaise clandestine (le livre a déjà été tiré à plus de 20 000 exemplaires) ; toute l'action se déroule en une seule nuit, dans une ville polonaise, sous la nationalité officielle, dans un avenir proche mais symbolique, en 1984. L'auteur y parle à la première personne, sous le pseudonyme de Kowalczyk du Vêti ; il présente une Pologne profondément enfoncée dans un système de despotisme bureaucratique et technocratique, où la conscience individuelle a été annihilée, le manque d'initiative, l'obéissance aux chefs, la délation, l'indifférence à l'opinion et à l'intérêt public. Les dirigeants eux-mêmes ne sont guère différents. Les seuls espoirs de changement viennent proposer à l'auteur de s'immoler publiquement par le feu dans le défilé de la « 75^e nationale ». Il se propose de faire passer à la foule officielle de dissidents, et assistant impuissants à l'écrasement du monde, de la morale, de la culture, et au triomphe de la décadence. Le monde est en ruine, la pénurie est absolue, et la police ne sert plus qu'à protéger les livraisons de vivres aux dirigeants du parti qui ont été réduits à la misère, les nobles, les tégés, des banquets pantagruéliques. L'illustration macabre et grotesque de la décadence morale du régime de Kowalczyk du Vêti, Kowalczyk est d'un pessimisme absolu.

Quelques romans étrangers, interdits par la censure, sont également traduits et édités clandestinement : ils font, bien entendu, métaphoriquement ou explicitement, allusion à la situation de la Pologne comme, par exemple, les œuvres de Georges Orwell, 1984 et la République des animaux, ainsi que le Tambour, de Günther Grass, dont l'action se déroule à Gdansk, précisément, et où l'auteur décrit, avec réalisme et cruauté, l'occupation de la ville par les troupes soviétiques qui violent la mère du petit Oskar, tuent le père et pillent leur maison.

Chanson pour ma fille

Je ne suis pas, hélas ! auprès de toi
Et même la mort n'a pas vu depuis longtemps,
Mais patiente encore un peu. Mûris.
Nous te raconterons tout.
Nous te décrirons ces jours de grève illuminés d'espoir,
De paroles libérées et d'ardents débats ;
Nos longues nuits sans sommeil
Et nos cœurs fulminant d'espérance.
Nous évoquerons pour toi nos compagnons transfigurés
Et se sentir entourés d'eux-mêmes ;
Nous te parlerons de tous ces gens solidaires,
Combatteurs pour aujourd'hui, et pour l'avenir.
Et donc, aussi, pour toi.

sois pas triste. Attends-nous calmement.
reviendras dans nos bras,
retrouverons ensemble notre foyer qui n'existait pas
qu'il manquait encore le vrai bonheur... la liberté.

Poème d'un gréviste anonyme, Gdansk, août 1980.
(Traduction Solidarnosc no 2, 27 août 1980.)

vers la solidarité

LA GRANDE FAIBLESSE DE

Choix erronés
et dogmatisme

Par WILHELM JAMPEL *

« Les grèves des derniers mois n'étaient dirigées ni contre les principes du socialisme, ni contre le rôle dirigeant du parti, elles ont été l'expression d'un mécontentement ouvrier provoqué par des erreurs importantes dans la politique économique », déclare M. Karla, nouveau premier secrétaire du parti communiste (parti ouvrier unifié polonais, POUOP), dans son discours inaugural, devant le plénum du comité central, le 5 septembre dernier (1).

Explications déjà entendues après les grèves ouvrières de 1956, 1970 et 1976. Le parti, en tant que tel, ne se trompe jamais, mais certains dirigeants sont incapables d'appliquer les idées du « socialisme scientifique » tel qu'on le conçoit en Europe de l'Est.

En fait, ce qui est en question, c'est la réalité de ce socialisme, notamment en Pologne. Pour s'en faire une idée, il suffit de se référer à l'analyse que donna de la crise actuelle M. Tadeusz Fiszbach, premier secrétaire du parti pour la voïvodie de Gdansk (2). Il y voit, tout d'abord, des causes multiples :

— Manque chronique de produits alimentaires et d'autres biens de consommation.

— Hausse de prix successives, qui ont touché certains produits de première nécessité.

— Manque de médicaments et d'articles d'hygiène.

— Faible équipement des familles ouvrières en biens de consommation durables (électroménager, voitures, etc.), du fait de leur prix élevé et de l'offre insuffisante.

— Situation particulièrement critique dans le domaine du logement (il faut attendre plusieurs années l'attribution d'un appartement).

— Mauvais fonctionnement des transports de voyageurs.

— Insuffisance des équipements sociaux (crèches, écoles maternelles, hôpitaux, etc.).

Mais comment en est-on arrivé là ? Selon M. Fiszbach, ces inconvénients immédiats ont leur origine dans certaines pratiques :

— Mauvaise répartition du produit national, qui ne tient nullement compte des besoins de la population et favorise certains, au détriment de la majorité.

— Centralisation excessive de la planification et de la gestion, qui ne laisse aucune part à l'initiative des entreprises.

— Insuffisance des équipements sociaux (crèches, écoles maternelles, hôpitaux, etc.).

Mais comment en est-on arrivé là ? Selon M. Fiszbach, ces inconvénients immédiats ont leur origine dans certaines pratiques :

— Mauvaise répartition du produit national, qui ne tient nullement compte des besoins de la population et favorise certains, au détriment de la majorité.

— Centralisation excessive de la planification et de la gestion, qui ne laisse aucune part à l'initiative des entreprises.

— Insuffisance des équipements sociaux (crèches, écoles maternelles, hôpitaux, etc.).

Mais comment en est-on arrivé là ? Selon M. Fiszbach, ces inconvénients immédiats ont leur origine dans certaines pratiques :

— Mauvaise répartition du produit national, qui ne tient nullement compte des besoins de la population et favorise certains, au détriment de la majorité.

— Centralisation excessive de la planification et de la gestion, qui ne laisse aucune part à l'initiative des entreprises.

— Insuffisance des équipements sociaux (crèches, écoles maternelles, hôpitaux, etc.).

entreprises et ignore les régulateurs économiques que sont les prix et les salaires.

— Répartition volontariste des investissements et des matériaux, qui ne se fonde pas sur les besoins réels des entreprises et entraîne des ruptures dans leur fonctionnement.

— Absence d'un système financier cohérent, qui rend impossible l'autonomie comptable (khozraschet) des entreprises et sème des doutes dans l'opinion publique quant à l'efficacité des échanges avec l'étranger.

Malgré tout, le VII^e congrès du parti, réuni en 1975, proclamait dans sa résolution finale (3) que les tâches de la période de transition vers le socialisme avaient été accomplies et que la Pologne abordait désormais la phase supérieure de la construction d'une société socialiste développée, autrement dit, quelle entrerait dans l'ère du socialisme.

Il n'y a rien de surprenant à ce que les ouvriers de Gdansk aient accepté sans hésitation la proposition faite par M. Jagielski, vice-premier ministre, d'inscrire dans le protocole du 31 août la reconnaissance par les nouveaux syndicats du principe de la nationalisation des moyens de production, du rôle dirigeant du parti communiste et de l'ensemble des alliances contractées par la Pologne. Il faut simplement se demander si ces acquis suffisent vraiment à l'instauration du socialisme.

On peut toutefois s'étonner de voir un pays retomber périodiquement dans les mêmes difficultés sans mettre cause non seulement dans les dirigeants mais le système économique dans son ensemble, un système reposant sur le principe d'un plan unique, pratiquement imposé par un groupe restreint de politiciens (le bureau politique du parti), et auquel chaque entreprise doit obligatoirement se soumettre. En théorie, l'objectif de la politique économique de la Pologne est demeuré identique, de Bierut à M. Karla en passant par Gomułka et M. Gierek : amélioration du niveau de vie de la population, pleine satisfaction de ses besoins, suppression des inégalités sociales et des privilèges et instauration d'une juste répartition du produit national. Mais, en pratique, l'accent est toujours mis sur l'augmentation de la production des biens d'équipement, les investissements favorisent le secteur productif, tandis que les investissements « non productifs » (logements, hôpitaux, crèches, etc.) passent au second plan. On sait les résultats d'une telle politique pour le consommateur. Un tel système éco-

nomique ne peut s'imposer sans moyens de pression politique : syndicats aux ordres, grèves interdites, libertés d'opinion supprimées, strict contrôle de l'information. En outre, la Pologne a souvent donné dans un gigantisme dépassant les possibilités du pays : tel fut le cas, par exemple, avec le plan de six ans qui visait à élever la base du socialisme (1950-1955) et qui s'est soldé par une baisse sensible du niveau de vie de la population, débouchant sur les événements sangnans de 1956 à Pomran. La même politique économique volontariste a marqué le plan de Gomułka qui avait, lui, pour objectif de mettre un terme aux importations de blé et de fourrage, de bloquer les revenus des travailleurs, tout en augmentant fortement les prix de détail, et qui a provoqué les sanglants événements de 1970 sur le littoral de la Baltique.

L'industrialisation forcée, pratiquée depuis 1971 en vue d'« écarter une ombre polonoise », fait appel à des méthodes extensives largement employées dans le passé : forte augmentation des investissements et de la main-d'œuvre, sans tenir compte de l'efficacité et des résultats obtenus. Les statistiques officielles polonaises montrent que les investissements ont connu une croissance record au cours de la période 1971-1975 : + 16,4 % par an en prix constants et même + 24,8 % pour les investissements productifs. Un tel effort a été accompli grâce à un endettement sans précédent à l'égard des pays occidentaux : 20 milliards de dollars, selon les propres déclarations du ministre des finances, M. Marian Krzak, à la télévision polonaise le 25 août dernier. Cette somme représente le double des recettes annuelles provenant des exportations polonaises.

Une telle politique a entraîné une baisse de la consommation, dont la part dans la production nette distribuée est tombée de 73,9 % en 1970 à 64,8 % en 1975, pour retrouver le niveau de 1970 en 1979 sous l'effet d'une pression sociale croissante dont les événements d'août dernier furent l'expression. Certes, au cours de la période 1971-1975, on avait assisté à une croissance rapide des salaires réels moyens (+ 7,2 % en moyenne par an), mais cette augmentation devait être bientôt neutralisée par une hausse des prix sur les biens de consommation et les services (décrétée en raison de

la hausse des coûts de production, de la demande en viande et autres produits de l'élevage et de moins en moins satisfaites. Une réduction des dépenses des entreprises pour les investissements a eu des conséquences néfastes pour la consommation, ce qui aggraverait les tensions sociales.

L'agriculture pose d'ailleurs un certain nombre de problèmes difficiles à résoudre dans un avenir proche. On

sait que, contrairement à ce qui s'est produit dans d'autres pays socialistes, elle n'a pas été soumise à la collectivisation : 80 % des terres cultivées appartiennent à des particuliers ; il existe près de 300 540 exploitations agricoles privées, dont 30,5 % disposent de 0,5 à 2 hectares de terre arable et 30,2 % de 2 à 5 hectares. L'urbanisation accélérée de l'industrie, entre autres, a incité un nombre important de jeunes à quitter la campagne : nombreux sont les propriétaires de petites exploitations qui doivent partager leur temps entre l'usine et la ferme. Ce sont eux qui forment la catégorie des

ouvriers-paysans. Une grande partie des agriculteurs privés sont des personnes âgées d'un moins cinquantaine ans et dont beaucoup n'ont, en outre, aucune descendance. D'où une diminution sensible de l'emploi agricole. Un soutien multilatéral à l'agriculture (dont pour la première fois, aux exploitations privées), a été promis depuis novembre 1974 par une loi portant sur l'amélioration de l'alimentation et le développement de l'agriculture. Dans une agriculture aussi morcelée et ne disposant pas toujours d'une véritable main-d'œuvre, l'utilisation des nouvelles techniques agricoles, des machines et des équipements modernes, et même des produits chimiques de base, semble difficile. Et pourtant, la stagnation de ce secteur dans les années 1975-1979, aggravée par les conditions climatiques, a accru les difficultés de l'ensemble de l'économie, surtout celles du commerce extérieur. La balance commerciale est en déficit chronique, et l'endettement s'accroît d'une année sur l'autre. C'est ainsi que le déficit a gagné un secteur traditionnellement exportateur, celui des produits alimentaires et des matières premières agricoles.

C'est un fait incontestable que la Pologne dépend de plus en plus des livraisons en provenance des pays occidentaux (voir ci-dessous), décisives pour la réalisation des grands projets dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des transports, etc. Et, pourtant, elle n'a pu trouver de solutions viables pour l'exportation de ses ventes de produits finis, surtout à l'Ouest. Les autorités sont bien conscientes (4) que la modification de la structure des échanges avec l'étranger diminue des importations de produits agricoles, de matériaux et d'équipements ; augmentation des exportations de produits finis, de machines, d'équipements et d'autres biens d'origine industrielle nécessite un changement de la structure des assortiments de produits, une nette amélioration de leur qualité et la modernisation de nombreux secteurs de l'industrie, entre autres : l'industrie des tracteurs, l'industrie navale, l'industrie de la machine-outil et les usines clés en main (sucreries, usines d'acier, etc.), l'industrie pharmaceutique, l'industrie des peintures et des vernis, la confection, la bonneterie, etc. Autrement dit, il faut une transformation permanente des capacités de production existantes qui doivent s'adapter aux besoins intérieurs et extérieurs.

Les dirigeants polonais ont-ils envisagé les possibilités réelles d'une politique de croissance extensive, rigide et dogmatique, dans une conjoncture mondiale instable, trap-

peusement progressant beaucoup moins que prévu, effet du protectionnisme larvé édicté à la faveur de la crise des économies capitalistes, et surtout, de l'incertitude relative de l'offre de biens polonais à la demande occidentale. Les matières premières (charbon, cuivre) y tiennent toujours une place essentielle, et les livraisons effectuées en application des accords de coopération industrielle n'en représentent qu'une part encore modeste (de 6,4 à 7,4 % en 1979), du fait notamment des retards enregistrés dans l'exécution de nombreux projets prévoyant un paiement en compensation.

L'endettement a donc continué à croître. Il atteignait, à fin de 1979, le niveau record de 19,8 milliards de dollars, inscrivant la Pologne dans le peloton de tête des pays débiteurs. Circonstance aggravante, une part importante de la dette vient à échéance d'ici à 1982. Le service de la dette (remboursement du capital et paiement des intérêts) s'élevait à 5,5 milliards de dollars en 1979, soit près de trois quarts des ressources en devises des exportations ; il devra atteindre 7,2 milliards de dollars en 1981, et 8,5 milliards en 1982.

Engagée dans la spirale infernale des pays du tiers-monde obligés de contracter de nouveaux emprunts pour assurer le remboursement des précédents, la Pologne s'est vu imposer des conditions de plus en plus sévères par ses créanciers (5).

(1) Cf. F. Gasse, P. Gutman, et Les liens économiques entre l'Est et l'Ouest sont-ils irrévocables ? Le Monde diplomatique, mai 1980.

(2) Le VII^e congrès du parti ouvrier unifié polonais (POUOP) prévu pour en 1977, « l'insuffisance notable de la part nationale du travail, la croissance excessive du secteur des services », le Courrier des pays de l'Est, n° 230, mars 1980.

(3) Sur 238 accords de coopération industrielle tripartite conclus entre 1963 et 1979, 32 concernaient la Pologne. Cf. sur ce point P. Gutman, « Tripartite Industrial Cooperation and East Europe », in East-European Economic Association, Joint Economic Committee, Washington, octobre 1980. Cf. également les nombreux travaux de la CIOCEP sur la coopération industrielle tripartite.

(4) En avril 1980, le ministre ouest-allemand de l'Économie déclarait encore : « La R.F.A. fera tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir l'effort polonais et l'ouverture d'un plus grand marché aux marchandises polonaises en R.F.A. ».

(5) Au début de 1980, elle occupait la cinquième-dixième place, sur la liste de « risques » établie par la Banque mondiale, parmi les soixante-quinze pays ayant emprunté en 1979 sur les marchés internationaux et elle devait supporter des taux d'intérêt supérieurs de 1 % à 1,5 % au taux moyen.

SOURCES : Bureau-moy et R. Kuznetz : « Le commerce extérieur polonais » in la Revue d'études comparatives Est-Ouest, mars 1980.

nomique ne peut s'imposer sans moyens de pression politique : syndicats aux ordres, grèves interdites, libertés d'opinion supprimées, strict contrôle de l'information. En outre, la Pologne a souvent donné dans un gigantisme dépassant les possibilités du pays : tel fut le cas, par exemple, avec le plan de six ans qui visait à élever la base du socialisme (1950-1955) et qui s'est soldé par une baisse sensible du niveau de vie de la population, débouchant sur les événements sangnans de 1956 à Pomran. La même politique économique volontariste a marqué le plan de Gomułka qui avait, lui, pour objectif de mettre un terme aux importations de blé et de fourrage, de bloquer les revenus des travailleurs, tout en augmentant fortement les prix de détail, et qui a provoqué les sanglants événements de 1970 sur le littoral de la Baltique.

L'industrialisation forcée, pratiquée depuis 1971 en vue d'« écarter une ombre polonoise », fait appel à des méthodes extensives largement employées dans le passé : forte augmentation des investissements et de la main-d'œuvre, sans tenir compte de l'efficacité et des résultats obtenus. Les statistiques officielles polonaises montrent que les investissements ont connu une croissance record au cours de la période 1971-1975 : + 16,4 % par an en prix constants et même + 24,8 % pour les investissements productifs. Un tel effort a été accompli grâce à un endettement sans précédent à l'égard des pays occidentaux : 20 milliards de dollars, selon les propres déclarations du ministre des finances, M. Marian Krzak, à la télévision polonaise le 25 août dernier. Cette somme représente le double des recettes annuelles provenant des exportations polonaises.

Une telle politique a entraîné une baisse de la consommation, dont la part dans la production nette distribuée est tombée de 73,9 % en 1970 à 64,8 % en 1975, pour retrouver le niveau de 1970 en 1979 sous l'effet d'une pression sociale croissante dont les événements d'août dernier furent l'expression. Certes, au cours de la période 1971-1975, on avait assisté à une croissance rapide des salaires réels moyens (+ 7,2 % en moyenne par an), mais cette augmentation devait être bientôt neutralisée par une hausse des prix sur les biens de consommation et les services (décrétée en raison de

la hausse des coûts de production, de la demande en viande et autres produits de l'élevage et de moins en moins satisfaites. Une réduction des dépenses des entreprises pour les investissements a eu des conséquences néfastes pour la consommation, ce qui aggraverait les tensions sociales.

L'agriculture pose d'ailleurs un certain nombre de problèmes difficiles à résoudre dans un avenir proche. On

sait que, contrairement à ce qui s'est produit dans d'autres pays socialistes, elle n'a pas été soumise à la collectivisation : 80 % des terres cultivées appartiennent à des particuliers ; il existe près de 300 540 exploitations agricoles privées, dont 30,5 % disposent de 0,5 à 2 hectares de terre arable et 30,2 % de 2 à 5 hectares. L'urbanisation accélérée de l'industrie, entre autres, a incité un nombre important de jeunes à quitter la campagne : nombreux sont les propriétaires de petites exploitations qui doivent partager leur temps entre l'usine et la ferme. Ce sont eux qui forment la catégorie des

ouvriers-paysans. Une grande partie des agriculteurs privés sont des personnes âgées d'un moins cinquantaine ans et dont beaucoup n'ont, en outre, aucune descendance. D'où une diminution sensible de l'emploi agricole. Un soutien multilatéral à l'agriculture (dont pour la première fois, aux exploitations privées), a été promis depuis novembre 1974 par une loi portant sur l'amélioration de l'alimentation et le développement de l'agriculture. Dans une agriculture aussi morcelée et ne disposant pas toujours d'une véritable main-d'œuvre, l'utilisation des nouvelles techniques agricoles, des machines et des équipements modernes, et même des produits chimiques de base, semble difficile. Et pourtant, la stagnation de ce secteur dans les années 1975-1979, aggravée par les conditions climatiques, a accru les difficultés de l'ensemble de l'économie, surtout celles du commerce extérieur. La balance commerciale est en déficit chronique, et l'endettement s'accroît d'une année sur l'autre. C'est ainsi que le déficit a gagné un secteur traditionnellement exportateur, celui des produits alimentaires et des matières premières agricoles.

C'est un fait incontestable que la Pologne dépend de plus en plus des livraisons en provenance des pays occidentaux (voir ci-dessous), décisives pour la réalisation des grands projets dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des transports, etc. Et, pourtant, elle n'a pu trouver de solutions viables pour l'exportation de ses ventes de produits finis, surtout à l'Ouest. Les autorités sont bien conscientes (4) que la modification de la structure des échanges avec l'étranger diminue des importations de produits agricoles, de matériaux et d'équipements ; augmentation des exportations de produits finis, de machines, d'équipements et d'autres biens d'origine industrielle nécessite un changement de la structure des assortiments de produits, une nette amélioration de leur qualité et la modernisation de nombreux secteurs de l'industrie, entre autres : l'industrie des tracteurs, l'industrie navale, l'industrie de la machine-outil et les usines clés en main (sucreries, usines d'acier, etc.), l'industrie pharmaceutique, l'industrie des peintures et des vernis, la confection, la bonneterie, etc. Autrement dit, il faut une transformation permanente des capacités de production existantes qui doivent s'adapter aux besoins intérieurs et extérieurs.

Les dirigeants polonais ont-ils envisagé les possibilités réelles d'une politique de croissance extensive, rigide et dogmatique, dans une conjoncture mondiale instable, trap-

peusement progressant beaucoup moins que prévu, effet du protectionnisme larvé édicté à la faveur de la crise des économies capitalistes, et surtout, de l'incertitude relative de l'offre de biens polonais à la demande occidentale. Les matières premières (charbon, cuivre) y tiennent toujours une place essentielle, et les livraisons effectuées en application des accords de coopération industrielle n'en représentent qu'une part encore modeste (de 6,4 à 7,4 % en 1979), du fait notamment des retards enregistrés dans l'exécution de nombreux projets prévoyant un paiement en compensation.

L'endettement a donc continué à croître. Il atteignait, à fin de 1979, le niveau record de 19,8 milliards de dollars, inscrivant la Pologne dans le peloton de tête des pays débiteurs. Circonstance aggravante, une part importante de la dette vient à échéance d'ici à 1982. Le service de la dette (remboursement du capital et paiement des intérêts) s'élevait à 5,5 milliards de dollars en 1979, soit près de trois quarts des ressources en devises des exportations ; il devra atteindre 7,2 milliards de dollars en 1981, et 8,5 milliards en 1982.

Engagée dans la spirale infernale des pays du tiers-monde obligés de contracter de nouveaux emprunts pour assurer le remboursement des précédents, la Pologne s'est vu imposer des conditions de plus en plus sévères par ses créanciers (5).

(1) Cf. F. Gasse, P. Gutman, et Les liens économiques entre l'Est et l'Ouest sont-ils irrévocables ? Le Monde diplomatique, mai 1980.

(2) Le VII^e congrès du parti ouvrier unifié polonais (POUOP) prévu pour en 1977, « l'insuffisance notable de la part nationale du travail, la croissance excessive du secteur des services », le Courrier des pays de l'Est, n° 230, mars 1980.

(3) Sur 238 accords de coopération industrielle tripartite conclus entre 1963 et 1979, 32 concernaient la Pologne. Cf. sur ce point P. Gutman, « Tripartite Industrial Cooperation and East Europe », in East-European Economic Association, Joint Economic Committee, Washington, octobre 1980. Cf. également les nombreux travaux de la CIOCEP sur la coopération industrielle tripartite.

(4) En avril 1980, le ministre ouest-allemand de l'Économie déclarait encore : « La R.F.A. fera tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir l'effort polonais et l'ouverture d'un plus grand marché aux marchandises polonaises en R.F.A. ».

(5) Au début de 1980, elle occupait la cinquième-dixième place, sur la liste de « risques » établie par la Banque mondiale, parmi les soixante-quinze pays ayant emprunté en 1979 sur les marchés internationaux et elle devait supporter des taux d'intérêt supérieurs de 1 % à 1,5 % au taux moyen.

SOURCES : Bureau-moy et R. Kuznetz : « Le commerce extérieur polonais » in la Revue d'études comparatives Est-Ouest, mars 1980.

l'insuffisance de l'offre) qui finit par entraîner, en 1976, une baisse de 2,7 % du pouvoir d'achat. Les chiffres officiels (que contestent toutefois les ouvriers et certains spécialistes) indiquent une légère amélioration en 1979.

En outre, le manque d'harmonisation entre les différentes branches dans l'effort consenti pour assurer la croissance industrielle a encore aggravé le déséquilibre de l'économie. On a ainsi favorisé l'industrie électromécanique, avec une extension de la gamme des produits qui a entraîné un épuisement des ressources disponibles et cela au détriment de la qualité des biens pouvant être exportés vers les pays fournisseurs de technologie et d'équipements dont la nation a tant besoin. Un grand effort a été entrepris dans le domaine de la métallurgie : une aciérie en construction, d'une capacité annuelle de 9 millions de tonnes, produit déjà 4,5 millions de tonnes d'acier brut. La production d'acier a atteint 19,2 millions de tonnes en 1979 (contre 11,8 millions en 1970) ; celle du cuivre électrolytique, 336 000 tonnes (72 000 en 1970), et celle du soufre technique 179 100 %, 476 500 tonnes en 1979 (268 300 en 1970). Mais, tout en développant ces branches fortes consommatrices d'énergie, on a négligé l'importance du secteur énergétique, devenu un véritable goulet d'étranglement : les coupures de courant sont fréquentes, entraînant à la fois de graves perturbations dans l'économie et d'importants inconvénients en hiver pour la population.

L'industrie polonaise consomme deux à trois fois plus de matières premières, de matériaux et d'énergie par unité produite que celles de la France, de la Grande-Bretagne ou de l'Italie. Une grande partie des matériaux étant importés, les limitations des échanges à l'étranger ont parfois entraîné des arrêts de production dans des usines modernes. Tel fut le cas, en particulier, dans l'industrie alimentaire, qui avait pourtant bénéficié d'importants investissements en 1971-1975 (pour la première fois dans l'histoire du pays) sans arriver pour autant à satisfaire les besoins de la population, ni en viande ou produits dérivés, ni en lait et laits, ni en conserves de légumes et de fruits en raison de mauvaises performances de l'agriculture.

C'est un fait incontestable que la Pologne dépend de plus en plus des livraisons en provenance des pays occidentaux (voir ci-dessous), décisives pour la réalisation des grands projets dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des transports, etc. Et, pourtant, elle n'a pu trouver de solutions viables pour l'exportation de ses ventes de produits finis, surtout à l'Ouest. Les autorités sont bien conscientes (4) que la modification de la structure des échanges avec l'étranger diminue des importations de produits agricoles, de matériaux et d'équipements ; augmentation des exportations de produits finis, de machines, d'équipements et d'autres biens d'origine industrielle nécessite un changement de la structure des assortiments de produits, une nette amélioration de leur qualité et la modernisation de nombreux secteurs de l'industrie, entre autres : l'industrie des tracteurs, l'industrie navale, l'industrie de la machine-outil et les usines clés en main (sucreries, usines d'acier, etc.), l'industrie pharmaceutique, l'industrie des peintures et des vernis, la confection, la bonneterie, etc. Autrement dit, il faut une transformation permanente des capacités de production existantes qui doivent s'adapter aux besoins intérieurs et extérieurs.

Les dirigeants polonais ont-ils envisagé les possibilités réelles d'une politique de croissance extensive, rigide et dogmatique, dans une conjoncture mondiale instable, trap-

peusement progressant beaucoup moins que prévu, effet du protectionnisme larvé édicté à la faveur de la crise des économies capitalistes, et surtout, de l'incertitude relative de l'offre de biens polonais à la demande occidentale. Les matières premières (charbon, cuivre) y tiennent toujours une place essentielle, et les livraisons effectuées en application des accords de coopération industrielle n'en représentent qu'une part encore modeste (de 6,4 à 7,4 % en 1979), du fait notamment des retards enregistrés dans l'exécution de nombreux projets prévoyant un paiement en compensation.

L'endettement a donc continué à croître. Il atteignait, à fin de 1979, le niveau record de 19,8 milliards de dollars, inscrivant la Pologne dans le peloton de tête des pays débiteurs. Circonstance aggravante, une part importante de la dette vient à échéance d'ici à 1982. Le service de la dette (remboursement du capital et paiement des intérêts) s'élevait à 5,5 milliards de dollars en 1979, soit près de trois quarts des ressources en devises des exportations ; il devra atteindre 7,2 milliards de dollars en 1981, et 8,5 milliards en 1982.

Engagée dans la spirale infernale des pays du tiers-monde obligés de contracter de nouveaux emprunts pour assurer le remboursement des précédents, la Pologne s'est vu imposer des conditions de plus en plus sévères par ses créanciers (5).

(1) Cf. F. Gasse, P. Gutman, et Les liens économiques entre l'Est et l'Ouest sont-ils irrévocables ? Le Monde diplomatique, mai 1980.

(2) Le VII^e congrès du parti ouvrier unifié polonais (POUOP) prévu pour en 1977, « l'insuffisance notable de la part nationale du travail, la croissance excessive du secteur des services », le Courrier des pays de l'Est, n° 230, mars 1980.

(3) Sur 238 accords de coopération industrielle tripartite conclus entre 1963 et 1979, 32 concernaient la Pologne. Cf. sur ce point P. Gutman, « Tripartite Industrial Cooperation and East Europe », in East-European Economic Association, Joint Economic Committee, Washington, octobre 1980. Cf. également les nombreux travaux de la CIOCEP sur la coopération industrielle tripartite.

(4) En avril 1980, le ministre ouest-allemand de l'Économie déclarait encore : « La R.F.A. fera tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir l'effort polonais et l'ouverture d'un plus grand marché aux marchandises polonaises en R.F.A. ».

(5) Au début de 1980, elle occupait la cinquième-dixième place, sur la liste de « risques » établie par la Banque mondiale, parmi les soixante-quinze pays ayant emprunté en 1979 sur les marchés internationaux et elle devait supporter des taux d'intérêt supérieurs de 1 % à 1,5 % au taux moyen.

SOURCES : Bureau-moy et R. Kuznetz : « Le commerce extérieur polonais » in la Revue d'études comparatives Est-Ouest, mars 1980.

l'insuffisance de l'offre) qui finit par entraîner, en 1976, une baisse de 2,7 % du pouvoir d'achat. Les chiffres officiels (que contestent toutefois les ouvriers et certains spécialistes) indiquent une légère amélioration en 1979.

En outre, le manque d'harmonisation entre les différentes branches dans l'effort consenti pour assurer la croissance industrielle a encore aggravé le déséquilibre de l'économie. On a ainsi favorisé l'industrie électromécanique, avec une extension de la gamme des produits qui a entraîné un épuisement des ressources disponibles et cela au détriment de la qualité des biens pouvant être exportés vers les pays fournisseurs de technologie et d'équipements dont la nation a tant besoin. Un grand effort a été entrepris dans le domaine de la métallurgie : une aciérie en construction, d'une capacité annuelle de 9 millions de tonnes, produit déjà 4,5 millions de tonnes d'acier brut. La production d'acier a atteint 19,2 millions de tonnes en 1979 (contre 11,8 millions en 1970) ; celle du cuivre électrolytique, 336 000 tonnes (72 000 en 1970), et celle du soufre technique 179 100 %, 476 500 tonnes en 1979 (268 300 en 1970). Mais, tout en développant ces branches fortes consommatrices d'énergie, on a négligé l'importance du secteur énergétique, devenu un véritable goulet d'étranglement : les coupures de courant sont fréquentes, entraînant à la fois de graves perturbations dans l'économie et d'importants inconvénients en hiver pour la population.

L'industrie polonaise consomme deux à trois fois plus de matières premières, de matériaux et d'énergie par unité produite que celles de la France, de la Grande-Bretagne ou de l'Italie. Une grande partie des matériaux étant importés, les limitations des échanges à l'étranger ont parfois entraîné des arrêts de production dans des usines modernes. Tel fut le cas, en particulier, dans l'industrie alimentaire, qui avait pourtant bénéficié d'importants investissements en 1971-1975 (pour la première fois dans l'histoire du pays) sans arriver pour autant à satisfaire les besoins de la population, ni en viande ou produits dérivés, ni en lait et laits, ni en conserves de légumes et de fruits en raison de mauvaises performances de l'agriculture.

C'est un fait incontestable que la Pologne dépend de plus en plus des livraisons en provenance des pays occidentaux (voir ci-dessous), décisives pour la réalisation des grands projets dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des transports, etc. Et, pourtant, elle n'a pu trouver de solutions viables pour l'exportation de ses ventes de produits finis, surtout à l'Ouest. Les autorités sont bien conscientes (4) que la modification de la structure des échanges avec l'étranger diminue des importations de produits agricoles, de matériaux et d'équipements ; augmentation des exportations de produits finis, de machines, d'équipements et d'autres biens d'origine industrielle nécessite un changement de la structure des assortiments de produits, une nette amélioration de leur qualité et la modernisation de nombreux secteurs de l'industrie, entre autres : l'industrie des tracteurs, l'industrie navale, l'industrie de la machine-outil et les usines clés en main (sucreries, usines d'acier, etc.), l'industrie pharmaceutique, l'industrie des peintures et des vernis, la confection, la bonneterie, etc. Autrement dit, il faut une transformation permanente des capacités de production existantes qui doivent s'adapter aux besoins intérieurs et extérieurs.

Les dirigeants polonais ont-ils envisagé les possibilités réelles d'une politique de croissance extensive, rigide et dogmatique, dans une conjoncture mondiale instable, trap-

peusement progressant beaucoup moins que prévu, effet du protectionnisme larvé édicté à la faveur de la crise des économies capitalistes, et surtout, de l'incertitude relative de l'offre de biens polonais à la demande occidentale. Les matières premières (charbon, cuivre) y tiennent toujours une place essentielle, et les livraisons effectuées en application des accords de coopération industrielle n'en représentent qu'une part encore modeste (de 6,4 à 7,4 % en 1979), du fait notamment des retards enregistrés dans l'exécution de nombreux projets prévoyant un paiement en compensation.

L'endettement a donc continué à croître. Il atteignait, à fin de 1979, le niveau record de 19,8 milliards de dollars, inscrivant la Pologne dans le peloton de tête des pays débiteurs. Circonstance aggravante, une part importante de la dette vient à échéance d'ici à 1982. Le service de la dette (remboursement du capital et paiement des intérêts) s'élevait à 5,5 milliards de dollars en 1979, soit près de trois quarts des ressources en devises des exportations ; il devra atteindre 7,2 milliards de dollars en 1981, et 8,5 milliards en 1982.

Engagée dans la spirale infernale des pays du tiers-monde obligés de contracter de nouveaux emprunts pour assurer le remboursement des précédents, la Pologne s'est vu imposer des conditions de plus en plus sévères par ses créanciers (5).

(1) Cf. F. Gasse, P. Gutman, et Les liens économiques entre l'Est et l'Ouest sont-ils irrévocables ? Le Monde diplomatique, mai 1980.

(2) Le VII^e congrès du parti ouvrier unifié polonais (POUOP) prévu pour en 1977, « l'insuffisance notable de la part nationale du travail, la croissance excessive du secteur des services », le Courrier des pays de l'Est, n° 230, mars 1980.

(3) Sur 238 accords de coopération industrielle tripartite conclus entre 1963 et 1979, 32 concernaient la Pologne. Cf. sur ce point P. Gutman, « Tripartite Industrial Cooperation and East Europe », in East-European Economic Association, Joint Economic Committee, Washington, octobre 1980. Cf. également les nombreux travaux de la CIOCEP sur la coopération industrielle tripartite.

(4) En avril 1980, le ministre ouest-allemand de l'Économie déclarait encore : « La R.F.A. fera tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir l'effort polonais et l'ouverture d'un plus grand marché aux marchandises polonaises en R.F.A. ».

(5) Au début de 1980, elle occupait la cinquième-dixième place, sur la liste de « risques » établie par la Banque mondiale, parmi les soixante

L'ÉCONOMIE

pes par l'inflation et le chômage ? Il semble que le premier choc pétrolier et la hausse brutale des prix des matières premières de 1973-1974 n'ont pas été perçus. En tout cas les objectifs ambitieux du plan 1975-1980 ont été atteints. La Pologne a continué à vivre dans ce rêve d'un « modèle miracle » qui assure une croissance économique imperturbable, à l'abri des crises et de l'inflation, sans chômage et sans misère, et qui garantit un développement harmonieux. Mais, notre dialogue avec les masses était un vif dialogue de sourds, et il était évident que notre langage officiel était celui des rêves et des vœux, il n'a jamais reflété les vrais problèmes, les besoins et les soucis des travailleurs. Dans le plan quinquennal 1975-1980, la croissance était, comme d'habitude, à la hausse : la croissance annuelle moyenne devait être de l'ordre de 7 à 7,5 % pour le revenu national ; de 6,5 à 7 % pour les investissements ; de 6 à 6,5 % pour la production industrielle.

Seul l'avertissement donné par les ouvriers d'URSUS et de RADO en juin 1976 a convaincu les dirigeants à instaurer un frein de politique économique déséquilibrée qui menait le pays à la catastrophe. La « manœuvre socio-économique » intervenue à la fin de la même année a réduit le taux d'accroissement des investissements ; la croissance du pouvoir d'achat de la population a reçu un coup d'arrêt ; le « gel » des salaires et la limitation de l'augmentation des importations ont été limités de manière à équilibrer la balance commerciale. Du même coup, cette « manœuvre » a entraîné une baisse de la croissance économique (— 2 % en 1979) et une stagnation de la production industrielle, tandis que l'agriculture enregistrait de nouvelles pertes en raison des mauvaises conditions climatiques persistantes. En fait, la limitation partielle des importations n'a fait que perturber davantage les activités de l'industrie et aggraver la situation sur le marché.

Les directives du parti pour le quinquennat 1981-1985, adoptées par le VIII^e congrès du PCWP en février 1980, prévoient la poursuite de l'ancienne politique avec une tendance à la baisse de la croissance du revenu national (passant à 5,7-6,3 % par an), la production industrielle (5,7-6,4 % par an), de la consommation (5,5-6,2 % par an), et une réduction de la part des investissements à 20 % du revenu national distribué. Ce plan ne pourrait être réalisé que si la consommation de matériaux diminuait de 6 à 8 % et si une véritable bataille était livrée pour augmenter les exportations.

Alors que les anomalies de l'économie sont gravement sur l'ensemble de la situation à l'intérieur du pays, aucune réorientation de la politique économique n'est envisagée. Les dirigeants voient aujourd'hui leur marge de manœuvre limitée par une série de problèmes :

— Le nouveau plan quinquennal doit tenir compte des engagements d'investissement conclus au titre de l'appar-

tenance au Comecon ; désormais, les accords de coopération et de spécialisation ont force de loi ;

— Restent à honorer les engagements concernant des travaux entrepris lors du quinquennat 1976-1980 et dont l'achèvement est prévu pour les années 80 (grands projets dans le domaine de la production d'énergie, la sidérurgie, le complexe agro-alimentaire, construction de logements, aménagement de la Vistule, etc.) ;

— Alors que la demande alimentaire devrait connaître une expansion rapide en raison, notamment, du gonflement des revenus et de l'augmentation des salaires décidés au mois d'août sous la pression ouvrière, l'agriculture ne sera pas en mesure de satisfaire les besoins ;

— Malgré son fort endettement, la Pologne sans cesse de continuer à importer des matières premières, des matériaux, des machines et des équipements modernes pour élargir et améliorer la gamme des produits de l'industrie.

— L'accord de Gdansk, s'il ne reste pas lettre morte, coûtera cher au gouvernement sous forme d'investissements « non productifs » (logements, crèches, santé publique, etc.).

Sans parler de questions plus fondamentales touchant au système de gestion de l'économie, à l'amélioration de l'efficacité et des rendements obtenus dans les différents secteurs de l'économie, aux principes de la planification, aux leviers économiques et financiers (prix, stimulants matériels, participation aux bénéfices, financement des investissements) et, surtout, aux changements qui devraient intervenir au niveau plan-marché afin d'ouvrir l'économie polonaise aux marchés occidentaux.

Les tâches à accomplir sont d'autant plus lourdes qu'elles s'inscrivent dans un environnement international frappé par une crise latente, avec toutes ses implications (chômage, inflation, ralentissement et, parfois, baisse du taux de croissance). Ce qui compte, dans de tels cas, c'est que l'économie puisse s'adapter rapidement aux réalités, et cela suppose l'abandon des schémas rigides et dogmatiques qui ne tiennent compte ni des circonstances ni de la conjoncture. La solidarité économique avec la classe ouvrière polonaise et l'aide économique promise par l'Union soviétique et les États-Unis peuvent, bien entendu, faciliter une transformation du mécanisme économique et sa réorientation. La Pologne a de nouveau ouvert une brèche dans les pays de l'Est en ce qui concerne la politique sociale. Même le langage officiel est plus souple et conciliant. Mais le problème se pose toujours de savoir si les dirigeants sont prêts à changer de comportement et à procéder à une véritable réorientation de la politique économique. Existe-t-il un consensus préalable de la part des pays frères ? Les Polonais sont pourtant en droit d'espérer que leur niveau de vie ne demeure pas inférieur à celui de leurs voisins des autres pays socialistes.

WILHELM JAMPEL

Elle a dû fournir pratiquement la totalité des informations économiques normalement exigées des membres du Fonds monétaire international, et les banquiers occidentaux insistent de plus en plus pour que les nouveaux crédits soient liés à des projets industriels qui en garantissent le remboursement par des exportations.

Un indice de la position difficile des autorités polonaises a été fourni en décembre dernier, quand on a appris qu'elles renégociaient très discrètement auprès de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) les termes d'un crédit public dont elles ne pouvaient pas couvrir les échéances (8). Et, malgré les déceptions des responsables financiers de Varsovie, il semblait bien, à la veille des événements du Gdansk, que la Pologne était sur le point d'entamer avec certains de ses créanciers des négociations visant à une consolidation de la dette.

Mais, paradoxalement, cette faiblesse même, couplée à une position géopolitique privilégiée, est aussi un atout — certes fragile — dans les mains des dirigeants de Varsovie. Car aucune des deux superpuissances ne peut se permettre aujourd'hui de voir la Pologne dans une situation ouverte de cessation de paiement. D'un côté, c'est la solvabilité de l'ensemble du Comecon dont la préservation est indispensable à l'obtention de nouveaux crédits, qui est en jeu ; d'autre part, la solidarité financière semble avoir joué ces dernières années en faveur de la Pologne (la Banque internationale de coopération économique du Comecon et la Tchecoslovaquie auraient accordé des crédits en devises à Varsovie). De l'autre, la position des banques occidentales est inconfortable, comme le prouvent récemment en ces termes un banquier américain : « D'une part, nous ne voulons pas encourager la Pologne à se retourner vers les Russes pour obtenir de l'aide. Mais, d'autre part, nous ne voulons pas jouer les héros, surtout avec le poids de la dette brésilienne suspendu au-dessus de nos têtes » (7).

Les événements du mois d'août ont replacé au premier plan les considérations politiques, et on ne va se multiplier les décisions de nouveaux prêts. L'Allemagne de l'Ouest, principal créancier de la Pologne avec 20 % des encours, a accordé deux crédits, l'un de 800 millions de deutschemarks (euro-crédit non lié), l'autre de 400 millions de deutschemarks, garanti par le gouvernement et lié à un projet de coopération charbonnière. Et, au début de septembre, M. Helmut Schmidt annonçait qu'il souhaitait débou-

cher une aide supplémentaire 3,5 fois supérieure à ces montants. Entre le 15 août et le 15 septembre, on apprend également que la Bank of America devait accorder un crédit de 300 millions de dollars, que le gouvernement américain en accordait un autre de 300 millions de dollars lié à la livraison de charbon, et que Washington acceptait de porter à 550 à 675 millions de dollars le crédit public accordé pour l'année fiscale 1980, qui était destiné notamment à l'achat de céréales fourragères. Simultanément, l'Union soviétique accordait plusieurs prêts d'un montant total de 600 millions de dollars, dont 80 % en devises convertibles.

Tout se passe donc comme s'il existait un accord de fait entre l'U.R.S.S. et les États-Unis pour maintenir le statu quo en Pologne. Mais la situation reste précaire, et ces aides financières supplémentaires aggravent encore la dépendance à l'égard de l'Occident et les contraintes économiques qui lui sont liées, dont le poids risque fort de retomber sur le dos des travailleurs polonais. En effet, l'appel à la « main de main-d'œuvre productive » est la conséquence du fait de la modernisation du parc de machines et des équipements, et pas assez en raison d'une amélioration de l'organisation et de la discipline du travail. Or le frein aux investissements, qui entraîne une diminution des équipements importés, implique maintenant plus que jamais qu'il soit demandé plus à l'homme pour élever la productivité (9). Cette exigence est rendue plus impérative par la nécessité d'accroître encore l'effort d'exportation vers l'Ouest, du fait de la dette accrue. Plus fondamentalement, cet effort implique un renforcement des formes capitalistes de division du travail et de rapports de production dans l'entreprise qui n'ont en fait jamais été renversés en cause par les dirigeants du PCWP. C'est ce qui explique le rôle aujourd'hui stratégique des revendications politiques de la classe ouvrière polonaise. Dans les mois qui viennent, il est probable que les concessions accordées aux travailleurs (comme la semaine de cinq jours dans les mines de charbon de Silésie) apparaîtront contradictoires avec ces objectifs. Ce sera là un danger majeur pour le combat qu'entament aujourd'hui les nouveaux syndicats libres.

FRANÇOIS GEZE

(6) Sarah Martin, « Poland has begun to shed the "Eurocrisis" », *Eurocrisis*, 1979.

(7) Sarah Martin, « The agreement that the French keep under lock and key », *Eurocrisis*, mars 1980.

(8) Le *Moniteur du commerce international*, 22 janvier 1979.

«AVANTAGES MUTUELS» ET INTÉGRATION A LONG TERME

Les particularités de la coopération au sein du Comecon

Par MARIE LAVIGNE

La nouvelle direction polonaise a obtenu de l'U.R.S.S., au début de septembre 1980, la promesse d'une aide sous la forme de livraisons soviétiques accrues de produits alimentaires et autres biens de consommation, pour l'équivalent de 155 millions de dollars, et une ligne de crédit sur dix ans, à faible taux d'intérêt, pour 280 millions de dollars. En 1978, l'U.R.S.S. avait, dans des circonstances comparables, accordé à la Pologne un prêt de 1 milliard de roubles (soit 1,3 milliard de dollars).

Cette aide pose à nouveau le problème des relations entre l'U.R.S.S. et ses partenaires au sein du Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon). A qui profitent ces relations, sont-elles réellement « mutuellement avantageuses » ? Les pays de l'Est sont-ils pour l'U.R.S.S. un débouché ou une source de gains confinant la suprématie politique de ce pays dans le camp socialiste ?

L'impression la plus répandue, à l'Ouest, privilégie la seconde interprétation. L'aide soviétique apparaît alors comme une sorte d'aumône alléguant une trop forte pression en cas de crise grave. L'U.R.S.S. n'a-t-elle pas mis à profit l'inflation mondiale pour aligner peu à peu sur les prix mondiaux, depuis 1975, ses ventes de pétrole et de matières premières aux pays de l'Est ? N'oblige-t-elle pas ceux-ci à lui vendre un volume croissant de produits manufacturés ou alimentaires pour compenser le coût majoré de leurs achats, les privant ainsi de débouchés plus avantageux à l'Ouest ? C'est, d'ailleurs, l'avis de l'homme de la rue dans les petits pays d'Europe de l'Est. A Varsovie, où au cours du premier semestre 1980 le consommateur ne trouvait plus de peinture dans les magasins, on disait que les Soviétiques avaient acheté toute la peinture polonaise pour les travaux des Jeux olympiques...

La question est, en fait, beaucoup plus complexe. La configuration des rapports entre l'U.R.S.S. et les autres pays européens du Comecon se caractérise par des traits paradoxaux qui ne permettent pas de l'assimiler à des schémas connus de domination-dépendance (du type colonialisme impérialiste, entre un « centre » développé et une « périphérie » moins développée ; ou du type de la domination-dépendance technologique marquant les relations États-Unis-Europe). Rappelons ces données :

— L'U.R.S.S. exerce un effet de domination économique par sa masse, non par son niveau de développement. La République démocratique allemande et la Tchecoslovaquie ne dépassent pour le produit national brut par habitant ; ces deux pays et la Hongrie, pour le niveau de la consommation des ménages ;

— Disposant, pour la plupart, des matières premières et énergétiques, de la quasi-totalité des réserves, et assurant la plus grande partie de la production totale des pays du Comecon, l'U.R.S.S. en est le fournisseur privilégié. Ainsi elle couvre 75 % des besoins d'importation de ses partenaires en pétrole et produits pétroliers, pratiquement 100 % de leurs importations de gaz, 60 % de leurs importations de charbon (dont, seule, la Pologne est un producteur important), 80 % de celles de minerai de fer ;

— Le Comecon n'est pas un marché commun. Les échanges y sont organisés sur la base d'accords bilatéraux spécifiques principalement en quantités physiques. Le monnaie qui sert à les comptabiliser, le rouble transférable, est une simple unité de compte. Si un pays a un excédent en roubles transférables, il ne peut l'utiliser pour acheter des produits en supplément de ce qui a été stipulé dans les accords bilatéraux. Ainsi, lorsque les prix des produits vendus par l'U.R.S.S. s'accroissent plus fortement que les prix des produits achetés par elle (machines, biens de consommation), ce qui est le cas depuis 1975, et lorsqu'à cette occasion l'U.R.S.S. dégage des excédents en roubles transférables, ces « pétoroubles » ne peuvent être recyclés sur aucun marché monétaire, puisqu'ils sont inconvertibles ;

— Le Comecon n'est pas un bloc homogène. Le problème des coûts-avantages supportés ou retirés par les différents membres de cette association est généralement posé pour sa partie européenne, comme nous le faisons ici. Mais le Comecon comprend, en outre, la Mongolie (depuis 1962), Cuba (depuis 1972), le Vietnam (depuis 1978) ; bientôt, peut-être, le Laos, l'Angola, le Mozambique... Chaque entrée nouvelle ajoute aux charges de la communauté, dans une proportion croissante (Cuba a six fois plus d'habitants que la Mongolie, et le Vietnam 4,5 fois plus que Cuba). L'U.R.S.S. en a supporté la plus grande part dans le passé ; elle peut faire pression pour une autre répartition.

Pétrole et monnaies inconvertibles

COMPTE tenu de ces données, comment apprécier l'évolution des rapports entre l'U.R.S.S. et l'Europe de l'Est depuis le déclenchement de la crise mondiale ?

Le fait le plus marquant pour les observateurs occidentaux a été le relèvement du prix du pétrole soviétique en 1975 (de plus de 130 %), grâce à une nouvelle procédure prévoyant une révision annuelle (et non plus quinquennale) des prix intra-Comecon sur la base de la moyenne des prix mondiaux des cinq années précédentes. Ajoutons que les prix des autres produits entrant dans le commerce interne au Comecon ont également été revus, cela conduisant à des hausses bien plus faibles en raison de l'augmentation moins brutale des prix mondiaux. Exportatrice principalement de produits primaires et importatrice de produits transformés, l'U.R.S.S., comme les pays de l'OPEP sur le plan mondial, a vu s'inverser à son profit ses termes de l'échange avec le Comecon. A une dégradation de 20 % de ceux-ci entre 1955 et 1974 a succédé une amélioration rapide entre 1975 et 1980, le rattrapage étant sans doute acquis à cette dernière date. Mais le prix du pétrole soviétique demeure inférieur aux prix mondiaux. Il était en 1978, en moyenne, de 70 roubles transférables le tonne, soit 105 dollars, pour un prix mondial moyen de près de 100 dollars en janvier et 179 dollars en décembre. Pour 1980, il est vraisemblablement de l'ordre de 75-80 roubles transférables, soit 114-120 dollars, à comparer avec un prix OPEP porté à 220 dollars en septembre 1980.

Quels avantages l'U.R.S.S. retire-t-elle de cette situation ? Le simple fait de pouvoir majorer ses recettes d'exportation dans une proportion plus forte que ses importations ne constitue pas un avantage si les règlements se font en monnaie inconvertible : l'U.R.S.S. se trouve en situation de préteur forcé. Pour rétablir l'équilibre, elle peut appliquer plusieurs stratégies :

— Diminuer ses ventes. Dans le domaine énergétique, elle a en effet réduit la progression de celles-ci en volume. Les quantités exportées de pétrole, qui s'élevaient à 8,5 % par an entre 1971 et 1975, ont augmenté de 4,8 % par an

entre 1976 et 1980 ; pour 1981-1985, la progression annoncée est de 1,7 % annuellement. Pour une part encore faible, mais croissante, de leurs besoins, les pays de l'Est doivent donc se tourner vers d'autres fournisseurs : Libye, Irak, Iran, notamment, ce qui contribue à accroître leur déficit en devises convertibles ;

— Accroître ses importations. Cette politique a rencontré très vite des limites. La réorientation des échanges des pays socialistes avec le Comecon a été de faible ampleur. Entre 1976 et 1978, l'augmentation en volume des échanges intra-Comecon a été quasi identique à celle des échanges globaux de ces pays ; en 1979, elle a même été moins forte. En valeur, si l'on prend le commerce global des six petits pays de l'Est européen, on observe que la part de leurs échanges avec le Comecon est passée depuis 1975 de 69 à 61 % (de 33 % à 35 % avec l'U.R.S.S.) ; pour la Pologne, par exemple, les proportions correspondantes sont de 46 % et 54 % (25 et 32 % avec l'U.R.S.S.) pour 1975 et 1979.

Il est donc difficile de dire que l'U.R.S.S. « préleve » sur ses partenaires, en quantités croissantes, des biens qu'ils pourraient autrement vendre contre devises à l'Occident. Les produits exportés vers l'U.R.S.S. trouveraient difficilement preneur sur le marché occidental, soit en raison de leur qualité (biens de consommation industrielle), soit en raison de leur faible compétitivité (machines), soit à cause d'obstacles liés à la protection du marché (produits alimentaires). Mettons à part le cas de la Pologne, dont certaines ventes à l'U.R.S.S. pourraient être réorientées plus facilement vers l'Europe de l'Ouest : l'U.R.S.S. en obtient 100 % du charbon qu'elle importe, 90 % du soufre, 25 % du zinc ;

— Se faire payer partiellement non pas en roubles transférables, mais en devises fortes. On sait, sans disposer de chiffres précis, qu'une fraction non négligeable du commerce intra-Comecon (de l'ordre de 10 % à 15 %) est réglée en devises. Ces paiements concernent, notamment, des livraisons effectuées au-delà des quotas spécifiés dans les accords commerciaux. Une partie du pétrole soviétique est vraisemblablement réglée de cette façon, aux prix mondiaux. Mais, à l'inverse, des produits vendus par les petits pays de l'Est à l'U.R.S.S. (par exemple, la viande de bœuf, dans le cas de la Hongrie) bénéficient des mêmes possibilités de règlement partiel en devises. Il n'est même pas certain que l'U.R.S.S. retire un gain net en devises de ses échanges à l'intérieur du Comecon.

Investissements financés en commun et restructuration

L'U.R.S.S. n'a donc pas tiré à court terme tous les avantages économiques qu'elle aurait pu obtenir de la nouvelle donne internationale. En revanche, elle en a profité pour relancer l'intégration à long terme au sein du Comecon, selon une stratégie conforme à ses intérêts.

Le renforcement de la planification internationale emprunte actuellement des formes complémentaires. La première est l'élaboration de « plans concertés de mesures d'intégration multilatérales ». Le plan concerté pour 1976-1980, adopté en 1975, est en fait un répertoire de grands investissements financés sur ressources communes. Il est ainsi appelé parce que, pour la première fois dans la pratique du Comecon, les engagements des différents pays membres sont inscrits dans une section spéciale de chaque plan national. Ces plans eux-mêmes sont repris dans des « programmes finalisés » de coopération à long terme (dix-quatre ans) qui constituent le deuxième volet de la coordination.

Les deux formules mettent l'accent sur le secteur énergétique primaire. Le premier plan concerté comprend dix grands projets, concernant presque tous des opérations de mise en valeur de ressources naturelles à réaliser sur le territoire soviétique (une exception : le développement de capacités de production de nickel à Cuba). Quant aux programmes, seul paraît opérationnel le premier, signé en 1976, qui se rapporte précisément à ce secteur et, tout particulièrement, au développement de l'énergie nucléaire. Les autres programmes (agriculture et alimentation, constructions mécaniques, transports, biens industriels de consommation) en sont encore au stade de l'élaboration.

La cas exemplaire du plus grand des chantiers communs, aujourd'hui achevé, illustre les difficultés de computation des coûts et bénéfices de la coopération. Il s'agit du gazoduc Orenbourg-Brest (occidentale) de l'U.R.S.S., qui a absorbé à lui seul près de la moitié du financement prévu pour le premier plan concerté. Tous les pays de l'Est européen y ont participé en fournissant de la main-d'œuvre (près de trente mille travailleurs au total) et des équipements, pour la plus grande part achetés à l'Ouest, soit sur leurs ressources propres en devises, soit à l'aide de crédits en devises fournis par la Banque internationale d'investissement du Comecon, crédits pour lesquels ils ont dû payer un intérêt voisin des taux du marché monétaire international. Le gazoduc une fois construit est la propriété de l'U.R.S.S. Le crédit fait à l'U.R.S.S. (et pour lequel celle-ci acquitte un intérêt de 2 à 3 % l'an, en roubles transférables) est remboursé par des livraisons de gaz. Celui-ci est évalué aux prix internationaux socialistes à la date de la livraison ; les pays partenaires de l'U.R.S.S. cherchent, pour ce type d'opération, à faire prévaloir le principe de prix préférentiels (comme c'était d'ailleurs le cas par le passé : ainsi, Tchecoslovaquie et R.D.A. paient encore — jusqu'en 1984 — une partie du pétrole acheté à l'U.R.S.S. à des prix antérieurs à la hausse de 1975, sur la base d'accords conclus en 1965-1967, et en remboursement de crédits fournis à l'U.R.S.S.). Lorsque le remboursement est effectué, seule la bonne foi de l'U.R.S.S. garantit la poursuite des livraisons, en principe assurées aux pays participants pour vingt ans, si on se réfère à la pratique habituelle du Comecon (1).

L'ensemble des projets en cours représente, pour les pays de l'Est, un prélèvement sur leurs ressources internes d'investissement évalué, selon des sources hongroises, à 4 % des investissements économiques totaux pour la Hongrie, 3 % pour la R.D.A., 2,9 % pour la Bulgarie, 2,4 % pour la Pologne. Ce sont là des montants encore faibles. Mais on voit se dessiner une tendance à la restructuration des économies socialistes, les adaptant aux besoins soviétiques de développement.

C'est assurément un élément de dépendance pour les petits pays de l'Est. En sont-ils « exploités » ? Cette question en appelle une autre : leurs contraintes économiques leur laissent-elles un autre choix ?

(1) Sur les développements récents de l'intégration socialiste, voir *Stratégies des pays socialistes dans l'échange international*, études coordonnées par Marie Lavigne, Economica, Paris 1980.

(*) Professeur à l'université de Paris-I.

Unicité du pouvoir politique pluralité sociale et idéologique

M. GIEREK avait voulu doubler le potentiel industriel de la Pologne. Malgré d'immenses investissements, dépassant en moyenne le quart du revenu national annuel, il n'y est parvenu, tout en mettant le pays, par des emprunts inconsidérés, au bord de la faillite. Cependant, s'il n'a pas réussi à créer une deuxième Pologne industrielle, il a réussi, sans le vouloir, à créer une deuxième Pologne sociale. Il a contribué au réveil d'une classe ouvrière de plus en plus nombreuse, concentrée, consciente de ses forces.

Peu importe alors que le rôle dirigeant du parti soit inscrit dans la Constitution, puisque le rapport des forces a changé ; puisque, au rôle dirigeant du parti dans l'Etat, fait contrepoint le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la société. Celle-ci a renoué, au travers des luttes successives, avec son glorieux passé, retrouvé sa capacité d'organisation, d'autodétermination et d'autogestion.

On peut se demander pourquoi est-ce la classe ouvrière polonaise qui, de tous les pays de l'Est européen, relance périodiquement la lutte des classes, et pourquoi maintenant ? La question oblige à remonter à un passé lointain qui explique la ténacité et la combativité des ouvriers polonais.

Près de deux siècles de lutte pour l'indépendance, près d'un siècle de combat ouvrier, et leur fréquente conjonction ont forgé une aptitude exceptionnelle à la résistance et à la lutte pour la libération nationale et sociale. Ils ont de qui tenir : les descendants de ces grévistes de Lodz ont, en 1892, tiré contre le patronat local et contre la gendarmerie tsariste ; de ceux qui, en 1905-1906, imposèrent leur loi, pour peu de temps, à Varsovie, à Lodz, au bassin minier de Dombrowa ; ou encore de ceux qui, en 1918-1919, ont rétabli le droit de grève dans la Pologne nationale, créant des conseils ouvriers et des comités de gestion ouvrière dans de nombreuses entreprises et établissant, dans le même bassin minier, une éphémère République des conseils. Contre le nouvel Etat, contre le patronat renoué par la police, la lutte des classes s'est poursuivie, parfois sanglante. En 1923, une émeute met la ville de Cracovie aux mains des ouvriers. Des grèves suivies d'affrontements violents éclatent malgré le chômage, la misère, la répression. La Pologne vient tout de suite après les Etats-Unis ou la France pour le nombre des grèves et des grévistes entre 1926 et 1936.

Autant le pays libéré du joug nazi, les ouvriers créent des conseils dans les usines qu'ils remettent en route, assumant la gestion de ce

qui subsiste du patrimoine industriel. Ils constituent des syndicats autonomes par rapport au parti communiste qui, bien que minoritaire, accède au pouvoir grâce à la présence de l'armée soviétique. A partir de 1948, toutefois, leurs positions sont grignotées, leur autonomie réduite, la toute-puissance étatique mettant fin à leur rôle de partenaire dans la gestion de l'industrie. Les syndicats officiels, intégrés de fait dans l'appareil d'Etat, sont totalement déconstruits. En juin 1980 éclate une révolte ouvrière à Pompan, signe avant-coureur du « printemps » qui impose la relève de l'équipe dirigeante et fait revivre au pouvoir Gomulka, ancien secrétaire général du parti précédemment inouï et le plus important, l'association de titisme et de déviation nationaliste.

Par VICTOR FAY

De partout, surgissent des conseils ouvriers, des comités de gestion, autorités, voire encouragées, par la nouvelle direction. Une vague d'autogestion ouvrière déferle sur le pays, les syndicats sont revitalisés par des militants de la base qui imposent la démission du président du Conseil central des syndicats et le départ de nombreux permanents bureaucratiques qui violent l'impératif de la démocratie syndicale et se mettent au service des dirigeants des entreprises.

Pour ces travailleurs, les syndicats devaient retrouver leur rôle initial, celui de la défense des intérêts ouvriers, être réorganisés et rénovés. Ils devaient être entièrement indépendants de la direction de l'économie. Si la direction idéologique et politique du mouvement syndical était reconnue au parti, toutes les formes d'ingérence administrative des organismes du parti dans l'activité syndicale devaient disparaître. Ces demandes sont acceptées et légalisées. Les syndicats sont chargés de présenter les revendications ouvrières, mais les conseils ouvriers obtiennent des privilèges plus vastes quant à la participation à la gestion des entreprises. Les syndicats sont invités à leur apporter une aide constante, à propager leurs expériences-pilotes, à dégager des ressources permettant d'améliorer les conditions d'existence du personnel. Cependant, l'affaiblissement des syndicats devant les conseils ouvriers est de moins en moins évident. Le parti reprend en main leur direction et valide leur rôle au détriment des seconds, dont les privilèges sont de plus en plus restreints.

(M.E.S.) est formé ; il se présente comme l'unique interlocuteur des autorités.

La réaction du pouvoir est d'abord dilatoire : il refuse de négocier avec le comité inter-entreprises et n'accepte que les revendications économiques, ignorant les demandes essentielles qui portent sur l'autonomie syndicale et le droit de grève. La fermeté et le sang-froid des grévistes sont exemplaires. Ils occupent les usines, renouent à manifestent, évitent toute occasion d'affrontement, interdisent la vente de la vodka. Toute la population les soutient, les ravitaillait ; la solidarité est totale.

Finalement, la délégation gouvernementale accepte de négocier avec le comité inter-entreprises, l'expérience, comptant sur la faiblesse des grévistes. Mais lui en prend. La grève s'étend,

les ouvriers d'autres régions s'apprennent à entrer en action. La pression devient insupportable et les autorités cèdent. Vice-premier ministre et chef de la direction gouvernementale, M. Jagielski, « accepte et signe » l'accord sur les vingt et une conditions formulées par les grévistes et présentées par M. Lech Walesa, président du comité inter-entreprises. « Ici, nous sommes dans la ligne de 1956 », déclare-t-il plus tard. « C'est notre époque que nous continuons. »

L'accord prévoit la reconnaissance de syndicats indépendants du parti et des employeurs, conformément aux conventions de l'Organisation internationale du travail, ratifiées par la Pologne. Ces nouveaux syndicats, indépendants des entreprises, respectent les principes définis dans la Constitution et défendent les intérêts sociaux et matériels des ouvriers. Ils n'ont pas l'intention de jouer un rôle de parti politique. Ils se fondent sur le principe de la propriété sociale des moyens de production, fondement du système socialiste en Pologne ; ils reconnaissent enfin que le parti ouvrier unifié polonais (POUP) joue un rôle dirigeant dans l'Etat et ils affirment qu'ils ne s'opposent pas au système existant des alliances internationales.

De nouveaux syndicats se forment partout dans le pays, les diverses associations (d'écritures, d'artistes, etc.) se transforment en syndicats. Ces derniers deviennent, par la force des choses, les interlocuteurs des autorités et des directions d'entreprises, les comités de grève se mettent en direction, créant de nouveaux syndicats dont les effectifs augmentent chaque jour alors que se vident les rangs des syndicats officiels.

Tout n'est pas réglé pour autant. Déjà se font jour des tentatives de récupération. Les dirigeants compromettent des syndicats étatiques, après un rapide retour à la normalité, mais en gardant toute fraîche et assurent que leur organisation sera désormais aussi indépendante et autogérée que les nouveaux syndicats ; pour eux, la dualité syndicale est utile et est combattible de l'extérieur, l'unionisme du mouvement, dit-il, la fusion entre les anciens et les nouveaux syndicats.

Les problèmes de la réunion en une fédération des nouveaux syndicats et de leur statut légal, celui des cotisations, qui, jusqu'à présent, étaient retenues sur les salaires des cotisants, posent, la dualité impliquant le libre choix des ouvriers, y compris, à la limite, le refus d'appartenir à un syndicat.

Certes, le gouvernement promet d'assurer le plein droit de l'indépendance et de l'autogestion de nouveaux syndicats, mais cet engagement n'empêchera nullement les autorités de favoriser, en pratique, les anciens syndicats, d'en faire des interlocuteurs privilégiés. L'issue de cette compétition dépendra du rapport des forces entre les deux types de syndicats.

Il a été plus facile de se mettre d'accord sur le droit de grève, sur le paiement des sommes de grève, sur l'augmentation progressive des salaires et leur échelle mobile, sur l'action contre la baisse des prix, sur la réorientation des investissements, sur la limitation des exportations de denrées déficitaires, sur la suppression des prix « commerciaux » plus élevés que dans le circuit normal et des ventes en devises étrangères, sur l'augmentation des salaires, sur la retraite et la suppression des différences entre les deux systèmes de retraites. De système général et celui de certaines catégories privilégiées.

L'engagement a été pris de cesser les représailles pour raisons d'opinion et de libérer les personnes politiques, peu nombreux et retenus pour peu de temps, à l'exception de ceux qui, ouvriers licenciés après les grèves de 1970 et de 1978 et des étudiants exclus en raison de leurs opinions politiques, doivent être respectés les libertés de publication et d'impression, garanties par la Constitution, et abandonnées les pour-

suivies contre les publications indépendantes ; assurés, enfin, l'accès aux grands organes d'information pour toutes les Eglises.

Ces dispositions laissent cependant place à une assez grande souplesse d'interprétation. L'augmentation des salaires concerne en premier lieu les emplois les plus mal payés. La suppression des magasins « commerciaux » n'est pas prévue dans un délai précis. Les prisonniers politiques libérés restent incarcérés et peuvent être poursuivis. Enfin, l'abolition de la censure n'est pas admise, mais plutôt sa limitation et son assouplissement (4).

Tels qu'ils sont, les accords de Gdansk, étendus à l'ensemble du pays, constituent le point de départ de la nouvelle politique économique et sociale, avec certaines incidences politiques. Le nouveau chef du parti, M. Kania, a promis de les appliquer, ainsi que le nouveau premier ministre, M. Piskorski. Le premier a nettement délimité le champ de l'acquis et de l'interdit. Les syndicats indépendants seront « un rouage de la démocratie socialiste » ; les grèves expriment d'un mécontentement ouvrier, « n'étaient dirigées ni contre les principes du socialisme, ni contre les alliances de la Pologne, ni contre le rôle dirigeant du parti ».

M. Kania a dénoncé vigoureusement les « adversaires du socialisme », « le désordre et l'anarchie », prôné le « réarmement moral du parti », « la démocratie conforme aux normes leninistes », « l'approfondissement des liens entre le parti et la société, le respect de la propriété et la justice de la production paysanne, le maintien des bonnes relations avec l'Eglise, le rétablissement de la confiance ». Pour rassurer le grand frère soviétique, dont il a obtenu le feu vert et même un soutien conditionnel, il a promis que la Pologne jouera un rôle accru dans le pacte de Varsovie et le Comecon, tout en renforçant les relations avec les pays occidentaux. Il a enfin rendu hommage à M. Brejnev, à l'U.R.S.S. et aux autres pays alliés pour « leur compréhension et leur confiance ».

On peut résumer brièvement la situation par la formule : « Tout ce qui a été promis, rien ou demi ». Toute tentative de dépassement et de déstabilisation sera réprimée. Reste à savoir dans quel esprit les engagements seront tenus. M. Kania est un ouvrier qui tiendra compte du rapport des forces aussi bien en Pologne qu'en la Pologne et son puissant protecteur soviétique. Signations cependant que la majorité du bureau politique et du secrétariat est composée de dirigeants libéraux, partisans de réformes modérées (5).

L'Eglise a joué, tout au long de la crise, un rôle modérateur qui a été apprécié par les autorités. Les appels à la reprise du travail, lancés par l'évêque de Gdansk et par le primate de Pologne, n'ont pas été suivis d'effets. La grève continuait de plus belle jusqu'à l'acceptation des principales revendications ouvrières. Les grévistes se sont montrés de bons catholiques quant à leur foi, mais consentir à l'Eglise le droit d'ingérence dans leurs propres affaires et tout en recherchant son soutien. Ils ont fait preuve à la fois d'une grande pénétration et d'une grande sincérité. Leur ténacité s'explique par la tradition séculaire des luttes et par la composition actuelle de la classe ouvrière. En effet, celle-ci n'est plus en majorité d'origine paysanne. Elle est composée à plus de 50 % d'enfants d'ouvriers ; dans les grands centres industriels elle est à plus de 60 % de jeunesse ascendante prolétarienne (6).

L'héritage des luttes passées a été intégré dans la conscience collective ; la classe ouvrière polonaise a montré sa maturité politique, l'apitôse à exercer son hégémonie dans la société. Saura-t-elle, pourra-t-elle, mener le pays vers le socialisme dans le respect de la liberté ?

Or la situation économique de la Pologne, gravement obérée, ne permet de satisfaire les revendications économiques des ouvriers qu'en sacrifiant 25 % du revenu national aux augmentations de salaires. Car, pour quelles correspondances à un pouvoir d'achat accru, il faut sacrifier 25 % du revenu national aux investissements. La crise économique mondiale, a aggravé une situation déjà difficile et a ouvert, pour les masses, une crise aiguë de sous-consommation.

Les tâches assignées à la nouvelle équipe sont énormes et la résistance passive des appareils aux différents niveaux est loin d'être surmontée. La décentralisation qui s'impose, la nécessité d'industrialiser, vont porter atteinte aux situations et aux privilèges acquis.

Avec M. Giersek, la Pologne a émergé du sous-développement et de l'abandon économique dans lesquels l'avait plongée M. Gomulka en sacrifiant 25 % du revenu national aux investissements. La crise économique mondiale, a aggravé une situation déjà difficile et a ouvert, pour les masses, une crise aiguë de sous-consommation.

La voie étroite

La population est passée, entre 1946 et 1978, de 24 à 28 millions ; celle des villes, de 11,5 à 17,5 millions ; celle des campagnes, de 12 400 000 à 10 400 000 ; le nombre des salariés est d'environ 12 millions, dont plus de sept millions d'ouvriers manuels. A cette rapide croissance ne correspondent ni l'offre des denrées alimentaires ni celle des articles d'usage courant, des logements, des moyens de transport. Le plan de 1978-1980 prévoyait une croissance économique globale de 7 % par an, dont 8,2 % pour la production industrielle, 2,8 % pour la production agricole, 1 % pour le pouvoir d'achat, 5 % pour le salaire réel. Rien de tout cela n'a pu être réalisé. Le revenu par habitant, qui avait augmenté de 10 % en 1970-1971, a cessé de croître en 1976-1980 et a même baissé de 2 % en 1980. Cette stagnation du revenu moyen, alors que s'aggrave la distorsion entre catégories sociales, a entraîné une baisse du niveau de vie des ouvriers.

L'injection massive de nouveaux crédits de Pétrograd dont bénéficie la Pologne apportera l'oxygène nécessaire au redémarrage et à l'assainissement de l'économie. Car il est évident qu'à l'ouest comme à l'est on souhaite éviter une grave crise du régime qui menacerait l'équilibre des forces en Europe et la détente, déjà ébranlée par l'invasion de l'Afghanistan. Les nouveaux dirigeants de la Pologne bénéficient à la fois du soutien discret des puissances occidentales et de la confiance de Moscou, qui a néanmoins fixé les limites à ne pas dépasser. Entre les exigences populaires et les pressions soviétiques, la voie est étroite. Contenter les uns sans mécontenter les autres ; la tâche s'annonce malaisée. Elle n'est pas irréalisable.

On sait maintenant que l'application du modèle yougoslave ne sera pas tolérée. Cependant entre les modèles soviétique et yougo-

L'enchaînement des grèves et des reprises en main

EN 1958, une loi met fin au rôle des conseils ouvriers en instituant dans chaque entreprise une « conférence d'entreprise » composée pour un tiers des représentants du conseil ouvrier, pour un autre tiers du comité du parti et, pour le dernier tiers, des représentants du conseil syndical, des organisations de la jeunesse, des intellectuels et des représentants de la réforme sociale, en fait, trace d'autogestion ouvrière et réduit les compétences des conseils ouvriers à tel point que, désormais, ils sont mis en veilleuse et ne participent presque plus à la vie et à la fonctionnalité des entreprises. La reprise en main de la classe ouvrière et la récupération des conquêtes d'octobre 1956 sont ainsi achevées.

De 1958 à 1970, les syndicats sont dépourvus d'autonomie et soumis à une stricte tutelle du parti. Ils ont pour mission de stimuler la production, de soutenir les dirigeants de l'économie au lieu de les contrôler. A nouveau, ils perdent tout crédit auprès des ouvriers, et les rares grèves qui se déclenchent, à Varsovie en 1963, à Nowa-Huta, près de Cracovie, et à Silesie en 1966, ont lieu contre l'avis de la hiérarchie syndicale, mais avec le soutien et même à l'initiative des sections syndicales d'entreprise.

En décembre 1970, Gomulka lance une double offensive anti-ouvrière en imposant un nouveau système de salaires économiques tendant à accroître l'intensité du travail tout en bloquant les salaires. En même temps, une série de hausses des prix et de ruptures d'approvisionnement contribuent à alimenter le pouvoir d'achat des travailleurs. Les ouvriers des chantiers navals du littoral de la Baltique se mettent alors en grève, ignorant les syndicats qui s'opposent à leur action ; ils s'attaquent aux locaux de la police et du parti. La police tire. Nombreux sont les morts et les blessés. Malgré la répression, la grève continue et s'étend. M. Gomulka, dépassé par les événements, est éliminé ; de ses fonctions est remplacé par M. Giersek, ancien ministre, dirigeant populaire de la région industrielle de Silesie.

De nouveau sont réactualisées les aspirations de 1956 ; de nouveau le président et le Conseil central des syndicats officiels démissionnent, les revendications ouvrières se font pressantes, plus précises. M. Giersek, qui refuse tout recours à la force, négocie directement avec les grévistes du littoral, reconnaît le bien-fondé de leurs critiques, annule les hausses de prix et le blocage des salaires, promet de rétablir les privilèges des syndicats et des conseils ouvriers qui doivent prendre part désormais, avec la direction, à la gestion de l'entreprise. Les litiges doivent être réglés par des commissions d'arbitrage composées des représentants des syndicats et de la direction ; la centrale syndicale est chargée de veiller sur les conditions de travail, souvent déplorables, qui avaient entraîné des accidents et un surmortalité des travailleurs.

Les syndicats, encore une fois rénovés, englobent dix millions de salariés, dont six millions d'ouvriers encadrés par deux millions de « militants ». Parmi ces derniers, un million, selon les sources officielles, sont des représentants ouvriers. La réalité est moins belle. Comme en 1966, plus de la moitié des présidents des conseils syndicaux d'entreprise sont désignés aux élections de 1971. Parmi les trente-deux mille deux cents présidents des conseils syndicaux d'entreprise, il n'y avait d'ailleurs, à la veille de la révolte de 1970, que 28 % d'ouvriers, les postes étant occupés en majorité par des employés et des cadres dévoués au parti et à la direction.

On recherche vainement une position d'équilibre entre l'attitude revendicative des syndicats et le rôle dirigeant du parti, qui considère les syndicats comme une courroie de transmission des directives aux masses. Les ouvriers, quant à eux, exigent que les syndicats représentent réellement leur rôle traditionnel, qu'ils défendent leurs intérêts directs contre les abus et les mauvais procédés des petits et grands chefs, au lieu de s'occuper de la distribution des billets de cinéma.

En décembre 1971, le parti définit la tâche fondamentale des syndicats comme « l'action conséquente en faveur de l'amélioration des conditions de salaires ». En même temps, les

syndicats doivent coopérer à l'augmentation du rendement et au renforcement de la discipline du travail. On décide de renforcer la participation des membres du conseil ouvrier aux conseils syndicaux, sous réserve que cette participation ne puisse signifier l'ingérence directe de l'appareil du parti dans le travail syndical. Dès 1971, on retombe dans les anciennes erreurs ; à peine revitalisés, les syndicats perdent rapidement toute crédibilité (1). Si, dans un premier temps, l'administration s'incline devant certaines exigences ouvrières, elle tend vite à reprendre les concessions en contrepartie par tous les moyens : l'activation des commandes d'achat, le contrôle ouvrier, sans parler de la participation à la gestion.

Certes, le niveau de vie des travailleurs s'élève entre 1971 et 1978 grâce aux importations et au meilleur approvisionnement des chantiers des magasins d'entreprise, mais ces prix des principales denrées restent bloqués — ce qui nécessite des subventions de plus en plus élevées contribuant à relancer l'inflation. Chaque tentative d'élever les prix suscite aussitôt la riposte ouvrière. Tel fut le cas durant l'été 1976, de la révolte des ouvriers de l'usine Ursus, dans la banlieue de Varsovie, et de la ville de Radom, qui tombe entre leurs mains.

Le parti recule devant l'épreuve de force qui menace de se généraliser. La répression, d'abord violente, tourne court. Les ouvriers congédiés et emprisonnés sont peu à peu libérés et réintégrés, sous la pression grandissante de l'opinion publique.

Un comité de défense des ouvriers (KOR, Comité d'entraide sociale) se forme en 1980 à l'initiative d'un groupe d'intellectuels partisans de la démocratisation du régime. De nombreuses publications non officielles paraissent sans être sanctionnées, notamment *Roboty* (« Ouvriers »), largement diffusées dans les usines.

Port du recul des autorités, le mouvement de contestation se développe. Une « université volante » cherche à corriger les déformations de l'enseignement officiel. Un club des intellectuels catholiques (KIK) s'oppose à l'Eglise sur le terrain politique. Un mouvement pour la défense des droits de l'homme (ROPCIO) se propose de défendre les libertés publiques. Une Confédération de la Pologne indépendante exprime surtout les aspirations nationales. Enfin, un mouvement d'entente des socialistes polonais, moins connu, voit aussi le jour.

En 1978, des communistes « critiques », membres et ex-membres du parti, créent avec des opposants modérés un groupe de recherches intitulé « Expérience et Avenir D.P. », qui, à l'issue d'une vaste enquête, élabore un projet de réforme des institutions et de l'économie sans porter atteinte au régime, le rôle dirigeant du parti et à l'alliance avec l'U.R.S.S. Toutes ces forces sont à pied d'œuvre en 1980, au moment où une malencontreuse hausse des prix met le feu aux poudres (2).

Cette hausse sert de détonateur, mais la révolte vient de loin. Une classe de producteurs est tolérée, voire encouragée ; elle se compose des privilégiés des différents appareils et des spéculateurs, dont le niveau de vie s'élève dès la misère ouvrière. Ni les uns ni les autres n'ont à rendre compte de l'origine de leur revenu et de leur fortune. Ils peuvent acheter des voitures, des logements, des bijoux, des comptes en devises, se rendre à l'étranger. Une classe dominante vit dans l'aisance, voire le luxe. Le principe égalitaire, fondement du régime, est bafoué au nom de la « méritocratie », qui justifie tous les abus. Ainsi que la pénurie des denrées alimentaires s'intensifie, que les files s'allongent devant les magasins, que le travail noir se généralise parce que le salaire normal ne suffit pas à vivre, la corruption s'étale au grand jour, les privilèges de la fortune et du pouvoir disposent de magasins spéculant, respectant des fournitures à domicile, exposant avec insolence les signes extérieurs de la réussite et de la richesse (3).

La grève éclate en juillet 1980 aux chantiers navals Lénine, à Gdansk, le lieu même de l'affrontement sanglant de décembre 1970. Elle s'étend à toutes les usines de la ville, puis du littoral. Un comité de grève interentreprises

lave se situe toute une gamme de modèles intermédiaires. Il est possible qu'un compromis permette de réaliser une réforme du régime le situant à mi-chemin entre les modèles hongrois et yougoslave.

En dépit du monopole du pouvoir, que personne ne met en question, la Pologne est devenue pluraliste en fait, sinon de droit. Ce pluralisme social, idéologique et culturel, qu'il ne faut pas confondre avec le pluripartisme politique, peut, semble-t-il, caractériser le stade actuel de l'évolution du régime, après la seconde d'août 1980, qui s'inscrit en lettres de feu dans l'histoire de ce pays.

(1) Pour toutes les données historiques concernant le mouvement ouvrier, voir *Structures sociales en Europe de l'Est*, pp. 23 à 25, mai 1979, et *Le mouvement ouvrier en Europe de l'Est*, pp. 45 à 55, septembre 1979, Documentation française. (Note de l'étude documentaire : N° 4.311-4.312 et 4.322-4.323).

(2) *Revue Kultura*, n° 7-8, juillet-août, Paris. (Note de l'étude documentaire : N° 4.311-4.312 et 4.322-4.323).

(3) *La Pologne et Giersek : A la découverte de la démocratie*, Documentation française, « Problèmes politiques et sociaux », n° 266, août 1978, pp. 3 à 12.

(4) Sur le déroulement de la grève et le contenu des accords de Gdansk, voir les reportages de Bernard Gosselin dans *Le Monde* du 7 et 8 septembre 1980, et notamment le texte du protocole publié dans les numéros des 2 et 3 septembre 1980 de ce journal.

(5) Pour les discours de M. Kania, voir *Le Monde* du 9 septembre 1980 et, pour la composition de la direction du parti, *Le Monde* des 7 et 8 septembre 1980, p. 460, Varsovie, 1980.

(6) *Structures sociales en Europe de l'Est*, op. cit., pp. 91 à 93.

Mexique

Le Reve
de Nikolai

Rente pétrolière et austérité sociale

Le Mexique en quête d'une nouvelle forme de stabilité

Par JORGE G. CASTANEDA

Le Mexique traversait, il y a moins de quatre ans, une des époques les plus troubles de son histoire récente. Dans la profonde crise que connaissait le pays, les effets d'une dévaluation monétaire de 40 %, d'une succession présidentielle plus agitée que les précédentes, et d'une crise de confiance de la bourgeoisie dans ses propres institutions. Trois ans et demi plus tard, grâce au pétrole, grâce à un extraordinaire mouvement de centralisation du capital financier local, les plus graves qu'il gâche le mouvement ouvrier mexicain — défaite d'antan plus tragique que la classe ouvrière n'a pas vraiment livré bataille — le Mexique, dont le président, M. José López Portillo, s'est rendu en France en visite officielle les 15 et 16 mai derniers, apparaît comme une terre promise du capital. S'il fut un temps où les pays en

voie de développement semblaient être le lieu d'un capitalisme boiteux, on lui ne se développait pas comme il fallait — c'est-à-dire comme dans les pays « riches » — aujourd'hui c'est en Amérique latine que ce même capitalisme se porte le mieux. Le taux de croissance économique de l'Occident industrialisé n'a atteint en 1979 que 3 %, alors que la moyenne latino-américaine dépassa 5 % et, dans les pays les plus importants (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Venezuela), on retrouva les taux historiques de 7 % d'augmentation annuelle du produit national.

Cette tendance, pour récente qu'elle puisse paraître, risque de devenir durable. Les taux d'investissement extrêmement élevés et une force de travail bien meilleur marché que dans d'autres parties du monde obligent à constater que l'inflation et le déficit extérieur — tous les deux chroniques — ne font pas comme jadis obstacle à une croissance soutenue.

Enfer l'iranisation

Le 19 mars, lors du quarantième anniversaire de la nationalisation de l'industrie pétrolière, M. Díaz Serrano, le P.D.G. de l'entreprise nationale PEMEX, brosa un tableau qui, malgré son triomphalisme, ne laissait guère de doutes quant aux richesses du pays et leur développement. En ce qui concerne les premières, les chiffres parlent d'eux-mêmes : 50 milliards de barils de réserves prouvées (ce qui place le Mexique au sixième rang mondial) ; 2 millions de barils de production par jour (soit une croissance de 100 % en trois ans) ; 1 million de barils par jour d'exportation, soit un revenu en 1980 d'au moins 11 milliards de dollars, même sans augmentation du prix international du brut. Pour ce qui est du développement et de l'industrialisation de ces richesses, les statistiques sont tout aussi éloquentes : une capacité de raffinage égale à 1,1 million de barils par jour, qui a augmenté au rythme de 10 % par an depuis 1976, plaçant le pays au deuxième rang mondial dans ce domaine ; 50 000 kilomètres de gazoducs et d'oléoducs ; 6,5 millions de tonnes de produits pétrochimiques de base, en augmentation de 80 % en trois ans.

C'est dire que l'accident de l'Arco 1 — le plus grave désastre pétrolier en haute mer de l'histoire — les ravages écologiques, économiques et sociaux dans les régions pétrolières du Tamaulipas, Chiapas et Campeche, ainsi que d'autres effets de « distorsion », sont bel et bien le produit d'un capitalisme « sauvage » et non d'un capitalisme qui, à long terme, pourrait mettre en péril la merveilleuse mécanique mise au point au cours d'un demi-siècle de « révolution » mexicaine. Or, si l'on veut, on peut dire que le Mexique est, de nos jours, en train de vivre la « révolution » de la bourgeoisie qui renoncera à exploiter de nouvelles richesses n'a pas encore vu le jour, et ce monde ne la verra jamais naître.

Encore faut-il que cette révolution apparaisse clairement. Un secteur important du gouvernement est caractérisé — à tort — par certains comme son aile gauche, ainsi que la vieille gauche nationaliste mexicaine (deux tendances qui s'opposent mais qui, néanmoins, ont une biographie que l'on peut qualifier de « nationale »), sont farouchement hostiles à la transformation du Mexique en un pays pétrolier « typique ». Combat sincère mais d'arrière-garde, et qui sert en réalité la politique du président de la République. En effet,

jouant à fond sur les craintes de ces secteurs, López Portillo a réussi à apparaître à la fois comme une garantie contre la politique « exportation à tout prix » souvent attribuée au directeur de la PEMEX et comme le principal promoteur du développement extraordinaire des richesses pétrolières du pays. Ce discours est habile et ambigu, mais il commence cependant à remouvoir des doutes dans deux secteurs : celui représenté par une gauche plus radicale et plus moderne, d'un nationalisme mieux adapté, qui comprend ce qu'il y a de futile à combattre les exportations d'hydrocarbures en elles-mêmes, au moment où le pays est en passe de devenir le cinquième producteur mondial de pétrole ; et à l'autre bord du spectre politique, celui que constitue une bourgeoisie, conservatrice peut-être mais qui, en tout cas, ne veut pas entendre parler de conservation.

Cela ne signifie nullement que la classe dominante mexicaine et l'État qui fait corps avec elle ne perçoivent pas, à leur manière, les dangers qui se profilent à l'horizon. Sous leur forme la plus apparente et la plus immédiate, l'inflation galopante, l'incapacité d'absorption des pétrodollars, tensions sociales accrues — ces dangers, bien réels, sont le reflet du véritable risque : un formidable aiguillon des conditions de vie, qui, à long terme, pourrait mettre en péril la merveilleuse mécanique mise au point au cours d'un demi-siècle de « révolution » mexicaine. Or, si l'on veut, on peut dire que le Mexique est, de nos jours, en train de vivre la « révolution » de la bourgeoisie qui renoncera à exploiter de nouvelles richesses n'a pas encore vu le jour, et ce monde ne la verra jamais naître.

Encore faut-il que cette révolution apparaisse clairement. Un secteur important du gouvernement est caractérisé — à tort — par certains comme son aile gauche, ainsi que la vieille gauche nationaliste mexicaine (deux tendances qui s'opposent mais qui, néanmoins, ont une biographie que l'on peut qualifier de « nationale »), sont farouchement hostiles à la transformation du Mexique en un pays pétrolier « typique ». Combat sincère mais d'arrière-garde, et qui sert en réalité la politique du président de la République. En effet,

actuelle, la proportion est descendue à 75 % et le gouvernement prévoit qu'à la fin de l'année, quand les ventes atteindront 1,5 million de barils/jour, le taux baissera aux alentours de 65 %. De plus, une diversification des exportations de pétrole, qui représentent quelque 85 % des exportations totales en 1980, rend possible une modification réelle de la structure traditionnelle du commerce extérieur mexicain : 85 % des importations et des exportations avec les États-Unis. La diversification des exportations rend en outre possible, voire nécessaire, d'introduire des changements du côté des importations. Mais l'essentiel est ailleurs. En trois ans, le pétrole est devenu la véritable locomotive de l'économie mexicaine qui, en 1979, la production industrielle a fait un bond de 9,5 % ; les investissements publics et privés — et c'est peut-être le facteur le plus important — ont connu une hausse de 18 % en 1979. Si la production de pétrole a manifesté la plus forte croissance (15 %), la pétrochimie, la construction et les produits manufacturés ont tous connu une croissance supérieure à 8 %. Tout indique que cette expansion se reproduira en 1980, puis un grand nombre de projets viendront à terme cette année. Ainsi, la première étape du complexe hydro-électrique de Chicomilco, le plus grand de l'Amérique latine, commencera à fonctionner au deuxième semestre ; de même, le Mexique deviendra le sixième producteur mondial de cuivre grâce à une plus grande utilisation de la capacité du complexe de La Caridad. La croissance économique, en 1980, sera sensiblement égale à celle de 1979.

En même temps, la crise pétrolière, le déficit extérieur et surtout l'inflation ont marqué, eux aussi, la marche de l'économie en 1979. S'il est vrai que les exportations agricoles ont augmenté de 18 % en 1979, la production de maïs a chuté de 18 %, celle de blé de 12 %, et celle du haricot noir de 32 %. Cela a obligé le gouvernement à acheter 7 millions de tonnes de céréales aux États-Unis au début de l'année. Il faut cependant souligner qu'en plus des causes structurelles de cette crise, 1979 fut une année de grande sécheresse. Le retour à des conditions climatiques normales, la réalisation d'un plan de développement de l'agriculture et la mise en œuvre d'un programme alimentaire mexicain (SAM) et un début de renouveau des investissements privés à la campagne, laissent espérer une certaine amélioration dans l'avenir. Aussi, des économistes du secteur prévoient-ils une croissance de 5 à 6 % de l'agriculture en 1980.

De même, on peut envisager un tassement du déficit en ce qui concerne pour cette année : il sera inférieur à celui de 1979 qui a atteint 4,2 milliards de dollars. C'est beaucoup, mais en 1979, le déficit équivalait à 1 % du produit national et en 1979 il est descendu à 3,5 %. Les prévisions de spécialistes indiquent que 1980 apportera une nouvelle réduction, surtout si la crise agricole et le déficit extérieur connaissent, dans

l'avenir prochain, une évolution favorable. L'inflation est une tout autre affaire. La hausse des prix en 1979 a été de 20 %, selon les statistiques officielles, et l'on sait qu'elle comme ailleurs, celles-ci ne reflètent que partiellement la réalité. Mais une augmentation de 35 % de la masse monétaire ne promet rien de bon. Si on y ajoute l'introduction de la T.V.A. au début de l'année, le fait que, depuis quelques mois, l'économie tourne à pleine capacité et se trouve donc en surchauffe, on peut facilement prévoir, en 1980, une inflation bien supérieure à celle de l'année précédente. Les premiers chiffres le confirment : la hausse des prix au cours du pre-

mier trimestre a atteint 9,4 %, soit, en projection 37 % par an. C'est beaucoup en soi, c'est énorme par rapport à l'augmentation nominale des salaires. On touche là à l'autre versant de l'essor économique : celui qui affecte directement la grande masse de la population.

Car, le « boom » mexicain, ce sont les travailleurs qui l'ont payé. Les chiffres sont tout aussi éloquentes dans ce domaine que dans les autres. Le gouvernement de M. López Portillo a mis en place, dès janvier 1977, une politique de revenus rigoureuse et, pour tout dire, draconienne, qui a donné les résultats suivants :

	1977	1978	1979	1980
Augmentation des salaires	10 %	12 %	13,5 %	30 %
Hausse des prix	20 %	16 %	29 %	30 % (*)
Parte du pouvoir d'achat	10 %	4 %	6,5 %	10 % (*)

Fin de la liberté surveillée

SI les prévisions pour 1980 se vérifient, les salariés mexicains auront perdu le tiers de leur pouvoir d'achat en quatre ans. A quoi il faut ajouter une réduction, en termes réels, des dépenses sociales de l'État, surtout en ce qui concerne la santé et le logement, au cours des deux dernières années. Quand on connaît la profonde misère dans laquelle vivent des millions de Mexicains, et quand on songe à l'importante baisse du niveau de vie qu'a impliquée pour eux la politique économique du gouvernement, on voit mieux l'autre visage du « boom » mexicain. Visage dramatique et d'autant plus insupportable qu'en 1978 les profits des quatre-vingt-huit plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Mexico ont augmenté de 46 % ; ceux des banques, entre 37 et 78 %. En 1978, les profits des mêmes entreprises et banques ont fait un bond de 71 %. En même temps, le gouvernement établissait une nouvelle législation bancaire qui accélérât énormément la concentration du capital financier. Ainsi, les deux plus grandes banques mexicaines concentraient 65 % des profits bancaires, et 48 % des succursales représentaient 50 % des ressources et 50 % du financement.

C'est-à-dire que, dans les faits, la politique économique du gouvernement actuel se différencie bien peu de celle des autres pays latino-américains, même si cette uniformité à l'échelle du continent peut difficilement découler d'un plan machiavélique imposé par le Fonds monétaire international. Cette thèse à laquelle certains, y compris dans les gouvernements, semblent adhérer. La spécificité mexicaine est ailleurs : dans une démocratisation relative mais réelle qui se développe parallèlement à la politique économique décriée.

Cette démocratisation est en réalité l'effet d'un processus extrêmement complexe. Elle représente, en dernière instance, le résultat d'une longue histoire de luttes et de répression, d'une accumulation souterraine de contradictions qui commencent à se dénouer, à la fin de la décennie, en 1958-1959. Depuis, à chaque crise, la réponse de l'État fut toujours la même : une répression brutale : licenciement de milliers de cheminots en 1958, massacre de Tlatelolco en 1968 ou du

jour de Corpus Christi en 1971. Cette répression obéissait à une raison de fond : si les mouvements syndicaux, paysans ou étudiants, étaient portés par des forces réelles, la gauche — en grande partie à cause de ce climat de répression — n'est jamais parvenue à les organiser. La force des contradictions, la puissance des mouvements, montraient qu'une ouverture politique était nécessaire : la faiblesse relative des organisations de gauche, et surtout du parti communiste, la rendait possible.

L'ouverture politique en cours comporte essentiellement une réforme électorale et une libéralisation de la vie politique. Trois points, dont le parti communiste, ont été légalisés, la liberté de la presse, abolie à la fin de l'administration précédente, a été rétablie ; les manifestations dans les grands centres urbains sont autorisées et, en province, l'activité des militants et des organisations de gauche tend à être tolérée, sauf exceptions. Exceptions graves d'une brutalité qui, en fait, rappelle les plus noires périodes du passé.

Cette authentique détente de la vie politique a, cependant, pour les parvus de la liberté surveillée. Elle leur a permis, notamment, de participer, en juillet 1978, à des élections législatives qui, malgré les aspects antidémocratiques flagrants, ont représenté un pas en avant dans la lente démocratisation du pays. Aspects frauduleux : le parti officiel (PRI) s'est adjoint des millions de votes, le gouvernement a refusé de reconnaître plusieurs victoires de l'opposition. La force politique sans doute la plus redoutable pour le pouvoir, le P.C.M., a obtenu 5 % des voix (7,5 % des suffrages réels), faisant élire vingt députés, ce qui, soit dit en passant, n'a rien de remarquable. Mais la politique du pays, après le PRI et le parti de droite modéré dont la légitimité a toujours été reconnue. Toutefois, une fois finalisée plus ou moins avancée de la réforme politique, la réduction du taux d'abstention, n'a pas, tant s'en faut, été atteinte : 55 % d'abstentions montrent ce qui sépare encore le Mexique d'une vie électorale réellement démocratique.

Un long bout de chemin reste à parcourir avant que les diverses forces qui s'y emploient parviennent à démocratiser les autres aspects de la vie publique, et notamment de la vie syndicale. Le gouvernement a soigneusement évité toute mesure qui pourrait porter atteinte aux mécanismes — fort perfectionnés — qui relèvent les syndicats au pouvoir d'État. Mais bien que les progrès dans ce domaine soient encore limités, il apparaît déjà clairement que la réforme en cours et la baisse du salaire réel ont relancé la combativité des travailleurs mexicains. Ce renouveau s'explique aussi par une augmentation importante de la demande de main-d'œuvre industrielle (+ 7,5 % en 1979) qui se traduit par la formation de nouveaux secteurs de la classe ouvrière. Ainsi, parmi les grandes grèves en cours ou récemment conclues, on trouve des contingents ouvriers de création récente, en particulier les sections du Syndicat national de la métallurgie. La grève des quatre mille travailleurs de l'aciérie de Monclova, dans le Nord, celle des trois mille travailleurs d'une des usines de General Motors et celle, en novembre dernier, de la ligne aérienne Mexicana, sont des symptômes d'une transformation de la classe ouvrière et d'une renaissance de sa combativité, comme en témoigne l'augmentation de 25 % des préavis de grève déposés en janvier 1980 par rapport à 1979.

Certes, le gouvernement et la bourgeoisie disposent encore de plusieurs cartes, parmi lesquelles il faut compter une politique extérieure nationaliste et indépendante, dans le discours et dans les faits. La tactique qui consiste à prendre des positions avancées, voire « progressistes », dans le domaine extérieur quand les choses se compliquent à l'intérieur, a fait ses preuves dans le passé. Aujourd'hui, le gouvernement y a de nouveau recours. Il convient, cependant, de souligner que cela correspond aussi à la nouvelle place qu'occupe le Mexique dans le monde et en Amérique latine, en développement de tendances impérialistes dans le développement du capitalisme local.

Boom pétrolier, expansion économique, forte réduction du niveau de vie, développement des contradictions de classe, émergence d'un pays impérialiste moyen : le Mexique est cet ensemble de bouleversements. Ce n'est pas là une simple formule. Car l'originalité du Mexique était, avant tout, la stabilité apparente sans failles d'un système politique mis en place pendant les années 30. Désormais, les formes de cette stabilité ne seront plus les mêmes et, surtout, elles ne seront plus aussi assurées.

L'État et l'exploitation capitaliste

« Le Rêve mathématique de Nikolaï Boukharine »

de Christian Salmon

TRouver un moyen de s'introduire au cœur de la « formation idéologique bolchevique » : tel est l'objectif particulier de Christian Salmon dans l'ouvrage qu'il vient de publier dans la nouvelle collection « Contradictions » des éditions Sycomore (1). Boukharine lui fournit ce moyen, à l'aide des œuvres récemment publiées en France de la biographie que lui a consacrée Stephen Cohen (2). L'auteur a aussi choisi de se placer dans la perspective des Lignes de classes et U.R.S.S. de Charles Bettelheim (3). L'entreprise est justifiée. Boukharine, avec et aussi contre Lénine, est au centre de toutes les crises et de tous les débats qui marquent, entre 1915 et 1923, la naissance du « bolchevisme » international, du mouvement communiste. Il est l'analyste — encore trop méconnu — d'une redécouverte fondamentale de Lénine : l'anti-étatisme de Marx. Il est aussi, au moment le plus dramatique de la lutte des bolcheviks pour conserver le pouvoir, celui qui, applaudi par Lénine, fera l'éloge le plus argumenté du rôle de la contrainte étatique dans la dictature du prolétariat. Apparemment, on ne saurait mieux incarner les contradictions du bolchevisme comme idéologie.

Christian Salmon se limite dans ce premier volume (une suite est annoncée) à la période de constitution de la « formation idéologique bolchevique ». On peut cependant regretter que cette première partie s'arrête au seuil du « dernier combat » de Lénine en 1923, de ce que Boukharine appellera le « testament de Lénine ». Cet ultime retour sur la signification de la NKP (nouvelle politique économique) fait partie, semble-t-il, des moments constitutifs du bolchevisme. Il sera décisif pour l'orientation ultérieure de Boukharine.

La substance de l'ouvrage est l'explication de ce qui fait l'unité (contradictoire) de la pensée de Boukharine : sa théorie économique de l'impérialisme, qu'il faut distinguer, mais peu de celle de Lénine. Cette théorie est à la fois la subversion

et la reprise de celle du Capital financier de Hilferding (4). En bref, Boukharine considère le procès de centralisation et de concentration du capital comme celui de sonification dans un « trust capitaliste d'État », et il admet que l'État a, dans le cadre national qu'il domine, le moyen de dépasser les contradictions proprement marchandes de l'économie capitaliste (c'est-à-dire les crises). La concurrence ne subsisterait plus (entre ces « trusts » impérialistes). En lieu et place du marché national, se développerait une « organisation » (matérialisée) de la production qui resterait cependant fondée sur un rapport d'exploitation garanti directement par l'État. Boukharine va beaucoup plus loin qu'Hilferding lui-même car ce thème de l'organisation, présent dans le Capital financier, rencontrerait très précisément les conceptions sociologiques développées par A. Bogdanov qui admettent presque tous les bolcheviks à l'exception — réticente — de Lénine.

Concluons, tirés au moment de la première guerre mondiale : la nécessité et la proximité de la révolution socialiste se déduisent « mathématiquement » de cette analyse du capitalisme moderne. En effet, l'inter contre l'exploitation capitaliste s'exerce se heurte directement à l'État ; seule la dictature du prolétariat peut briser l'obstacle ; les révolutionnaires n'ont plus qu'à lancer le « programme maximum » : le socialisme. Cette logique s'applique encore dans d'autres circonstances ; lorsque les bolcheviks sont au pouvoir, ils trouvent dans leur État (prolétarien) un levier formidablement analogue à celui dont le capital était doté et la disparition des catégories marchandes est tout aussi réalisable (cette fois en supprimant le rapport d'exploitation puisque l'État est prolétarien). Supposons maintenant que le marché reste vivace, l'État prolétarien le respectera et il reprendra (plus patiemment) la tâche unificatrice et organisatrice qui est sienne. Boukharine entrevoyait cependant, dans ces circonstances, le risque de voir se former une nouvelle classe exploitatrice.

A chaque étape de l'histoire de la révolution, c'est donc cette conception de l'économie, qu'on peut qualifier d'économiste, qui vient étayer la position de Boukharine, quelles qu'en soient les variations. Pourtant, à chaque fois, ce ne fut pas sans heurts, souvent très violents, avec Lénine (à propos du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, de Brest-Litovsk, du capitalisme d'État et des positions des « communistes de gauche », etc.). La répétition étonnante de ces accrochages est l'indice d'un problème non résolu. Lénine, malgré sa vive hostilité à l'égard de certaines conséquences de la théorie économique de Boukharine, ne l'a jamais vraiment mise en cause. Au contraire, il l'approuve souvent. D'où la conclusion du livre — peut-être provisoire puisque ce travail n'est qu'un premier volume. Le marxisme de la III^e internationale n'est pas victime d'une « déviation économique » incarnée dans le stalinisme (hypothèse formulée par L. Althusser). Il n'a tout simplement jamais été le type de marxisme. Cependant, dans la « formation idéologique bolchevique » la félicisation des rapports sociaux passe peut-être plus par le « félicisme de l'État » que par le « félicisme de la marchandise », l'un pouvant aisément se substituer à l'autre à l'époque de l'impérialisme.

L'absence de Christian Salmon s'oppose à l'absence de celle de Stephen H. Cohen qui s'oppose, en effet, trop peu de Boukharine. Elle semble souligner plutôt le côté énigmatique de ce phénomène de l'« économie », conception réticente du marxisme incontestablement mais imprégnée dans toute son histoire. Dans le cas de Boukharine, le problème est encore plus complexe car il ne faudrait pas perdre de vue que, parmi les principaux dirigeants politiques du mouvement communiste, il est pratiquement le seul économiste de formation et aussi le seul dont l'œuvre économique soit créée.

MAURICE ANDREU.

(1) Christian Salmon, *Le Rêve mathématique de Nikolaï Boukharine*, éd. le Sycomore, coll. « Contradictions », dirigée par Charles Bettelheim, Paris, 1980, 220 pages.

(2) Stephen H. Cohen, Nikolaï Boukharine, Maspéro, Paris, 1979, 500 pages.

(3) Seuil-Maspéro Paris, tome I : 1974, 324 pages ; tome II : 1977, 608 pages. Traduction française aux éditions de Mimi, Paris, 1970, 504 pages.

« Le Rêve mathématique de Nikolaï Boukharine »

IDÉOLOGIE DE LA DICTATURE MILITAIRE,

L'Assemblée de l'Organisation des États américains (O.E.A.) qui, en principe, se réunira en novembre à Washington, devra se pencher sur les conclusions d'un rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (C.I.D.H.) sur la situation en Argentine, notamment déplorables au régime militaire. Le sort qui sera fait à ce document, tout comme l'attitude à adopter à l'égard du nouveau régime militaire en Bolivie, donneront la mesure de l'attitude de la Commission des États américains de défense et de la Commission des États américains de défense.

En repoussant une « suggestion » des États-Unis envisageant une intervention militaire au Nicaragua — avant la victoire sandiniste, l'O.E.A. avait donné pour la première fois en 1979 une preuve spectaculaire du nouvel équilibre des forces à l'échelle continentale. Le scrutin de novembre dira si cet organisme continue dans cette voie, ou si son attitude à l'égard de la dictature de Somoza ne fut rien d'autre qu'un accident dans son histoire de soumission inconditionnelle à la politique américaine : l'expulsion de Cuba en 1962 et l'approbation de l'invasion de la République dominicaine en 1965 en demeurent des exemples notables.

En Amérique latine. Celle des croisades militaires en guerre contre « les hordes de guérilleros » à la conquête du pouvoir pour l'offrir à la centrale du terrorisme », pour reprendre les termes du général argentin Omar Rivas. Celle, inverse, d'organismes comme le C.I.D.H., qui rappelle que « là où les gouvernements accomplissent leur devoir de promouvoir le développement économique et social et de maintenir l'ordre public, sans violer les droits de l'homme, le terrorisme n'a jamais trouvé de soutien populaire et a toujours été voué à l'échec ». Ces deux conceptions ne divergent pas seulement les États ; elles manquent de faire éclater les pactes régionaux (par exemple le Pacte andin, après le coup d'État en Bolivie), et elles imprègnent verticalement les structures politiques de toutes les nations.

Les forces qui s'affrontent en novembre à

la réunion de l'O.E.A. (également appelée à se prononcer sur la crise au Salvador ou sur la compétence de l'Organisation pour juger du respect des droits de l'homme à Cuba, bien que ce pays ait été expulsé de l'Organisation) ne seront pas seulement représentées par les ambassadeurs des États, démocratiques ou dictatoriaux. On les retrouvera également dans les structures internes de l'Organisation. Du même que le C.I.D.H., est un organisme qui tient son pouvoir de l'O.E.A., le Comité interaméricain de défense (C.I.D.), devant lequel le général Rivas a prononcé l'éloquent discours reproduit ici, est un organisme technique militaire chargé de planifier « la défense collective de l'Amérique ». Elle intervient à l'O.E.A. par le biais du comité consultatif de défense — où siègent les hautes autorités militaires des pays membres — chargé de préparer les réunions

POUR LA RESTAURATION

(Le discours d'un général devant

PAR IMPRÉFÉRABLE des lois de mon pays et de la vie qui passe, je dois aujourd'hui, avec beaucoup de peine, quitter la Junta interaméricaine de défense et — pourquoi ne pas le dire ? — le service actif de l'armée. Cette peine est compensée par la satisfaction d'avoir terminé ma carrière militaire à ce haut poste en dehors de ma patrie. Je n'avais pas eu jusqu'à une expérience comparable. Je regrette sa brièveté, au sens où je n'ai pu récolter davantage de fruits à cet arbre singulier. Mais ceux que j'ai recueillis, je vous assure que je les déposerai dans le plateau d'argent de ma valise pour les analyser et les appliquer chaque fois que l'opportunité m'en sera donnée et en quelque situation que je me trouve.

Je suis arrivé ici en provenance de mon pays qui venait de sortir d'une longue guerre contre les ennemis de la nation, contre les ennemis permanents de notre civilisation : d'une guerre à laquelle j'ai, Dieu merci, participé intensément. Je suis arrivé plein d'illusions ; je repars avec la sérénité d'un espoir. Que ce qui se fait ici ait une application certaine et concrète pour la sécurité et la félicité de l'Amérique tout entière.

Mon pays, je dois le dire ici à cette noble tribune, a compris ce qu'était le « défi communiste » et je me permets de reprendre les paroles prononcées récemment par un ancien ambassadeur des États-Unis en Argentine : « Il n'est pas juste de critiquer un système qui se défend contre le terrorisme et la subversion. Malheureusement, dans toutes les guerres menées des innocents. Dans la guerre contre les terroristes, des injustices peuvent être commises, mais pas à l'égard de celles qui nous commettent. Toutes les guérillas sont orchestrées internationalement. »

Je tiens aussi à me référer à ce qu'a déclaré un distingué ancien président de la Junta interaméricaine de défense quand, se référant à mon pays, il a dit : « Vous avez mené une guerre contre les terroristes de gauche ; vous avez connu la souffrance et la mort. Vous avez la responsabilité de le dire au monde. »

Je ne peux le dire au monde. Cependant, en accord avec mes chefs hiérarchiques et en toute responsabilité, j'ai l'obligation, en cette ultime circonstance, et le privilège, devant vous, de remplir un devoir moral en vous faisant part très rapidement, si vous me le permettez, des souffrances que nous avons endurées, car il est opportun de le dire vu la situation mondiale actuelle.

« Des hordes de guérilleros »

DES centaines de mes camarades ont été assassinés. Des centaines de serviteurs de l'ordre ont été massacrés. Des centaines de civils innocents sont morts dans des embuscades. Des centaines de chefs d'entreprise et d'hommes d'affaires ont été assassinés dans des prisons populaires et ont été assassinés. Quelques-uns de mes camarades ayant servi sous mes ordres ont été assassinés et assassinés dans des prisons populaires, roses immondes sans doute créées par la grâce des « droits de l'homme ». Une grande partie de la population a été victime de pillages, d'incendies, de plasticages, de vols de toute sorte. Immenses en folie se transformant en opérations de destructions urbaines qui semblaient la destruction et la mort.

Des hordes de guérilleros lancées à la conquête du pouvoir pour l'offrir à la centrale du terrorisme prenaient possession des rues des villes en semant la peur et la terreur. Bandes d'anciens détenus terroristes libérés par un gouvernement

pseudo-constitutionnel lors de la plus sinistre comédie démocratique de M. Campora.

Des organisations terroristes en tout genre étaient télé-guidées depuis la cache d'un ancien tyran, bientôt président de la nation. Avec l'accord et la bénédiction de tous les mouvements subversifs. De tristes terroristes, durant la présidence de l'ancien ministre, épouse de l'ancien tyran (1), ont aussi converti mon pays de honte.

Ainsi se sont formées des armées populaires de tout acabit, qui ont sapé les fondations de nos institutions démocratiques et républicaines, dans l'espoir de changer la nature et l'organisation de nos forces armées grâce à l'action professionnelle d'une centurie et demie. Nous avons ainsi eu ERP, FAL, FAP, OCP, Montoneros, etc. Des armées à nous propres qui, telle la peste, ont sapé l'identité historique en s'attaquant au sentiment national des peuples, en semant la terreur, la mort, la pauvreté, la haine, la division des classes, des races et des religions, l'arbitraire, le mensonge, l'athéisme ; et en faisant croire en l'existence d'un capitalisme qui distribue injustement la richesse (ce qui peut être vrai dans de nombreux cas), mais sans jamais dire qu'ils distribuent, eux, injustement la pauvreté. Ceux qui commandent sont loin d'être de vrais prolétaires par comparaison avec ceux qui obéissent et qui non seulement sont des esclaves, mais vivent dans la misère.

« Avec Satan pour chef »

NOUS avons assisté au déploiement urbain et rural de ces organisations de la terreur qui recevaient des appels de l'extérieur et bénéficiaient d'un appareil logistique propre à une armée : écoles de cadres, camps d'entraînement, fabriques d'armes et d'explosifs, imprimeries, dépôts de ravitaillement et d'armement. Si plus de l'argent reçu de l'extérieur, les organisations ont obtenu grâce à des séquestrations de chefs d'entreprise, ce qui, dans un cas particulier, leur a valu une rançon de 60 millions de dollars.

Il ont mené une propagande sinistre pour l'affrontement, en profitant pour cela de toutes les faiblesses humaines. C'est ainsi qu'ils ont fait croire que, derrière le rideau, la machine rouge peut transformer rapidement le pauvre en riche et le prolétaire en patron, niveler par décret les intelligences et les souhaits, faire le bonheur de tous grâce à l'état totalitaire, tirer la loterie par décret, changer le faisan en grand travailleur. Tout cela en faisant la révolution, en mettant tous les gens dans un grand mixer, en négligeant la règle d'or de la vie, en oubliant les tables de la loi, l'effort, la sueur, le sort de chacun et l'aspiration personnelle. Tout cela dans le désordre, sans Dieu, sans famille, sans liberté, sans espoir, avec peu de pain, sans le principe ni la fin de la Création, avec Satan pour chef.

Dans cette situation, nous avons été des centaines de fois menacés, défilés et agressés par l'arbitraire ; nous sommes restés serres, nous avons été patients, nous avons épuisé toutes les ressources de la loi et de la Constitution, nous avons attendu

et attendu. Le peuple nous demandait de sortir des casernes pour en finir avec cette invasion. Le gouvernement constitutionnel demeurait dans l'indécision. Le défi a alors été relevé par les forces armées, et c'est ainsi que nous sommes entrés en guerre aux côtés du peuple argentin, qui nous a accompagnés jusqu'à la victoire.

Nous avons fait la guerre avec la doctrine à la main, avec les ordres écrits du haut commandement ; nous n'avons jamais eu besoin, ainsi qu'on nous en accuse, d'organismes paramilitaires, car nous avions suffisamment de capacité et d'organisation légale pour mener à bien le combat contre des forces irrégulières, dans une guerre non conventionnelle. Nous avons gagné et on ne nous le pardonne pas ; on nous dit que nous avons porté atteinte aux droits de l'homme. Personnellement, je ne vois pas comment : dans une guerre comme celle-ci, il faut se battre. Dans les guerres conventionnelles, les avions, quand ils attaquent, ne laissent pas à l'ennemi des fleurs, ou le code civil, ou la charte des droits de l'homme : les tanks, quand ils avancent, on ne les arrête pas avec un texte du droit romain. Dans la guerre subversive et révolutionnaire, dans laquelle les terroristes se servent de tous les moyens de terreur à leur disposition et de toutes les armes possibles, celui qui prétend se défendre avec des roses a déjà perdu la guerre.

Dans cette guerre où l'ennemi n'agit pas sous son vrai nom, chacun a un nom de guerre et même plusieurs. Et pourtant une contre-offensive a été lancée à partir des centrales procommunistes et de ceux qui mènent le jeu pour réclamer le retour des disparus et pour reprocher au gouvernement de ne pas user de méthodes orthodoxes dans le combat contre de tels délinquants.

« Nous n'aimons pas les dictateurs »

C'EST simplement méconnaître ou ignorer que, notre guerre, ce sont les généraux, les amiraux et les brigadiers de chaque force qui l'ont menée. Elle n'a pas été menée par un dictateur ou une quelconque dictature, comme on essaie de le faire croire à l'opinion publique internationale. La guerre a été menée par la Junta militaire de mon pays, par l'intermédiaire des États-majors. Dans mon pays, il n'existe ni dictateur ni dictature. La Junta militaire se renouvelle depuis le 24 mars 1978, depuis le jour où nous avons relevé le défi ; elle s'est renouvelée une fois déjà pour un tiers. Au début de l'année 1981 elle renouvellera le président. Je demande : où est le dictateur ?

Tous les soldats de mon pays — je n'hésite pas à parler en leur nom avec mes trente-sept années d'expérience — ont le sens républicain. Les hommes du gouvernement argentin se renouvellent, car nous n'aimons pas les dictateurs : le peuple argentin ne nous le permettrait pas, et nous non plus. Nous avons combattu la tyrannie marxiste-léniniste.

Pour ce formidable effort déployé par mon pays pour restaurer la République, pour le triomphe de nos armes et de

Difficile enquête

CHARGÉE par l'Organisation des États américains d'enquêter sur la situation des droits de l'homme en Argentine, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (C.I.D.H.) a achevé sa tâche, le 11 avril dernier, en adoptant le rapport de la mission d'enquête (1). Celle-ci avait pu finalement se rendre dans le pays à l'automne 1979, surmontant des obstacles qui, pour d'autres organisations telles que l'ONU, par exemple, s'étaient révélés infranchissables.

En fait, le régime militaire argentin était, divisé sur l'opportunité d'une telle visite. Une fois la décision prise — sous la pression de la communauté internationale, — la Junta allait tenter d'exploiter l'événement pour justifier une politique répressive de la mesure au bon des nations. Mais, d'abord, il lui fallait d'abord d'inviter les organisations de solidarité avec les victimes de la répression : un mois avant l'arrivée de la mission d'enquête, leurs bureaux furent perquisitionnés. Elle s'employa ensuite à imposer à la commission de l'O.E.A. une enquête sur les faits reprochés à la « subversion ».

La C.I.D.H. séjourna en Argentine du 6 au 20 septembre 1979. Mission difficile car, comme le souligne Amnesty International dans son rapport sur la torture (2) : « Un État peut reconnaître un génocide et glorifier ceux qui l'ont commis, mais il ne peut pas reconnaître la torture et ne peut pas reconnaître les tortionnaires qui la pratiquent. » A fortiori, dans les pays comme l'Argentine, où se produisent des « disparitions » massives et systématiques de détenus politiques.

Mais avant même de pouvoir commencer son enquête, la mission eut à répondre aux arguties trouvées par la Junta pour entraver le cours des travaux. Tentant d'inverser les rôles, le gouvernement argentin lui enjoignit, en effet, d'enquêter d'abord sur la « subversion » et les activités terroristes. La C.I.D.H. fit alors valoir qu'elle n'avait reçu aucun mandat de cette nature de la part de l'O.E.A. (3) ; elle ajoutait d'ailleurs, non sans ironie, que si on déclarait recevables des accusations contre une organisation subversive, il faudrait communiquer la requête à cette organisation et l'inviter, ensuite, à faire connaître ses observations. Ne serait-ce pas alors lui octroyer un statut quasi officiel ? La Commission fit aussi savoir que, de toute façon, elle n'avait pas pour vocation de se substituer à l'État pour juger des actions de personnes privées, mais de protéger les particuliers contre les violations de droits commises par les agents de la puissance publique. Enfin, elle affirma clairement que la promotion des libertés et des droits fondamentaux était la meilleure des protections contre le terrorisme : « Là où les gouvernements accomplissent leur devoir de

Par RODOLFO MATTAROLLO*

promouvoir le développement économique et social, et de maintenir l'ordre public, sans violer les droits de l'homme, le terrorisme n'a jamais trouvé de soutien populaire et a toujours été voué à l'échec. » (Rapport sur la violation des droits de l'homme en Argentine, page 23.)

Le gouvernement demanda, en outre, que l'on tienne compte de cette situation de « subversion » avant de porter un jugement sur la façon dont étaient respectés les droits de l'homme. A quel la Commission répliqua qu'elle n'avait jamais ignoré le phénomène subversif, mais qu'en aucune circonstance certains droits fondamentaux, tels que le droit à la vie, le droit à la sécurité personnelle ou les droits de la défense, ne pouvaient être suspendus. Elle rappela que, même en cas de conflit armé intérieur ou extérieur, les quatre conventions de Genève de 1949 interdisaient de tuer ou de torturer les prisonniers.

Devant les preuves rassemblées, et qui faisaient apparaître une pratique systématique et généralisée de la torture, les autorités argébien d'abus ou d'abus commis par des agents subalternes. Le commandant en chef de l'armée de terre reconnut que, dans « cette guerre difficile », il ne pouvait empêcher les « activités des subordonnés ». Il refusa cependant de communiquer à la C.I.D.H. le liste des responsables des abus, pour des raisons de sécurité (4).

Refusant d'admettre la thèse officielle des « excès », la Commission conclut, après enquête, qu'au cours des trois années ayant précédé sa venue « la torture a été utilisée, comme pratique sys-

ématique par les autorités publiques. Les méthodes de cette nature, leur généralisation à l'ensemble du pays, le grand nombre des cas dénoncés et le transfert des détenus conduisent, sans équivoque, à conclure que ces pratiques n'étaient pas ignorées par les personnes qui exercent les plus hautes responsabilités au sein du gouvernement et des forces armées » (Rapport, page 237).

Aujourd'hui, un consensus se dégage pour considérer la pratique systématique de la torture comme un crime international assimilable aux « crimes contre l'humanité », entraînant non seulement la responsabilité personnelle de leurs auteurs, mais aussi celle de leur institution et complices, ainsi que celle de tous les responsables qui ont eu simplement connaissance et n'ont rien fait pour l'empêcher. En Argentine, la torture est bien devenue une « activité systématique dans un but rationnel » (5) et revêt toutes les caractéristiques d'un crime international. Mais ce n'est pas à la C.I.D.H. qu'il appartenait de tirer, à partir des principes du droit pénal international établis lors des jugements de Nuremberg et de Tokyo, les conséquences juridiques du constat dressé.

Parmi les plus graves atteintes aux droits de l'homme figurant évidemment les « disparitions ». Tant qu'une solution à ce problème n'aura pas été trouvée, souligne la Commission, il n'y aura pas d'unité et de réconciliation nationales possibles. (Rapport, page 125.) Les commandos mis en place dans le cadre de la lutte antiterroriste — certainement par décision au plus haut niveau des forces armées — portent la responsabilité de la « disparition », et,

La seule revue trimestrielle bilingue d'information sur le Japon d'hier et d'aujourd'hui

LE JAPON

LE NUMÉRO : 5 francs
ABONNEMENT : 1 an 30F, 2 ans 60F
association culturelle franco-japonaise de Paris
9, rue Victor Considérant, 75014 Paris
Tél. 633.11.85

* Avocat argentin exilé en France.

DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME EN ARGENTINE

consultatives des ministres des affaires étrangères pour tout ce qui touche aux problèmes de collaboration militaire.

En 1959, le J.I.D. recommande la création d'un collège militaire interaméricain, inauguré en 1962 à Fort McNoy, dans l'Etat de Washington, aux Etats-Unis. Depuis 1960, se tiennent tous les deux ans des conférences des armées de terre américaines, de caractère informel et d'importance politique. Lors de la conférence tenue à Montevideo en 1975, le général Videla (qui n'était alors que le commandant en chef de l'armée de terre argentine) relança le projet, dit « projet Nixon », de création d'une force militaire interaméricaine (qui fit à nouveau long feu, en raison de l'opposition de pays jaloux de leur indépendance — comme le Mexique) et se fit le champion d'une

croisade anticommuniste à l'échelle du continent. Quelques mois plus tard, les forces armées argentines allaient mettre en œuvre à exécution dans leur propre pays et amorcer la collaboration dans le domaine de la répression avec les dictatures brésilienne et chilienne. En 1980, les militaires argentins ont franchi un nouveau pas dans leur conception continentale de la « guerre » en servant de conseiller et de force d'appui lors du coup d'Etat militaire en Bolivie (1). Lors de la dernière conférence des armées de terre américaines (Bogota, 1979), le général Roberto Viola, qui apparut comme le successeur le plus probable du général Videla à la présidence de la République, avait d'ailleurs proposé d'élargir la « doctrine de la sécurité nationale... jusqu'à l'élimination morale et physique de l'ennemi » (2).

Il faut encore préciser que le J.I.D. s'inscrit

dans le système interaméricain de défense créé à l'initiative des Etats-Unis au début de la guerre froide et consigné dans l'acte de Chapultepec (1945), le traité interaméricain de défense réciproque (T.I.A.R.) signé en 1947 à Rio-de-Janeiro, et le charter de l'O.E.A. (1948).

Le rapport de la C.I.D.H., comme la justification du général Rivera devant le J.I.D., pérorait de certaines omissions. Dans le premier cas, on doit regretter l'impossibilité dans laquelle s'est trouvée la commission de dresser la liste des quinze à trente mille morts ou « disparus » et le défaut d'examen des conséquences sociales d'une politique économique qui a réduit de plus de 50 % le salaire réel des travailleurs et qui, en quatre ans, a conduit plus de dix mille petites et moyennes entreprises à la faillite. Quant au général Rivera, il oublie de dire que lorsque la

« subversion » organisée fit son apparition en Argentine en 1969, il y avait déjà quarante ans que les forces armées argentines interdisaient à tous les gouvernements constitutionnels de terminer leur mandat. Lorsque la première bombe explosa à Buenos-Aires, cela faisait déjà trois ans que les forces armées avaient installé une nouvelle dictature militaire après avoir renversé, sans explication, le radical Arturo Illia, président modérément nationaliste qui gouvernait dans la paix et la liberté, sans être de siège ni prisonniers politiques.

CARLOS ALBERTO GABETTA.

(1) Cf. Jack Anderson, « Bolivian Coup with an Argentine secret », The Washington Post, 17 août 1980.
(2) Cité par l'ancien sénateur colombien Apolinar Ruiz Calles, dans *Sin Censura*, Washington, février 1980.

DES VALEURS PERDUES

(la Junta interaméricaine de défense)

notre peuple sur l'ennemi commun, du monde libre, nous n'avons reçu aucune aide ni même le moindre applaudissement, comme nous croyons l'avoir mérité. Par contre, nous avons reçu des commissions d'enquête; des représentants des mercenaires assassins ont été écoutés, mais non les victimes du terrorisme et leur famille. Mais nous ne sommes pas tombés dans le panneau: chercher à défendre les droits de ceux qui posent des bombes sans raison, de ceux qui pratiquent les séquestrations, des mercenaires de la violence qui veulent tout renverser, défendre les droits de ceux qui ont conduit ma patrie au bord de l'abîme, c'est refuser à l'Etat et aux forces armées le droit imprescriptible à défendre les institutions et la liberté d'une nation.

C'est là une chose incompréhensible: ne pas analyser les faits en fonction de leur contexte est une injustice de première grandeur. Cela n'empêche pas mon pays de continuer à faire front dans la dignité, sans jamais renoncer à ce qui fait la ferme vocation d'un peuple, d'une race qui ne veut pas la violence, qui aime la paix, qui refuse l'esclavage, qui aime la liberté; d'une nation qui se rebelle depuis ses origines le bien-être général de sa population, ainsi que l'affirme le préambule de la Constitution; d'une nation qui applique assidûment à combattre les causes réelles de la subversion, lesquelles sont clairement d'ordre idéologique et suscitées par le formidable appareil du monde communiste.

N'oublions pas qu'à nos subversifs le pain ne manquait pas et qu'abondaient pour eux les possibilités de devenir de bons citoyens. Ils voulaient le pouvoir pour les descendants d'Ivan le Terrible. D'ailleurs, nous sommes disposés à continuer le combat en faveur des institutions républicaines, sans craintes d'aucune nature.

« Les descendants d'Ivan le Terrible »

NOUS n'acceptons pas et nous rejetons tous ceux qui violent dans l'uniforme militaire argentin l'uniforme nazi. Ma génération a répondu et répondra au nazisme et le fascisme dans leur totalité; mais nous ne pouvons pas nous laisser tomber dans la piège du communisme. Les communistes se sont bien chargés, depuis la deuxième guerre mondiale, de répandre l'uniforme nazi, et de répandre tellement qu'il leur a permis de tirer le grand rideau destiné à camoufler les pas sinistres de la botte communiste, laquelle, comme je l'ai déjà dit en d'autres occasions, se promène avec insolence et en toute impunité.

Messieurs les délégués et chers camarades, telle était ma pensée quand je suis arrivé à la Junta interaméricaine de défense, alors qu'un respectable militaire de la respectable armée des Etats-Unis, le général Sumner, qui occupait le plus haut poste de la Junta interaméricaine de défense, avait eu le courage de dire: « On ne peut séparer les gouvernements en bons et en mauvais, les bons étant les dictatures de gauche favorables aux droits de l'homme et les mauvais ceux qui ne

on refuse l'accès à la technologie, les sources de crédit. Ce serait là confondre gouvernements autoritaires (par la force des circonstances) et gouvernements totalitaires. Le continent est en train d'être sacrifié sur l'autel des droits de l'homme; si nous ne comprenons pas la réalité stratégique, nous ne surviendrons pas. Je partage pleinement ce point de vue. Car, si le général a dit ces choses, pourquoi ne devrais-je pas me permettre de vous les dire à vous, militaires des Amériques, alors que je les ai vécues et subies dans ma chair ?

Aujourd'hui, je dois quitter la Junta interaméricaine de défense. Je me vois dans l'obligation de vous proposer sur elle quelques réflexions.

Je pense qu'il s'agit de l'organisme militaire suprême du continent. Je pense que sa mission est claire et très délicate. Je pense qu'il est nécessaire d'élargir jour après jour et de plus en plus la mission de la Junta interaméricaine de défense, de la renforcer grâce à un professionnalisme accru, de la maintenir toujours en alerte avec une stratégie à jour pour conseiller utilement les gouvernements, d'y débattre des grands thèmes de la stratégie militaire qui surgissent quotidiennement, de la maintenir indépendante du corps politique, avec une hiérarchie autonome, avec un budget approprié et indépendant, dans le cadre du système panaméricain pour autant que la Junta interaméricaine de défense en est un organe permanent.

Il faut comprendre que la Junta interaméricaine de défense est un système panaméricain issu des grandes idées d'ordre militaire qui l'ont engendrée. A savoir:

- La défense des valeurs de l'Occident;
- La défense de l'union des peuples d'Amérique;
- La défense de l'intégrité territoriale face à toute agression extérieure;
- La riposte unanime et instantanée à l'agression;
- L'échange de technologies et de connaissances militaires;
- L'échange de cours de formation et de perfectionnement;
- L'approfondissement des sentiments de fraternité qui doivent toujours exister entre le peuple et les forces armées;
- L'intensification de la solidarité continentale sous toutes ses formes, dans le respect des modalités, des styles politiques et des circonstances propres à chaque gouvernement;

Le refus commun de l'idéologie marxiste-léniniste en tant qu'elle est parfaitement incompatible avec le système panaméricain et avec la mission de la Junta interaméricaine de défense.

C'est avec ces simples réflexions et dans l'esprit avec lequel je suis arrivé que je laisse aujourd'hui avec regret la Junta interaméricaine de défense. J'ai vécu en votre compagnie. Durant ces onze mois j'ai bénéficié de la grande expérience que vous avez su me transmettre généreusement, sans parler des sentiments chaleureux et sérieux des militaires du continent américain.

Soyez assurés que j'ai vu en chaque uniforme que vous portez le visage auguste et sévère de chacune de vos patries. Que j'ai vu en chaque uniforme l'espoir certain de la mission accomplie. Que j'ai vu en chacun de vous cet appel à ne pas

tourner le dos aux problèmes qui concernent la sécurité et la défense des traditions les plus nobles. Je suis convaincu que nous saurons toujours retirer des tranchées, où la politique nous mène très souvent, des expériences dont il faut nécessairement tenir compte et que les bureaux ne doivent pas faire oublier, sinon nous aurions à retourner dans les tranchées.

Je vois en chacun de vous la liberté américaine, la force des institutions d'Amérique, le progrès de l'esprit humain qui est victorieux de la maladie, qui conquiert la Lune, qui cherche à multiplier les pains dans un monde affamé; ce progrès, par le génie de l'industrie et le libre-échange, a amené la satisfaction des besoins aux quatre coins de la Terre; il a même très souvent aidé l'ennemi lui-même, dont il semble qu'avant le pain et la paix il veut la guerre et le sang, continuant en cela d'ignorer que, chaque fois que la coupe déborde, les soldats de la liberté savent prendre les armes et se défendre jusqu'à la victoire contre les ennemis du peuple.

J'ai beaucoup appris de vous. J'ai découvert la référence géopolitique de chaque pays, qui est pour moi d'une valeur inestimable. Je tiens à vous remercier sincèrement du traitement reçu, de la cordialité avec laquelle ce grand pays, ses soldats et ses hommes m'ont reçu et ont soulagé toutes les difficultés pour moi-même et pour ma famille.

« La grande bataille finale contre le matérialisme »

J'EN appelle à nos grands hommes communs, aux ancêtres et aux mânes de cette grande nation, pour que le peuple des Etats-Unis, qui a toujours fait preuve de patriotisme aux heures du désastre et de l'incertitude, en l'asse de nouveau preuve. Qu'il continue de répandre dans le monde entier le message des cloches de la campagne de Philadelphie. Que tous ensemble nous entreprenions une fois encore la tâche de restauration des valeurs perdues, et que nous nous préparions de nouveau à livrer la grande bataille finale contre le matérialisme et le communisme, en tout coin de la Terre et sur tout terrain, l'esprit décidé et sans peur, car la mort héroïque est le seul prix pour un vrai soldat.

Je veux aujourd'hui, à cette tribune, rendre hommage aux otages de cette grande nation qui souffrent en Iran, victimes de l'irrationalité et du fanatisme d'un terrorisme officiel, en leur souhaitant un prompt retour dans leurs foyers. Je tiens à vous dire que vous êtes en Argentine un ami pour toujours, pour le reste de ma vie. Ma famille repart avec un sentiment de reconnaissance pour les multiples attentions reçues; en son nom, je vous laisse un message d'amitié et de respect à l'intention de toutes vos familles.

Enfin, je vous demande de ne jamais abandonner ni oublier la mission de la Junta interaméricaine de défense. Que la Junta vive longtemps, plus vigoureuse encore, plus enthousiaste, professionnellement plus forte, comme sentinelle toujours en alerte, comme gardienne fidèle des valeurs supérieures d'une race dont la vocation est d'être toujours libre! C'est pour cela qu'ont initié nos grands hommes et nos ancêtres désormais communs: Washington, Bolívar et San Martín.

(Discours prononcé le 24 janvier 1980, reproduit avec l'autorisation de DIAL, 170, bd du Montparnasse, Paris-14.)

(1) Respectivement Juan Peron et sa deuxième femme, Isabelita (N. du T.).

sur la répression

probablement, de l'assassinat de plusieurs milliers de personnes. La Commission a entendu certains responsables déclarer que les autorités avaient « gagné la guerre »; elle a la « conviction morale » (Rapport, p. 148) qu'elles ne pouvaient pas ignorer ces faits et qu'elles n'ont rien fait pour qu'ils ne se produisent pas.

Le nombre des « disparitions » a peut-être été inférieur en 1979 à ce qu'il était les trois années précédentes, mais, comme les cas antérieurs n'ont toujours pas été éclaircis, le problème demeure entier. Aussi, dans ses recommandations préliminaires, la C.I.D.H. conseille-t-elle au gouvernement argentin de fournir, tout d'abord, une information sur les personnes « disparues » au cours d'opérations dans lesquelles les forces de l'ordre auraient été engagées; de donner des instructions afin que les mineurs dont les parents ont « disparu » et les enfants nés dans les centres de détention soient remis à leurs proches; et, enfin, d'empêcher toute action de nature à provoquer de nouvelles « disparitions ». Dans ses recommandations finales, la C.I.D.H. préconise, en outre, la création d'un registre central des « disparus » permettant de s'informer au plus vite sur toute démission. Mais il ne lui a pas été possible de tirer les conclusions qui s'imposent en droit pénal international. D'autres organisations ont déjà démontré pourquoi ces « disparitions » constituent de véritables crimes contre l'humanité. Pour la Commission internationale des juristes (C.I.J.), par exemple, la « disparition » représente plusieurs violations des droits de l'homme en même temps: droit à la vie, droit d'être protégé contre la torture et la dé-

tion arbitraire, droit à la défense. Elle constitue, de surcroît, une torture morale pour les familles (rapport du 4 juillet 1979). Plus précisément, M. Niall Mac Dermott, secrétaire général de la C.I.J., a qualifié

Mobiliser l'opinion mondiale

Le rapport sur l'Argentine devant être soumis à la prochaine Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains, en novembre, le gouvernement de Buenos-Aires n'a pas ménagé ses efforts pour tenter d'amorcer son impact, puis pour l'attaquer en accusant ses auteurs d'« ingérence dans les affaires internes », de « partialité » et de « manque d'objectivité ». Les milieux proches du pouvoir l'ont, en effet, jugé plus sévère que les jugements portés sur leur pays par le département d'Etat. Il lui reprochait essentiellement de ne pas avoir pris en considération deux arguments invoqués (pour la première fois, d'ailleurs) dans l'analyse américaine: l'état de « chaos » et de « subversion » qui prévient avant la prise du pouvoir par les forces armées en mars 1976 — et pouvant apporter une légitimité au régime militaire — et la prétendue amélioration de la situation.

Comment la C.I.D.H. est-elle parvenue, compte tenu des limites imposées à sa mission d'enquête, à des conclusions aussi incisives? D'abord, sans doute, en raison de la tendance générale qui se manifeste, malgré de sérieuses contradictions, en faveur d'un retour à la démocratie en Amérique latine. Vraisemblablement aussi grâce à l'évolution intervenue au sein même de l'O.E.A. au regard des droits de l'homme.

En Argentine même, la visite de la mission d'enquête a frappé l'opinion publique, au courant de la présence physique des commissaires et émue de ces longues files de milliers et de milliers de personnes qui attendaient devant leurs bureaux. Elle a même révélé aux Argentins des faits terribles, parfois évoqués, mais toujours dangereux à énoncer à haute voix — comme en furent l'expérience, entre autres, les « mères de la place de Mai ». Elle a donné une nouvelle possibilité d'expression aux forces politiques démocratiques et populaires. Enfin, elle a contribué d'une manière décisive à donner une audience mon-

diale à un mouvement de solidarité qui, jusqu'alors, avait eu du mal à trouver une tribune à la mesure de la gravité de la situation.

Parce qu'elles peuvent toujours se reproduire en d'autres pays en proie à des difficultés politiques du fait de la « crise » mondiale, les méthodes de répression expérimentées en Argentine doivent faire l'objet d'une mobilisation de l'opinion publique mondiale. Seule la vigilance peut en effet éviter que, demain, le « savoir faire » accumulé par les militaires argentins puisse profiter à d'autres.

RODOLFO MATTAROLLO.

(1) Rapport sur la violation des droits de l'homme en Argentine, 394 pages, Le no 621 du 29 mai 1980 de DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine) a publié un résumé de ce rapport et la partie concernant les « disparus ».

(2) Amnesty International, Rapport sur la torture, Gallimard, Paris, 1977, p. 32.

(3) Pendant son séjour la C.I.D.H. a reçu 5 380 plaintes, dont 4 153 nouvelles. 2 262 dépositions avaient été déjà enregistrées; 186 communications concernaient des sujets hors du domaine des droits de l'homme.

(4) La C.I.D.H. a reçu les organisations suivantes, qui luttent pour la défense des droits de l'homme en Argentine: Assemblées permanentes des droits de l'homme, Ligue argentine pour les droits de l'homme, Mouvement ecuménique pour les droits de l'homme, Mères de la place de Mai, Commission de familles de disparus et détenus pour raisons politiques, Familles des disparus des villes de Mendoza, Rosario et La Plata, Association des grands-mères des enfants disparus, Familles de mineurs disparus, Familles de journalistes disparus et détenus, Familles des conscrits disparus, Familles

d'Uruguayens et de Chiliens disparus et jeunes de l'Assemblée permanente des droits de l'homme.

(5) La C.I.D.H. a reçu, en octobre 1979, des informations lui signalant un cas de représailles à l'encontre du député Enrique Fernández de l'Unité 9 de La Plata.

(6) M. Sergio Schilman, étudiant de sciences économiques à l'université de Rosario, détenu le 22 août 1979, puis libéré.

(7) Selon la loi des gouvernements militaires intervenus au cours de la lutte antisubversive.

(8) La C.I.D.H. a été informée par lettre du gouvernement argentin, le 26 novembre 1979 (sans toutefois que des noms soient fournis), que 1 701 agents des autorités publiques (fédérales et provinciales) avaient été traduits en justice ou sanctionnés administrativement pour abus de pouvoir. Le gouvernement ne donne aucune information quant à la nature des abus, au type de sanctions et à la date des faits.

(9) Amnesty International, Rapport sur la torture, p. 36.

Argentine 1980

TEMPÊTE SUR LA JAMAÏQUE

LES élections prévues pour octobre en Jamaïque ne présentent pas seulement un intérêt interne. Au-delà des affrontements entre les deux principales forces politiques — le parti national du peuple, du premier ministre Michael Manley, et le parti travailliste jamaïcain, de M. Edward Seaga — c'est le choix d'un pays en voie de développement qui se pose en termes dramatiques. La Jamaïque doit-elle, pour sortir de la crise économique, repousser les exigences du Fonds monétaire international, ou les accepter ?

La question est d'une telle importance que M. Manley a jugé nécessaire d'avancer la date du scrutin. Du verdict des urnes, en effet, dépend l'avenir du pays. Convoquée, en ce qui le concerne, de l'impossibilité d'appliquer la doctrine du F.M.I. sans donner un coup d'arrêt à son expérience de « socialisme démocratique », il a besoin d'une majorité nouvelle au Parlement pour continuer à gouverner. Respectueux des libertés, M. Manley a pris un pari dangereux.

Voilà quelques mois, en mars 1980, il a mis fin aux négociations engagées avec le F.M.I. Le crédit « stand-by » à l'étude devait assurer 180 millions de dollars à la Jamaïque. Mais il était assorti de coupes sombres dans le budget de l'État, qui auraient notamment entraîné le licenciement de onze mille fonctionnaires et la décentralisation de l'enseignement public. C'était élargir la brèche dans le domaine des conquêtes sociales. Déjà, à la suite de l'accord de 1977, les 300 millions de dollars consentis par le F.M.I. avaient été en partie une dévaluation brutale de la monnaie et la chute du pouvoir d'achat de la population. Depuis, la situation économique n'a fait que se dégrader.

Elle est aujourd'hui préoccupante. Les difficultés pour importer des matières premières, des produits manufacturés, dues à la rareté des devises, ont eu pour conséquence la fermeture de nombreuses entreprises. Selon la Jamaïque Manufacturing Association, qui regroupe le patronat, 78 fabrications auraient cessé toute activité entre janvier et juillet derniers. Il faut ajouter à ce phénomène la fuite frauduleuse de capitaux vers l'étranger et, surtout, l'absence d'investissements dans l'industrie et la production minière. Le chômage atteint désormais 26 % de la population active, soit presque 300 000 personnes. C'est le record des Caraïbes anglophones, alors que la Jamaïque est le pays le plus peuplé et, potentiellement, le plus riche de la région. La gravité du problème de l'emploi est des milliers de cadres et d'ouvriers qualifiés s'expatrient chaque année aux États-Unis et au Canada. La filière jamaïcaine de la Kaiser Aluminum Co. a ainsi perdu 5 % de son personnel en 1979.

Tout l'économie de la Jamaïque repose sur l'exportation de la bauxite, dont elle est le deuxième producteur mondial après l'Australie, sur la culture de la canne à sucre, sur la banane, enfin sur le tourisme. Dans ce pays de 11 424 kilomètres carrés, soit approximativement la moitié de la Sardaigne, les activités minières et agricoles devraient assurer à elles seules des ressources financières suffisantes. Mais la bauxite, dont les exportations assurent environ les deux tiers des recettes du pays, subit les effets de la fluctuation des prix sur le marché mondial. En outre, son exploi-

taison nécessite une forte consommation de pétrole (plus de 40 % des importations) qui grève d'autant le budget de l'État. Malgré une baisse de la production, qui est passée de 15 millions de tonnes en 1973 à 11,5 millions en 1979, la facture pétrolière a grimpé, au cours de la même période, de 75 millions de dollars à 180 millions de dollars. Il est vraisemblable qu'elle dépassera 250 millions de dollars cette année. Les importations de pétrole et le remboursement de la dette étrangère représentent ensemble plus de la moitié des gains tirés du commerce extérieur.

La situation dans l'agriculture n'est guère plus brillante. Comme tous les pays des Caraïbes, à l'exception des îles Saint-Kitz-Nevis qui obtiennent prochainement leur indépendance, la Jamaïque a vu sa production de sucre tomber de 371 376 tonnes en 1974 — année d'une forte hausse des cours mondiaux — à 144 734 tonnes en 1979. Par ailleurs, de petites dévaluations, les douze raffineries de l'île, dont huit ont été rachetées par l'État, ne tournent pas au maximum de leur capacité. Grâce aux accords de Lomé, qui lui permettent d'écouler annuellement 80 000 tonnes de sucre en Grande-Bretagne, la Jamaïque avait récemment redressé sa production. Mais les ravages causés par le cyclone Allen, au début du mois d'août, ont eu des effets négatifs sur le commerce extérieur. C'est ainsi que la destruction de 40 000 acres de plantations de bananes, particulièrement sur la côte nord, interdit tout espoir d'exportation jusqu'en janvier 1981. Avec une production en baisse régulière depuis dix ans, la banane reste néanmoins le second produit agricole d'exportation. Quant au tourisme, source impor-

Par EDOUARD BAILEY

tante de devises, il a été considérablement perturbé par le climat de violence raciale qui règne à Kingston. Commentant les graves problèmes économiques de son pays, M. Manley a eu récemment cette image : « Voilà quinze ans, nous pourrions acheter un tracteur avec 21 tonnes de sucre. Aujourd'hui, il nous en faut 50 ».

Les calamités naturelles ou la mauvaise gestion de certaines entreprises de l'État ne suffisent pas à expliquer la situation. D'autres facteurs, d'ordre politique, sont à l'origine de cette crise. L'histoire de la Jamaïque, premier pays anglophone des Caraïbes à obtenir son indépendance, en 1962, la Jamaïque fut gouvernée jusqu'en 1974 par le parti travailliste jamaïcain, de tendance conservatrice. Doté de structures archaïques qui favorisaient les compagnies étrangères au détriment de la majorité de la population, mais pourvu d'une Constitution démocratique calquée sur celle de Westminster, le nouvel État vit s'aggraver ses problèmes sociaux. Porté au pouvoir en 1972, à l'issue des élections parlementaires, M. Michael Manley tenta, à la tête du parti national du peuple, de redresser la situation. Observateur attentif des expériences réalisées en Suède et en Espagne, il se consacra à la mise en œuvre d'un socialisme démocratique. Il se représenta aux élections de 1976 en préchant le « socialisme démocratique ». Il remporta une majorité confortable puisque le parti national du peuple obtint 47 des 60 sièges du Parlement, soit 56,77 % des suffrages exprimés, pour une population de 2,1 millions d'habitants.

Hostilité des milieux d'affaires

CETTE victoire effraya les investisseurs privés qui commencent à expatrier leurs capitaux et à fermer des usines. Déjà, en 1974, pour faire face à la formidable augmentation de la facture pétrolière, le premier ministre avait décidé de dénoncer les anciens contrats qui liaient la Jamaïque aux puissantes compagnies internationales, essentiellement nord-américaines, exploitant les gisements de bauxite. Il avait institué à cette occasion une « taxe à la production », destinée à porter les revenus tirés de cette industrie de 25 à 200 millions de dollars. Sous prétexte que la bauxite n'était plus compétitive sur le marché mondial, les multinationales commencent à ralentir leurs opérations, désorganisant ainsi l'économie. Les banques étrangères, en mars 1976, cessèrent d'accorder des crédits. D'où les négociations engagées l'année suivante avec le F.M.I. Il s'agissait de noter à ce propos que Kaiser Aluminum Co., la principale entreprise concernée, a fini par signer, après des années de négociations, un accord avec le F.M.I. Il s'agissait de noter à ce propos que Kaiser Aluminum Co., la principale entreprise concernée, a fini par signer, après des années de négociations, un accord avec le F.M.I. Il s'agissait de noter à ce propos que Kaiser Aluminum Co., la principale entreprise concernée, a fini par signer, après des années de négociations, un accord avec le F.M.I.

La rapide dégradation économique, due pour une grande part aux effets des gisements du F.M.I. et à l'opposition des capitaux privés au socialisme démocratique de M. Manley, engendra au fil des mois des grèves et des émeutes antigouvernementales. Des groupes armés commencèrent à apparaître dans les réunions politiques des deux partis. Des fusillades éclatèrent, les assassinats se multiplièrent. Forte parole de l'opposition, Dolly Gleaner dénonça la collusion du premier ministre avec les régimes marxistes sous prétexte que les accords commerciaux passés avec l'U.R.S.S., la Hongrie et Cuba menaient en péril l'indépendance nationale. Il lui est également reproché d'engager vigoureusement son pays sur la voie du non-alignement d'inspiration marxiste. M. Manley a été accusé de trahison par les milieux d'affaires jamaïcains. M. Edward Seaga va plus loin et accuse le pre-

mier ministre d'ouvrir les portes de la Jamaïque aux « agents de la subversion cubaine ». Excédé, l'ambassadeur de la Havane, M. Ulysses Estrada, répond brutalement aux attaques lancées contre son pays lors d'une conférence de presse tenue en septembre 1979. Il fustige toute l'autorité de M. Manley pour ériger que les manifestations qui s'ensuivent pour ou contre son gouvernement, provoquent un climat de guerre civile.

Depuis, l'exacerbation des esprits n'a fait que s'aggraver. En neuf mois, plus de cinq cents assassinats ont été commis, dont le parti jamaïcain n'est pas le seul responsable. La tension monte de plusieurs crans, en mal de l'été, lorsque les avions porteurs de Kingston confisquent un chargement de deux cent mille cartouches en provenance de Miami. Officiellement, elles sont en transit pour Cuba ; mais l'opposition affirme qu'elles sont destinées à Momeax International Co, société de Kingston dirigée par un

Les liens avec Cuba

QU'EN est-il des liens de la Jamaïque avec Cuba ? Ce n'est un secret pour personne que plus de quatre cents enseignants, techniciens et médecins cubains apportent leur contribution à la réalisation de divers projets. Pourtant, il n'y a pas de lien officiel, ni de crédit sur toute forme de coopération similaire dans les pays en voie de développement, y compris avec les Occidentaux, les ranger parmi les agents de la subversion ?

L'aide de Cuba a été particulièrement efficace dans les domaines de la santé et de l'agriculture. En juillet, un haut dirigeant du parti communiste cubain, M. Juan Almeida Bosque, a inauguré avec M. Manley, l'école de professeurs d'éducation physique George Foster située à une quarantaine de kilomètres de Kingston. Construite par les Cubains, cette école dispose d'installations modernes : gymnase, terrains de sports et piscine olympique capables de recevoir un demi-million d'élèves. À la même date, un centre sportif, bâti en huit mois avec l'aide de dix-huit techniciens cubains, a été également ouvert à May-Pen.

En fait, la présence de coopérants envoyés par la Havane n'est qu'un prétexte supplémentaire utilisé par l'opposition pour attaquer le régime étranger de M. Manley. Pour trouver de nouveaux marchés à l'étranger et diversifier ses sources de crédits, ce dernier a effectué des voyages en U.R.S.S., en Algérie, en Libye, en Allemagne de l'Ouest, au Venezuela et à Cuba. Grâce à des accords à moyen terme, la Jamaïque livrera 150 000 tonnes d'alumine par an à la Hongrie entre 1980 et 1983, et 50 000 tonnes à l'U.R.S.S. pendant la même période. Le marché des États-Unis reste néanmoins le plus important, avec 570 000 tonnes l'année dernière, devant ceux de la Grande-Bretagne (545 000), de la Norvège (514 000) et du Canada (304 000). D'autre part, pour accroître la production de bauxite et d'alumine, deux raffineries seront agrandies et une troisième sera construite dans le sud de l'île. Des investissements de l'ordre de 1 milliard de dollars sont prévus dans les cinq prochaines années pour mettre ces projets à exécution. Trois

Cubains. Un autre bateau chargé de munitions accostera dans le port de Kingston quelques jours plus tard. On n'a jamais retrouvé jusqu'à ce jour une partie du chargement. Ce n'est pas seulement M. Seaga, en tournée aux États-Unis, qui accuse publiquement le premier ministre d'envisager une « solution militaire » pour remporter les prochaines élections. Secrétaire général du parti travailliste jamaïcain, M. Bruce Golding renchérit dans une conférence de presse : « Si le pouvoir est demandé l'ordre de la Havane, notre parti ferait appel à des pays amis et leur dirait : « Débarrassez-vous des Cubains, nous nous chargerons de vous les ramener ». Pour M. Fred Landis, ancien membre de la commission du Sénat des États-Unis, chargé d'enquêter sur les activités de la C.I.A. au Chili, il y a d'étranges similitudes entre les techniques de guerre psychologique employées contre M. Michael Manley et Salvador Allende.

entreprises norvégiennes sont déjà sur les rangs. Les perspectives de développement sont donc encourageantes. Encore faut-il que la Jamaïque ait les moyens d'éponger progressivement sa dette étrangère. Les prêts consentis par la Banque mondiale (50 millions de dollars), l'Irak (25 millions), et autant pour janvier 1981, les Pays-Bas (24,5 millions) et l'OPEP (7 millions), sont insuffisants. Mais le Venezuela vient à son tour de proposer un effort en débloquant des fonds pour abaisser les coûts d'importation du pétrole.

Soucieux de ranger la Jamaïque parmi les pays non alignés en réduisant d'autant sa dépendance économique à l'égard des États-Unis et de la Grande-Bretagne, le premier ministre a multiplié ses déclarations antimondialistes. Seul chef d'État des Caraïbes présent à Grenade aux cérémonies commémoratives du premier anniversaire de la révolution, il a vigoureusement rétorqué à la discussion les choix de sa politique, dénonçant les tentatives de déstabilisation dans cette région du monde. Et, allant plus loin, il a rendu hommage à l'« inévitable » Fidel Castro pour lequel il nourrit une sympathie personnelle évidente. Il ne faudrait pas en conclure que M. Manley est aujourd'hui disposé à suivre le modèle castroïste. C'est tout au contraire, au contraire, ce qu'il ne cesse de lui reprocher, avec l'espoir de remporter les prochaines élections. Dans une conférence donnée à Fort-Royal, M. Manley a déclaré, ambassadeur des États-Unis dans les Caraïbes orientales, avoir affirmé cette année que « le gouvernement américain reconnaît à chaque pays le droit de tracer sa propre voie de développement économique et social dans le cadre des libertés démocratiques ». A quoi M. Manley a répondu : « Nous demandons une acceptation de la voie cubaine, c'est-à-dire le socialisme idéologique dans les Caraïbes ». Le problème est posé. Alors que les forces conservatrices ont repris en main la situation à la Dominique, à Sainte-Lucie et à Saint-Kitz-Nevis, et que la Barbade resserre ses liens militaires avec les États-Unis, la question se pose de savoir si le premier ministre de la Jamaïque pourra poursuivre son expérience de « socialisme démocratique », et dans quelles conditions.

Le contrôle de l'opinion politique aux États-Unis

La « campagne permanente »

LE pionnier de l'interprétation des rêves de l'Amérique est un certain Edward L. Bernays, né en 1891 à New York, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-huit ans. C'est lui le père de la publicité américaine. Il a établi les fondements dans trois ouvrages (« Crystallizing the Public Opinion », 1925 ; « Propaganda », 1928 ; « The Engineering of Consent », 1933) et plus d'un demi-siècle de pratique. A l'intelligence de l'époque, il vendait à la fois des idées et des hommes. Aux côtés de Woodrow Wilson, son premier client, aux côtés de Franklin D. Roosevelt, dont le caducée lumineux peut vous sauver la vie dans les tranchées, car il n'est plus besoin d'allumer son briquet pour voir l'heure. En avant, il avait vendu aux électeurs américains l'image souriante de leur triste président : c'est Bernays qui conseilla à Calvin Coolidge d'inviter à son petit déjeuner Al Jolson et ses quarante chanteuses. Le lendemain, le « New York Times » titre : « Des acteurs partageant des gâteaux avec Lee Coolidge ». Le président rit presque aux éclats. C'est le premier « événement » créé par un conseiller en communications auprès d'un président.

Depuis, les consultants politiques ont raffiné leurs méthodes, mais ils recourent toujours à l'exploitation des pulsions, à la symbolique et à la fabrication de l'événement. Les sophistication ultimes sont incarnées par deux hommes : Richard Wirthlin, le « stratège » de Ronald Reagan, et Pat Caddell, le directeur des services de sondage du président Carter (1). Utilisant des données informatiques accumulées depuis des années, ils se livrent l'un et l'autre à une multitude d'enquêtes fragmentées à l'infinitif à partir d'un échantillonnage très large (de mille cinq cents à sept mille personnes) et méticuleuses (cent cinquante questions en une heure d'entretien avec chaque personne questionnée) afin de cerner les réactions les plus intimes, par exemple au discours d'acceptation de l'investiture présidentielle de Carter ou de Reagan. L'objectif est de déterminer les faibles de l'adversaire, mais aussi les sennes, et de représenter la ligne de la prochaine intervention publique.

On peut distinguer trois étapes dans le contrôle de l'opinion politique : la première est la « fabrication » d'un prétexte, c'est-à-dire l'acte d'une « campagne permanente » (comme pour une savonnerie) ; Eisenhower est le premier à avoir expérimenté cette technique que M. Nixon affine. La seconde est le contrôle de l'information reçue au cours

Par PIERRE DOMMERGUES

de la campagne électorale, ce qui permet d'insérer ou de modifier radicalement l'image initialement proposée : inaugurée par M. Carter contre M. Ford en 1976, cette stratégie est également pratiquée en 1980 par le candidat sortant par son commentateur, le journaliste impliqué un changement qualitatif : les méthodes utilisées en périodes électorales sont désormais employées, plus généralement, pour gérer les affaires publiques. C'est ce que Sidney Blumenthal appelle — en reprenant une formule de Caddell (2) — « la campagne permanente » — « The Permanent Campaign » (3).

Il ne s'agit pas de politique-fiction, mais d'une pratique largement expérimentée par le président Carter au cours des quatre dernières années. Au lieu d'appliquer un programme (« abstrait »), il convient de naviguer au gré des réactions populaires (quel que soit le « démocratisme »). La nation demande-t-elle de la fermeté ? On lui en offrira quelques symboles. Exprime-t-elle une lassitude (ou l'absence-t-elle à exprimer une lassitude) à l'égard d'une période fortement revendicatrice comme les années 60 ? On lui offre quelques fragments d'une politique fiscale « rigoureuse », etc. Selon l'expression de Pat Caddell, la symbolique se substitue à la réalité, la forme à la substance. La conduite des affaires se réduit à l'événement fabriqué ou géré, national ou international. La popularité remplace la légitimité, ou, plutôt,

elle le fonde. Les décisions sont prises à partir des sondages d'opinion. Dans cet univers de l'information et de la « communication totale », la « politique » — au sens traditionnel du terme — n'a ni sens ni place. Plus encore que le président Carter, M. Jerry Brown, le « prince des médias », pratique cette stratégie de la « campagne permanente » dans son royaume de Californie, le septième État du monde par sa P.N.E. (4).

Cette nouvelle stratégie — électorale et post-électorale — doit son développement à la dégradation des partis politiques, des « machines politiques » et de la confiance dans les hommes politiques, mais il est à analyser que la prolifération des techniques « campagne permanente » n'accroît encore la désintégration des partis, qu'elle n'encourage le réflexe narcissique (le « qu'avez-vous-fait-pour-moi ? »), qu'elle n'accroît le processus de dépolitisation qui permet le maintien d'un « statu quo » ou l'acceptation de politiques inégalitaires. De plus, cette nouvelle grammaire politique risque de se généraliser : pour l'instant réservée aux campagnes présidentielles, elle pourrait tenter les candidats au Congrès et au Sénat, puis les candidats aux innombrables fonctions municipales et locales — accroissant ainsi le processus de « bureaucratisme » et de neutralisation de l'opinion politique.

EN Europe, où les attitudes politiques sont plus stables, les consultants politiques n'ont pas encore un impact comparable. Sidney Blumenthal rapporte néanmoins les très secrètes consultations du candidat Giscard d'Estaing en 1974 auprès de Joe Napoleon, le maître des maîtres conseillers de la famille Kennedy, fondateur et président de l'Association internationale des consultants politiques. Selon les mêmes sources, le président de la République française aurait suivi la plupart des conseils du spécialiste américain en opinion publique.

- (1) Film, 15 septembre 1980.
- (2) Voir Pierre Dommergues, « L'essor du conservatisme américain », le Monde diplomatique, mai 1978.
- (3) Sidney Blumenthal, The Permanent Campaign, Beacon Press, Boston, 1980, 206 pages.
- (4) Voir notamment J.D. Lorenz, Jerry Brown, The Man on the White Horse, Houghton Mifflin Co., Boston, 1978, et Robert Fack, Jerry Brown, The Philosopher Prince, Stein & Day, New-York, 1978.

BIBLIOGRAPHIE

COMPROPOLITAN, EL ORDEN TRANSMICRO-NAL Y SU MODELO FEMININO. — Andriana Santa Cruz et Viviana Erazo.

★ Editorial Nueva Imagen, ILSX, Mexico, 1980, 230 pages.

Ce livre d'une rigueur universitaire, mais d'une lecture accessible, s'efforce de cerner, à travers l'analyse de contenu de plus de vingt-cinq revues féministes publiées ou diffusées au Brésil, en Colombie, au Mexique, au Venezuela et au Chili, le modèle féministe transnational proposé aux latins. Les deux auteurs démontrent, à l'appui de ce que des études plus partielles avaient déjà fait ressortir, la tentative systématique des grandes revues de la bourgeoisie locale d'Amérique latine d'occultes les différences nationales, sociales et culturelles pour faire valoir un univers où l'être se confond avec l'avoir. Néanmoins, comme le dit la direction du Front donne la preuve, d'écarter les esprits est aussi un obstacle majeur à l'émancipation de la femme latino-américaine. — B.C.

MICRAGUA, CONTRADICCIONES EN LA REVOLUCION. — Jorge G. Castaneda

★ Tiempo Extra Editores, Mexico, 1980, 106 pages.

Ce petit ouvrage, écrit six mois après la victoire du Front sandiniste, répond indirectement à une question qui hante les chancelleries occidentales : la Nicaragua est-elle ou non « perdue » ? La réponse est « oui », pour Jorge G. Castaneda. La bourgeoisie nicaraguayenne continue, jour après jour, de la production, tandis que la direction du Front donne la preuve, d'écarter les esprits est aussi un obstacle majeur à l'émancipation de la femme latino-américaine. — B.C.

Il est vrai que la lutte a associé la bourgeoisie du pays à la tâche de reconstruction nationale. Mais ne sait-elle, dans une deuxième étape, le socialisme sera-t-il à l'ordre du jour. Le cinquantenaire des observateurs occidentaux de la nature réelle du régime (qui ne cesse d'être l'œuvre de l'Internationale d'Amérique latine) montre que les observations critiques, mais ambiguës de l'auteur ne sont pas totalement dépourvues de fondement. Il reste que l'originalité du socialisme latino-américain, tel qu'il se présente, est une extrapolation à partir de ce livre à tous les espoirs ou à toutes les situations. — B.C.

LES SYNDICATS ET LE DÉVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE

L'heure des stratégies globales

La crise économique s'aggrave dans l'ensemble du monde; le chômage s'étend en Occident; le dialogue Nord-Sud est dans l'impasse. Dans la logique du développement capitaliste, un « nouvel ordre économique mondial » se met effectivement en place, mais ce n'est pas tout à fait celui que l'on souhaite dans des discours officiels réclamant davantage de justice et d'égalité entre les peuples. Jamais peut-être les disparités n'ont été aussi grandes entre le pouvoir de ceux qui tiennent les leviers de commande dans le monde des affaires — les sociétés multinationales — et les moyens d'action dont disposent les travailleurs pour défendre leurs conditions de vie, sinon leurs aspirations au changement.

Les périodes de crise économique sont rarement propices aux actions de masse dans le monde du travail. Ainsi, les syndicats, en Occident et singulièrement en Europe, se complaisent-ils dans les luttes

partisanes ou les actions ponctuelles sans avoir encore trouvé les moyens d'une riposte cohérente pour préserver des acquis sociaux menacés. Dans le tiers-monde, les difficultés sont plus graves encore du fait de la faiblesse et, souvent, de la dépendance des organisations de travailleurs à l'égard du pouvoir politique.

Cependant, au-delà des rivalités d'intérêts qui semblent opposer les masses laborieuses des pays riches et pauvres, une prise de conscience commence à se dessiner. Deux des trois grandes fédérations syndicales internationales — la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) et la Confédération mondiale du travail (C.M.T.), à l'exception de la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) — ont ainsi participé à Belgrade, du 22 au 25 avril dernier, à une conférence sur les problèmes du développement, aux côtés de nombreuses centrales ouvrières.

Quelles perspectives attendre de cette première concertation ? Marie-Claude Céleste montre ci-dessous les difficultés d'une action commune de la part d'un mouvement syndical mondial divisé par les vives contradictions de la guerre froide et les nouvelles contradictions de la « restructuration ». Jacques Chérèque, au nom de la C.F.D.T., expose le point de vue d'une centrale ouvrière indépendante sur la manière de concevoir les problèmes du développement et la solidarité avec le tiers-monde. Et, puisque l'Organisation internationale du travail exerce depuis plus de soixante ans son action normative en faveur des travailleurs, les articles de Mireille Lemaire et de Nicolas Valticos montrent quel peut être désormais son rôle pour améliorer les pratiques syndicales et les conditions de travail dans le tiers-monde. Car ce qui se passe aujourd'hui au Chili ou en Corée, en Bolivie ou en Afrique du Sud, et même en Pologne, montre bien que, lorsque les règles du droit syndical sont bafouées, le pouvoir politique tient à sa discrétion le sort des travailleurs. A l'heure des stratégies globales, la leçon ne serait-elle pas valable pour tous ?

Face aux séquelles de la guerre froide et aux nouveaux ferments de discorde Nord-Sud

Nécessaire et difficile solidarité

J'AMAIS auparavant, sans doute, la solidarité avec le tiers-monde n'avait mobilisé en une seule occasion autant d'organisations de travailleurs : plus d'une centaine de syndicats des cinq continents étaient représentés dans la capitale yougoslave. Rarement dans le passé, les organisations de travailleurs avaient affirmé avec autant de force leur volonté de ne plus laisser l'initiative aux seuls « gouvernements, organisations gouvernementales, hommes d'affaires et experts » pour réaménager l'ordre économique mondial. Et si, en 1979, affirme notamment la déclaration finale de la conférence de Belgrade, d'assurer une entière participation des travailleurs et des syndicats à l'élaboration, la formulation et la réalisation du processus de développement à partir de l'entreprise jusqu'au niveau national et international. A un moment où se dessine, au sein du mouvement syndical, des pays développés, une tendance au repli sur soi, ce document vient opportunément rappeler que « les effets universels de la crise appellent objectivement la coopération la plus large de tous les pays, indépendamment de leurs systèmes sociaux et de leur niveau de développement et notamment un engagement actif et une solidarité de tous les travailleurs et syndicats du monde ».

Comment traduire désormais dans les faits ces déclarations d'intention ? Comment le mouvement syndical entend-il créer ce « rapport de force capable d'infléchir les choix en matière de développement économique faits par ceux qui détiennent le pouvoir économique, et en premier lieu les sociétés transnationales » ? La conférence de Belgrade formule quelques propositions à cet égard : « quelles que soient leurs options », suggère la déclaration finale, « les syndicats de tous les pays devraient engager « un dialogue permanent » et procéder à des « échanges d'informations et à une concertation sur l'ensemble des problèmes de la classe ouvrière ».

La coopération actualisée s'annonce toutefois difficile. La Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) qui, après avoir émis les plus grandes réserves quant à l'opportunité de la conférence, n'y a pas participé, ne voit toujours pas l'intérêt d'une telle réunion. « Ce n'est pas dans le cadre de conférences épisodiques de ce genre, concluent ses dirigeants, que seront trouvées des solutions au problème du développement ».

Les instigateurs, notamment algériens et yougoslaves, de la rencontre n'avaient sans doute jamais nourri de telles ambitions. Réunir le plus grand nombre possible d'organisations de travailleurs pour tenter de dégager des lignes d'action communes pouvant à plus long terme faire prévaloir le point de vue syndical dans

la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial constituait déjà une prouesse ; et il n'eût d'ailleurs pas fallu moins de sept ans pour y parvenir.

« Qu'a-t-il été fait à Belgrade que la C.I.S.L. n'ait fait ? », demandent les responsables de ce syndicat. Toutes les autres organisations de travailleurs pourraient se prévaloir du même argument. Au cours des dernières années, les propositions pour surmonter la crise économique ont fait face aux problèmes du développement ont fait l'objet d'innombrables documents et débats au sein des syndicats.

Derrière les motifs invoqués par la C.I.S.L. se cachent des considérations d'un autre ordre. Le mouvement syndical international demeure en fait très marqué par la scission intervenue dans ses rangs en 1949. A cette date, refusant de séder plus longtemps au sein du même regroupement que des organisations plus ou moins occupées, selon eux, de « défendre les intérêts d'Etats totalitaires », les syndicats occidentaux quittèrent la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) pour former une confédération de syndicats « libres » (C.I.S.L.). La division causée par la guerre froide mettait ainsi un terme à une tentative de réunification syndicale internationale qui n'avait duré que quatre ans.

Depuis, les positions semblent s'être figées. Aujourd'hui encore, certains syndicats occidentaux demeurent opposés à tout contact — hormis du cadre de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) — et, a fortiori, à toute coopération avec des organisations de travailleurs des pays socialistes. Le regain actuel de tension entre l'Est et l'Ouest ne fait que cristalliser cette division. Ainsi peut-on lire dans un document de la confédération syndicale américaine A.P.I.-C.I.O. (American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations), intitulé : « Le défi soviétique », et daté de février 1980 : « Les syndicats libres du monde ont l'obligation particulière d'aider à mobiliser l'opinion publique pour la défense des droits de l'homme et l'opposition à l'agression soviétique qui menace les intérêts économiques vitaux de l'Ouest, et, par là même, la possibilité pour les syndicats de promouvoir le bien-être des travailleurs. Nous en appelons donc à toutes les organisations internationales et nationales de travailleurs libres pour qu'ils s'acquittent de cette obligation ». Des 1980, l'A.P.I.-C.I.O. désapprouvant l'établissement de contacts entre certains syndicats occidentaux et des organisations de travailleurs de pays socialistes — et notamment ceux intervenus à l'époque de la politique d'ouverture à l'Est du chancelier Brandt — avait quitté la C.I.S.L.

Quelle autonomie ?

La dépendance des syndicats à l'égard du parti et de l'Etat dans les pays socialistes, dont les organisations de travailleurs représentent la majorité des membres de la F.S.M. (voir encadré page 18), est une réalité difficilement contestable. Les statuts de ces syndicats stipulent en effet que ces derniers exercent leurs fonctions sous la direction du parti ; ils ont essentiellement pour rôle de contribuer à assurer la réalisation des objectifs définis par les partis. Mais combien de syndicats peuvent-ils, ailleurs, se targuer d'une complète autonomie, en toutes cir-

constances, par rapport aux formations politiques et aux gouvernements ? En Grande-Bretagne, les liens entre la confédération des syndicats (Trade Unions Congress, TUC) et le parti travailliste sont assez étroits. C'est le TUC qui, en 1968, créa cette armada politique dont il constitue la principale source de revenus ; et il lui est arrivé de modérer les revendications salariales de ses adhérents pour ne pas compromettre la politique économique d'un gouvernement travailliste. Ce fut notamment le cas quand, conformément

aux promesses faites au TUC, le gouvernement travailliste arriva au pouvoir en 1974 supprima la législation antisyndicale mise en place quelques années auparavant par les conservateurs.

La République fédérale d'Allemagne, où la Confédération des syndicats (Deutscher Gewerkschaftsbund, D.G.B.) entretient des relations étroites avec le parti social-démocrate, est dans une situation assez similaire. Actuellement, une très forte majorité de parlementaires sociaux-démocrates appartiennent à des fédérations membres du D.G.B.

Si l'on peut, dans ces deux cas, parler de relations d'interdépendance, il en va tout autrement dans beaucoup de pays en développement. Dans le tiers-monde, non seulement le cumul de fonctions gouvernementales et syndicales est fréquent, mais il n'est pas rare que les organisations de travailleurs soient, aux termes de la loi, placées sous le contrôle de l'Etat par un unique, en Afrique, les responsables syndicaux également parlementaires et membres de partis au pouvoir sont légion. Selon une étude du Bureau international du travail (B.I.T.) (1), certains gouvernements élaborant eux-mêmes les statuts des syndicats ou exigent que les règlements « comportent des dispositions selon lesquelles l'organisation agit en qualité d'instrument de collaboration avec les pouvoirs publics et d'autres organismes dans le sens de la solidarité sociale et d'une subordination des intérêts économiques et professionnels à l'intérêt de l'Etat (Bresil) ». L'ingérence des Etats dans l'activité des organisations de travailleurs, note ce document, peut revêtir des formes encore plus directes, « soit que le résultat des élections doit être approuvé par le ministère du travail (Bresil), soit que les autorités refusent de reconnaître un organe exécutif élu d'un congrès syndical, soit encore que le président du pays nomme le secrétaire général de la confédération ouvrière (Kenya) ».

L'A.F.I.L.-C.I.O. et la C.I.S.L. apportent leur soutien à de nombreuses organisations qui, dans le tiers-monde, ne disposent que d'une autonomie limitée ou nulle par rapport aux gouvernements. C'est notamment le cas de beaucoup de syndicats des quelques quarante Etats africains auxquels l'A.F.I.L.-C.I.O. a dispensé, depuis 1964, une aide — en partie financée par l'Agence américaine pour le développement, rattachée au département d'Etat — par le biais du Centre afro-américain du travail (C.A.A.T.). Ce dernier, d'ailleurs, exerce souvent ses activités « en coopération » avec les gouvernements des pays concernés.

Des enquêtes officielles ont, d'autre part, révélé que l'action de l'A.F.I.L.-C.I.O. dans le tiers-monde — et notamment en Amérique

latine, par le biais de l'Organisation régionale interaméricaine des travailleurs (O.R.I.T., affiliée à la C.I.S.L.), qu'elle contrôle, était liée aux intérêts de la Maison Blanche (2).

Jusqu'à présent, la conférence de Belgrade ne semble guère avoir, malgré tout, modifié la position de la C.I.S.L. et de l'A.F.I.L.-C.I.O. à l'égard des organisations de travailleurs des pays socialistes. « Je ne veux pas, déclare M. Irving Brown, délégué pour l'Europe de la confédération américaine, discuter avec les agents de gouvernements qui se présentent comme des syndicats, mais en réalité ne le sont pas, car ils ne sont pas libres ; nous refusons la collaboration avec la F.S.M. ou

avec des syndicats qui sont sous domination totalitaire ».

Sans doute, l'attitude de l'A.F.I.L.-C.I.O. compte-t-elle au nombre des plus extrêmes. Au sein de la C.I.S.L. elle-même, les positions ne sont pas homogènes. Une vingtaine de membres de cette organisation, dont la Confédération italienne des syndicats de travailleurs (C.I.S.I.), ainsi que le Congrès national syndical indien (INTUC), ont participé à la conférence de Belgrade ; mais les organisations les plus importantes de par le nombre de leurs adhérents (3) — l'Ont, dans leur quasi-totalité, boycottée ; et, un éventuel retour de l'A.F.I.L.-C.I.O. au sein de la C.I.S.L. ne risque-t-il pas d'y raviver l'esprit de guerre froide ?

Des politiques dépassées

A JOURD'HUI, la lutte contre les pouvoirs de plus en plus étendus des sociétés multinationales compte au nombre des objectifs prioritaires de toutes les organisations de travailleurs. Or, contrairement au mouvement syndical international, ces compagnies ont, au sein de l'ensemble des organisations du monde. Selon des documents présentés à un colloque international organisé à Sri-Lanka en 1977 par la Fédération internationale des travailleurs du textile, du vêtement et du cuir, la compagnie Bata était alors implantée dans quatre-vingt-neuf pays. En outre, les sociétés multinationales n'hésitent pas à s'unir pour faire échec aux revendications syndicales, comme l'a prouvé l'action menée par la Fédération internationale des travailleurs des plantations, de l'agriculture et des secteurs connexes (FITASC) contre les compagnies Brooke Bond-Liebig et Lomrho, il y a quelques années.

Une campagne de boycottage du thé produit par ces sociétés avait été lancée par la FITASC pour les obliger, notamment, à augmenter les salaires de millions de paysans aux travailleurs de leurs plantations à Sri-Lanka. On s'aperçut alors que le thé des deux compagnies était mélangé à celui d'autres sociétés dans le but, précédemment, de limiter les effets d'un boycottage.

Il est évident que les initiatives syndicales à l'encontre de la politique des sociétés multinationales n'ont de chances d'aboutir que si elles sont appuyées par le plus grand nombre possible d'organisations de travailleurs, dans un maximum de pays. Dans ces conditions, refuser toute coopération avec la F.S.M. revient à affaiblir la position des travailleurs du tiers-monde membres de syndicats affiliés à cette fédération, face aux compagnies transnationales.

Le problème est de savoir si, pour le mouvement syndical international, la lutte contre le sous-développement et les incidences de la crise économique doit être subordonnée aux liens des relations Est-Ouest. Vue sous cet angle, l'affiliation de syndicats du tiers-monde à des organisations plus préoccupées de renforcer la politique des blocs que d'améliorer les conditions de vie des travailleurs — dont la majorité se trouve dans les pays en voie de développement — apparaît anachronique.

L'idée d'une conférence syndicale mondiale avait été lancée lors du IV^e sommet des pays non alignés, à Alger en 1973. Il était tentant de

faire un parallèle entre cette réunion et la conférence de Bandung en 1955. De fait, cette initiative a suscité de vives inquiétudes au sein des syndicats internationaux, y compris la F.S.M.

De par sa structure, sa composition, ses conceptions, cette dernière ne semble pas, non plus, répondre aux exigences d'un nouvel ordre économique mondial. Tout comme il y a une trentaine d'années ses activités demeurent trop exclusivement consacrées au désarmement et à la paix. Cette préoccupation figure en tête de la liste des « objectifs essentiels et prioritaires du mouvement syndical » définis dans le document d'orientation et d'action adopté par le IX^e congrès de la F.S.M. qui s'est tenu en 1978 à Prague ; au point que certains de ses adhérents se demandent si les Etats socialistes n'essaient pas de lui faire jouer un rôle qui n'est pas le sien.

La F.S.M. a-t-elle les moyens de pratiquer la solidarité qu'elle prône ? Peut-elle, par exemple, obtenir qu'une enquête soit ouverte à propos des récentes allégations du journal danois Politiken, selon lesquelles des armes en provenance de plusieurs pays européens, dont la Roumanie et la Bulgarie, auraient été vendues à l'Afrique du Sud, en violation de l'embargo décidé par l'ONU en 1977 ?

(Lire la suite page 18.)

(1) Guy Cairo, *Liberté syndicale et développement économique*, BIT, Genève, 1978.
(2) Cf. Rodney Larson, « Manœuvres américaines contre l'Organisation internationale du travail », *Le Monde diplomatique*, février 1979.
(3) Le TUC (Grande-Bretagne) et le D.G.B. (R.F.A.), en particulier. La centrale française Forus ouvrière (F.O.) n'est également absente d'y participer.

Lire pages 18 à 21 —
PAGES 18 et 19 : Suite de l'article de Marie-Claude Céleste : Nécessaire et difficile solidarité. — Contre un certain type de développement, Jacques Chérèque.
PAGES 20 et 21 : L'O.I.T. et le sort des masses rurales, Mireille Lemaire. — Un champ d'action privilégié : initiative syndicale et normes du travail, Nicolas Valticos.

de l'indicateur

(Suite de la page 17.)

Est-elle en mesure d'exercer une pression efficace pour que, conformément aux recommandations de la déclaration finale de la conférence de Belgrade, les pays socialistes accordent un « soutien économique et technique plus important aux pays en voie de développement » ? La « déclaration universelle des droits syndicaux », adoptée lors du neuvième congrès, affirme que : « Les travailleurs ont le droit de recourir à la grève et à la participation à la grève ainsi qu'à une manifestation de solidarité » et ne saurait, en l'occurrence, « faire l'objet de harcèlement, de peines, d'amendes ou mesures de sanction et de répression ». Ces dispositions n'ayant jamais été prises en considération, l'on comprend que, cet été en Pologne, les grévistes de Gdansk aient insisté pour obtenir de leur gouvernement la garantie que l'accord du 30 août, prévoyant la création de syndicats indépendants, serait effectivement appliqué.

La nécessité d'une rénovation de la F.S.M. est pourtant admise par certains de ses dirigeants. M. Ibrahim Zakaria, secrétaire général adjoint de l'Organisation, estime, par exemple, que « la F.S.M. devrait être plus ouverte en ce qui concerne la coopération avec d'autres syndicats. Il devrait être possible à tous d'y discuter de tout ».

Parmi les organisations membres, la C.G.T. française est, depuis plusieurs années, l'un des plus fervents partisans de changements. Son secrétaire général, M. Georges Ségué, affirmait dans la revue mensuelle *Inter-social*, en novembre 1979, que « la F.S.M. est handicapée par le poids spécifique des syndicats », selon l'expression d'un dirigeant d'une des centrales syndicales d'un pays socialiste, des organisations socialistes. Et, compte tenu de la conviction qu'il professe actuellement dans l'unité et le rôle des syndicats dans les pays socialistes, il en résulte une situation tellement pesante qu'elle confine à l'incertitude pour lui si, finalement, il faut reconnaître que, dans l'état actuel des choses, les liens existant entre les centrales syndicales et l'Etat et les partis au pouvoir exercent incontestablement sur la F.S.M. une pression qui handicape sérieusement les possibilités d'ouverture que la C.G.T. a préconisées lors du neuvième congrès.

La C.G.T. propose, notamment, que la F.S.M. devienne un centre d'échanges, d'accumulation et de diffusion d'expériences dont les lignes directrices seraient définies par une large concertation plutôt que de directives élaborées au sommet.

Des trois syndicats internationaux, c'est la Confédération mondiale du travail (C.M.T.) — la moins importante en nombre d'adhérents — qui, à l'heure actuelle, manifeste la plus grande volonté de coopération avec d'autres organisations de travailleurs, en particulier sur des questions relatives au développement. Pour la C.M.T., les syndicats doivent, au-delà des divergences idéologiques, rechercher des points d'accord en vue d'une unité d'action sur des problèmes précis. Cette organisation est ainsi membre du Comité permanent pour la réforme agraire, créé en 1978 à Alger et qui comprend, en outre, la F.S.M. et plusieurs syndicats du tiers-monde, dont l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA) la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA) et la Confédération panaméricaine des syndicats (ATPUC). Les propositions de coopération de la C.M.T. s'adressent également à la C.I.S.I., mais se heurtent le plus souvent à des refus de la part de

cette dernière qui souhaiterait l'absorber. Regroupant une majorité d'organisations du tiers-monde, la C.M.T. est, par nature, prédisposée à une certaine sensibilité aux problèmes du sous-développement (voir l'encadré ci-dessous).

Elle n'échappe pas, cependant, aux controverses idéologiques et politiques. — Illustrées par le départ de la Confédération française démocratique du travail (C.F.D.T.) en 1979, opposant partisans d'un syndicalisme réformiste et tenants de la lutte des classes. Elle est, de surcroît, assez faiblement implantée dans les pays industrialisés et ne compte que peu de syndicats importants dans le tiers-monde. La C.M.T. ne semble donc pas en mesure de créer, à elle seule, les conditions de la solidarité syndicale par la conférence de Belgrade.

Les trois centrales internationales ne représentent d'ailleurs pas la totalité des travailleurs syndiqués du monde : les organisations de travailleurs indiens et bouddhistes, la C.P.D.T. en France et la Confédération générale italienne du travail qui compte 4,5 millions de membres, ou encore certains syndicats liés à l'Organisation de l'unité syndicale africaine, n'ont pas d'affiliation internationale.

Sans doute, la coopération s'est-elle jusqu'à présent révélée moins difficile dans le cadre des activités de la branche professionnelle du mouvement syndical international. Les secrétariats professionnels internationaux (S.P.I.) — qui travaillent en coopération avec la C.I.S.I. — ne reflètent pas complètement les divisions du mouvement syndical mondial. Ainsi, la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) compte-t-elle au nombre de ses adhérents des syndicats, notamment indiens et latino-américains, qui ne sont pas affiliés à la C.I.S.I. C'est également le cas pour 40 % des membres de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes (U.I.T.A.).

L'efficacité des S.P.I. s'en trouve accrue. Ainsi, au terme d'une campagne de plusieurs mois menée par l'U.I.T.A. avec l'aide d'autres secrétariats professionnels internationaux, la société Coca-Cola a été contrainte récemment de retirer sa licence à son concessionnaire au Guatemala. M. John Trotter, secrétaire par ses prises de position « violemment antisindicales ». L'appui des secrétariats mondiaux spécialisés de la FIOM — centres d'information, de coordination et de liaison — a permis à leurs syndicats des diverses filiales — à également permis de faire aboutir les revendications d'ouvriers des compagnies Ford, Volkswagen et Mercedes-Benz, notamment au Brésil.

Malgré tout, même au sein de la branche professionnelle du mouvement syndical international, les préoccupations idéologiques et politiques ne sont pas absentes. Certains S.P.I. refusent la coopération d'organisations affiliées à la F.S.M. En outre, compte tenu de leurs objectifs, les moyens de ces secrétariats professionnels paraissent minces. Le budget annuel de l'U.I.T.A. n'est que de 18 millions de francs suisses (4). La FIOM ne compte que 4,5 millions de membres, dont la moitié est affiliée à la C.I.S.I. La F.I.P.A.S.C. ne compte que 4,5 millions de membres, dont la moitié est affiliée à la C.I.S.I. La F.I.P.A.S.C. ne compte que 4,5 millions de membres, dont la moitié est affiliée à la C.I.S.I.

Une majorité de paysans

La coopération syndicale pour un nouvel ordre économique mondial n'aura de sens que si les travailleurs du tiers-monde ont les moyens de faire admettre leurs revendications. Selon les estimations de l'O.I.T., les deux tiers des personnes âgées au travail, qui compte le monde un milliard deux cent cinquante millions (environ au total), vivent dans les

pays en voie de développement (Chine non comprise). Le chômage ou le sous-emploi y frappent quatre cent cinquante-cinq millions de personnes — soit vingt-sept fois plus que dans les Etats développés. Au cours des dix prochaines années, quelque six millions de jeunes de moins de vingt-cinq ans viendront augmenter le

chiffre actuel de la population active mondiale : quatre cent cinquante millions d'entre eux seront dans le tiers-monde. Au rythme actuel d'accroissement de la main-d'œuvre, il faudrait créer, d'ici à l'an 2000, environ un milliard d'emplois, dont huit cent quatre-vingt millions dans les pays en voie de développement.

Face à l'ampleur des tâches à accomplir, le mouvement syndical de l'hémisphère sud apparaît particulièrement faible. On estime seulement à 30 % la part de la population active du monde organisée en syndicats. Mais le nombre de travailleurs syndiqués dans le tiers-monde n'est représentatif qu'une infime proportion. Les raisons en sont d'abord d'ordre historique. Pour beaucoup de pays en voie de développement, l'indépendance est relativement récente. Or, le type de syndicalisme qui y prévalait — et qui fut mis en place par les organisations de travailleurs des anciennes puissances coloniales — est devenu, au sein des Etats européens, une situation particulièrement vaine de l'Afrique où les syndicats regroupent essentiellement les couches urbaines et les ouvriers, alors que les paysans représentent près de 90 % de la population active.

Souvent conçue pour la main-d'œuvre urbaine et industrielle, la législation du travail dans le tiers-monde reflète ce déséquilibre. Certains gouvernements ont même eu recours à des restrictions juridiques, telle l'obligation faite aux travailleurs ruraux de savoir lire et écrire pour être autorisés à former des associations, afin de freiner le développement de mouvements-syndicats dans les campagnes.

L'instabilité de l'emploi, des modes de production féodaux ou semi-féodaux, l'opposition de l'oligarchie foncière, n'ont fait qu'ajouter aux difficultés de cette catégorie de travailleurs. En outre, le tiers-monde détient de tristes records en matière de répression syndicale : certains gouvernements ne reculent devant aucun moyen, qu'il s'agisse de l'empoisonnement, de la torture, de la déportation ou de l'extermination physique, pour venir à bout de ceux qui « trahissent la paix sociale », notamment en Amérique latine, où les syndicats sont généralement plus puissants qu'en Afrique.

Selon une théorie largement répandue dans l'hémisphère sud, le syndicalisme aurait un rôle particulier à jouer dans les pays pauvres. Les organisations de travailleurs devraient se contenter de mobiliser les masses à la seule fin de contribuer, avec les autorités et toutes les autres forces de la nation, au développement économique. Dans cette logique, le concept de liberté syndicale, telle que la définit la convention numéro 87 de l'O.I.T., serait à repenser : le pluralisme syndical, en particulier, n'aurait pas raison d'être et constituerait même un obstacle au développement économique.

Si une telle théorie a pu trouver quelque justification à une période où le développement n'était perçu qu'en termes de croissance, elle est difficilement recevable actuellement. Que voit-on aujourd'hui dans l'hémisphère sud ? En termes purement économiques, certains pays ont accompli des progrès importants en matière d'industrialisation ; mais elle n'a pas profité à une minorité (5). Par contre, cent millions de personnes vivent encore dans un état de pauvreté absolue en Amérique latine. Des enquêtes récentes du BIT (6) montrent qu'une forte proportion (48 à 56 %) des habitants de la Zambie et la majorité (70 %) de la population — nomade et rurale — de la Somalie ne disposent pas du revenu minimum qui leur permettrait de satisfaire leurs besoins essentiels.

Dans ces conditions, considérer le syndicalisme comme l'un des supports d'un « modèle » occidental de développement économique revient à l'assomoir à un effort qui a aussi pour effet de maintenir la masse des populations dans la misère et la pauvreté.

En acceptant d'être de simples courroies de transmission des décisions gouvernementales, certaines

organisations jouent ce rôle. Les participants à la conférence de Belgrade ne s'y sont pas trompés. S'ils ont souligné la responsabilité des Etats industrialisés et des sociétés transnationales dans l'actuel « système déséquilibré et injuste des rapports économiques internationaux », et dans les difficultés rencontrées par le tiers-monde, ils n'en ont pas moins reconnu que « les obstacles au développement ne sont pas que le résultat de causes externes ». Les problèmes des pays pauvres seraient également dus à l'absence de la déclaration finale, « aux structures économiques, aux choix économiques faits par certains forces au pouvoir, au type de développement et de société mis en œuvre au niveau national ».

Autant dire qu'en l'absence de syndicats puissants dans le tiers-monde, la nécessité d'une action visant à faire contrepoids aux sociétés multinationales commandera un vœu pieux. Combien de temps encore verra-t-on, dans la presse occidentale, des communiqués de gouvernement du tiers-monde invitant à faire contrepoids aux sociétés multinationales, à profiter des bas salaires et autres « avantages » pratiqués dans leurs pays pour y investir ? Ces mêmes gouvernements, souvent qui dénoncent les « pouvoirs extrajuridiques » des sociétés concernées dans les instances internationales.

La faiblesse des organisations de travailleurs du tiers-monde comporte d'autres inconvénients. Sans doute la coopération entre syndicats des Etats industrialisés peut-elle avoir des incidences très positives quand elle

L'ignorance et la tentation du protectionnisme

CETTE faiblesse du syndicalisme dans le tiers-monde devient particulièrement préoccupante alors que se développent, dans certains syndicats de l'hémisphère nord, des tendances à l'isolement protectionniste lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts. On pouvait ainsi lire il y a quelques mois, dans la revue *Nouvelles des syndicats libres* publiée par l'A.F.L.-C.I.O. (7), que « les importations de produits étrangers ont entraîné une baisse des salaires et des emplois américains ». Le gouvernement et le Congrès des Etats-Unis devraient poursuivre une politique économique internationale qui mette un terme à la destruction et à l'exportation d'emplois américains qui compromettent la base industrielle du pays. Les droits spéciaux d'entrée sur le marché américain devraient être garantis seulement pour les produits dont les Etats-Unis ont besoin et qui ne peuvent produire de manière efficace ou efficiente. Le titre V de la loi de 1974 sur le commerce, qui prévoit des préférences pour les importations en provenance des pays en développement, devrait être abrogé ».

Dans un langage certes plus nuancé, nombreuses sont les organisations de travailleurs des Etats industrialisés qui expriment des préoccupations similaires. La tentative, de leur part, de faire assaillir des accords internationaux de clauses sociales visant à interdire, dans l'hémisphère nord, les importations de produits en provenance de pays qui ne respectent pas les normes du BIT est pour le moins ambiguë.

Dans un réel esprit de solidarité, il est en effet plus logique de commencer par s'intéresser à ceux qui connaissent les plus dures conditions de travail : la main-d'œuvre rurale dans tout le tiers-monde, les ouvriers et les mineurs d'Afrique du Sud, etc.

Pour M. James Dennis Akumu, secrétaire général de l'Organisation de l'unité syndicale africaine, c'est ainsi que s'expliquerait l'absence de grandes centrales syndicales des pays industrialisés à la conférence de Belgrade : « Ces organisations ont pris prétexte du fait que la Histadrut d'Israël n'avait pas été invitée pour ne pas participer à cette réunion. En fait, elles ont eu peur que nous ne leur demandions de nous rendre des comptes à propos de leur attitude protectionniste et de leur refus de faire leurs déclarations de solidarité ».

Les conditions d'une coopération syndicale internationale efficace restent donc à créer. Les problèmes du

tiers-monde du travail dans le tiers-monde sont encore mal connus des syndicats des Etats industrialisés. M. Wim Kok, président de la Confédération européenne des syndicats, déclarait récemment : « L'ignorance est un obstacle à la coopération internationale ». (8) — Tel n'est pas le cas actuellement.

L'initiation aux problèmes du développement s'est encore une place limitée dans les programmes de formation des syndicats des Etats industrialisés, bien que des efforts soient faits pour corriger cette situation. Ainsi, l'Union européenne des syndicats (UESS) a organisé, en 1979, un séminaire sur le thème « Le tiers-monde et le développement ». Le D.G.R. 77 consacre 2 % de son budget annuel ; de même, la Confédération syndicale suisse (C.S.S.), qui lui réserve une part minime de ses ressources.

Le groupe syndical international de recherche et d'action de la C.I.S.I. qui a mené une enquête sur ce thème auprès de deux confédérations syndicales françaises, la C.F.D.T. et l'U.C.A., en 1978, en a retiré l'impression générale que l'Europe n'est pas engagée dans l'éducation au développement ».

Avec la création de la C.E.S. et de l'OUSA en 1978, semble s'ouvrir une perspective de coopération entre les syndicats internationaux et les organisations régionales de travailleurs. Si de tels regroupements sont de nature à renforcer le poids des syndicats à l'échelle continentale, ne risquent-ils pas, en l'absence d'organisations mondiales puissantes, représentatives et adaptées aux réalités actuelles, d'accroître certaines divisions au sein du mouvement syndical ? Il faudra sans doute beaucoup d'autres conférences comme celle de Belgrade pour éviter que, au sein de ce dernier, une querelle Nord-Sud ne vienne s'ajouter au conflit Est-Ouest.

MARIE-CLAUDE CELESTE

- (4) 1 franc suisse = 2,46 francs français.
- (5) Cf. Abdelhak Benhabouch, « Pour un développement populaire autonome », *Le Monde diplomatique*, février 1980.
- (6) Une stratégie des besoins essentiels pour l'Afrique, B.I.T., Genève, 1977.
- (7) *Nouvelles des syndicats libres*, décembre 1979.
- (8) Discours d'ouverture au séminaire de la C.E.S. sur l'initiation au développement, Luxembourg, 29-31 octobre 1979.

Pour le non-alignement

LA CONFÉDÉRATION MONDIALE DU TRAVAIL

AVEC seulement quinze millions d'adhérents, la Confédération mondiale du travail (C.M.T.), dont le siège est à Bruxelles, semble disposer d'une audience sensiblement plus réduite que les deux autres centrales syndicales internationales. Elle peut pourtant se prévaloir d'une histoire plus ancienne que celle de ses deux homologues. C'est en effet, en 1920, que fut créée, à La Haye, la Confédération internationale des syndicats chrétiens (C.I.S.C.), qui, en 1958, devait prendre le nom de Confédération mondiale du travail.

L'implantation de la C.M.T. est géographiquement assez équilibrée, avec plus de soixante syndicats du tiers-monde sur un total de quatre-vingt organisations adhérentes (de soixante-dix-huit pays). Elle dispose d'ailleurs de deux regroupements régionaux : la Centrale indienne-américaine des travailleurs (C.I.A.T.) (sept millions d'adhérents) et la Fédération des travailleurs asiatiques (F.A.T.). Avec la création de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA) en 1973, l'audience directe de la C.M.T. s'est sensiblement réduite sur le continent africain (l'une des conditions d'adhésion à l'OUSA est en effet la non-affiliation à une confédération syndicale internationale). Mais la C.M.T. a décidé de coopérer avec l'OUSA, depuis le départ de la C.F.D.T. en 1979, l'implantation de la C.M.T. est également limitée sur le continent européen.

Pendant plusieurs décennies, les « principes sociaux du christianisme » ont constitué, pour la C.M.T., une source essentielle de référence. Le congrès d'Evian, en 1973, puis celui de Bâle (Belgique), en 1977, devaient marquer un changement fondamental des options. Désormais, la C.M.T. préconise une « voie révolutionnaire » pour réaliser « une véritable démocratie, un véritable socialisme, la planification démocratique du développement économique », la marche vers l'autogestion ».

Partisan d'un « syndicalisme engagé dans le non-alignement », la C.M.T. condamne toutes les formes de capitalisme, aussi bien que d'étatisme marxiste ».

La C.M.T. compte deux fédérations internationales professionnelles (FIP) regroupant, notamment, des syndicats de l'agriculture, de l'industrie et des services publics.

Poids de l'Europe de l'Est

LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

A S'EN TIENT au seul chiffre des adhérents, la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.), dont le siège est à Prague, serait la plus importante des trois centrales syndicales mondiales. Elle ne compte pas moins, en effet, de cent quatre-vingt-dix millions de membres. Toutefois, avec une implantation géographique limitée : elle regroupe essentiellement les syndicats des pays socialistes d'Europe de l'Est, qui, avec cent vingt millions d'adhérents, représentent plus de la moitié de ses effectifs.

A sa naissance, en 1945, la F.S.M. avait pourtant vocation universelle et unitaire. Sa création marquait en effet l'aboutissement des efforts entrepris pendant l'entre-deux-guerres pour unifier les diverses branches du mouvement syndical international, en particulier la Fédération syndicale internationale (F.S.I.) et l'Internationale syndicale rouge (I.S.R.). L'expérience, ponctuelle de remous, ne devait pas survivre à la défection des relations Est-Ouest à la fin des années 40 (voir ci-dessous le texte sur la C.I.S.I.).

La F.S.M. a élargi son rôle au centre-courbe des divisions internationales et à la « distance » jugulaire entre l'Est et l'Ouest des organisations de travailleurs de Chine et de Yougoslavie. Les syndicats allemands, pour leur part, n'occupent pas leur siège.

En 1978, la Confédération générale italienne du travail (C.G.I.L.) quitte à son tour cette organisation qualifiée alors d'« instrument définitivement vieilli et inutile... » et de « centrale de propagande ».

La F.S.M. compte onze départements professionnels, appelés « unions internationales de syndicats » (U.I.S.), qui couvrent, entre autres, les domaines de l'agriculture, des transports et de la chimie.

Par le biais de leur affiliation aux U.I.S., un certain nombre de syndicats, notamment asiatiques et latino-américains, qui ne font pas partie de la F.S.M., sont représentés au conseil général de cette Fédération, instance supérieure entre les sessions du congrès.

Esprit de guerre froide

LA CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES

LA Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.I.) est née en 1949, d'une session internationale au sein de la Fédération syndicale mondiale, par ce qu'il était devenu clair, à cette époque, que les membres occidentaux de cette dernière, « qu'un organisme contenant une large majorité d'organisations syndicales dirigées par l'Est ne pouvait représenter convenablement les intérêts des travailleurs ni promouvoir un syndicalisme véritable » (1).

Les organisations de travailleurs des pays industrialisés ont donc, encore aujourd'hui, une influence prépondérante au sein de cette Confédération. Avec, respectivement, 12 millions et quelques 7,8 millions d'adhérents, le Trade Union Congress (T.U.C.) britannique et le Deutscher Gewerkschaftsbund (D.G.B.) allemand représentent à eux seuls près de deux tiers de ses effectifs. A la fin de l'année dernière, la C.I.S.I. comptait cent vingt-quatre membres représentant quelque 62 millions d'adhérents dans quatre-vingt-huit pays. En outre, bien que la centrale américaine A.F.L.-C.I.O. (13,6 millions de membres) ne soit pas membre de la C.I.S.I., les deux confédérations maintiennent d'étroites relations. La C.I.S.I. reste fidèle au principe qui a prévalu à sa création : l'anti-communisme.

La C.I.S.I., dont le siège est à Bruxelles, compte trois regroupements régionaux : l'Organisation régionale américaine (O.R.A.), l'Organisation régionale asiatique (O.R.A.S.) et l'Organisation régionale internationale des travailleurs (O.R.I.). Avec 22 millions d'adhérents, le Congrès national syndical indien (INTUC) est, dans le tiers-monde, le membre le plus important de la C.I.S.I.

Aux termes de l'article XXIII des statuts de cette organisation, « des dispositions doivent être prises pour assurer la coopération la plus large possible entre la Confédération et les associations professionnelles internationales » (S.P.I.). Agissant par une pratique de dialogue syndical remontant, pour certains d'entre eux, à la fin du dix-neuvième siècle, elle dispose d'une large autonomie par rapport à la C.I.S.I., ces deux A.P.I. sont incontestablement plus efficaces (voir ci-dessous) que les départements professionnels de la C.M.T. et de la F.S.M.

(1) Cf. *Le Monde du travail libre*, revue de la C.I.S.I., novembre-décembre 1979.

LES

Au-delà de la simple économie : les enjeux politiques et sociaux

La conférence de Belgrade a été marquée par une prise de conscience collective. Les participants ont reconnu que les problèmes du tiers-monde ne sont pas uniquement économiques, mais qu'ils ont des dimensions politiques et sociales profondes. Ils ont souligné la responsabilité des Etats industrialisés et des sociétés transnationales dans l'actuel « système déséquilibré et injuste des rapports économiques internationaux ». Cette prise de conscience a été le point de départ d'une réflexion collective sur les moyens de corriger ces déséquilibres.

Les obstacles à surmonter

La conférence a identifié plusieurs obstacles majeurs à la coopération internationale. Le premier est l'absence de syndicats puissants dans le tiers-monde, qui empêche une action coordonnée. Le second est l'ignorance des problèmes du tiers-monde dans les pays industrialisés, qui limite l'impact des initiatives de coopération. Le troisième est le protectionnisme des syndicats des pays riches, qui cherche à protéger leurs intérêts au détriment des travailleurs du tiers-monde. Enfin, il y a l'absence d'organisations mondiales puissantes, représentatives et adaptées aux réalités actuelles, qui pourraient servir de cadre à une action internationale efficace.

Mise en œuvre de l'initiative

La conférence a conclu que la mise en œuvre de l'initiative de coopération internationale doit passer par la création d'organisations régionales puissantes, représentatives et adaptées aux réalités actuelles. Elle a également souligné la nécessité d'une action internationale coordonnée, basée sur la solidarité et le respect des droits fondamentaux des travailleurs. Enfin, elle a appelé à une prise de conscience collective de la part de tous les acteurs du mouvement syndical international.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

La conférence de Belgrade a été marquée par une prise de conscience collective. Les participants ont reconnu que les problèmes du tiers-monde ne sont pas uniquement économiques, mais qu'ils ont des dimensions politiques et sociales profondes. Ils ont souligné la responsabilité des Etats industrialisés et des sociétés transnationales dans l'actuel « système déséquilibré et injuste des rapports économiques internationaux ».

PAN ACTION internationale et Europe

La conférence a identifié plusieurs obstacles majeurs à la coopération internationale. Le premier est l'absence de syndicats puissants dans le tiers-monde, qui empêche une action coordonnée. Le second est l'ignorance des problèmes du tiers-monde dans les pays industrialisés, qui limite l'impact des initiatives de coopération. Le troisième est le protectionnisme des syndicats des pays riches, qui cherche à protéger leurs intérêts au détriment des travailleurs du tiers-monde. Enfin, il y a l'absence d'organisations mondiales puissantes, représentatives et adaptées aux réalités actuelles, qui pourraient servir de cadre à une action internationale efficace.

Contre un certain type de développement

SODEXA filiale d'automobiles Peugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacères 75008 Paris.

Compléter le tripartisme par une meilleure représentation des pays neufs

« Le Bureau international du travail porte un intérêt fondamental à l'établissement d'organisations de travailleurs solides et viables. Il doit se préoccuper des conditions qui permettent à ces organisations de prendre racine et de croître. Le B.I.T. doit s'efforcer à la formation de dirigeants éclairés et bien préparés à leur tâche, qui puissent jouer leur rôle dans la vie sociale et économique des nouvelles nations. »

Lorsqu'en 1964 M. David Morse, alors directeur général du B.I.T., définissait en ces termes le rôle du secrétariat permanent de l'Organisation internationale du travail, de nombreux pays du tiers-monde venaient d'accéder à l'indépendance ; ces jeunes Etats fondateurs de grands espoirs en l'O.I.T. De par sa structure tripartite, celle-ci était particulièrement bien placée pour répondre aux aspirations des travailleurs. Cette organisation est en effet la seule institution de l'ONU à grouper non seulement des gouvernements mais aussi des employeurs et des représentants de travailleurs.

A l'exception de la commission des finances, toutes les instances de l'organisation sont tripartites. Sur les cinquante-six membres du conseil d'administration, vingt-huit représentent des gouvernements, quatre des travailleurs (les syndicats) et quatorze des employeurs. C'est le conseil d'administration qui désigne le directeur général, propose le budget et supervise le travail du B.I.T. C'est lui qui détermine, notamment, la part du budget de l'organisation qui sera consacrée à des programmes de formation professionnelle ou syndicale ; c'est dire que, pour les travailleurs, et surtout ceux du tiers-monde, le tripartisme est en quelque sorte, l'arbre qui cache la forêt.

Un déséquilibre caractéristique en effet la répartition régionale des sièges au sein du conseil d'administration. Des vingt-huit membres du groupe gouvernemental qui y sont représentés, dix sont permanents

autres, chacun des cent quarante-quatre Etats membres de la conférence (le dernier venu étant le Zimbabwe) y délègue pour sa part deux représentants du gouvernement, un représentant des travailleurs et un représentant des employeurs.

L'originalité de cette structure tient au fait que le mouvement syndical a joué un rôle déterminant dans la création de l'O.I.T. A la fin du siècle dernier, les syndicalistes ont en effet été les premiers à comprendre que le progrès social nécessitait une action internationale. Jusqu'alors, le mouvement syndical, né dans les années 1880 tandis que l'Angleterre construisait ses premiers chemins de fer, n'avait mené que des actions isolées. Mais la répression dont il faisait parfois l'objet devait vite faire apparaître la nécessité d'une législation internationale du travail.

Les premières initiatives en la matière eurent un caractère nettement corporatiste. Ainsi, les deux premières conventions internationales du travail portaient sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc, substance toxique utilisée dans la fabrication des allumettes, et sur l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie.

Après plusieurs tentatives infructueuses, telle que la création de l'Office international du travail en 1901, et à la suite de la grande agitation sociale qui précéda la première guerre mondiale, le mouvement syndical avait réclamé une plate-forme où les ouvriers pourraient présenter leurs revendications. A l'initiative, la Fédération américaine du travail (A.F.T.) avait suggéré, pour sa part, qu'une conférence internationale des travailleurs se réunisse en même temps que le futur Congrès de la paix.

L'O.I.T. et le sort des masses rurales

Les normes internationales élaborées par l'Organisation internationale du travail depuis sa création en 1919 ont incontestablement contribué à faire reconnaître les droits des travailleurs des pays industrialisés. Il n'en va pas tout à fait de même pour la main-d'œuvre rurale du tiers-monde, qui connaît les plus dures conditions de vie et de travail. Les réformes de structure actuellement à l'étude pourraient permettre de corriger ce déséquilibre.

Par MIREILLE LEMAREQUIER

participé aux travaux du conseil d'administration. Toutefois, est-il que la décision de faire occuper par les Etats-Unis le siège de la Chine relève pour le moins d'une grande ambiguïté.

Certes, parmi les membres non permanents du groupe gouvernemental, figure une large majorité de pays en voie de développement (3), mais les options de la C.I.S.L. — le privilège de pouvoir bloquer les amendements proposés à la Constitution de l'O.I.T. — il suffit, en effet, que cinq d'entre eux y opposent leur veto.

La structure actuelle du conseil d'administration est la cristallisation d'une situation antérieure à la décolonisation. Et si l'arrivée, en 1961, des Etats nouvellement indépendants a entraîné un élargissement du conseil (58 membres au lieu de 48), il n'en reste pas moins que les groupes régionaux et le tiers-monde ne sont pas représentés équitablement.

Quant aux quatorze représentants des syndicats élus à ce même conseil, ils adhèrent pour la plupart à la Confédération internationale des syndicats libres. Ce sont généralement les options de la C.I.S.L. — acquiescence au libéralisme économique, qui, de ce fait, prévalent au sein du groupe des travailleurs du conseil d'administration. Enfin, dans le groupe des employeurs, les pays industrialisés représentent la majorité.

Le tiers-monde est ainsi pratiquement absent du processus de décision du B.I.T. Les pays en voie de développement demandent depuis quelques années un réforme de la structure du conseil d'administration. Un groupe d'experts chargé d'étudier cette question a mis au point un projet de répartition régionale au sein du groupe gouvernemental dont les grandes lignes seraient les suivantes : les gouverne-

ments disposeraient de 54 sièges (au lieu de 28) répartis entre quatre régions : 13 sièges pour l'Afrique, 12 pour l'Amérique, 14,5 pour l'Asie et 14,5 pour l'Europe, ces deux dernières régions ayant alternativement 14 et 15 sièges chacune.

Au sein du groupe des travailleurs du conseil, la réforme envisagée tendrait à assurer non seulement une représentation régionale, mais aussi un équilibre entre les différentes organisations syndicales internationales. Les discussions dans le cadre du groupe des employeurs sont fort difficiles, les employeurs des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) estimant que ceux des pays d'Europe de l'Est ne sont pas d'authentiques patrons et n'ont aucune représentativité.

Ce débat, que l'on appelle au B.I.T. la « vieille histoire de la structure », est essentiel pour le tiers-monde ; président de la « commission de la structure » chargée de mettre au point le projet de réforme de la répartition régionale est d'ailleurs ressortissant d'un pays en voie de développement : Mme Tamara Touré Diallo, conseillère technique à la Primature au Sénégal.

Qu'attendent donc les travailleurs du tiers-monde de cette plate-forme que constitue le B.I.T., le seul forum où peuvent se rencontrer les syndicalistes des pays pauvres et des pays riches, des pays à économie de marché et à économie planifiée ?

En fait, comme d'autres instances

Des problèmes bien spécifiques

A ces problèmes s'ajoutent, pour les syndicats du tiers-monde, le manque de matériel et de délégués du personnel, mais aussi une grande inexpérience en matière de négociations collectives et de gestion des coopératives alors qu'il s'agit de pays à économie rurale. Autant de carences qui prennent un relief particulier lorsque des dirigeants syndicaux, qui ne bénéficient pas d'une assise aussi large parmi les travailleurs que leurs homologues des pays industrialisés, viennent à discuter avec des patrons souvent bien installés au sein de l'oligarchie locale et informés à bonne source.

Les deux tiers des délégués du personnel des pays du tiers-monde ne possèdent ni information ni formation en matière de législation sociale ou sur les normes internationales du travail. Dans ces conditions, ils ne peuvent, à l'intérieur de l'entreprise, faire appliquer le droit au travail (assurances sociales, prévention des accidents, salaires, etc.). Ils n'ont pas les moyens de se défendre.

Quant aux femmes, généralement employées dans le secteur agricole et dans les activités dites non structurées, elles ne figurent pas dans le chiffre de la population active puis-

internationales, l'O.I.T. est marquée par le clivage Nord-Sud. Alors que les revendications des comités syndicaux des pays industrialisés portent essentiellement, aujourd'hui, sur la réduction du temps de travail, avec pour objectif la semaine de 35 heures, ou l'abaissement de l'âge de la retraite, pour les organisations de travailleurs de pays pauvres, où la durée hebdomadaire du travail est souvent supérieure à 48 heures, les préoccupations sont plus graves. Il s'agit d'abord d'avoir du travail, les conditions de travail et de sécurité n'ayant de sens que si l'emploi stable est assuré. Outre le chômage et le sous-emploi, les travailleurs du tiers-monde sont confrontés à la difficulté de satisfaire leurs besoins essentiels, notamment en matière de santé.

Malgré tout, certains problèmes, telle la mise en place d'une législation sociale, concernent autant le Nord que le Sud. M. Francis Blanchard, directeur général du B.I.T., pour qui « la sécurité sociale n'est pas le privilège de quelques peuples, mais une aspiration universelle », devait ainsi lancer un appel à toutes les organisations d'aide internationale et aux experts en sécurité sociale pour qu'ils aident le tiers-monde à former un personnel compétent en la matière. Le concept même de sécurité sociale avait suscité des réticences parmi les travailleurs des pays en voie de développement qui y voyaient, eux, un subterfuge de l'employeur pour prélever de nouvelles retenues sur leurs salaires.

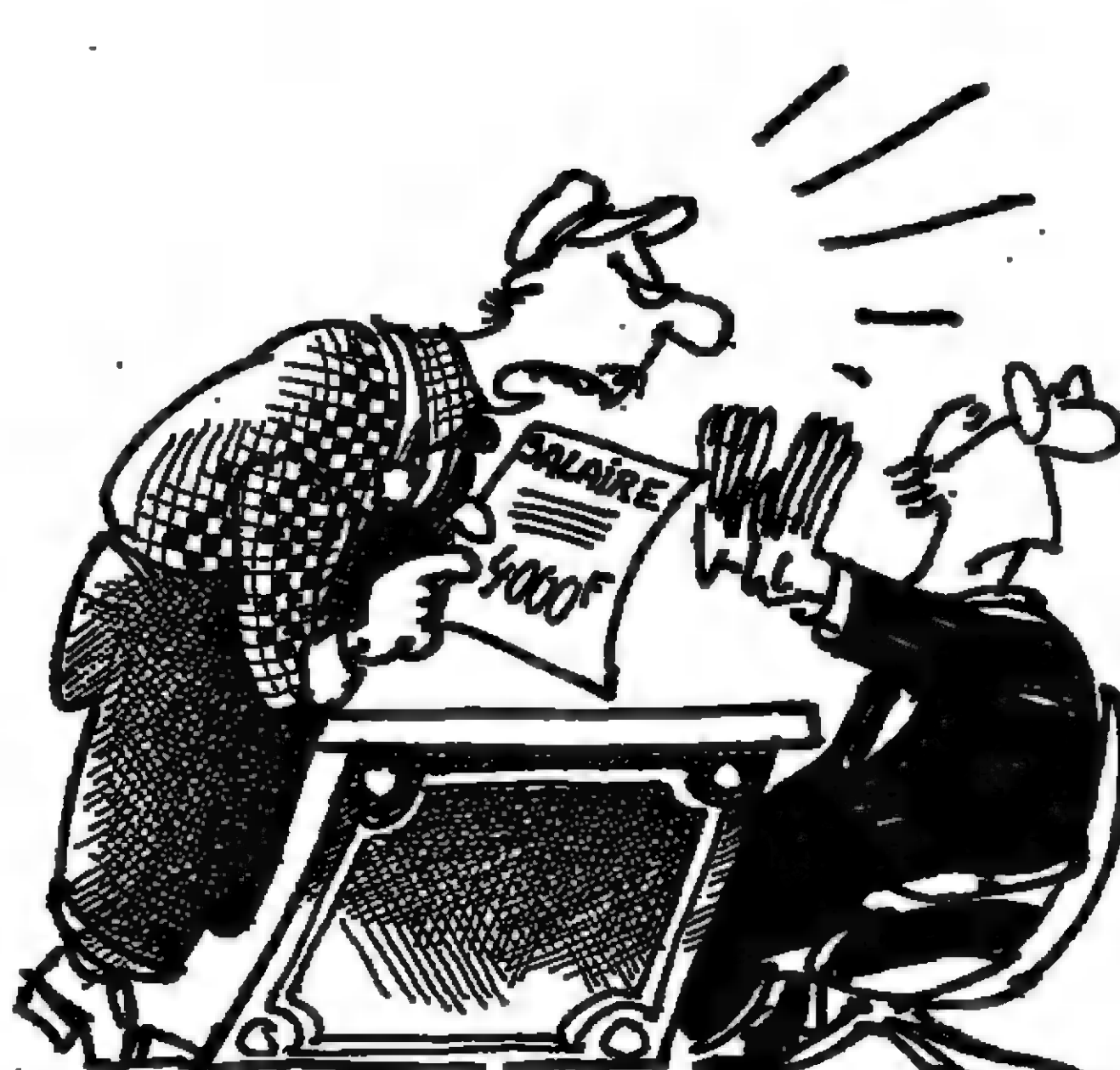
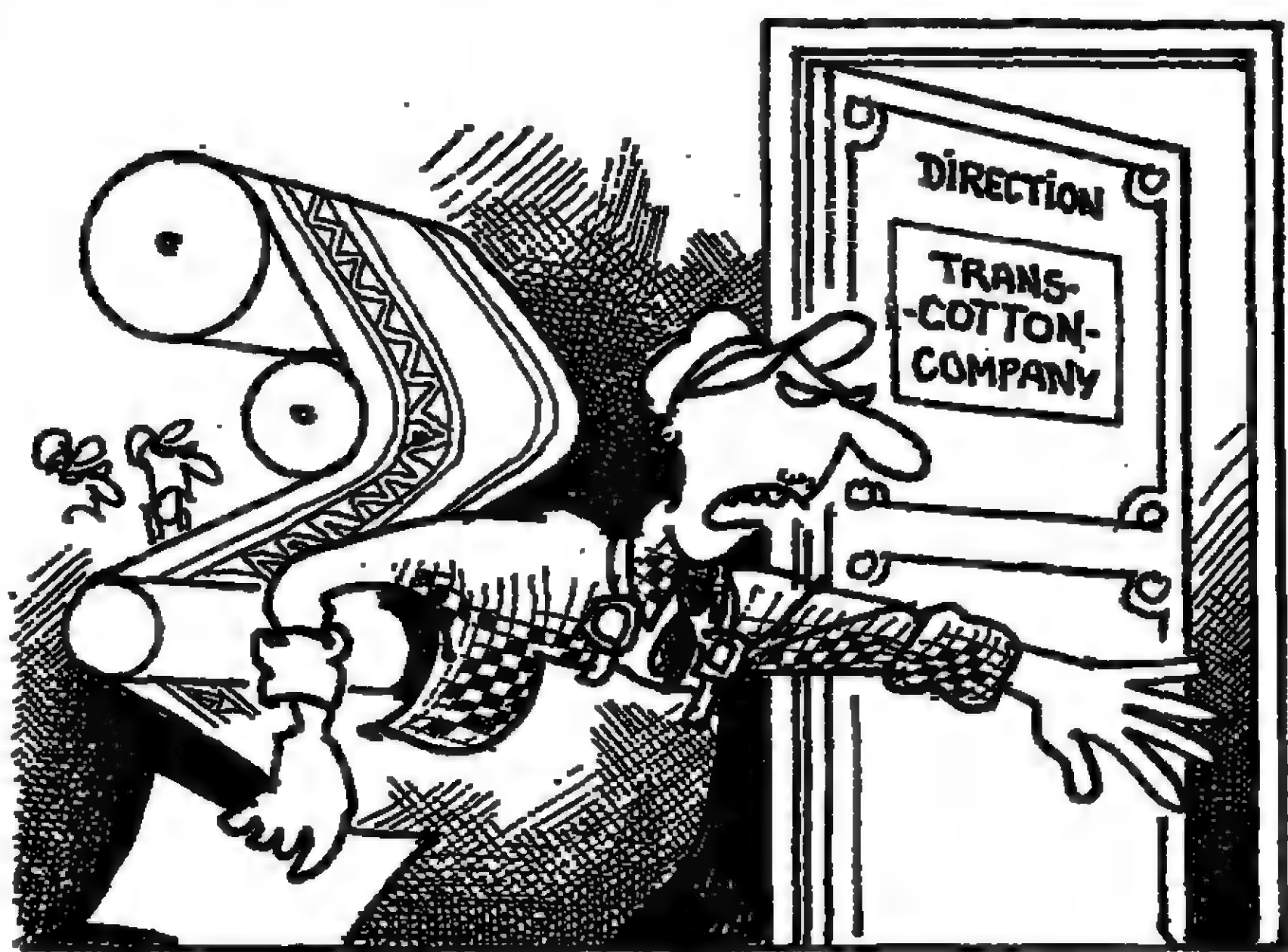
que leurs tâches sont considérées comme faisant partie intégrante de la vie traditionnelle de la femme africaine ou asiatique. Pour la plupart, conscientes de l'exploitation dont elles sont victimes, ces femmes ne sont cependant pas en mesure de formuler des revendications, car, dans leur grande majorité, elles ne sont pas syndiquées et aucune d'entre elles ne possède la formation nécessaire.

Si l'O.I.T. a un rôle certain à jouer, force est de constater qu'en soixante années d'existence elle ne s'est guère consacrée aux problèmes des travailleurs des pays les plus pauvres. Certes, elle fut pendant longtemps la seule organisation à soutenir que la notion de développement n'avait pas un contenu purement économique, que sa finalité était essentiellement humaine et sociale. « Le social devra toujours l'économique », déclarait dès 1929 dans une phrase devenue célèbre, M. Albert Thomas, premier directeur du B.I.T.

(1) République fédérale d'Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et U.R.S.S.

(2) Bangladesh, Cameroun, Colombie, Côte d'Ivoire, Espagne, Guyane, Honduras, Iran, Liban, Niger, Pérou, Roumanie, Sénégal, Tunisie, Venezuela et Zambie.

Une « vieille histoire »



Un champ d'action privilegié

INITIATIVE SYNDICALE ET NORMES DU TRAVAIL

Par NICOLAS VALTICOS *

Si les moyens d'action de l'Organisation internationale du travail se sont beaucoup diversifiés, l'action normative, c'est-à-dire l'élaboration et la mise en œuvre de conventions et de recommandations internationales, reste son trait dominant. En cette matière, le rôle des organisations syndicales est déterminant, qu'il s'agisse de choisir l'objet

* Sous-directeur général, conseiller pour les normes internationales du travail au B.I.T.

de la nouvelle réglementation, d'en élaborer le texte ou d'en promouvoir et d'en contrôler l'application.

Si l'on excepte le contrôle juridique qui est confié à des organes indépendants, les débats ont lieu et les décisions sont prises au sein d'organes composés, en l'occurrence, pour moitié seulement — et même parfois en tiers dans certaines commissions — des représentants de gouvernements, les autres étant composés, à parts égales, de représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs. En réalité, l'influence des organisations de travailleurs est plus grande que ne le ferait penser la simple proportion arithmétique de leur représentation. Par leur présence, par leur dynamisme, les représentants des travailleurs sont l'élément moteur des discussions et ont un poids qui souvent emporte les décisions. Ainsi, c'est à la suite de demandes présentées par des grandes centrales syndicales que fut adoptée, en 1948, la fameuse convention n° 87 sur la liberté syndicale.

Et en quoi consiste, dire-t-on, le rôle des représentants des employeurs ? S'agissant de l'élaboration des normes, les employeurs s'efforcent souvent — qui s'en étonnerait ? — d'obtenir que le niveau d'exigence de celles-ci soit moins élevé que le contenu minimum strict que ne le demandent les travailleurs. Il serait cependant inexact d'en conclure que leur position est simplement négative. Ainsi, c'est souvent à la suite d'accords entre employeurs et

travailleurs que des sujets pour de nouvelles normes sont choisis. Généralement, c'est aussi une position semblable que les représentants des employeurs et des travailleurs adoptent en matière d'application des conventions.

Dans ce dernier domaine, les organisations syndicales disposent, en plus de leur participation aux débats, de deux autres moyens d'action : elles peuvent présenter des commentaires à propos des rapports fournis par leurs gouvernements au sujet de l'application des conventions, et elles peuvent soumettre différents types de plaintes au sujet de l'insatisfaction de conventions ou de principes fondamentaux comme la liberté syndicale. La très grande majorité des cas examinés dans ce dernier domaine (près de 1 000 depuis 1950) et, plus généralement, le plupart des grandes plaintes examinées par l'O.I.T. — et les résultats positifs qui en ont découlé — ont été introduits à l'initiative d'organisations de travailleurs, souvent de leurs internationalistes.

Droits de l'homme et développement

Les normes ainsi élaborées en grande partie sous l'influence des organisations syndicales ont, en cours des ans, évolué de manière significative. Leur objectif était et reste la « justice sociale », mais force est, comme plus tard les notions de « droits de l'homme » et de « développement », alléger l'impératif du choix, le contenu et la philosophie des textes adoptés

par l'O.I.T. Au total, plus de 150 conventions et plus de 160 recommandations ont été élaborées. Comme les conceptions et les besoins se modifient, ces textes ont été récemment passés en revue pour être adaptés et complétés dans les années à venir.

A l'origine, l'objet était de combattre les abus existants et d'améliorer les conditions de travail. Depuis, il s'est élargi et vise, plus généralement, à rendre possible à tous les êtres humains de « poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales ». Cette évolution a fait mettre l'accent tant sur les droits dits « économiques et sociaux » que sur certaines valeurs fondamentales de liberté (liberté syndicale, abolition du travail forcé) et d'égalité (élimination de toute discrimination).

L'action normative a aussi fortement marqué la notion de développement. On avait longtemps considéré que l'objectif du développement visait essentiellement la croissance économique et que celle-ci entraînerait automatiquement le progrès social. Les normes de l'O.I.T. ont permis de souligner et de concrétiser la finalité sociale du développement et la nécessité d'une politique de développement économique et social équilibré. Elles proposent une sorte de programme de développement social et définissent aussi les mesures économiques propres à améliorer la situation des

L'O.I.T. a adopté quelque trois cents instruments, conventions et recommandations internationales : lois, décrets, règlements, etc. Mais, aujourd'hui encore, les prestations de chômage, la protection contre les accidents du travail ou l'emploi à temps partiel sont assez éloignées des préoccupations gouvernementales et patronales dans le tiers-monde.

Par contre, le secteur agricole, qui intéresse au premier chef les pays en voie de développement, n'a pas reçu au BIT toute l'attention qu'il méritait. Sans doute, la convention n° 11 sur le droit d'association des personnes travaillant dans l'agriculture fut adoptée dès 1921. Depuis, d'autres textes applicables à ce secteur ont été élaborés. Mais il aura fallu attendre le milieu des années 70, avec notamment l'adoption de la convention n° 141 sur les organisations de travailleurs ruraux, pour que la recommandation n° 140, pour que les problèmes du monde rural deviennent vraiment une préoccupation plus spécifique. La seizième session de l'O.I.T., qui s'est tenue en juin 1975, avait en effet relevé « l'insuffisance de l'attention mise par l'Organisation internationale du travail au regard des problèmes des populations rurales pauvres ».

Dans son article 4, la convention n° 141 stipule notamment que

« l'un des objectifs de la politique nationale de développement rural devra être de faciliter la constitution et le développement, sur une base volontaire, d'organisations de travailleurs ruraux, libres et indépendantes ». Son adoption a marqué une étape, mais encore faut-il que ce texte recueille un maximum de ratifications, en particulier de la part des Etats en voie de développement : en janvier 1980, seule vingt et un pays, dont une dizaine d'Etats du tiers-monde, l'avaient fait. L'O.I.T. a donc une action à mener à cet égard.

Ses dernières années, on peut noter une augmentation de la part du budget régulier de l'organisation allouée au développement rural. Les sommes paraissent encore minimes devant l'ampleur des tâches à entreprendre. Ainsi, pour l'exercice 1980-1981, moins de 4 millions de dollars devaient être affectés à ce secteur (contre quelque 6 millions de dollars en 1979-1980) sur un budget total de plus de 200 millions de dollars.

En définitive, ce sont peut-être les normes de l'O.I.T. sur la liberté syndicale qui ont le mieux répondu aux préoccupations des travailleurs des pays pauvres, notées de récentes autorités, alors que les normes internationales du travail répondent surtout aux préoccupations des Etats industrialisés.

rale pour les syndicats africains d'Afrique du Sud : l'action de l'O.I.T. en faveur des travailleurs noirs devait être intensifiée, surtout en ce qui concerne l'éducation ouvrière, la formation de cadres, l'élaboration et la distribution de matériel éducatif dans les langues locales.

Toujours en Afrique australe, l'organisation aide depuis quelques mois le Zimbabwe à mettre en place une législation du travail adaptée aux changements politiques intervenus récemment dans ce pays. Une étude du BIT a révélé que les normes de sécurité et d'hygiène du travail dans les mines et la construction, prévues dans la législation actuelle, ne sont pas applicables à la main-d'œuvre africaine. Afin d'éliminer cette discrimination, l'O.I.T. propose l'abrogation ou la révision de trente-neuf textes de loi et l'élaboration de seize autres. C'est l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) qui va financer ce programme au Zimbabwe. Les pays scandinaves ont d'ailleurs contribué, cette année, 800 000 dollars au centre de Turin,

une somme supérieure à la part du budget que lui consacre l'O.I.T. Les besoins des travailleurs et des dirigeants syndicaux du tiers-monde ne sont certes pas les mêmes partout. Le BIT doit donc répondre à une demande fort diversifiée. Mais, s'il a pu fournir une aide au tiers-monde dans des domaines bien spécifiques — gestion de coopératives, formation de personnel qualifié, notamment en matière de chemin de fer — il n'a pas eu les moyens de donner aux gouvernements des Etats les plus pauvres l'impulsion nécessaire pour améliorer la situation des travailleurs.

En Afrique, où se trouve un grand nombre de pays comptant parmi les plus défavorisés, les impératifs sociaux nécessitent des investissements énormes. Or, alors que le programme de l'O.I.T. en matière de coopération technique a augmenté de 20 % en 1978, la situation financière des Etats demeure précaire. La trésorerie de l'O.I.T. est en effet gravement affectée par les fluctuations des taux de change. Selon M. Blanchard, la contribution des Etats-Unis (22 millions de dollars)

sera utilisée pour couvrir le déficit de l'an dernier (31 millions de dollars). L'O.I.T. envisage donc de lancer un appel aux Etats pour pouvoir financer certains programmes. Certes, le BIT bénéficie d'une aide financière du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ainsi que de celle d'un certain nombre de gouvernements tels ceux de la Suède et de la Norvège. 75 % de ses activités de coopération technique sont financées par des sources extra-budgétaires. Mais il se voit alors soumis à de formidables pressions de la part des bailleurs de fonds, surtout quand il s'agit de sources privées. Ainsi s'explique le fait que, en Afrique, les pays anglophones aient bénéficié d'une aide plus importante de la part du BIT que les Etats francophones. Pour la même raison, l'action de cet organisme se révèle souvent trop sporadique. Une véritable répartition régionale des pouvoirs au sein du conseil d'administration du BIT permettra peut-être, dans quelques années, d'accorder enfin la priorité aux plus démunis.

MIREILLE LEMAREQUIER.

Former des formateurs

L'AIDE à la formation syndicale — première étape vers un progrès social — dispensée par le BIT recouvre deux secteurs : les relations avec les travailleurs et l'éducation ouvrière. Trois types d'actions ont été menées dans ce domaine.

Avant les années 60, le BIT formait des dirigeants syndicaux en leur enseignant l'organisation de base, la gestion des finances. Après 1960, la formation répondait à une demande plus complexe relative aux questions économiques et sociales. Au début des années 70, de nombreux dirigeants syndicaux ont été appelés à participer aux activités de commissions nationales de planification, ou à des conseils économiques et sociaux ; une formation plus poussée devenait alors nécessaire. Les syndicats devaient notamment recevoir un enseignement en matière d'assurances sociales, d'organisation des migrations et des services sociaux pour les travailleurs migrants. Le BIT devait aussi aider les représentants syndicaux à constituer des coopératives de production et de consommation. Il a été ainsi amené à créer, à Singapour, à la fin des années 60, un centre de productivité chargé de la formation dans tous les secteurs de l'industrie, y compris celle de représentants syndicaux, à la demande des autorités, des employeurs et des travailleurs. Depuis lors, d'autres nécessités sont venues s'imposer. Ainsi, les dirigeants syndicaux du tiers-monde souhaitent, actuellement, être mieux informés sur les activités des sociétés multinationales. Un séminaire sur ce thème s'est tenu, en septembre dernier à Nairobi, sous les auspices du BIT. Les syndicalistes du tiers-monde voudraient également recevoir un enseignement relatif aux

efforts entrepris pour restructurer l'économie internationale.

L'action la plus originale est certainement celle du Centre international de perfectionnement professionnel et technique de Turin, créé par le BIT en 1963. Ses programmes, mis au point à la demande d'Etats ou d'institutions nationales ou internationales, portent sur la formation ouvrière, les structures éducatives dans le monde ouvrier, la formation d'instructeurs, la mise au point de matériel didactique pour les pays pauvres, les études et recherches sur la situation ouvrière ; il doit, également, pallier les carences dues au manque d'universités pour les travailleurs dans les pays en voie de développement.

Le Centre de Turin forme donc des formateurs. Depuis 1975, il a reçu plus de cinq cents syndicalistes, en grande majorité originaires de pays en voie de développement, y compris la Namibie. Tout cela en disposant d'un budget relativement modeste : 700 000 dollars.

Le BIT mène également une action particulière en faveur des mouvements de libération de l'Afrique australe. Par exemple, avant que le Zimbabwe n'accède à l'indépendance, les syndicalistes du Front patriotique participaient à des séminaires régionaux, notamment en Zambie et au Botswana.

La dernière conférence générale de l'O.I.T., en juin 1980, a adopté des recommandations visant à intensifier la lutte contre l'apartheid, invitant notamment les syndicats à recourir, le cas échéant, à l'action directe contre les sociétés ayant des investissements en Afrique du Sud et celles qui ne reconnaissent pas les syndicats africains. La conférence a demandé une aide financière et mo-

Deux ouvrages récents

Comment vaincre l'obstacle de l'ignorance ?

« **L**es plus souvent nous ignorons les luttes menées par des travailleurs et des peuples dans les différentes parties du monde pour leur libération ou plus simplement pour changer leurs conditions d'existence. En général, nous ne connaissons même que fort peu, ou pas du tout, des événements syndicaux ou des luttes sociales qui se déroulent aux portes de la France. » Pour combattre cette ignorance rétrospective, Jean Auger se propose, dans un ouvrage récent, de sensibiliser les organisations de travailleurs au « syndicalisme des autres » (1). En publiant les Syndicats dans le monde, la C.F.D.T. s'était fixée un objectif similaire (2).

Les approches sont toutefois quelque peu différentes. Jean Auger a choisi de présenter, dans sa première partie, une étude assez détaillée de l'histoire, de la structure, du fonctionnement et de la pratique syndicale de quelques organisations européennes de travailleurs. La C.F.D.T. quant à elle, a préféré présenter un éventail plus large de cas avec des exemples empruntés non seulement à l'Europe, mais aussi à l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Afrique, l'Asie, l'Océanie et à l'Asie. Un tel éventail ne permettrait que des études sectorielles, et de nombreux syndicats sont présentés sous forme de fiches.

Si un grand nombre d'ouvrages ont été consacrés à l'histoire du mouvement ouvrier, la plupart des études en langue française ne

fournissent que des informations fragmentaires sur l'évolution du syndicalisme dans le tiers-monde. Ni l'un ni l'autre des deux ouvrages ne combinent vraiment cette lacune.

En effet, les ouvriers des pays développés, à qui ces ouvrages s'adressent en priorité, n'ont déjà qu'une vision très limitée des conditions de vie dans d'autres Etats industrialisés ; mais leur connaissance des réalités du travail dans le tiers-monde est encore plus rudimentaire. Sans cette connaissance, comment une véritable solidarité Nord-Sud peut-elle prendre racine dans le mouvement syndical ?

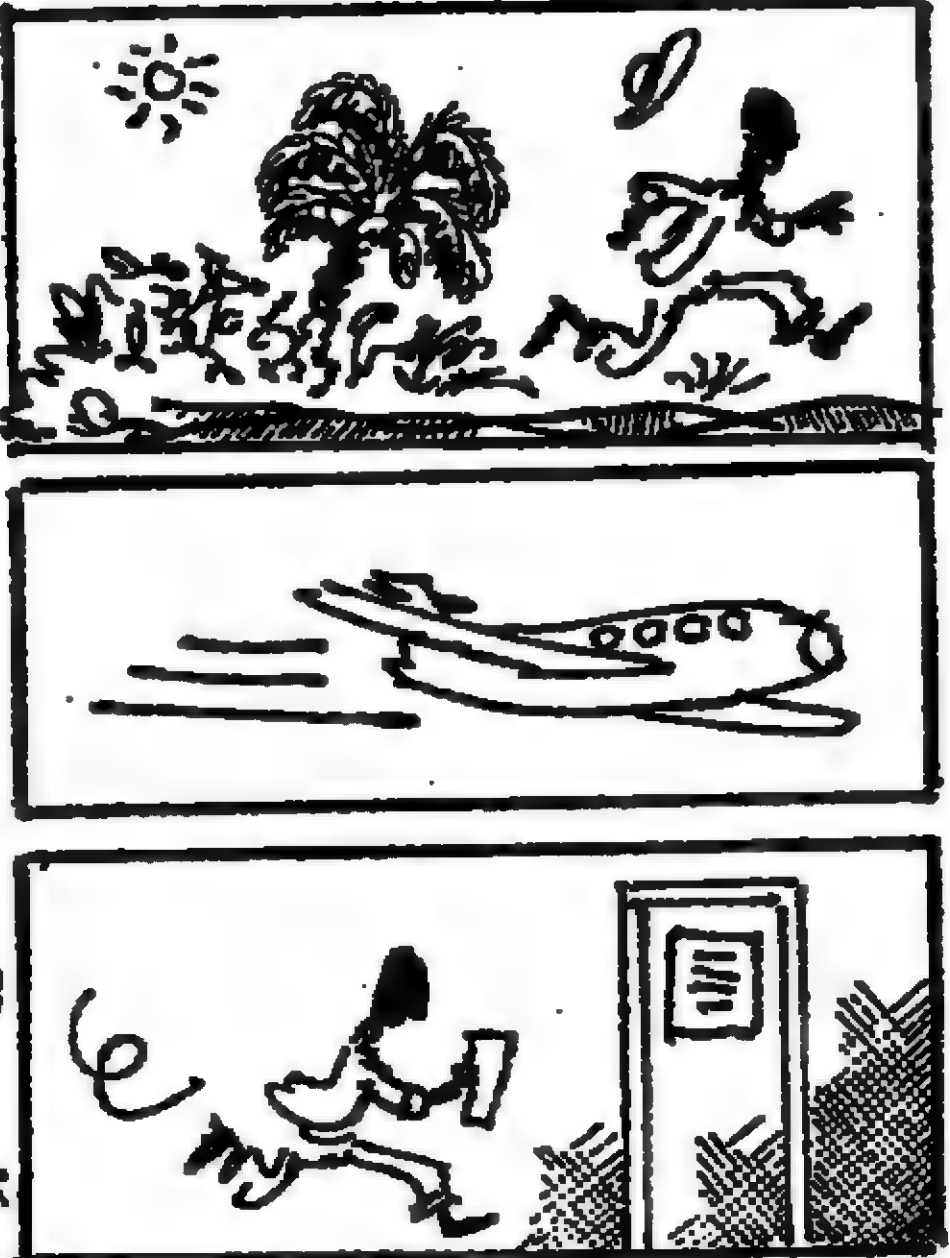
L'INTERET de l'ouvrage de Jean Auger réside surtout dans l'attention qu'il porte dans une deuxième partie trop réduite à la nécessaire restructuration du mouvement syndical. Cette rénovation doit-elle inclure les trois centrales internationales actuelles qui, selon l'auteur, ont, malgré leurs faiblesses, et le mérite d'exister, ou bien doit-elle se fonder sur des structures nouvelles ? Et, surtout, comment créer les conditions d'une solidarité entre les diverses branches du mouvement syndical international ? « Vouloir faire ensemble le syndicalisme de Detroit et l'ouvrier du textile de Bombay, le chimiste de Rotterdam et le mécanicien arabe des forages pétroliers du golfe Persique », répond Jean Auger, relève du sentimentalisme, non

de l'efficacité, compte tenu des différences profondes et considérables de l'environnement comme du contexte et des conditions de travail dans ces différents pays. Cependant, il est possible de définir des revendications communes.

Pour la C.F.D.T., aucune des trois organisations internationales de travailleurs « ne peut être au centre du processus de restructuration du mouvement syndical. La confédération s'explique à l'occasion sur sa décision de quitter le C.I.O. en 1979. Sans vouloir « isoler ou remettre en question la nécessité d'une confédération internationale », la C.F.D.T. estime qu'il faudrait mieux, dans les circonstances actuelles, encourager « le processus amorcé au niveau continental », ainsi que l'action professionnelle internationale, notamment par le biais des secrétariats professionnels internationaux. Mais si, dans le tiers-monde, les regroupements régionaux peuvent apparaître comme une étape nécessaire vers le renforcement et l'indépendance des organisations de travailleurs, ne risquent-ils pas, dans les Etats industrialisés, d'accroître les tendances au repli sur soi actuellement décelables au sein du mouvement syndical de l'hémisphère nord ?

M.-C. C.

(1) Jean Auger, *Syndicats dans les autres, syndicats d'Europe*, les Editions ouvrières, Paris, 1980, 362 pages.
(2) C.F.D.T., *Information*, les syndicats dans le monde, Montholon-Services, Paris, 1979, 285 pages.



des domaines comme celui, combien actuel, de l'emploi. Plus de 300 textes ont donc été adoptés : et le mouvement se poursuit. Ces textes ne valent cependant pas seulement comme source d'inspiration tant pour les gouvernements que pour l'importante action de coopération technique du BIT dans le monde. Ils ont une valeur d'obligations juridiques pour les Etats qui les ratifient. D'où l'importance des ratifications (plus de 8 000) dont ces conventions ont fait l'objet. Encore faut-il s'assurer que ces engagements sont effectivement remplis. C'est pourquoi l'O.I.T. a mis sur pied un système de contrôle qui est le plus avancé sur le plan international. Ainsi, les normes de l'O.I.T. ont exercé un impact considérable sur les législations et les pratiques nationales. Un cas particulièrement remarquable est celui de l'Espagne où, après de longues années d'absence — même sur place — de la situation à la suite de plaintes d'organisations syndicales et de recommandations adressées au gouvernement, l'O.I.T. a eu la satisfaction, en 1977, de voir la législation syndicale radicalement modifiée pour être mise en conformité substantielle avec les conventions appropriées qui furent, du même coup, ratifiées. Dans une autre région, au Japon, des conditions minimales ont été obtenues en matière de salaires minimaux et de droits syndicaux. Au Cameroun, le travail des femmes et des adolescents a été réglementé. Il y a quelques années, conformément à plusieurs conventions de l'O.I.T. Au

Nigeria, un accord entre le gouvernement et les syndicats a prévu, en juillet 1979, que les limitations aux activités syndicales ne pourraient aller au-delà de ce qu'autorisent les normes de l'O.I.T. De même, un texte non obligatoire comme cette recommandation de 1963 sur la cessation de la relation de travail — en fait sur le licenciement — a marqué de son influence la législation de pays hautement industrialisés tels que la France, le Royaume-Uni et la Suède comme de pays en voie de développement tels que Chypre, la Colombie, Maurice, Panama, la Tanzanie et le Zaïre. Les exemples pourraient être multipliés à l'infini. Depuis 1964, en effet, le contrôle établi par l'O.I.T. a permis d'enregistrer 1 300 cas de progrès dans plus de 150 pays. Il a aussi permis de noter, en 1979, la libération, en deux ans, de plus de 250 syndicalistes détenus, pour le plus part dans des pays du tiers-monde, et de telles libérations continuent à être relevées : une centaine en mai 1980, notamment en Argentine, au Chili, en Egypte, en Malaisie, en Tunisie et en Turquie.

Pour assurer davantage de justice et d'équilibre dans le monde, l'action des organisations syndicales doit se poursuivre et s'exercer tout à l'échelon national qu'à l'échelon international. Un champ d'activité de plus en plus large leur est ouvert pour qu'elles parviennent à transformer en réalité des idées qu'au cours des ans elles ont aidées à élaborer.

NICOLAS VALTICOS.

La convention n° 87 sur la liberté syndicale

La « convention n° 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical » a été adoptée le 9 juillet 1948 par la conférence générale de l'O.I.T. réunie à San Francisco. En voici les principales dispositions :

ARTICLE 2
Les travailleurs et les employeurs, sans distinction d'aucune sorte, ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux statuts de ces dernières.

ARTICLE 3
1. Les organisations de travailleurs et d'employeurs ont le droit d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs, d'établir librement leurs représentants, d'organiser leur gestion et leur activité, et de formuler leur programme d'action.
2. Les autorités publiques doivent s'abstenir de toute intervention de nature à limiter ce droit ou à en entraver l'exercice légal.

ARTICLE 4
Les organisations de travailleurs et d'employeurs ne sont pas sujettes à la

solution ou à suspension par voie administrative.

ARTICLE 5
Les organisations de travailleurs et d'employeurs ont le droit de constituer des fédérations et des confédérations ainsi que celui de s'y affilier, et toute organisation, fédération ou confédération a le droit de s'affilier à des organisations internationales de travailleurs et d'employeurs.

ARTICLE 7
L'acquisition de la personnalité juridique par les organisations de travailleurs et d'employeurs, leurs fédérations et confédérations, ne peut être subordonnée à des conditions de nature à mettre en cause l'application des dispositions des articles 2, 3 et 4 ci-dessus.

ARTICLE 8
1. Dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus par la présente convention, les travailleurs, les employeurs et leurs organisations respectives sont tenus, à l'instar des autres personnes ou collectivités organisées, de respecter la légalité.

2. La législation nationale ne devra porter atteinte ni être appliquée de manière à porter atteinte aux garanties prévues par la présente convention.

Recherches universitaires

Théorie des jeux et relations internationales

Le débat est aussi ancien que les approches « scientifiques » des relations internationales : qu'apporte la « théorie pure » à l'analyse des rapports internationaux — particulièrement à celle des crises et des conflits ? Est en question, ici, l'approche « décisionnelle », qui tend à reconstituer l'univers des dirigeants, la manière dont ils définissent une situation ; l'attention accordée à ce « noyau politique » est compensée par une perspective plus vaste, qui permet de situer les dirigeants dans le contexte politique global. La théorie décisionnelle souligne l'importance du milieu ou du processus décisionnel comme facteurs affectant l'« image » de politique étrangère ; il y a implicitement relation entre le processus et le contexte de la décision, le processus pouvant peser sur l'information des dirigeants, exercer des contraintes sur l'action ou, au contraire, l'encourager. Est surtout en question l'approche rationnelle ou stratégique, qui suppose un comportement rationnel, des choix conscients et calculés, une information parfaite — une connaissance parfaite des stratégies et des préférences de la partie adverse. L'analyse stratégique ignore tous les aspects de l'environnement interne et réduit les groupes et les individus membres de l'« élite gouvernementale » à la personnalité unique du dirigeant fictif ; elle peut cependant être plus « qualitative » — telle celle de Thomas Schelling (1), qui a progressivement élaboré un appareil conceptuel lui permettant d'intégrer les notions de menace et de dissuasion, et de préciser les notions de communication implicite et tacite dans une situation d'information imparfaite.

Le postulat de base des diverses approches « scientifiques » est la rationalité du comportement des acteurs. Mais le jeu politique international est-il rationnel ? Au théoricien, le « décideur » sera tantôt de rétoriquer que l'action est essentiellement pragmatique, et que la part majeure est celle de l'intuition politique dans le jeu de la crise — telle était la réponse faite par le général De Gaulle, alors ministre français des affaires étrangères, au Canadien Michael Bruchner, auteur d'un gros ouvrage sur le processus de décision israélien (2). Plus généralement, toute « lecture » théorique d'un événement international court le risque d'être contestée, parce que « plaquée » sur la situation qu'elle prétend déchiffrer : il y a quelques années, à l'occasion de la soutenance de l'excellente thèse de Mme de Séve sur « le mouvement populaire tchécoslovaque » (3), François Bourricaud, pourtant introducteur en France de la sociologie de Talcott Parsons, s'interrogeait sur l'intérêt d'une interprétation « parsonnienne » de la crise tchécoslovaque des années 1968-1969...

L'APPROCHE rationnelle n'en est pas moins heureuse dans l'analyse de la politique des superpuissances en matière d'armement et de maîtrise des armements. Dans son ouvrage Combats, débats et jeux (4), Anatol Rapoport oppose le « jeu à somme nulle », où les gains du vainqueur correspondent aux pertes du vaincu, au « jeu

à somme variable », où les deux adversaires peuvent subir ensemble des pertes : cette dernière situation, qui est la plus fréquente à l'ère nucléaire, introduit un nouvel élément dans le jeu et tend à réduire les antagonismes — mais le danger d'une trahison de l'adversaire contrebalance l'espoir d'une coopération profitable aux deux parties, comme le montre Rapoport avec son fameux « dilemme du prisonnier ».

Autre application de la théorie des jeux aux rapports entre superpuissances : l'analyse, par Nigel Howard et par Terence Dungworth, de l'affaire de Cuba de 1962. Selon Howard (5), les choix qui s'offrent aux adversaires sont le blocus ou l'attaque aérienne de l'île pour les États-Unis, et le retrait ou la maintien des armes nucléaires de Cuba pour les Soviétiques. La conjonction de ces possibilités signifierait soit la victoire des États-Unis — résultat pour lequel les Américains ont la plus grande attente, — soit la victoire de l'U.R.S.S., que les Américains ne préfèrent qu'à une guerre nucléaire.

Par CHARLES ZORGBIBE

qui représente la pire des solutions pour les deux joueurs, soit, enfin, une formule de compromis qui rallierait les deux adversaires. Pour Terence Dungworth (6), l'affaire de Cuba fournit le schéma type des situations de crise : deux adversaires qui tentent mutuellement de se vaincre et qui brandissent la menace d'une action offensive pour amener l'autre à choisir une action modérée... qui lui assure la victoire. Deux types de stratégies, l'une offensive et l'autre de conciliation, qui dynamisent et structurent les situations de crise.

La théorie des jeux est-elle applicable au conflit fédéral-provincial sur les relations internationales du Québec ? M. Gabriel Gaudette, conseiller au ministère des affaires intergouvernementales du Québec, teste de la démontrer dans une thèse de l'École des hautes études en sciences sociales, très récemment soutenue (7). Une thèse dont la lecture inspire trois remarques préliminaires. Nous sommes en présence d'un exemple privilégié de « comportement rationnel » des acteurs, du fait, à la fois, de la nature des régimes politiques en présence, deux États de droit, et de la nature du conflit, qui porte sur les compétences des acteurs. Ne peut-on cependant regretter que le rôle de la France, très important en la circonstance, soit ramené à celui d'une « ressource », selon la terminologie systémiste, et non d'un « acteur » ? Ne peut-on aussi relever une nette divergence entre les approches sociologiques et juridiques, l'accent mis sur la notion de « diplomatie intergouvernementale », négligeant l'existence d'un « noyau dur » de la souveraineté ? Au demeurant,

la thèse « bicipale » de M. Gaudette — une première partie théorique, une seconde appliquée au conflit Québec-Canada — constitue essentiellement un remarquable exercice intellectuel. Après avoir montré les insuffisances et limites des matrices classiques, l'auteur introduit les éléments nouveaux de Terence Dungworth, qu'il enrichit de la notion originale de « transition ». Et la démarche de M. Gaudette est celle d'un expérimentateur : l'analyse du conflit Québec-Canada apporte plus à la théorie que la théorie à l'analyse du conflit ; le but véritable de la recherche n'est pas l'analyse du conflit fédéral-provincial, mais l'élaboration d'un concept opératoire dans le cadre de la théorie des jeux.

LA philosophie d'une autre recherche canadienne, le grand projet CADIC (8), animé par les professeurs Legault, de l'université Laval, Sigler, de Carleton, Stein et Strainberg, de McGill, est idéologique. Des premières études publiées — qui portent sur la crise de Berlin de 1961, la « guerre d'usure » israélo-égyptienne des années 1966-1970, le conflit frontalier sino-soviétique de 1969 et le conflit entre le Honduras et le Salvador de 1969, — les responsables du projet nous disent qu'« elles se veulent davantage une démonstration de l'utilisation d'une méthode que la vérification empirique des hypothèses soulevées ». Reste l'ambition, qui est élevée : « Pour certains, tout comme dans les tragédies classiques, le déroulement des conflits suit un cheminement inéluctable, dont les lois demeurent inconnues. Pour d'autres, au contraire, les conflits et les guerres seraient leurs lois propres qui, si elles étaient mieux comprises, déboucheraient sur une meilleure compréhension des phénomènes internationaux... L'objectif fondamental du projet CADIC est de comprendre les mécanismes qui font que certains conflits évoluent vers la violence, et que d'autres se résorbent. »

(1) The Strategy of Conflict, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1963, 306 pages.

(2) Decisions in Crisis, Israel, 1967 and 1973 (en collaboration avec Benjamin Geisli), University of California, Berkeley, Los Angeles et London, 1980, 219 pages.

(3) Analyse dans le Monde diplomatique de septembre 1973.

(4) Introduction française, Dunod, Paris, 1967, 311 pages.

(5) Paradoxes of Rationality: Theory of Metagames and Political Behavior, M.I.T. Press, Cambridge, Mass., 1971, 248 pages.

(6) The Structure of International Conflict: Game Theoretic Perspectives, Michigan State University, Ann Arbor, 1973, 192 pages.

(7) La théorie des jeux en relations internationales et le conflit fédéral-provincial sur les relations internationales du Québec, 382 pages, coéditées.

(8) « Comparative Analysis of Dyadic Interstate Conflict », (Analyse comparative des conflits interétatiques dyadiques), numéro spécial de la revue Etudes internationales (Québec), mars 1976, 206 pages.

PANORAMA IMMOBILIER

SUR LA COLLINE DE PASSY

Des appartements avec terrasses ou jardin et vue sur Seine

Du 2 au 5 pièces et duplex

37, rue Raynouard, 75018 PARIS
286.31.41 — 288.36.43NORMANDIE
TERRAINS à BATIR

à LION-sur-MER (Calvados)

Caen 15 km - Paris 225 km (2 h 30 Autoroute)
Parcelles 600 m² et + viabilisées.
Mer à 100 mètres, îlot, calme et verdure.

"LES HAMEAUX DE LION-SUR-MER"

Documentations et réservations auprès Aménageur Foncier.

SNC Eakenazi, 99, rue du 11-Novembre,
93330 Neuilly-sur-Marne - Tél. (1) 308.24.05

Chez vous à Valmorel

(1400 m² d'habitat/Service)

Un magnifique domaine skiable en hiver, des loisirs variés en été : balades, tennis, piscine, tir à l'arc, etc.

Trois formules d'achat : toute propriété :

La Copropriété Traditionnelle : vous venez quand vous voulez.

La Copropriété Convenue : vous venez à des périodes choisies par vous à l'avance ; le reste du temps vous assure un revenu garanti.

La Copropriété "Investissement Financier" : vous confiez la gestion de votre bien à la Société qui vous assure un revenu garanti par banque.

Alpes Réservations, 58, rue Maurice Rippeche, 75014 Paris. 545.67.00.

ETUPRO 265.85.60

12 rue de Penthièvre - 75005 Paris

VIAGERS - F. CRUZ

Appartements, immeubles entiers ou par lots, occupés ou libres

PRIX INDEXATION ET GARANTIES

Paris et Banlieue jusqu'à 100 km

Rens. : 8, rue La Botz, PARIS 75008 - Tél. 266-19-00

POUR VENDRE OU ACHETER
UN FONDS DE COMMERCE
DE PARTICULIER A PARTICULIER
SANS COMMISSION...INDICATEUR DES
COMMERCES DE FRANCE
134 RUE SAINT HONORE
75001 PARIS
Tél 296 12 00

"Sur la Côte d'Azur à ANTIBES"

La FRANCO - HOLLANDAISE - IMMOBILIERE

vous propose 2 réalisations de grand standing

LA RESIDENCE LES OLIVIERS

dans un parc avec piscine et tennis,

une résidence de prestige avec vue magnifique

sur la Méditerranée - Livraison 1980.

LA RESIDENCE FLAUBERT

3 immeubles en cours de construction

avec vue sur la mer, du 2 au 4 pièces

à partir de 8.800 F le m², parc, piscine, tennis.

Commercialisation : FRANCO - HOLLANDAISE - IMMOBILIERE

120, bd Poincaré - 06100 JUAN LES PINS

Tél. (93) 61.42.65

BAIE de ROSAS / 35 Kms Frontière

T.2.....79000 ff

Bungalow F.2.....91000 ff

Terrain avec amarres 10 m.....94000 ff

Villa avec terrain.....145000 ff

Prix indicatif au 1/5/80

Renseign. retourner ce bon à :

FUNDAMENTA, Place San Pedro 4

ROSAS (Prov.Gerona) ESPAGNE

Tél.(19)34.72 / 25.68.54

Nom.....

Adresse.....

Location—Villa / Appartement

COTE D'AZUR

FICHER CENTRAL DE LA CONSTRUCTION

NICE - Le Mont Boron

25 appartements de standing de 2 à 4 pièces

Appartement témoin - Livraison 1^{er} trimestre 81B/Vente à pl. rue Louis Garnier - Renseignements : 8^h de l'Yvette

25, rue Alphons Pécard, 91190 Gif-sur-Yvette - Tél. : 807.47.27

CANNES COTE D'AZUR

RESIDENCE LES SABLONS

Le marché immobilier sur la Côte d'Azur se caractérise dans la ville pro-

gramme de Cannes de la construction de la ville très sensible.

Le stock d'appartements diminue, la pierre française, les prix montent.

La Résidence des Sablons, admirablement située dans le quartier du casino Palm

Beach, du merveilleux Port Carré, de la Croisette et ses plages, est un des der-

niers programmes cannois réunissant emplacement, luxe et prix compétitifs.

Elle est entièrement terminée et propose des studios, 2 et 3 pièces.

RESIDENCE LES SABLONS - 15, 17, av. Winston-Bernard, 06400 Cannes

Commercialisation : GECE S.A. Tél. : (93) 45.00.27 / 45.66.66

SUR LA COTE D'AZUR

DOMINANT

TOUT MONTE-CARLO

L'ALCAZAR

FACE AUX JARDINS DU CASINO

à 500 m de MONTE-CARLO, à 5 km à pied de Casino... et pour tout

il est en France.

2 - 3 - 4 - 5 pièces et duplex-jardins, beaux professionnels.

Appartements terminés sur place : 3, av. du Gal-Lafont - 06040 BEAUSOULZ

Renseignements et documentation : Groupe Eupro, 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS - Téléphone : 265-86-50

ETUPRO S.A. réalise des appartements de très haute qualité

SUR L'UNE DES PLUS BELLES

COLLINES DE NICE

la lanterne

DES ANGES

Parmi les autres, tout en haut de l'avenue de la Lanterne, autour d'une

piscine : 6 petites immeubles de 3 étages sur rue de jardin.

Une vue spectaculaire vers le Cap d'Antibes

Appartement témoin sur place : 232, avenue de la Lanterne - 06000 NICE

Renseignements et documentation : Groupe Eupro, 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS - Téléphone : 265-86-50

A DEUX PAS DE LA

PLACE MASSENA

Pont Neuf

A deux pas de la place Masséna, le Centre Pont Neuf propose, du 2^e au7^e étage, des appartements de très haute qualité.

Dans la résidence, des commerces de luxe, un parking, un jardin intérieur

et une sécurité totale.

Appartement témoin sur place : 14, Avenue, Pont-Neuf - 06000 NICE

Téléphone : 265-86-50

Qualifier généralement un film de « politique », cela revient d'une certaine manière à le situer « à gauche » ; pourtant, de David Griffith à Clint Eastwood en passant par Lénie Riefensthal, les cinéastes importants « de droite ». C'est ainsi l'idéal colonialiste

d'ébord, (Patrouille de choc de C. Bernard-Aubert, Fort du fou de Léo Joannon, la 317^e section de P. Schoendoerffer) et, plus tard, en Algérie où le mythe « paru », notamment, sera anguifié (les Distractions de J. Dupont et le Complot de R. Guirville).

Les plus récentes interventions militaires en Afrique ont déjà trouvé leur glorification à l'École de la Légion suite au Kolwezi de R. Clément. On ne s'échappera-t-il le sentiment d'une certaine idéologie de droite et à l'activisme des groupes néo-nazis ? Au-delà de leur mièvre idéologique, les films exaltent le valeur des chefs et la beauté des combats, ou bien prônant la haine raciale et la suprématie de l'Occident, n'ont cependant jamais eu, en France, une réelle valeur artistique. A l'indignance de l'inspiration idéologique correspond généralement une accablante médiocrité sur le plan de la réalisation.

IGNACIO RAMONET.

Tentations fascistes

[illegible]

LÉALISATION du sentiment national se fait à travers une vision mythique ou fantasmatique de l'histoire. Le culte napoléonien est celui, dans l'Aiglon, l'Épique des origines, Napoléon Bonaparte, vainqueur d'Abel Camus, vainqueur des Trois Tambours décrit une révolution française très nationaliste, bien loin de la *Microscopie* Front populaire. Le héros de l'Aiglon, le héros du conflit, Entente cordiale de Marcel L'Herbier, exalte l'amitié franco-britannique. Dépeinte ou simplement esquissée, la France apparaît dans *Le Croc de bois*, *l'Équinoxe* et *le Déserteur* (qui ne déserte d'ailleurs pas). Dans *Verdun*, souvenirs d'histoire, Léon Barthe fait visiter, en 1931, le cadavre de Verdun, la déroute, la conduite d'un ancien combattant qui, avec son béret et sa tenue paramilitaire, semble fin prêt pour aller combattre. Dans *Le Déserteur*, les anciens combattants sont d'ailleurs les protagonistes de Cezes-le-Jeu, *la Fille de la Madelon*, *le Héros de la Marnes*, *le Vaisseau*. L'œuvre de Marcel L'Herbier est une confusionisme l'exaltation du sacrifice patriotique, la glorification des survivants, le pacifisme dont Abel Camus s'est fait le champion, l'accomplissement de la promesse faite, la réconciliation franco-allemande. Il n'y a jamais d'approche des causes profondes du conflit, de mise en doute de la nécessité, d'allusion aux ruines.

Mais l'empire français, ce n'est pas
que des foyers, c'est aussi des
bâtisseurs. Dans l'assentiment sans
faillie de leur œuvre humani-
taire et civilisatrice, les cultures
autochtones sont réduites au rang
d'accessoire. Elles ne sont pas
ne sont souvent qu'un élément de décor
pour le drame humain vécu par les
colons, et l'armée fait face à un adver-
saire au-delà du « calédonien », qui
est le monde entier.
Pendant des peuples colonisés :
Razza, Tito, les Hommes nouveaux,
S.O.S. Sahara, l'Homme du Niger, etc.
Ces films nous ont aujourd'hui quelques
œuvres de propagande à l'usage de
règle Martin ou l'appel du silence. Car
elle est fort abondante, cette produc-
tion de droite, l'Herbier, le Can-
cal, le Canari, le Canari, le Canari,
Barnoulli, Poirier, le Canari, le Canari,
tâcheurs : Séverac, de Cananac,
Fallin, Paulin. C'est à leurs films que
va l'honneur. Grand Prix du cinéma-
ma, Grand Prix du cinéma, Grand
prix officiel, et pour que soient rem-
nus Renoir et Carné, que les critiques
fontent en 1937, le prix Louis-Delluc.
C'est le cas de savoir empêcher les
années 30 de se passer.
Bonne! l'âge d'or du film de droite.

JACQUES DEMEIRE

ger qu'on cultive à la sueur de son front. Du désastre renait la France, dans les fossés de l'exode apparaît son nouveau visage, comme l'explicite allégoriquement Jean Paul Fauriol dans *La Veste Marseillaise* : le marchand qui se fait projeter ce filp pour Noël, petit y voir un couple de réfugiés courir les routes, puis échouer dans une étable où la femme donne naissance à un fils entre le bœuf et l'âne. La France, proche ou lointaine, a dégné ses rois mages : un étudiant, un matelot et un Sénégalais — et ses multiples donateurs, images vivantes du Secours national.

Rédemption par le travail, et le travail de la terre : s'il est des marins qui retournent à la mer (*Cop au large*), il est aussi des matelots démobilisés qui redevenaient terriens (*Port d'attache*, de Jean Choux). Rédemption par la famille : on voit se développer un véritable culte familial dont le prêche édifient le ménage pas ses louanges au sentiment maternel sous toutes ses formes. Du tripyque vichyste reste à troislisme volet : la patrie.

Le nationalisme ne s'exprime qu'à l'encontre des anciens alliés ; il se tourne aussi vers l'étranger pour un nouvel ordre moral et politique à l'intérieur. Rares sont, en fin de compte, les nationalistes qui ont une conscience de la veille : Dakar, Mera-é-Kébir. Plus nombreux sont ceux qui prennent à partie le gaullisme, et, dans ce cas, ils ne peuvent pas être qualifiés de nationalistes (comme *Grosjeune*, *Résistance*) ou chantent l'œuvre accomplie à l'intérieur (*Fidélité*). On en de révolution nationale, mais sans référence au monde extérieur (propagande), l'institution des chanteurs de jeunesse (*Chefs de demain*), tout est fait pour donner à l'expression de l'ordre nouveau. Production assez fade et dont l'expression la plus forte est sans doute *Franciste*, par Jean Moril et de Jacques Chavannes, produit par le secrétariat général à l'information, présenté à Paris dans le cadre de l'exposition Le centenaire du mouvement français, le nationalisme contre l'Europe, France, vous

avez la mémoire courte, qui se vent une « réalité » et non une œuvre imaginaire, escamote autant que faire se peut la rivalité franco-allemande pour ne connaître qu'une Europe conçue comme un bloc face aux « projets révolutionnaires de Moscou ». « Le plus frappant réquisitoire qui fut jamais établi contre le bolchévisme — selon les propres termes du commentateur — ontient des images de notre déclin et les images tangibles de notre actuel redressement. »

Dès 1942, les mouvements fascistes français — par exemple le *Franciste* — chargent le cinéma futur d'exalter « les vertus magnifiques du travail, du sang et du sol », vertus calquées jusque dans leur formulation sur le modèle national-socialiste.

Le cinéma fascisant est, en fait, un auxiliaire du régime d'occupation qui lui fournit subsides et documentation filmée. Au lieu d'illustrer les vertus nationales et de chanter l'œuvre accomplie ou en voie de l'être, il constitue un cinéma de la mise au pilori. *Francis, vous avez la mémoire courte* imaginait le paradis de l'ordre nouveau par opposition à l'enfer bolchévique. *Le grand jeu* exaltait les militaires et le socialisme croissant de l'opinion, l'essentiel du cinéma collaborationniste s'attache plutôt à dénoncer l'enfer qu'il dépeint le paradis. Idéal purement négatif, qui exalte systématiquement le contrôle et la répression, le cinéma de régime ne manque pas de la ressource caustique du marché.

Les films sortent en fonction des préoccupations du moment : en avril 1942 pour le *Libre Amérique* (Pearl Harbour date de décembre 1941), en juillet 1942 pour le *Pélu lui*, et en août-septembre pour les *Corrupteurs* (le port de Pétoille jaune est imposé par décision du 29 mai). En mars 1943, vient le tour des francs-maçons (*Forces occultes*), en juin 1944, un tardif plaidoyer en faveur du travail volontaire en Allemagne (*Travailleurs de France*).

LES tâches de production, de réalisation et d'interprétation sont évidemment confiées à des collaborateurs convaincus (Robert Mussard, Jean Marquès-Rivière, Jean Mamy, etc.). Fondés sur des attitudes exacerbées (antisémitisme, antimaçonnisme, antiparlementarisme, anti-américanisme), ces films constituent les éléments d'une même quête des responsables. Responsables de l'entrée en scène des Trav-

naçons et les juifs... responsables, aussi de l'impréparation du pays, contre lesquels les parlementaires patriotes qui n'auraient pas déclaré la guerre, ont été accusés. Responsable aussi la Chambre (Forces occultes). Responsable aussi la presse, qui puisait, introduits partout, tirant toutes les ficelles : députés, journalistes, écrivains, intellectuels, industriels (Forces occultes), juifs tenant les rênes de la politique (*le Livre Américain*), de la finance et de la banque (*le Petit juif, les Corrupteurs*) (3). Responsable aussi les moyens d'information (*le Petit juif, les Corrupteurs*). Responsables à côté des radicaux franc-maçons, les agitateurs, les socialistes, les communistes, les juifs d'origine juive qui jouent un rôle aussi désagrégeur que leurs coreligionnaires capitalistes. Bonnes raisons pour dénoncer les forces occultes, le corps sain de la France, des valeurs corrompues : l'argent, la violence et la pornographie (par les films « judéo-maçonniques »), les crimes, les crimes énormes dans *le Petit juif*, les crimes rituels (attribués aux franc-maçons des Forces occultes). Parasites, individus, juifs, qui se sont enrichis, s'étendent de complaisantes images rapportées par les opérateurs de la propagande officielle, la campagne orientée de 1938 (*le Petit juif*).

À travers ce cinéma fascinant, la France apparaît comme une société perpétuellement menacée, fortifiée que l'ennemi a investie pour en saper les bases. Trahie, elle n'est pas responsable de la guerre ni de la débâcle. Pour redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, il lui suffit de se laver de la trahison, de se débarrasser des corps étrangers et d'écarter les individus qui font obstacle à son unité.

JOSEPH DANIEL

(1) Comité d'organisation de l'industrie cinématographique, créé en décembre 1940, et successivement dirigé par Raoul Floquin et Louis-Emile Galey.

(2) On sait que l'honnête du maréchal a été habilement remplacée, à la Libération, par l'appel à la résistance du général de Gaulle. Ce qui permit au film de faire

(3) Les *Corrupteurs* est un film en trois parties : un jeune homme, influencé par le cinéma « juif-américain », devient un dévoyé ; une jeune fille veut faire du cinéma, rencontre des producteurs juifs et finit par se prostituer ; des petites rentières sont ruinées par des banquiers juifs. Le film s'achève par une mise en garde du maréchal contre le péril juif.

CHRISTIAN ZIMMER

De l'héroïsme au désenchantement

[illegible]

vérité, elle se démontre à être inutile, et il est peut-être aujourd'hui peu de valeurs qui soient en mesure autant qu'elle. Tout cela pour exprimer simplement que Charlie Bravo arrive dans l'indifférence générale. Ni cause, ni intervention militariaire, ni même la moindre protestation d'anciens combattants à redouter... Une vérité qui n'est pas dite en son temps, qui n'est pas, de quelque manière, difficile à dire, qui n'est pas dite à quelqu'un, qui n'est pas dite à quelqu'un, à aucune croyance contraire, qu'elle n'est pas perdue. Le - vérité - de Charlie Bravo n'intéresse plus personne : l'ère des guerres coloniales est résolue, le colonialisme est un chapitre clos, une page tournée (sauf, peut-être, pour quelques-uns). Causes définitivement perdues pour le droit et pour le sang des idéologues en ce sens, il est pour le gauche un combat résolu.

NE prétens pas, toutefois, trop d'hypocrisie à l'auteur : il aurait pu être bien voulu témoigner plus tôt de ce qui fut sa propre expérience. Autocensure ou censure officielle ? Toujours est-il que ce « témoignage » est condamné à rester sans écho. D'autant plus que Pascal Jardin, auteur des dialogues, ne l'orienta pas précisément dans un

sans militant, s'appliquant plutôt à le rendre conforme à la nouvelle idéologie de droite relative à la guerre et au colonialisme. Si bien que, en définitive, il serait un peu naïf de chercher à mesurer ici le rapport exact à la vérité : car c'est bien là un genre de rapport qui n'est plus vécu aujourd'hui que sur le mode de la simulation (par exemple, dans la publicité de

type = réaliste = avec état civil et photo des utilisateurs du produit). Il s'agit simplement de renouveler les images. Non pas d'en remplacer une fausse par une un peu moins fausse, mais seulement une trop connue par une différente.

Charlie Bravo substitue à l'Érosisme et à la bonne conscience colonialiste du cinéma français d'avant-guerre (voir ci-dessus l'article de Jacques Demare) le désenchantement amer et l'anticolonialisme plus ou moins avoué en lesquels la fin tragique des empires coloniaux les a, tout naturellement, nués (peut-être faut-il mentionner l'étape intermédiaire de la « nostalgie », représentée assez bien par la 317^e section, de Pierre Schoendoerffer, comme par de nombreux films, *américains*).

Le mythe de la guerre propre est liquidé : B' n'est plus nécessaire à l'embellissement de la victoire, puisqu'une honteuse défilée a pris sa place. L'horreur guerrière peut s'élever sur l'écran, compromettant les deux camps, confondant leurs ignominies respectives dans un inventaire qui semble inspiré par une espèce de détérioration morale, et qui ne doit plus rien à l'effort moral de l'espoir, du combat pour l'avènement de la paix : elle est : ce qui est étiré, nous dit Pascal Jardin par la bouche des personnages, c'est la guerre, la cruauté, la vérité de tout sacrifice, l'abandon de la conduite de ceux qui croient encore au devoir.

CHRISTIAN ZIMMER

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*.
Gérants :
Jacques Favret, directeur de la publication.
Jacques Sauvareat.


 Imprimerie
 du « Monde »
 3, r. des Italiens
 PARIS-IX°
 

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57438

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES



ONU

Onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le développement et la coopération économique internationale.

CONFORMÉMENT à une décision de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations unies, en 1977, une session extraordinaire de l'Assemblée générale s'est ouverte à New-York, pour évaluer les progrès réalisés dans l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial et pour adopter la nouvelle stratégie internationale de développement pour la décennie commençant en 1980. Aux termes d'une résolution votée par l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session l'an dernier, la session extraordinaire devait aussi prendre les mesures nécessaires pour que soient entamées «effectivement et sans délai» des négociations mondiales sur la coopération économique internationale pour le développement. Ces négociations devaient permettre une «approche intégrée» des principales questions notamment : énergie et matières premières, commerce, développement, problèmes monétaires et financiers. Ayant prolongé sa session qui devait se terminer le 9 septembre, l'Assemblée générale s'est séparée le 15 septembre en adoptant le texte de la nouvelle stratégie internationale pour la décennie. L'Assemblée a aussi adopté une déclaration sur le développement. Elle n'a cependant pas pu parvenir à un accord sur la convocation d'une conférence sur la coopération économique internationale, en raison, notamment, des réserves formulées par les États-Unis, la République fédérale d'Allemagne et la Grande-Bretagne, déterminées à sauvegarder l'autonomie de négociation d'instances comme le Fonds monétaire ou le GATT. Il a été décidé de transmettre la question à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale qui s'est ouverte le 16 septembre à New-York.

Durant sa session extraordinaire, l'Assemblée a admis la République du Zimbabwe au sein des Nations unies.

Progrès à la conférence sur le droit de la mer.

Au terme de la seconde partie de sa neuvième session, qui s'est tenue à Genève du 28 juillet au 29 août, la conférence des Nations unies sur le droit de la mer est parvenue à un accord sur le système des zones maritimes. Elle a aussi adopté le texte officiel d'un projet de convention sur le droit de la mer, sans toutefois l'approuver : une dixième session de la conférence est prévue pour le printemps prochain (en principe à New-York, à partir du 9 mars) afin de mettre un point final à des négociations entamées sept ans auparavant.

Au sujet du futur système d'exploitation des fonds marins et de leur sous-sol, il s'est dégagé une formule traduite de prise de décision à l'usage du conseil qui sera l'organe exécutif de la future autorité internationale des fonds marins. Cette formule définit la procédure par laquelle le conseil aura à statuer sur l'allocation et le partage des richesses gisant au fond des mers et des océans dans la juridiction nationale. Étant donné de la prise de décision au conseil, le recours au consensus : il remplace le vote sur les questions jugées fondamentales, les autres questions de fond étant traitées par le consensus. Le consensus est défini comme l'absence de toute objection formelle.

Seules les questions de procédure s'accroissent de la majorité simple : mais il faut, par exemple, un consensus sur les règles, règlements et procédures s'appliquant à l'extraction minière sous-marine, qu'elle soit le fait de l'autorité par l'intermédiaire de son agent opérationnel, l'entreprise, ou celui de contrats étatiques ou privés. Le consensus est défini comme l'absence de toute objection formelle.

CONSEIL DE SÉCURITÉ. — Le Conseil de sécurité s'est réuni brièvement le 4 septembre à la demande de Malte, pour examiner la plainte de ce pays à la suite de «mesures déloyales, injustifiées et provocatrices prises par le gouvernement libyen» concernant les opérations de forage pétrolier du gouvernement maltais. Il a entendu une déclaration du représentant de Malte et a décidé de demander au représentant de Malte de soumettre rapidement au représentant de Malte en cours d'une prochaine session.

COMITÉ DE LA DÉCOLONISATION. — Le comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux peuples sous domination étrangère a terminé le 21 août l'examen des points figurant à son ordre du jour. Il a adopté des rapports sur Porto-Rico, les Samoa américaines, Tokelau, les îles du Pacifique (territoire sous tutelle), ainsi qu'un projet de consensus sur la question de Namibie. Il a décidé, par ailleurs, d'envoyer, avant la fin de l'année, une mission aux îles Turques et Caïques pour y observer le déroulement de la décolonisation. D'autres rapports approuvés à cette session concernent les activités militaires des puissances coloniales dans les territoires sous tutelle, les activités de nature à entraver l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance ; sur les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, pouvant jouer le même rôle, notamment en Namibie, et faisant obstacle à l'indépendance de la République d'Algérie. Un autre rapport, enfin, déplore que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ne coopèrent avec le régime sud-africain.

ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE. — Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a terminé sa vingt-deuxième session, le 23 août, en adoptant son rapport à l'Assemblée générale. Au cours de cette session, il a étudié les rapports de seize pays. Ceux de l'Espagne et d'Irlande ont été reportés à la prochaine session, qui se tiendra à Genève en mars et avril 1981. Le comité a formulé des recommandations et des recommandations dans ses territoires sous tutelle et non autonomes, à propos desquels le conseil de tutelle et le comité sur la discrimination ont fait état de discrimination raciale.

Le comité a aussi demandé à la communauté internationale d'usur de tous les moyens disponibles pour empêcher le gouvernement sud-africain de poursuivre son régime d'apartheid en Namibie.

NAMIBIE. — Le Conseil des Nations unies pour la Namibie a adopté le 9 septembre, le dernier chapitre de son rapport d'activité pour 1980 qui concerne la situation militaire en Namibie.

LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET PROTECTION DES MINORITÉS. — La sous-commission de la lutte contre les mesures

discriminatoires et de la protection des minorités a tenu sa trente-troisième session à Genève, du 28 août au 12 septembre. Parmi les principaux points à son ordre du jour : les violations des droits des Flamands des communautés linguistiques concernant les droits de l'homme, ainsi que les droits des détenus et prisonniers.

PRÉVENTION DU CRIME. — Le système congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants s'est tenu à Genève du 28 août au 5 septembre. Il a adopté une déclaration intitulée «Déclaration de Genève», dans laquelle il affirme les principes devant régir l'élaboration de la politique en matière de criminalité et l'administration de la justice pénale. Une série de résolutions et de recommandations destinées à guider les États en matière de justice criminelle a aussi été adoptée.

DESARMEMENT. — Au terme de quatorze mois de recherches, un groupe d'experts gouvernementaux représentant toutes les régions géographiques a publié fin août à New-York son rapport sur le désarmement régional. Ce rapport propose une gamme de mesures pouvant être prises par les États afin de promouvoir le désarmement dans leur région.

UNIVERSITÉ POUR LA PAIX. — Chargée de mettre au point les éléments d'une charte de l'université pour la paix, la commission de l'université pour la paix s'est réunie le 8 septembre à San-José (Costa-Rica). Elle a adopté un projet d'accord international sur ce projet et annoncé que l'université serait ouverte au public à la fin de 1981 ou au début de 1982.

REPOURCHER. — Dans un communiqué diffusé à Bangkok, le bureau des Nations unies chargé de coordonner l'aide humanitaire au peuple cambodgien a annoncé le mois dernier le lancement d'un programme d'aide aux réfugiés cambodgiens retournant dans leur pays. Leur nombre était alors estimé à 310 000.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE. — Un colloque international sur la visualisation au moyen des radiations nucléaires a été organisé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) à Heidelberg, du 1er au 5 septembre. Il a réuni quelque quatre cents spécialistes de quarante pays. L'Agence internationale de l'énergie atomique a réuni à Trieste du 6 au 20 septembre, sous les auspices de l'A.I.E.A., des experts de l'Europe, du Japon, des États-Unis, de l'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. — La vingt-troisième session

de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) s'est ouverte à Montréal le 16 septembre. On trouvera dans le prochain numéro du Monde diplomatique un bref résumé de ses travaux.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. — Le comité pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) s'est réuni à Brazzaville du 17 au 24 septembre. Les responsables des services de santé ont insisté sur l'importance de la «charte de développement sanitaire» adoptée par un grand nombre d'États du continent et qui définit la santé comme «un état d'équilibre du développement». Ce texte engage les pays signataires à adopter la politique des soins de santé primaires comme principale stratégie et à fixer des objectifs prioritaires sur cinq axes : formation des personnels, approvisionnement des médicaments, amélioration de la santé maternelle et infantile, lutte contre les maladies transmissibles et contre la faim.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. — La conférence régionale des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) s'est tenue à La Havane du 1er au 5 septembre. Elle a notamment adopté une résolution condamnant le terrorisme et la violence contre les personnes et les biens, et la région à adopter une position unanime face aux conséquences prévisibles de l'ouverture du Marché commun à l'Espagne, au Portugal, à l'Espagne et à la Turquie. La conférence a aussi décidé la création d'un centre régional des réformes agricoles et du développement rural.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (O.N.D.I.) a annoncé, le 2 septembre, la publication du quinquantième numéro des Rapports d'études sur le développement industriel (guides industriels) et le développement industriel (guides de planification) pour les pays en voie de développement. Le 25 août est parue la dixième monographie sur les technologies industrielles et les technologies commerciales et médicamenteuses et à la production pharmaceutique dans le tiers-monde.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — La première partie de la cent-dixième session du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'est tenue du 3 au 21 septembre à Paris. Le directeur général y a notamment présenté son rapport sur les activités de l'année écoulée. Le conseil a aussi examiné le rapport du conseil de l'Université des Nations unies pour la période allant de juillet 1979 à juin 1980.

M. N'Daw, le directeur général de l'UNESCO, a lancé le 25 août un appel en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel mondial. Les trois sites d'Aurandhapura, Polonnaruwa et Kandy.

L'UNESCO a annoncé le 18 août la parution d'une version révisée de l'étude préliminaire sur un système international d'information concernant les énergies nouvelles et renouvelables. Cette étude, qui devait être présentée à l'actuelle session de la conférence générale, qui se tient à Belgrade du 23 septembre au 28 octobre.



Fonds monétaire international

Le rapport annuel confirme la faiblesse du taux moyen de croissance en 1980.

DANS son rapport annuel pour l'année fiscale terminée le 30 avril 1980, publié le 14 septembre, le Fonds monétaire international (F.M.I.) a révélé l'évolution survenue dans le monde dans le domaine économique et financier. Il retrace aussi les grandes lignes de l'activité du Fonds.

Trois éléments perturbateurs ont exercé leur influence sur l'évolution de l'économie mondiale du début de 1979 au milieu de l'année 1980, selon les auteurs du rapport : l'accélération des taux d'inflation, le ralentissement marqué de la croissance de la production industrielle et les larges surplus et déficits de balances extérieures, dans les principales groupes de pays. La hausse des prix du pétrole, qui ont plus que doublé, est présentée comme un facteur d'importance majeure dans cette altération de la situation économique globale.

À propos du gonflement de la dette de nombreux pays en voie de développement, non seulement le rapport estime que la croissance, dans les pays industrialisés, ne devrait pas dépasser, en moyenne, 1 % en 1980 ; la tendance ne devrait pas s'améliorer pour l'année 1981 dans son ensemble.

Compte tenu des signes récents d'un ralentissement de l'activité économique aux États-Unis, les auteurs du rapport estiment que la croissance, dans les pays industrialisés, ne devrait pas dépasser, en moyenne, 1 % en 1980 ; la tendance ne devrait pas s'améliorer pour l'année 1981 dans son ensemble.

LA PARTICIPATION DE L'O.P.E.P. À LA PROCHAINE ASSEMBLÉE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS. Invités à se prononcer sur la résolution relative aux observations qui seront faites à la réunion annuelle de 1980, les gouverneurs du F.M.I. ont donné une réponse négative. Il s'agit, en fait, de la participation éventuelle de l'Organisation de l'énergie du pétrole, en tant qu'observateur, aux travaux de la session annuelle du Conseil des gouverneurs, qui s'est ouverte le 30 septembre à Washington.

Groupe de la Banque mondiale

Le rapport annuel insiste sur l'aggravation des disparités dans le développement du tiers-monde.

DANS son rapport annuel publié le 23 septembre, la Banque mondiale indique quelle a soutenu, pendant l'exercice qui s'est terminé au 30 juin 1980, des engagements de prêt d'un montant de 7 644 millions de dollars répartis entre quarante-huit pays en développement. Le rapport annuel rappelle également que les engagements de l'Association internationale de développement (IDA), institution affiliée à la Banque et qui prête sans intérêt aux plus pauvres des pays en développement, se sont élevés à un total de 8 538 millions de dollars pour la même période de douze mois. À concurrence de 87 %, les engagements de l'IDA sont allés à des pays dont le produit national brut par

habitant est égal ou inférieur à 360 dollars par an, contre 100 dollars en 1970. L'inflation, les prêts et les crédits de la Banque et de l'IDA pendant l'exercice 1980 ont été supérieurs de 6,7 % au total enregistré pendant l'exercice précédent.

Pour la sixième année consécutive, ce sont les prêts destinés à des projets d'agriculture et de développement rural qui ont absorbé la plus large part. Evolution significative, les prêts et crédits accordés dans le secteur de l'énergie à l'exploitation du pétrole, du gaz et du charbon, ont été presque quatre fois supérieurs à ceux de l'exercice précédent (les engagements atteignant 487 millions de dollars, contre 112 millions de dollars pour l'exercice 1979).

Selon la Banque, la croissance globale du produit national brut masque de profondes disparités entre les différents groupes de pays en développement. En règle générale, les plus riches des pays en développement ont obtenu de meilleurs résultats au cours des années 70. Ainsi, les pays à revenu intermédiaire d'Asie de l'Est ont enregistré une croissance de 8 % par an, tandis que dans les pays pauvres d'Afrique subsaharienne la croissance annuelle n'a été que de 3 %.

Les disparités des taux de croissance du produit national brut par habitant ont été encore plus frappantes. D'après la Banque mondiale, les revenus des pays pauvres d'Afrique subsaharienne ont à peine progressé pendant la décennie (croissance de 2 %), tandis qu'en Asie de l'Est, la croissance du produit national brut par habitant des pays à revenu intermédiaire était de 5,7 % par an. Il s'est créé un fossé encore plus profond entre les résultats financiers des pays exportateurs de pétrole et ceux des pays de l'Afrique subsaharienne.

VERS LA CRÉATION D'UN NOUVEAU PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SOUS-DEVELOPPÉS DANS LE TIERS-MONDE. — Dans un rapport publié fin août sous le titre «L'urgence de l'action», la Banque mondiale, fait état d'un projet à l'étude pour créer un fonds de 25 milliards de dollars destiné à faciliter, au cours des cinq prochaines années, la réalisation de projets de développement de sources d'énergie dans le tiers-monde qui bénéficieraient également du rapport de capitaux privés. Un organisme autonome serait institué à cet effet au sein du groupe de la Banque mondiale.

PRÊTS DE LA BANQUE MONDIALE AU HONDURAS ET À LA MALAISIE. — La Banque mondiale a annoncé, le 23 août, l'octroi de trois prêts, dont l'un au Honduras, pour contribuer à la construction de routes de desserte locales ou de routes secondaires (28 millions de dollars). Les deux autres prêts sont accordés à la Malaisie (55 millions de dollars en deux opérations) pour contribuer au financement de projets en faveur d'agriculteurs et de petits exploitants : 25 millions de dollars pour moderniser d'anciens plans de réformes foncières dans l'État de Kelantan, et 30 millions de dollars pour l'extension de la Banque de crédit agricole en Malaisie.

ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DE LA BANQUE MONDIALE. — La Banque mondiale a signé, le 15 août, un accord avec la Deutsche Grammophon-Schallplatten pour un placement prioritaire de bons en Deutschmarks d'un montant en principal de 150 millions de D.M. Le taux d'intérêt sur ces bons est de 8 % par an, payable annuellement le 15 août. L'émission s'est effectuée à 100,5 % du prix. Les bons seront remboursés au pair le 15 août 1990 et ne pourront être avantés par anticipation.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE. — Dans son rapport annuel publié le 11 septembre, la Société financière internationale (S.F.I.) vient de se terminer et indique quelle a porté le niveau de ses opérations d'investissement dans le secteur prioritaire de développement à 680 millions de dollars, alors qu'il n'était que de 425 millions de dollars pendant l'exercice précédent. Environ la moitié des cinquante-cinq opérations se situent dans les pays en voie de développement les plus petits et les moins développés. Les opérations de la S.F.I. ont été largement réparties sur l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes, chaque région ayant obtenu environ la même part (environ 30 % du total, alors que 14 % des interventions se situent en Europe et au Proche-Orient).

D'autre part, la S.F.I. a annoncé plusieurs opérations :

— Le 19 août, octroi de 5 millions de dollars de prêts à long terme en faveur d'une société de leasing créée aux Philippines pour aider les entreprises privées, et particulièrement de taille moyenne ou petite, à financer un groupe d'investisseurs implantés dans le pays.

— Le 25 août, prise de participation pour 5 millions de dollars au capital de la Polair Petrochemical S.A. qui construira une usine de polyméthylène d'un coût de 110 millions de dollars au sud du Brésil. La S.F.I. accorde, en outre, un prêt de 15 millions de dollars.

— Le 26 août, intervention pour contribuer à la réalisation d'un projet de fabrication de chaussures de 5,2 millions de dollars, à Madagascar, confié à la société créée aux Philippines (BASM). Le financement se compose de prêts à concurrence de 125 millions de dollars, fournis par la S.F.I. (montant principal) et un organisme malaisien (Banking Industrial).

— Un prêt de 1 million de dollars (4 septembre) pour la mise en œuvre d'un projet d'exploitation d'une mine de cuivre et de zinc représentant un coût de 5,2 millions de dollars en Équateur.

Banque centraméricaine d'intégration économique

Huit prêts.

HUIT prêts ont été annoncés ces dernières semaines par la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) :

— 43 000 000 de cordobas au gouvernement nicaraguayen (18 août), pour financer une partie des travaux du projet d'interconnexion électrique avec le Costa-Rica, dans le cadre du plan de relance économique du gouvernement nicaraguayen.

— 10 200 000 cordobas au gouvernement du Guatemala (13 août), pour financer les travaux d'amélioration de la section Guatemala - San Justo de la route panaméricaine ;

— 8 000 000 de lampiras à Financiera Nacional de la Vivienda (Honduras), (26 août), pour la réalisation de huit projets de construction de maisons d'habitation à loyer modéré dans les villes de San Pedro Sula, El Progreso, Villanueva, La Ceiba et Copan ;

— 2 000 000 de cordobas au Nicaragua pour une étude de rentabilité économique concernant le projet de plantation de caoutchouc (23 août). Ce projet a été confié à Financiera de pré-investissement, organisme d'État.

— 42 700 000 cordobas en faveur de la Banque du crédit agricole de Carago (Costa-Rica), (2 septembre). Ces ressources seront affectées à l'achat d'hypothèques et de titres hypothécaires selon les dispositions du Programme régional de construction de maisons d'habitation à loyer modéré de la B.C.I.E.

— 25 000 000 de cordobas à la Banque centrale de réserve d'El Salvador (2 septembre), destinés à financer un programme gouvernemental contre la rouille du café.

— 40 000 000 de cordobas en faveur du gouvernement du Nicaragua (4 septembre), pour un programme de construction sociale dans le district de Batohole.

— 24 300 000 cordobas à l'Institut national de formation professionnelle (Costa-Rica) (9 septembre), destinés au financement des travaux de construction, d'agrandissement et d'amélioration des installations et des équipements de sept centres d'enseignement dans les villes de San José, Liberia et Puntarenas.

Banque de développement des Caraïbes

Soixantième session du conseil des directeurs.

L'a soixantième session du conseil des directeurs de la Banque de développement des Caraïbes (C.D.B.) s'est tenue à Wilkey, St-Michael (Barbade), les 28 et 29 août. Après avoir approuvé une série de dispositions concer-

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS
Téléphone : 354-05-97

INSTITUT D'HISTOIRE
DES RELATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINES

PIERRE MELANDRI

LES ÉTATS-UNIS FACE

A L'UNIFICATION DE L'EUROPE

1945-1954

Un volume de 528 pages T.T.C. 160,50 F

JACQUES BARIETY

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

1918-1925

Un volume de 800 pages T.T.C. 192,40 F

APR 21 1981

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

La C.E.E. et les négociations Nord-Sud.

Le conseil des ministres de la Communauté économique européenne, réuni le 27 août à New-York, s'est concentré sur la position des Neuf dans les nouvelles négociations globales Nord-Sud, sans toutefois la modifier. On sait que les pays industrialisés et les pays en voie de développement sont en profond désaccord sur la procédure de négociation. Selon un porte-parole de la C.E.E., le conseil a estimé, au cours d'une discussion « finale » sur cette question, qu'il faut éviter des « nouvelles » interminables. Le comité de négociation central et les agences spécialisées, notamment le Fonds monétaire international ou le GATT, pour ce qui concerne les affaires monétaires et commerciales. Pour les Neuf, les agences spécialisées doivent par conséquent prendre en charge jusqu'au bout toute question qui leur a été confiée par le comité de négociation de l'ONU. Dans cet esprit, il s'agit néanmoins d'aboutir à un « paquet final » sur les questions majeures des cinq secteurs qui seraient couvertes par les négociations (matières premières, énergie, commerce, développement, monnaie et finances).

En fait, il ne semble pas que la C.E.E. soit prête à accepter un calendrier « à la carte » de leur aide publique au développement à 0,7 % du P.N.B. Le conseil aurait également réaffirmé que la C.E.E. souhaite que d'autres groupes de pays, surtout l'U.R.S.S. et ses partenaires au sein du COMECON, participent de manière sérieuse à l'effort de développement.

En dehors de cette réunion, les neuf pays du Marché commun ont fait savoir, le 3 septembre, qu'ils approuvaient la proposition mexicaine de fonder à Mexico une conférence des chefs d'Etat des pays industrialisés et des pays du tiers-monde. Cette conférence serait destinée à la coopération, M. Chaysson a insisté sur le fait que cette conférence se devait d'être « fondamentalement politique », et non point se limiter à une instance de négociation économique.

Les neuf pays du Marché commun, a-t-il ajouté, considèrent que le dialogue Nord-Sud « ne pourra pas avancer s'il reste enfermé dans des discussions répétitives de caractère technique et dont des réorientations majeures, comme cela se passe souvent dans le cadre des Nations unies », il a encore fait valoir que devaient être abordés, dans le cadre du dialogue Nord-Sud, tous les thèmes d'intérêt général, tels que l'énergie, le système monétaire et le protectionnisme douanier.

Au conseil des ministres des affaires étrangères : accord sur le mandat de négociation avec le Zimbabwe.

Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. se sont réunis d'accord, le 16 septembre, à Bruxelles, sur le mandat de négociation avec le Zimbabwe, qui envisage de devenir prochainement le seizième Etat A.C.P. (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) signataire de la convention de Lomé.

Le conseil a décidé de faire une proposition d'aide financière de l'ordre de 80 millions d'ECU (1 ECU = 5,55 F.F. ou 1,40 dollar) sur quatre ans à Salisbury. Par ailleurs, ils ont offert au Zimbabwe, important producteur de sucre, la possibilité d'exporter vers la C.E.E. des quantités de sucre au prix garanti communautaire, dans la limite d'un plafond global de 25 000 tonnes par an. Toutefois, les quantités de sucre exportées par Salisbury devront être prélevées sur des quotas non utilisés par les autres pays A.C.P. producteurs de sucre.

En outre, le Zimbabwe pourra exporter dans la C.E.E. en franchise de douane et de prélevement, 5 000 tonnes de viande bovine et certaines quantités de tabac.

Faute de temps, en raison des très longues discussions sur ce dernier sujet, les ministres n'ont pu aborder la question de l'aide de pré-adhésion du Portugal ni régler en fond les modalités d'application de l'accord du 30 mai dernier sur la réduction de la contribution britannique au budget de la C.E.E.

Enfin, la France a présenté à ce même conseil un mémorandum appelant à lever rapidement une solution au problème du siège des institutions européennes, et plus particulièrement de l'Assemblée européenne.

Commentant cette initiative, M. Jean François-Poncet, ministre français des Affaires étrangères, a indiqué que les pays de la Communauté avaient pu élever d'objections et qu'il était temps de mettre fin à une solution provisoire qui durait depuis vingt ans.

Le fonctionnement de l'Assemblée européenne est compliqué du fait de l'existence de trois lieux de travail différents pour les parlementaires : Strasbourg, où se tiennent habituellement les sessions ; Luxembourg, siège du secrétariat de l'Assemblée et de quelques sections extraordinaires, et enfin Bruxelles, où siègent les commissions parlementaires. La France a évidemment soutenu l'idée que le regroupement de toutes ces activités devrait se faire à Strasbourg.

Mesures d'assainissement du marché du porc.

La C.E.E. a pris, le 3 septembre, une série de mesures pour améliorer le fonctionnement du marché européen du porc. Ces mesures, réclamées par la France, visent à raffermir les cours de la viande de porc par un encouragement au stockage des excédents, une incitation au développement des exportations européennes de porc et au ralentissement des importations en provenance des pays tiers, notamment de R.D.A. En revanche, il a été décidé de reporter à une date ultérieure la mise en place de certificats d'importation, demandés par la France, en vue de mieux contrôler les quantités de porc importées dans la C.E.E. ainsi que leurs origines. Dans le détail, les aides au stockage privé porteront sur des contrats de stockage allant de trois à cinq mois. Ces aides seront variables selon les découpages des viandes et selon les périodes de stockage.

Des subventions à l'exportation seront augmentées, ainsi que certaines taxes à l'importation. Enfin, la Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction à l'égard de l'Italie, qui pratique des contrôles sanitaires jugés « exagérés » et qui constituent une véritable barrière à l'importation de viande porcine en provenance notamment des Pays-Bas.

DROIT ANTIDUMPING SUR LES FIBRES POLYESTER AMÉRICAINES. — La Commission européenne a décidé le 1^{er} septembre d'appliquer un droit antidumping sur les fibres polyester en provenance des Etats-Unis. Ce droit a été fixé à 5,5 % pour les fibres filées et à 15,5 % pour les

fibres non filées. Les importations de fibres polyester dans la C.E.E. ont atteint 8 817 tonnes (4 % du marché communautaire) en 1978 et 22 878 tonnes (10 % du marché) en 1979.

La C.E.E. a payé la C.E.E. les plus affectés par ces importations sont le Royaume-Uni, où les importations ont représenté 14,9 % du marché en 1979 (5,9 % en 1978), et l'Italie, où les importations ont été de 8,9 % du marché en 1979 (1,6 % en 1978).

CRÉDIT A LA GRECE. — La Commission de la C.E.E. a accordé un crédit de 11 millions de dollars à la Grèce en vertu de l'accord d'association. Il servira à financer un programme de développement des exportations agricoles vers les pays arabes, ainsi que l'exploration et l'exploitation minière dans le nord de la Grèce.

AIDES EXCEPTIONNELLES DANS LES CARAIRES. — La Commission de la C.E.E. a décidé, le 28 août, d'accorder une aide exceptionnelle à la Jamaïque dans le cadre de la convention de Lomé, pour un montant de 300 000 unités de compte européennes (u.c.e., 420 000 dollars), à la suite des ravages provoqués par le cyclone Allen. Une aide de même nature et du même montant a été accordée à Saint-Lucie. En outre, la C.E.E. a contribué par les organisations gouvernementales pour secourir Haiti, l'île la plus touchée. Ces aides, d'un montant global de 1 million d'unités de compte européennes (1,4 million de dollars), sont destinées à l'achat de biens essentiels tels que médicaments, tentes, matériel agricole, etc. La C.E.E. a décidé, le 10 septembre, d'accorder une aide d'urgence de 700 000 u.c.e. (980 000 dollars) à la Jamaïque, à la Guadeloupe, à la Martinique et à l'outre-mer, ravagés par le même cyclone.

CECA

Mobilisation générale face à la crise de l'acier.

A peine les Neuf venaient-ils de se mettre d'accord — l'Italie exceptée — sur une réduction de l'ordre de 10 % de la production d'acier durant le second semestre (par rapport à 1979) que le commissaire européen à l'industrie, M. Davignon, leur a demandé d'accepter une diminution de 11 à 30 % (selon les pays) de cette production. La Commission serait désolée, pour le secteur de l'acier, de l'ordre de 30 % pour le Royaume-Uni, de 11 % pour l'Allemagne, de 17 % pour la Belgique, de 13 % pour le Luxembourg et de 16 % pour la France (ce qui impliquerait la fermeture de 25 % à celle des trois derniers mois de 1979). On imagine l'émotion provoquée par la publication de ces chiffres, justifiés, selon Bruxelles, par la brusque dégradation de la situation de la sidérurgie européenne, en raison à la fois des difficultés de l'automobile, des compressions budgétaires opérées dans plusieurs pays et du ralentissement de la construction. Les stocks sont d'ailleurs anormalement élevés, alors que la consommation fléchit et que les importations en provenance des pays tiers augmentent.

Ilément perturbateur supplémentaire, on apprend que les Etats-Unis pourraient décider de compenser les livraisons européennes, vu la détérioration de leur propre sidérurgie. Et cela au moment même où la production des Neuf diminue, pour atteindre un recul de 7 % par rapport à l'an passé. Une véritable mobilisation générale en Europe contre l'aggravation de la crise apparaît donc nécessaire et est même — pour partie — en train de s'organiser. Mais dans un aspect plus technique.

Le premier réflexe des groupes sidérurgiques est, conformément à une habitude fort ancienne, de se tourner vers les gouvernements, tout en sollicitant leurs efforts. En France, Sefinor propose des dégrèvements à plusieurs milliers de ses salariés tout en tendant la main à M. Barre. Usinor, qui va moins mal, commence à songer à le faire. En Belgique, le gouvernement propose à Cockerill, en contrepartie d'une nouvelle aide, un certain dégrèvement qui aurait pour effet de réduire des effectifs. Au Luxembourg, l'Arbed demande, pour la première fois, le soutien financier de l'Etat. En R.F.A., hormis Klöckner, le

vent est au pessimisme. Pour ne pas parler de la British Steel, dont la situation financière ne s'est pas améliorée malgré d'importantes compressions de personnel.

Dans ce climat, on comprend que le patronat de l'acier des Neuf incline avec M. Davignon à une organisation plus drastique du marché. Les chiffres de production envisagés dans le mémorandum communautaire pour le quatrième trimestre sont de 31 millions de tonnes seulement, au lieu de 35,7 un an plus tôt. La réalité sera peut-être pire.

Aussi M. Davignon espère-t-il que les gouvernements des Neuf l'autorisent à maintenir son expérience de réduction volontaire de la production sur des bases non imaginées jusqu'alors. Les industriels y seraient, croit-on, favorables, car ils estiment peu applicable l'article 58 du traité de Paris, qui autorise la Commission européenne à fixer elle-même des contingents de production obligatoires pour tous décrets en cas de « crise manifeste ».

Mais cela suppose, bien entendu, que les Italiens — aussi bien le « géant » Italcrist que les « petits » Bresciani, qui ont formidablement adapté leur production — acceptent de jouer le jeu du volontariat. Or jusqu'ici, ils n'ont même pas accepté les premières hypothèses de réduction de la production faites au début de l'été (— 10 %), arguant que la période de référence adéquate pour eux puisse être perturbée par des grèves qui ont réduit la production.

Au cas où la Commission européenne n'arriverait pas à fléchir les réticences italiennes, il lui resterait la possibilité de recourir à l'article 48 et à déclencher l'état de crise manifeste, déclenchant les contingents de réduction, mais est probable que les gouvernements demandeurs — comme l'ont déjà fait les professionnels lors du comité consultatif du 12 septembre — que l'on réduise d'abord les importations d'acier — en fort progrès — dans la Communauté avant de diminuer autoritairement une production souvent compétitive et d'aggraver un chômage déjà élevé.

C'est le 7 octobre que M. Davignon aura ce dialogue avec les neuf ministres de l'industrie. De l'issue de cette réunion dépendra l'argument le sort de la sidérurgie européenne.

UN PRÊT DE MODERNISATION DE 80 millions de deutschemarks a été accordé par la C.E.C.A. aux aciéries allemandes Peine-Salzgitter, pour l'installation d'un système de coule de blooms à l'usine de Peine, d'une installation de coule de blooms à l'usine de Salzgitter, ainsi que des équipements d'alliage et de traitement de l'acier dans le secteur fondrière de l'usine de Peine.

L'OFFICE ALLEMAND DES CARTELS DE Berlin a condamné dix-sept fondrières à des amendes pour avoir organisé un système d'achat collectif d'une pratique monopolistique. Le bureau de ce groupe de cartels a été transféré à l'usine de Peine, d'une installation de coule de blooms à l'usine de Salzgitter, ainsi que des équipements d'alliage et de traitement de l'acier dans le secteur fondrière de l'usine de Peine.

NETTE REPRISE DE LA PRODUCTION CHIMIQUE DES NEUF. — 38,6 millions de tonnes de produits chimiques ont été exportés en juillet, contre 37 millions en juin. Le chiffre de juillet est le plus élevé depuis le 1^{er} janvier 1979. Les exportations de produits chimiques ont augmenté de 10 % par rapport à l'année dernière.

AIDES A L'UTILISATION DE LA BOUILLE DANS LES CENTRALES ÉLECTRIQUES BELGES. — Un prêt de 15 millions d'unités de compte européennes est accordé à la centrale nucléaire de Doel, près de Bruges (Belgique), pour l'achat de bouilles. Le prêt est destiné à financer l'achat de bouilles pour la centrale de Doel, près de Bruges (Belgique), pour l'achat de bouilles.

UN PRÊT DE LA C.E.C.A. A ÉTÉ ACCORDÉ A GENERAL MOTORS. — 12,5 millions d'unités de compte européennes pour faciliter le financement d'investissements permettant la création d'activités nouvelles et la réduction de la main-d'œuvre. Le prêt est destiné à financer l'achat de bouilles pour la centrale de Doel, près de Bruges (Belgique), pour l'achat de bouilles.

PARLEMENT EUROPÉEN. — La réunion mensuelle du Parlement européen s'est tenue à Strasbourg le 28 septembre. Le président du Parlement, M. Dehousse, a ouvert la séance. Le débat a porté sur la situation de la sidérurgie européenne.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Comité international de la Croix-Rouge

Rapport d'activité pour 1979.

Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) vient de publier son rapport d'activité pour l'année 1979. Rappelant à cette occasion que le volume de son assistance s'est élevé à 30 040 tonnes de secours, pour une valeur de 55 millions de francs suisses, répartis dans quarante-cinq pays, il souligne l'intensification de son action sur tous les continents : en Afrique, dans toutes les régions affectées par des troubles ; en Amérique latine, particulièrement au Nicaragua avant et après l'arrivée au pouvoir de la junte de reconstruction nationale ; en Asie, surtout en raison des conflits qui ont opposé la Chine au Vietnam et le Vietnam au Kampuchéa ; enfin, au Proche-Orient, dans le cadre du conflit israélo-arabe et du conflit interne au Liban.

Le rapport souligne l'importance de son action, mais aussi ses limites, en Rhodésie, par exemple, où l'ancien régime interdisait à ses délégués l'accès à certaines régions ou prisons.

RECENTES INTERVENTIONS. — Dans son bulletin daté du 3 septembre, le C.I.C.R. dresse un bilan de ses interventions récentes et rappelle les nouvelles sections entreprises ses services humanitaires, notamment en Bolivie, à partir du 25 juillet, à la suite du séisme qui a dévasté le pays. Le C.I.C.R. a pu visiter des prisons et des hôpitaux dans la capitale et à Beni. Au Cambodge, ses délégués ont effectué deux déplacements dans les provinces, observant une activité intense dans les hôpitaux, sur les marchés, au long des routes et dans les villages. Les travaux ont principalement porté sur le Cambodge et l'Afghanistan. Sur ce

Commonwealth

Conférence régionale des pays d'Asie et d'Océanie.

Les chefs de gouvernement de seize pays d'Asie et d'Océanie, faisant partie du Commonwealth, se sont réunis du 1^{er} au 8 septembre à New-Delhi. Les travaux ont principalement porté sur le Cambodge et l'Afghanistan. Sur ce

premier point, les participants ont lancé un appel soulignant l'urgence de trouver une solution politique définitive au problème du Kampuchéa, qui assure « la souveraineté, l'indépendance et la neutralité de ce pays » pour permettre ainsi à son peuple de déterminer son avenir en étant libre de toute intervention étrangère. Ils ont demandé en conséquence le « retrait des forces étrangères du Cambodge » pour mettre fin à une situation qui « affecte la paix et la sécurité de toute la région ».

En ce qui concerne l'Afghanistan, les chefs de gouvernement ont recommandé un règlement acceptable par toutes les parties, faute de quoi une confrontation entre les grandes puissances serait inévitable. Enfin, les chefs de gouvernement ont condamné la présence militaire des superpuissances dans l'océan Indien et malgré la volonté expresse des Etats riverains de continuer à s'opposer à la présence de la marine soviétique à s'engager dans une démarche active et efficace pour réduire les sources de tension dans la région.

Conseil de l'Europe

Convention sur l'informatique et la protection des personnes.

Le comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté le 17 septembre à Strasbourg une convention pour la protection des personnes

à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel. Le texte prévoit notamment le « traitement des données » sensibles « relatives à l'origine sociale, aux opinions politiques, à la santé, à la religion, à la vie sexuelle, aux condamnations pénales, etc. », en l'absence de garanties offertes par le droit interne. Il garantit également le droit de toute personne à connaître les informations stockées la concernant, et à exiger le cas échéant des rectifications. D'autre part, la convention entend prévenir le « développement de paradis informatiques » en imposant des restrictions aux informations pouvant circuler d'un pays à un autre où n'existerait aucune législation équivalente.

Quand la convention sera entrée en vigueur, des Etats non membres du Conseil de l'Europe, y compris des Etats non européens, pourront y adhérer.

MESURES CONTRE LE TRANSFERT ET LA MISE A L'ABRI DE CAPTIFS D'ORIGINE CRIMINELLE. — Le Conseil de l'Europe a adopté le 21 août le comité des ministres venant de recommander aux Etats membres du Conseil de l'Europe de prendre des mesures pour empêcher le transfert de personnes à l'abri de la justice pénale et la mise à l'abri de captifs d'origine criminelle.

CULTURE ET EDUCATION. — Reunie le 27 août à Paris, la commission de la culture et de l'éducation du Conseil de l'Europe a adopté trois rapports à l'intention de la prochaine session parlementaire : ils concernent les Jeux olympiques, les langues et dialectes des minorités et la coopération entre les jeunes en Europe.

Organisation des Etats américains

Les relations avec le régime militaire bolivien.

Au cours d'une séance hebdomadaire du conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), le 3 septembre, M. Quirós García, nouveau représentant de la Bolivie, a accusé l'O.E.A. d'avoir outrepassé ses attributions en condamnant le coup d'Etat militaire du 17 juillet. L'intervention du représentant de la Bolivie — ulcéré par la suppression par le conseil permanent de la cérémonie protocolaire d'ordinaire réservée aux nouveaux membres au moment de la présentation de leurs lettres de créance — a été interrompue par un rappel à l'ordre du représentant de la Jamaïque. Plusieurs délégations — dont la représentante par intérim du gouvernement du Nicaragua — ont ensuite quitté la séance lorsqu'il tenta de reprendre la parole.

M. Orfila, secrétaire général de l'O.E.A., ayant, par ailleurs, adressé un message au chef d'Etat militaire bolivien à l'occasion de la fête nationale bolivienne, une mise au point a été publiée le 11 août par le secrétaire général lui-même et par M. Castellón, président du conseil permanent. Le message avait en effet été précédé dans les milieux gouvernementaux boliviens comme une reconnaissance tacite du régime du général Mesa par l'Organisation internationale. M. Orfila et Castellón ont tenté de souligner son caractère strictement protocolaire, rappelant qu'aucune disposition de sa charte n'habilite l'O.E.A. à procéder à une intervention de cette nature.

PROJET DE PLAN QUINQUENNAL EN FAVEUR DES COMMUNAUTÉS INDIENNES. — Conformément à une décision de la dernière assemblée générale ordinaire de l'O.E.A., une réunion consultative chargée d'étudier un projet de plan quinquennal en faveur des communautés indiennes du continent américain s'est tenue à Washington, les 20 et 21 août. D'après les rapports présentés à cette occasion, le nombre des indiens dans le sous-continent américain est de 25 500 000, les plus fortes concentrations se trouvant en Bolivie, en Equateur, au Guatemala, au Mexique et au Pérou. Parmi eux, 21 000 vivaient à la campagne et 5 000 000 dans les centres urbains. Selon des sources américaines, 1 500 000 seulement jouissent d'un niveau de vie suffisant. Le plan quinquennal vise à faciliter l'accroissement de la productivité des communautés afin d'élever leur niveau de vie, et de leur permettre de bénéficier de la production alimentaire, à l'exploitation des ressources océaniques et à la protection de l'environnement.

PROGRAMME REGIONAL DE COOPERATION TECHNIQUE. — L'Organisation d'un séminaire régional de coopération technique a été organisé à Washington, le 14 août, pour mettre au point le programme régional de coopération technique pour 1980-1981. Le secrétaire général de l'O.E.A. a annoncé que l'organisation avait investi à ce titre 100 millions de dollars depuis la mise en route du programme il y a 50 ans. Le but est d'aider les pays membres à jeter les bases d'une puissante infrastructure économique.

Le programme pour 1980-1981, auquel l'O.E.A. peut donner une impulsion nouvelle, sera consacré à la mise au point des énergies de substitution, à la production alimentaire, à l'exploitation des ressources océaniques et à la protection de l'environnement.

PROGRAMME DE COOPERATION ENERGETIQUE DE L'AMERIQUE CENTRALE ET DES CARAIRES. — Le secrétaire général de l'O.E.A. a été informé, le 8 août, de la décision des présidents du Mexique et du Venezuela concernant la participation des deux pays au programme de coopération énergétique de l'Amérique centrale et des Caraïbes mis sur pied sous les auspices de l'O.E.A. Cette coopération se traduira par la garantie des approvisionnements et l'établissement d'un système de crédits conjoints.

ASSOCIATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD. — La vingt-troisième assemblée générale de l'Association du traité de l'Atlantique nord s'est réunie à Madrid du 3 au 6 septembre. « La stratégie atlantique et l'Occident » a été le thème des travaux.

COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION CIVILE. — La Commission européenne de l'aviation civile (CEAC) a publié le 1^{er} septembre des statistiques sur le trafic aérien, non régulier enregistré dans ses Etats membres du 1^{er} novembre 1978 au 31 octobre 1979. Il en ressort notamment que ce type de trafic a augmenté de 3,1 % par rapport à l'année précédente (contre seulement 0,9 % en 1978). Les statistiques annuelles de croissance de 5 % depuis 1973. Cette expansion reste cependant inférieure à celle de la période 1968-1973.

ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE. — Le comité spécial de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), chargé de proposer un règlement durable du conflit de l'Angola, s'est réuni du 9 au 11 septembre à Freetown (Sierra-Léone). Les « sages » qui le composent ont formulé plusieurs recommandations qui préconisent, pour l'essentiel, l'application d'un cessez-le-feu en décembre prochain au plus tard, éventuellement précédé par les « casques bleus » de l'ONU, puis que l'organisation d'un référendum par l'O.U.A. avec l'aide des Nations unies.

Le Monde réalise chaque semaine
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
SÉLECTION HEBDOMADAIRE

5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - 246-72-23

AVIGNON



Jeune Co. 50

INTERROGATIONS

EN mai dernier, à Damas, le congrès du PLO — principale composante de l'Organisation de libération de la Palestine, que dirige Yasser Arafat, fut salué d'un texte émanant de ses dirigeants les plus « durs » dans lequel il aurait affirmé sa volonté de « libérer totalement la Palestine » et de « liquider l'entité sioniste ». Il aurait également préconisé la « révolution populaire armée » comme seul moyen d'atteindre cet objectif. A la fin de juillet, M. Yasser Arafat devait d'ailleurs officiellement qu'un tel texte ait été voté à Damas ; mais l'événement avait suscité d'amples commentaires dans la presse internationale alors que le Conseil de sécurité s'appuyait, en particulier, à condamner l'annexion unilatérale de Jérusalem par l'Etat d'Israël. Quant à M. Menahem Begin et à son équipe, ils s'étaient empressés de démentir à cette occasion un « pas en arrière » de la part de l'O.L.P. « Les dirigeants israéliens avaient jamais admis, dans le passé, quelque trace de « modération » chez les dirigeants de la résistance palestinienne.

Les responsables israéliens passaient en même temps sous silence les passages du « programme politique » voté à Damas qui rappelaient les prises de position antérieures du Conseil national palestinien acceptant la coexistence de deux Etats, l'un palestinien, l'autre israélien. Ils s'abstenaient aussi de mentionner le discours dans lequel M. Arafat n'aurait pas toute solution politique, mais seulement des propositions « telles qu'elles se présentent actuellement ». Il en résulte en Israël un climat d'hostilité et d'inquiétude qui allait servir de prétexte à M. Shimon Peres, ministre de la justice, pour proposer une nouvelle loi frappant de peines de prison ou d'amendes tous ceux qui expriment désormais leur soutien à des « organisations terroristes » : y compris ceux qui prôneraient la reconnaissance de l'O.L.P. sans en approuver cependant toutes les actions.

Manifestement, la nouvelle législation, qui a été approuvée par le Parlement israélien l'été dernier, vise d'abord les citoyens arabes d'Israël les plus radicaux, qui s'exercent de plus en plus ouvertement. Notamment dans les universités, où les étudiants juifs d'extrême droite se sont employés non sans succès à faire expulser des condisciples arabes qui ne cachaient pas leurs sentiments favorables à l'O.L.P. M. Begin et son ministre de l'éducation, partisan du Goum, Ramon, ont eux-mêmes émis des doutes quant au droit des « sympathisants du terrorisme » à poursuivre leurs études dans les « universités sionistes ».

MAIS une autre inquiétude perçait sous cette rhétorique. Les dirigeants israéliens craignent-ils que leurs concitoyens ne se lassent un jour convaincre par les arguments de la gauche et du Mouvement de la paix, qu'il n'en vienne à accepter un retrait des territoires occupés et la création d'un Etat palestinien si cela doit apporter la paix ? Depuis 1977, les sondages témoignent d'une évolution de l'opinion israélienne. Pour les deux tiers, les personnes interrogées ont reconnu l'impossibilité de la paix sans solution du problème palestinien. Une bonne moitié s'est déclarée pour des négociations avec l'O.L.P. à certaines conditions (reconnaissance d'Israël et cessation du terrorisme). Plus récemment, un sondage a recueilli près de 30 % de réponses favorables à la création d'un Etat palestinien, pourvu qu'elle débouche sur la paix totale : une minorité, certes, mais combien de responsables politiques oseraient-ils faire ce choix ? Chez les députés, la proportion s'élèverait pas 10 %, du moins s'ils devaient se prononcer publiquement.

Cependant, la majorité des Israéliens refusent toujours avec vigueur l'établissement d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Non qu'ils cèdent aux prétentions bibliques et aux arguments chauvins de l'extrême droite, mais par crainte de voir un jour les canons et avions russes et menaces de destruction des villes israéliennes. Ce « danger mortel » est d'ailleurs l'argument invoqué par les responsables du Likoud aussi bien que par l'opposition travailliste — à quelques exceptions près dans cette dernière — pour refuser toute concession.

Il est des Israéliens de gauche acquis au principe de la coexistence de deux Etats,

israélien et palestinien, pour qui ce « danger mortel » est beaucoup moins réel que la menace d'une reprise des hostilités en l'absence de solution au problème palestinien. Un Etat palestinien fondé en accord avec Israël, moyennant une reconnaissance mutuelle et un traité de paix, ne contraindrait-il pas à démanteler les antagonismes nationaux entre juifs israéliens et Arabes palestiniens ? De toute manière, Israël conservera longtemps encore sa supériorité militaire. Lorsque, en 1967, cet Etat remporta en six jours une victoire sur trois fronts, il n'occupait pas encore de territoires. En revanche, en 1973, le fait d'en disposer ne l'a pas empêché d'être tenu en échec sur deux fronts. Les « colombes » en concluent que ni les territoires ni les colonies juives qui y ont été implantées ne sont des éléments essentiels pour la sécurité de l'Etat.

Mais ceux qui se rangent parmi les socialistes de gauche donnent une autre explication du refus des dirigeants de res-

Il se trouve aussi des gens de gauche pour cautionner la revendication de certains éléments de l'O.L.P. en faveur d'un seul Etat « laïque et démocratique dans toute la Palestine ». Faudra-t-il que cette formule, avec ce qu'elle contient d'utopie, masque encore longtemps aux Palestiniens l'avantage de la concession majeure qu'ils feraient s'ils acceptaient des conditions minimales ?

L'idée d'une patrie commune aux « Arabes musulmans, chrétiens et juifs » repose sur de fausses prémisses. Comme si les juifs israéliens étaient, purement et simplement, soit des Arabes venus des pays voisins, soit des colonialistes européens pouvant retourner chez eux. Dès le début, la colonisation de la Palestine s'est nourrie d'un nationalisme engendré par des persécutions bien réelles, particulièrement en Europe, mais aussi en Afrique du Nord et en Asie. Etant que les dirigeants sionistes ne soient pas hostiles aux intérêts euro-américains, elle visait moins à exploiter le

Depuis les années 60, ce sont les Américains qui déversent des armes coûteuses en Israël et dans plusieurs pays arabes — dont l'Égypte, depuis peu. Tout en faisant grand cas de la paix dans leurs discours officiels, les dirigeants américains n'ont jamais cessé, en réalité, d'approuver l'occupation israélienne et l'intervention au Sud-Liban tandis qu'ils rejettent les ouvertures des Palestiniens. Il n'est certes pas exclu que les États-Unis finissent par se rapprocher des thèses que défendent aujourd'hui les Européens, mais un changement de stratégie ne se fera que sous la pression des masses, en particulier celles des pays du Proche-Orient, et des populations palestiniennes. Les dirigeants conservateurs de la région, en effet, semblent avoir donné leur bénédiction à Washington, qu'ils laissent faire. Par exemple, l'Arabie Saoudite a du mal à trancher entre son désir de voir se créer un petit Etat palestinien bien docile et la crainte qu'il ne devienne le catalyseur des mouvements de gauche de tout le Proche-Orient, une fois le conflit israélo-arabe résolu.

Au-delà du nationalisme

Par DAVID MANDEL

timiser les territoires occupés en 1967. Ils estiment que, si l'argument de la sécurité a pu convaincre l'opinion, ceux qui persistent à vouloir les conserver ont un autre mobile en tête. Désirant assumer un rôle dans la stratégie régionale qui se met en place sous l'égide des États-Unis, les responsables israéliens trouvent un aboutissement à une occupation qui renforce bien évidemment leur position. Il faut également tenir compte, dans ce refus, des relations coloniales qui se sont instaurées entre Israël et les populations — paysans et sous-prolétaires — des territoires occupés. Un marché captif s'offre désormais aux plans de consommation israéliens, tandis que l'écoulement des produits locaux (agricoles, en majorité) dans les pays arabes assure un appoint appréciable à la balance commerciale israélienne.

Qui plus est, avec quelque cent mille personnes venant chaque jour travailler en Israël dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture les plus mal payés, l'économie dispose d'une main-d'œuvre aisément disponible en cas de récession. Situation confortable : ni la bourgeoisie ni les travailleurs israéliens n'ont jamais manifesté le moindre désir de modifier ce statu quo. Cependant, d'autres réalités pourraient entraîner le développement d'une opposition à la poursuite de l'occupation ; tel l'inquiétant engorgement de la résistance et de la répression, ou la charge croissante que représentent les dépenses militaires pour les salaires. Les dirigeants des taudis qui avaient voté pour la droite en 1977 demandent maintenant « de l'argent pour les pauvres, pas pour les colonies (de peuplement) ».

VOILÀ dix ans, un groupe de Palestiniens et d'Israéliens s'étaient entendus pour définir les conditions minimales de la paix : retour aux frontières de 1967 ; démantèlement des colonies ; reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination, y compris le droit pour eux de choisir leurs dirigeants et de fonder un Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza. Aujourd'hui, la communauté mondiale, dans sa grande majorité, a repris cette thèse et bien des indices laissent penser que l'O.L.P. serait prête à s'y rallier. Néanmoins, il existe toujours en Israël un vaste consensus pour le rejet, attitude qui, à son tour, encourage les déclarations maximalistes dans le camp palestinien.

Le régime israélien réussit-il mieux que par le passé à se tailler un rôle au service de l'impérialisme américain. Mais combien d'autres États sont dans le même cas, et dont la légitimité n'est pas mise en question ? Bien des Palestiniens ont fini par comprendre que l'existence d'un peuple juif israélien implique, pour lui aussi, un droit à disposer de son Etat propre, corollaire du droit des Palestiniens à fonder le leur. L'Etat unique, c'est une solution qu'il faudrait imposer de force à la grande majorité des Israéliens : ce n'est donc pas une formule viable. La reconnaissance des droits nationaux légitimes des Palestiniens n'en exige d'ailleurs pas tant.

LES erreurs de l'histoire, qu'elles remontent à deux mille ans ou à trente-deux ans, ne peuvent offrir une solide base de départ pour tenter de résoudre démocratiquement ce conflit de nationalités. Visant plus loin, les vrais socialistes israéliens cherchent aussi les moyens de susciter une conscience de classe pour mener une action révolutionnaire contre les bourgeoisies locales et contre la domination impérialiste dans la région. Trop souvent, les hautes nationalités ont été utilisées par les régimes en place pour détourner les populations du Proche-Orient de leurs vrais problèmes, y compris les Palestiniens et les Israéliens. Européens et Américains ont eux aussi joué un grand rôle dans la division des juifs et des arabes. Du temps du mandat, les efforts des juifs et des Palestiniens de gauche cherchant à s'entendre sur une formule d'autonomie commune furent sans cesse contrecarrés par les autorités britanniques. Lors du régime de 1949, les Britanniques encourageaient un accord entre Ben Gourion et le roi Abdallah de Jordanie sur le dos des Palestiniens. En 1956, Londres et Paris incitèrent Israël à attaquer l'Égypte alors que Nasser essayait discrètement de s'entendre avec l'Etat juif.

* Journaliste israélien.

LES Palestiniens ont, eux aussi, un dilemme à résoudre. La prédominance des intérêts pro-occidentaux dans la région compromet la création d'un Etat palestinien vraiment indépendant, l'essentiel est, dès lors, de trouver une formule qui privait la gauche palestinienne de son influence. Le plan d'autonomie conçu par MM. Begin, Sadat et Carter n'a pu donner le change, mais une offre plus proche de l'indépendance réelle pourrait davantage séduire les conservateurs de l'O.L.P. et, avec eux, la Jordanie.

Si les Palestiniens et leurs sympathisants doivent se garder d'abandonner la lutte pour une indépendance véritable, thème central de leur « revendication nationale légitime », ne serait-il pas irraisonné, et sans doute suicidaire, de leur part de repousser tout plan de solution pour la simple raison que les États-Unis seraient impliqués dans sa préparation ou dans sa mise en œuvre ?

Quant à la gauche israélienne, qui se bat pour la reconnaissance des droits des Palestiniens, elle est aujourd'hui confrontée, au risque de découragement devant l'insuccès de ses efforts. La tentation est grande pour elle de dire que, de toute manière, les Américains finiront par imposer un règlement. Ce qui revient à privilégier la composante nationale du conflit israélo-palestinien au détriment de ses aspects coloniaux. Mais l'acceptation de la reconnaissance de deux États côte à côte comme une solution statique et définitive. D'autres évitent cette erreur et réalisent qu'un nouveau Etat en Cisjordanie et à Gaza ne résoudra jamais tous les problèmes, pas plus que cette solution ne viendra à bout de l'impérialisme. Ils rejettent alors la formule des deux États, sans voir que c'est une évolution nécessaire.

L'unité politique entre Palestiniens et Israéliens, dans une sorte de construction nationale, n'est pas un « rêve » complètement dénué de sens. Ce peut même être un objectif concret à poursuivre. Mais si cela signifie que l'unité devra être imposée de force à l'une ou l'autre partie ou, pis, si cela revient à nier l'identité nationale de l'une ou de l'autre, alors cette vision devient réactionnaire. Jamais elle ne fera progresser les forces acquises au socialisme dans la région, à supposer même qu'elle puisse conduire à la paix.

Le conflit n'est pas symétrique. Israël a déjà acquis son indépendance nationale. La Palestine, non. Une grande part du peuple palestinien vit sous l'occupation israélienne, avec l'assentiment des États-Unis. Néanmoins, cette occupation ne profite nullement à la vaste majorité des Israéliens : à partir de cette donnée objective, il devrait être possible de mettre sur pied un règlement juste et durable qui tienne compte des revendications minimales de part et d'autre. En tant que groupe national opprimé, auquel l'oppression dénie même cette qualité, les Palestiniens n'ont peut-être pas l'obligation morale de proposer un compromis. On ne peut s'empêcher de songer cependant que, s'ils s'engageaient à reconnaître l'Etat d'Israël et à cesser toute violence une fois les territoires évacués et leur Etat mis en place, cette initiative pourrait déclencher en Israël des réactions auxquelles on ne s'attend pas.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Sans prolétariat ni socialisme, par Alain Bihl et Jean-Marie Heinrich.

PAGE 3 :

Le Liban, témoin du déséquilibre arabe, par Sélim Turqué.

PAGES 4 et 5 :

LA REVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAN : UNE VOIE SEMEE D'EMBÜCHES, suite de l'article d'Eric Rouleau. — Les pièges du transfert de technologie, par Frédéric Langue.

PAGE 6 :

La lente construction de l'industrie militaire égyptienne, par Balmo Verryn.

PAGE 7 :

L'armée rouge, outil de la révolution ou de l'Etat ? par Lily Marcus. — Les difficultés de la dénazification, suite de l'article de Jean Daubier.

PAGES 8 à 12 :

LA POLOGNE SUR LA CORDE RAIDE : Une quête d'authenticité et d'honnêteté, par Jean Offredo. — La stratégie des intellectuels : vers la solidarité, par Ignacio Ramonet. — La grande faiblesse de l'économie : choix erronés et dogmatisme, par Wilhelms Jampel. — La dépendance à l'égard de l'Occident, par François Géra. — Les particularités de la coopération au sein du Comecon, par Maria Lavigne. — Unité du pouvoir politique, pluralité sociale et idéologique, par Victor Fay.

PAGE 13 :

Le Mexique en quête d'une nouvelle forme de stabilité, par Jean C. Castaneda. — Le Rêve mathématique de Nikolai Boukharine de Christian Salmon, par Maurice Andrieu.

PAGES 14 et 15 :

Idéologie de la dictature militaire et défense des droits de l'homme en Argentine : le discours d'un général devant la Junta interarmada de défense.

POUR LA RESTAURATION DES VALEURS PERDUES. Dilemme enquéte sur la répression, par Rodolfo Mattarella.

PAGE 16 :

TEMPÊTE SUR LA JAMAÏQUE, par Edouard Bailly. — Le contrôle de l'opinion aux États-Unis : la « campagne permanente », par Pierre Dommargues.

PAGES 17 à 21 :

LES SYNDICATS ET LE DEVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE : Nécessaire et difficile solidarité, par Marie-Claude Céléste. — Contre un certain type de développement, par Jacques Châtré. — L'O.L.P. et le sort des masses rurales, par Mireille Lemarquier. — Initiative syndicale et normes du travail, par Nicolas Valdivia.

PAGE 22 :

Recherches universitaires : Théorie des jeux et relations internationales, par Charles Zenghabe.

PAGE 23 :

Les livres du mois.

PAGE 24 :

Cinéma politique : Filmer à droite, par Ignacio Ramonet, Jacques Demure, Joseph Daniel et Christian Zimmer.

PAGES 25 à 27 :

L'activité des organisations internationales.

« La Monde diplomatique » du mois de septembre 1980 a été tiré à 116 500 exemplaires.

Octobre 1980

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSS - GREC FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Étrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décaissés dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques en cassette) et, pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (32).

Cours tous niveaux (même débutant) Service Orientation. Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi de 1974-77). Inscriptions en toute période de l'année. (Renseignements gratuits).

Documentation gratuite à : LANGUES & AFFAIRES, n° de juin, service 2245 38, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, Tél. : 270-61-88